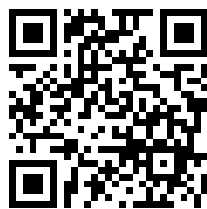

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

Princeton University Library



32101 076386943



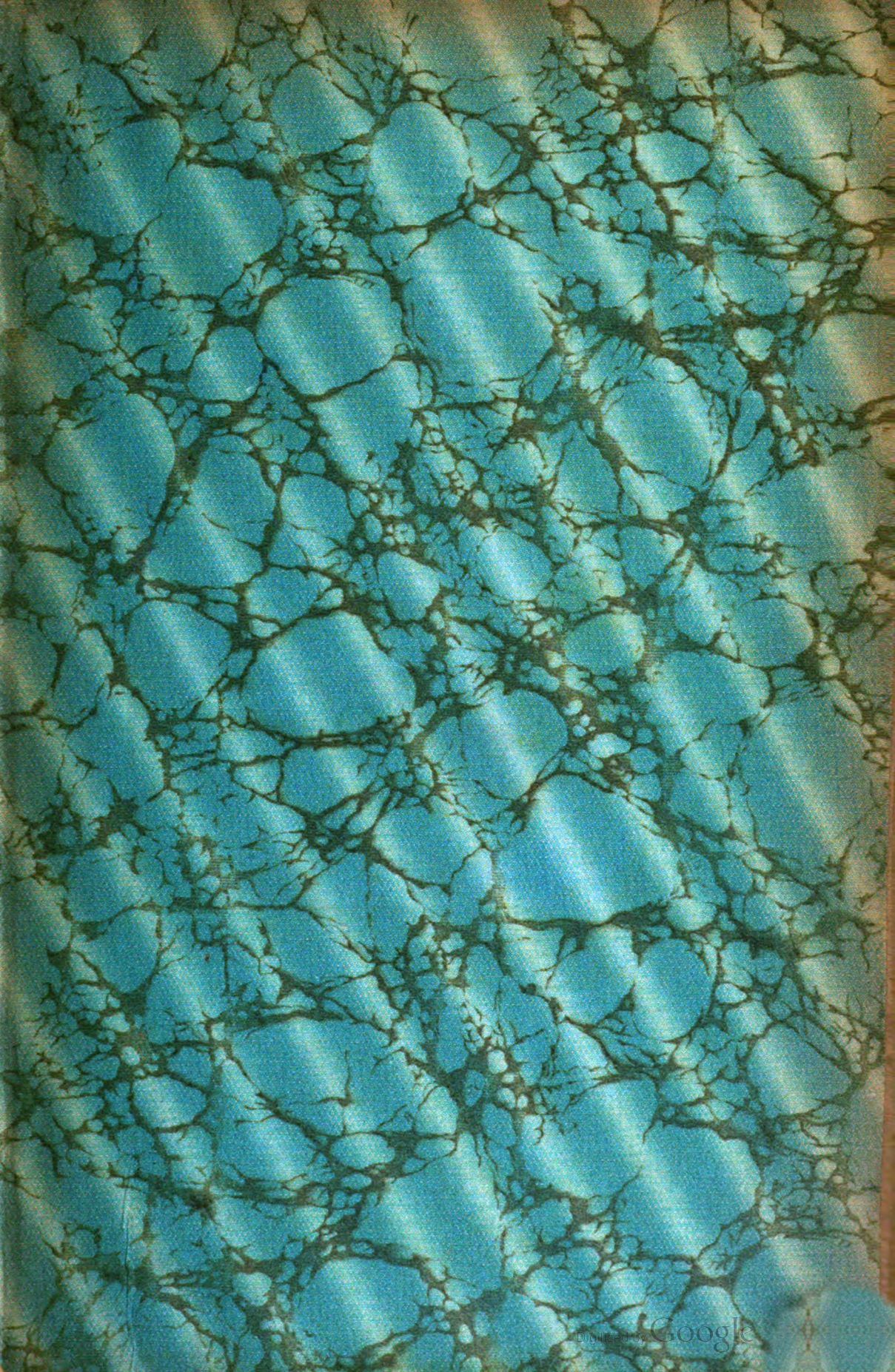
0914
.858

v.33-34

Library of



Princeton University.



BULLETIN
de la
SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE
de Laon

—
TOME XXXIII



ST-QUENTIN
Imp. D. ANTOINE

—
1910

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE

DE LAON

BULLETIN
de la
SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE
de Laon



TOME XXXIII



ST-QUENTIN
Imp. D. ANTOINE

—
1910



Première Partie

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

Séance du 13 Janvier 1910

La séance est ouverte à quatre heures et demie, sous la présidence de M. BROCHE.

Sont présents :

MM. BLACK, DELVINCOURT, GILBERT, GLINEL, Vicomte JEHAN de HENNEZEL, Vicomte PAUL de HENNEZEL, PRUDHOMME, Baron de TRÉTAIGNE et WESTERCAMP, membres titulaires.

M^{lles} BOULAY, ROUX, MM. BRISMONTIER, de HEDOUVILLE, LEGRAND, membres correspondants.

Se sont excusés :

M^{me} Faure, MM. BERGMANN, CASSE, ERMANT, GANAULT, HENNEQUIN, MARQUISET, PERINNE de la CAMPAGNE.

M. le Président annonce la démission de M. CARRÉ, inspecteur départemental de l'Assistance publique.

M. BRAIBANT donne ensuite lecture d'une piquante étude littéraire intitulée : « Une Madame Bovary laonnoise, au milieu du xix^e siècle ». C'est une ingénieuse comparaison entre M^{me} Creton du Coche, l'héroïne des « Bourgeois de Molinchart », de Champfleury, et M^{me} Bovary, l'héroïne du roman de Flaubert.

M. PRUDHOMME propose ensuite une explication de l'ancienne dénomination de Laon : *Lugdunum Clavatum*, *Laon-le-Cloué*.

M. J. de HENNEZEL, communique une note sur une pierre gnostique trouvée à Corbeny.

L'insertion de ces divers travaux dans le bulletin est décidée à l'unanimité.

La séance est levée à six heures.

Le Secrétaire,
Vicomte Jehan de HENNEZEL.

Le Président,
Lucien BROCHE.

Séance du 8 Février 1910

La Société s'est réunie le mardi 8 février 1910, à 4 heures 1/2, sous la présidence de M. BROCHE.

Étaient présents :

M^{lles} L. BOULAY, BEUCHER, GARTENER et ROUX. MM. BARBIER, BERGMANN, BLACK, BRAIBANT, BRISMONTIER, CASSE, DELVINCOURT, GILBERT, GLINEL, de HEDOUVILLE, Vicomte J. de HENNEZEL, Vicomte P. de HENNEZEL, LAVAUD, LEGRAND, LION, Georges MARQUISSET, PRUDHOMME, et WESTERCAMP.

Étaient représentés : M^{lle} DOSSER. MM. le Comte de BRICHE, R. de CAMPEAU, ERMANT, d'ERSU, LAFOREST, l'ELEU, MARCÉ, PERINNE de la CAMPAGNE, PILLE, ROUSSEAU, SARTIAUX, SERVANT, le Baron de TRÉTAIGNE et H. RILLART de VERNEUIL.

Étaient excusés :

M^{lle} DOSSER, MM. CHERRIER, ERMANT, d'ERSU, LAFORÊT et SERVANT.

M. Armand de HEDOUVILLE est élu membre titulaire ; M. DELMAS, percepteur à Laon et M. le docteur CROQUET, médecin à Tergnier, membres correspondants.

M. BECHET donne sa démission de membre correspondant. Cette démission est acceptée.

M. le Président donne lecture d'une requête qui lui a été adressée par un grand nombre de nos confrères, au sujet de la substitution du mot « *historique* » au mot « *académique* » dans le nom de la Société. Les signataires de cette requête sont : MM. André BIVER, le Comte de BRICHE, R. de CAMPEAU, l'ELEU, d'ERSU, G. FAURE, Armand de HEDOUVILLE, le Vicomte Jehan de HENNEZEL d'ORMOIS, le Vicomte Paul de HENNEZEL d'ORMOIS, le Baron de HENNEZEL d'ORMOIS, R. de LAMINIÈRE, le Marquis de la TOUR-DU-PIN CHAMBLY, le lieutenant de LINAGE, Maurice MARCÉ, le Marquis de NAZELLE, le Comte de SARS, le Baron de TRÉTAIGNE, H. VILLART de VERNEUIL et M^{me} FAURE.

Une dizaine d'autres membres de la Société présents ou représentés, bien que n'ayant pas signé cette requête, sont aussi partisans de ce changement de nom.

M. le Président demande qu'il soit voté sur cette question.

Mais MM. GLINEL et BLACK, qui tiennent au qualificatif « *académique* », font une vive opposition à ce projet. M. BLACK dit que ce changement serait en outre une modification aux statuts, qui ne peut être votée que par une Assemblée générale.

La question est renvoyée au bureau.

M. le Président annonce que l'Église de Vorges vient d'être classée comme monument historique.

L'ordre du jour appelle ensuite une lecture de M. J. de HENNEZEL, sur

Les anciens imprimeurs de Laon, et trois communications de M. le Président sur : « Les anciennes Statues des Preux au Château de Coucy », « Une lettre inédite de Fouquier Tinville » et « La Cathédrale de Laon et l'Église de Mouzon (Ardennes) ».

M. BERGMANN donne une analyse de l'étude de Pierre LEAUCOURT, sur la Capitulation de Laon, récemment parue dans la *Revue Historique*.
La séance est levée à 6 heures 1/2.

Le Secrétaire,
Vicomte Jehan de HENNEZEL.

Le Président,
Lucien BROCHE.

Séance du 21 Avril 1910

La Société s'est réunie le jeudi 21 avril 1910, à 4 heures 1/2, sous la présidence de M. BROCHE.

Étaient présents : M^{lles} BEUCHET, E. et L. BOULAY, DOSSER ; MM. AMADE, BLACK, BRAIBANT, BROCHE, CROQUET, GILBERT, GLINEL, de HÉDOUVILLE, LAVAUD, LION et MARQUISET.

S'étaient excusés :

M^{lle} ROUX ; MM. CHERRIER, ERMANT, d'ERSU, HARDUIN de GROSVILLE, Vicomte J. de HENNEZEL, Vicomte P. de HENNEZEL, Vicomte de la TOUR-DU-PIN,, PÉRINNE de la CAMPAGNE.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président fait connaître que les cartes d'identité des Membres de la Société, établis conformément à la décision prise dans une précédente séance, vont pouvoir être prochainement distribuées.

Un projet d'excursion à Braisne, à Bazoches et à Mont-Notre-Dame, présenté par M. le président, est ensuite adopté à l'unanimité. Cette excursion est fixée au jeudi 9 juin.

M. Maurice BRAIBANT donne lecture d'une étude ayant pour titre « *Une Séance au Conseil municipal de Laon, racontée par Victor Hugo* », qui abonde en détails très curieux sur la destruction de la tour dite de Louis d'Outremer, démolie en 1831.

Sur le désir que lui exprime M. le Président, M. Braibant veut bien donner lecture d'une intéressante notice de M. Cherrier sur « *Un tremblement de terre à Laon, en 1580* », puis d'un travail très documenté où M. de Sars réfute l'assertion de certains historiens d'après laquelle Jeanne d'Arc serait passée à Laon après le sacre de Charles VII à Reims.

La séance a été levée à 6 heures 1/2.

Le Secrétaire,
Vicomte Jehan de HENNEZEL.

Le Président,
Lucien BROCHE.

Séance du 20 Mai 1910

La séance est ouverte à 4 heures 1/2 sous la présidence de M. BROCHE.

Sont présents :

M^{lles} ROUX, LALANNE, L. et E. BOULAY ; MM. PRUDHOMME, LION, BLACK, GILBERT, GLINEL, Armand de HEDOUVILLE, Baron de HENNEZEL, BARBIER, de CAMPEAU, Vicomte P. de HENNEZEL MARQUISSET et Vicomte J. de HENNEZEL.

M. d'ERSU s'est excusé.

M. J. de HENNEZEL donne communication d'un inventaire du mobilier du Château de Presles, des maisons épiscopales d'Anizy, d'Achery et de Pouilly, au décès de Geoffroy-le-Meingre, évêque de Laon, en janvier 1371 (nouveau style). Cet inventaire fait partie d'un recueil de chartes récemment acquises par la Bibliothèque nationale. Il fait suite à un autre inventaire, concernant le mobilier du même évêque au Palais épiscopal de Laon, publié il y a quelques années par M. BROCHE, dans le *Bulletin historique et philologique* du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

M. Jehan de HENNEZEL fait remarquer l'intérêt qu'il y aurait à publier de nouveau le travail de M. Broche, en même temps que le sien. Ces documents, traduits et annotés, donneraient une idée bien exacte de ce qu'était le mobilier d'un évêque de Laon au moyen âge. Cette proposition est adoptée.

M. CHERRIER envoie la copie d'un certain nombre de lettres écrites par Henri IV pendant le siège de Laon. Tout en constatant l'intérêt de ces lettres, M. le Président fait remarquer que la correspondance d'Henri IV a été publiée au complet, il y a quelques années. D'ailleurs plusieurs des lettres copiées par M. CHERRIER sont reproduites par Devismes dans son histoire de Laon.

M. P. de HENNEZEL lit une note sur les anciens registres paroissiaux de Vorges, et communique la curieuse profession de foi d'un ermite de ce village, acte qui figure dans l'un de ces registres.

M. BROCHE fait ensuite une intéressante description de l'ancienne Église abbatiale de Saint-Vincent de Laon, d'après des reproductions de plans et de documents anciens. Ce monument fut construit à la même époque que la cathédrale de Laon et dans des proportions presque identiques.

En terminant, M. PRUDHOMME propose de distribuer, aux membres présents qui le désireraient, des exemplaires de l'ouvrage de Matton sur « Les papeteries de l'Aisne ».

Cette distribution est faite, et il est décidé qu'on annoncera, à l'ordre du jour de la prochaine séance, la remise de l'ouvrage de M. Matton à tous les Membres de la Société qui en feront la demande.

La séance est levée à 6 heures 1/2.

Le Secrétaire,
Vicomte Jehan de HENNEZEL.

Le Président,
Lucien BROCHE.

Séance du 26 Juillet 1910

La Société Académique s'est réunie le mardi 26 juillet, sous la présidence de M. BROCHE.

La séance est ouverte à 4 heures et demie.

Sont présents :

M^{lles} BEUCHER, LALANNE et ROUX. MM. BERGMANN, BLACK, CASSE, CATELAIN, CHERRIER, D^r CROQUET, GLINEL, Armand de HEDOUVILLE, Vicomte Jehan de HENNEZEL, LAVAUD, l'ELEU, G. MARQUISSET, PRUDHOMME, Comte Maxime de Sars et SOUCHON.

Sont excusés :

MM. BRAIBANT, de CAMPEAU, ERMANT, d'ERSU, M. et M^{me} G. FAURE, Vicomte P. de HENNEZEL, Baron de HENNEZEL.

M. le Président présente les candidatures de MM. CHERRIER, notaire à Paris, D^r FRÉMONT, d'Anizy-le-Château, LOISEAU et MACHIN, avoués à Laon, comme membres titulaires, et de MM. de MUSSAN, officier d'administration à Rennes, et PINEAU, licencié-en-droit à Paris comme membres correspondants.

Ces candidats sont élus à l'unanimité.

M. le Président transmet à la Société l'invitation faite par la Société historique et archéologique de Soissons à une excursion à La Ferté-Milon et aux environs, le jeudi 28 juillet.

Communication est donnée ensuite par M. CHERRIER, d'une notice sur l'Eglise de Chevreigny ; par M. l'ELEU, d'une note sur les origines laonnoises de la famille du poète contemporain Henri de Régner ; par M. A. BIVER d'une étude très documentée sur l'ancien Prieuré de Saint-Gobain.

M. BLACK signale la découverte récente faite à Fresnes-sous-Coucy, d'un cimetière Gallo-romain. Il est décidé que M. DEJENTE, instituteur à Fresnes-sous-Coucy et membre correspondant de la Société, sera prié de la tenir au courant du résultat des fouilles entreprises.

M. BROCHE donne ensuite communication de plusieurs lettres intéressantes tirées des dossiers de haute-police conservés aux Archives de l'Aisne et notamment :

1°. — D'une lettre adressée en 1809 au Préfet de l'Aisne par la mère de Saint-Just, pour rentrer en possession des papiers de famille et des titres de propriété saisis chez le conventionnel le 9 thermidor.

2°. — D'une série de lettres intéressant Merlin de Thionville comme premier suppléant du juge de paix de Chauny sous la Restauration. Ces documents montrent que l'ancien révolutionnaire n'avait pas désarmé, et qu'il avait même provoqué dans trois villages de son voisinage des adresses à la Chambre des Députés contre la guerre d'Espagne en 1823.

3°. — D'une lettre de la baronne de Cuzey, sœur du conventionnel

Beffroy de Beauvoir et du littérateur Beffroy de Reigny, dit le Cousin Jacques, adressée au Préfet de l'Aisne pour lui demander sauvegarde contre les excès commis par les cosaques à Bourguignon-sous-Montbavin, pendant l'invasion de 1814.

La séance est levée à 6 heures et demie.

Le Secrétaire,
Vicomte Jehan de HENNEZEL.

Le Président,
Lucien BROCHE.

Deuxième Partie

MÉMOIRES ET DOCUMENTS

AUTOUR D'UNE VIEILLE MAISON

... *tactusque soli natalis amore.*
(Ov., MET., VIII, 184).

Quand, lassés de la rue Veschef et de la Placette, férus de grand air et d'exercice, les bourgeois du vieux Laon cherchaient alentour de leur ville quelque coin de verdure où bâtir leur maison des champs, l'une des calmes retraites où se fixait le plus volontiers leur prédilection était assurément le village de Presles.

Dès longtemps, leurs évêques leur avaient donné l'exemple, et, visible depuis le rempart Saint-Jean, leur château dressait au-dessus de ce fond de vallon sa silhouette gothique. En lisière des bois qui couronnaient les hauteurs, les replis du terrain se prêtaient bénévolement à la culture de la vigne. Enfin, encore qu'il n'y eût pas de route directe vers Laon et que des chemins de pied fussent seuls à traverser le marais, la distance n'était point telle que Messieurs les gens de Palais ne pussent aisément venir surveiller leurs récoltes entre deux audiences.

Pendant de longues années, le malheur des affaires publiques et l'insécurité des campagnes avaient contrarié l'expansion de cet appétit de nature. Dans le temps où le Flamand Plantin, en un sonnet demeuré fameux, bornait la félicité d'un bourgeois honnête à « dire son chapelet en cultivant ses entes », la Picardie et l'Ile-de-France fourmillaient de troupes aux étendards bigarrés, en route pour s'en aller entretuer à Saint-Quentin (1). Puis, ç'avait été les guerres de Religion, l'obligation pour tous ces gens paisibles de prendre le morion et l'arquebuse, qui pour le Roi, qui pour la Ligue. Le château de Presles avait été pris et repris deux fois (2). Enfin, après un éphémère répit sous le Vert Galant,

(1) Devisme, *Manuel Historique du Département de l'Aisne*, Laon, 1826, pp. 94-95.

(2) Antoine Richart, *Mémoires sur la Ligue dans le Laonnois*, Laon, 1869; 13 déc. 1589 et 10 mars 1590 (je ne donne pas la pagination qui est défectueuse).

les Impériaux avaient reparu, et pendant vingt ans et plus, la guerre étrangère, panachée sur le tard de guerre civile, avait promené par tout le plat pays l'incendie, le meurtre et le pillage. Quelque uniforme qui les couvrit, les mercenaires dont se composaient les armées étaient pour le paysan pareillement redoutables. Les troupes françaises ou alliées de Turenne et d'Erlach enfumaient les habitants dans les églises, et la garnison espagnole de Rocroi venait mettre en flammes Laval, Nouvion et Presles (janvier 1658) (1). Les villageois avaient cherché à leur tour un asile derrière les murs de la ville fortifiée (2). La paix signée, tout ce monde redescendit, inquiet d'abord. On réoccupa les décombres, prêt à s'enfuir à la première alerte. Puis, d'entre les ruines, des constructions nouvelles se dressèrent, plus nombreuses, mieux assises, plus assurées, au fur et à mesure que le spectre de tant d'horreurs disparaissait et que la guerre s'éloignait des frontières, aux feux sans cesse accrus du soleil de Versailles, aux *Te Deum* des « Conquestes du Roy ».

Voilà comment, dès les premières pages des registres paroissiaux, rouverts tout justement au lendemain de ces jours de misère, l'on rencontre côte à côte avec les noms des paysans ceux des principaux notables de la ville, soit qu'ils fissent l'honneur à leurs vigneron de tenir leurs nouveau-nés sur les fonts, soit que mesdemoiselles leurs épouses voulussent bien elles-mêmes venir faire leurs couches aux champs. Voilà comment les plus anciennes de ces maisons de plaisance qui montrent aujourd'hui encore sur le bord de nos routes leurs faces ridées de grand'mères arborent presque toutes des dates de cette seconde moitié du xvii^{me} siècle au fronton de leurs portes cochères comme à la cocarde de leurs bonnets.

C'est de l'une de ces demeures, comme aussi de l'une de ses

(1) Edouard Fleury, *Un Chapitre inédit de l'Histoire du Diocèse de Laon pendant la Fronde*, Bull^m Soc. Acad. de Laon T. vii, pp. 28-35, 77-79, 87, 88. *Inventaire sommaire des Archives Communales de Laon antérieures à 1790*, Laon, 1885, BB. 6.— Cf Saint Perez, cité par Fleury, *op. cit.*, p. 23, pèlerinage à Liesse :

« En un temps où les champs pillés de toutes parts
Étoient rouges du sang qu'espandoit le Dieu Mars ».

(2) Fleury, *op. cit.*, p. 68.

cadettes à laquelle elle s'est trouvée unie dans le cours des siècles, que j'entreprends de narrer l'histoire (1). Certes, le décor n'en est rien moins que monumental, et l'on n'y verra passer que de fort modestes silhouettes, tant bourgeoises que militaires, de l'ancien temps. Mais j'estime, quant à moi, ces médiocres murailles où deux cents ans ont vécu aussi émouvantes que le Palais du Grand Roi, et ces petites destinées terminées aussi prestigieuses que celles des talons rouges. L'âme de la vieille France s'y livre plus familière, et notre imagination pieuse les dore de la même lumière de ruines et de soleil couchant.

I

Dans les dernières années du xvii^me siècle, M. Nicolas François de Martigny, ancien capitaine au Régiment Royal, maire de Laon, capitaine de la Compagnie des Arquebusiers (2), avait sa maison d'été vers le haut du village de Presles, du même rang que l'église, à l'angle de la rue montante et d'une petite place couverte de verdure (3). Au centre de la place, une croix se dressait (4), et, venue tout droit des champs, une ruelle mousseuse y débouchait où coulait un ruisseau, tout le long du jardin de M. de Martigny (5).

(1) Ces maisons, reprises au cadastre de Presles avec leurs dépendances, section C, n^{os} 958 à 961, sont aujourd'hui connues sous le nom de « Le Pavillon » et appartiennent à Madame Yves, née d'Estremont. Le dossier qui devait accompagner la transmission a péri tout entier, et c'est aux divers dépôts d'archives de Laon et de Presles que j'ai trouvé les matériaux de la reconstitution que je tente.

(2) Voir sur ce personnage l'*Arquebuse de Laon*, par le vicomte de Hennezel d'Ormois. Bull^m Soc. Acad. de Laon, T. xxxii, pp. 291, 293, note 2, 301 et 302. En dehors des qualités énumérées dans ce travail et reprises plus haut, M. de Martigny paraît avoir possédé celle de commissaire aux revues et logements des gens de guerre (*Invent. des Arch. Com. de Laon*, BB. 15 et GG. 59).

(3) Le plus ancien titre que j'ai retrouvé de cette maison n'est que de 1786, mais les actes qui concernent la maison voisine suppléent à cette pénurie ; v. notamment l'acte de la Campagne et Crochart du 21 juin 1713 cité plus bas, page 10, note 2.

(4) La maison voisine est dite dans l'acte de 1713 : « Au haut de la rue du Bas, en dessous de la Croix » ; cf note 1 de la page 13 ci-dessous.

(5) Désignation d'un acte Cotte, du 6 octobre 1776 (minutes de M^e Lion,

Par une vaste porte cochère, faite pour livrer passage aux hautes voitures de foin, on pénétrait dans la cour, carrée, entourée de constructions. Les communs s'y développaient sur trois côtés. Au fond, et face au porche, la porte de la maison d'habitation s'ouvrait au sommet d'un petit perron de cinq marches taillées à pans coupés. Et, de pur style Louis XIII, encadrée de moulures à profil droit, surmontée d'un fronton triangulaire, elle offrait dans toutes ses lignes cette grâce précise et un peu sèche illustrée par les dessins d'Abraham Bosse et de Sébastien Le Clerc.

L'intérieur était sans faste. Trois pièces seulement, bout à bout, composaient la maison, réduite suivant l'usage du pays à un rez-de-chaussée surélevé. Murailles et refends étaient d'une structure lourde et grossièrement assemblés. Le sol, tourmenté et inégal, n'avait jamais connu de niveau. De larges dalles plates le couvraient, ou, par endroits, un curieux carrelage de petites briques posées de champ, en dessins d'une ordonnance régulière, vestige de générations de possesseurs très anciens. Pas de plafonds ; des solives de chêne apparentes, ou, çà et là, une simple couche de chaux. Tout l'ornement des pièces était dans les grands âtres à plaques de fonte, faits pour dévorer des troncs d'arbres sur leurs landiers. Les fenêtres prenaient jour sur le jardin étroit et long, ceint de murs de pierres sèches, dont les collines boisées formaient l'arrière-plan. Un haut grenier régnait sur le tout, au sol de terre battue, auquel on aboutissait par un escalier tortueux. Enfin, les fondations se creusaient d'un triple étage de caves, se développant sous la maison et sa voisine, flanquées d'une crypte à plafond d'église, assorties d'un escalier à voûte à nervures. Cette maison ^{xviii}^e siècle enfonceait les pieds dans le moyen âge. La tradition voulait d'ailleurs qu'elle eût fait partie jadis du domaine épiscopal, et que les couloirs brusquement interrompus de ses sous-sols marquassent l'amorce de passages secrets montant au château (1). Quelle créance convient-il d'accorder à cette prétention ? M. de Martigny devait émettre sur ce point quelque avis considérable, sans doute ; mais les hommes d'aujourd'hui ont

notaire à Laon), qui traite de la parcelle sise de l'autre côté de cette ruelle — et les deux atlas cadastraux de Presles, l'un de 1808, l'autre de 1844 environ.

(1) Tradition orale encore existante aujourd'hui.

perdu le sens et le goût de ces arcanes, qui ne leur sont, d'ailleurs, d'aucun profit.

Telle quelle, l'on voit par cette description que la demeure de ce magistrat municipal tenait moins de la maison de plaisance que de la ferme, et que tout ce qui touche à l'exploitation du fonds, — communs, cave, grenier, — y tenait une place considérable au regard de l'habitation. C'était bien là, d'ailleurs, l'économie générale de toutes ces anciennes résidences dont le nom même de « vendangeoirs » indiquait la destination essentielle. Dans le loisir de leurs offices, ces bourgeois laborieux s'en retournaient tout naturellement, après leurs ancêtres, à la culture de la terre, et, mi-rustiques encore, le repos, comme le confort, avaient peu de place en leurs villégiatures. L'autorité du chef de famille s'exerçait suivant le mode antique dans l'exploitation de ces petits domaines, et le blé et le vin des étés et des automnes, amoncelés dans les caves et les greniers urbains, suppléaient à la parcimonie des émoluments des charges. Certes, il n'en faut pas conclure que ces hommes de bien ne furent rien d'autre que des économes entendus et des administrateurs consciencieux : un bouquet de verdure par les beaux jours, un fauteuil de paille au coin du feu en temps de pluie, il fallait jadis si peu de place à un honnête homme pour, ses tâches finies, lire son bréviaire, son « *Prædium Rusticum* », ou « les doctes quatrains du conseiller Pibrac » ! — Ainsi dut vivre M. de Martigny, fameux pour avoir présidé dans sa ville, au mois de juin de l'an 1700, la lance au poing et l'épée au côté, au prix général de l'Arquebuse. Portant trois roses sur son écu, il dut les cultiver avec préférence à l'état de nature. C'est dans ce décor qu'il vaqua à ce souci, dans la compagnie des trois femmes qu'il épousa tour à tour. Et si toutes trois, restées sans enfants, laissèrent malheureusement sécher et disparaître ses fleurs héréditaires, c'est dans la vigilance de ses soucis agricoles et dans la sérénité de ce doux paysage qu'il dut puiser sa consolation (1).

Lorsque de la petite place, par la rue centrale du village, on s'en redescendait vers l'église, on rencontrait, de suite après la maison de M. de Martigny, celle de Robert Selincourt.

(1) De Hennezel, *op. et loc. cit.*

A l'inverse de son voisin, tout a péri aujourd'hui de ce Selincourt. L'on ne sait quelle fut sa profession ni sa caste (1), et la maison qu'il habitait est, comme on va le voir tout à l'heure, depuis longtemps démolie. Elle était, au reste, fort délabrée dès ce temps. Symétrique dans son plan à celle du maire, elle s'ouvrait sur la rue par un bâtiment « totalement ruiné » contenant sans doute les granges et les étables ; puis, la cour franchie, on se trouvait devant un corps de logis « en fort mauvais état ». Deux chambres basses et un cabinet donnant sur la cour, deux chambres hautes et un grenier au-dessus, caves, cellier, fournil et voûtes au-dessous, le tout couvert partie de tuiles, l'autre de paille, c'en était là l'ensemble, que le jardin suivait, d'environ 40 verges, mitoyen à celui de M. de Martigny, s'ouvrant, comme lui, sur cette verte colline dont l'ondulation modérée reçoit et repose la vue (2).

M. de Martigny, Robert Selincourt, voilà donc les deux premières silhouettes que nos recherches bornées rencontrent sur ce petit coin de sol où pourtant ils se jugeaient venus bien tard, et où des générations innombrables les ont précédés. De ces passants d'hier aux temps modernes, on va voir se dérouler toute une théorie bigarrée de maîtres qui se jugèrent uniques en leur présent, et dont leurs successeurs ont oublié jusqu'au nom.

Ce fut en 1697 que M^e Claude Danye, vieil avocat laonnois, dès longtemps possesseur d'un vendangeoir à Presles, maria sa fille Marguerite à Michel Natte, gendarme de la Garde (3).

(1) Depuis que ces lignes ont été écrites, de nouvelles recherches dans l'ancien état-civil de Laon m'ont permis de préciser la personnalité de Robert Selincourt. Né vers 1630, il fut « maître potier d'étain » sur la paroisse Saint-Michel (proche les Chenizelles), et y épousa le 12 juin 1656 Isabelle ou Elisabeth Lavigne. Il en eut en vingt années la douzaine d'enfants habituelle en ce temps, dont deux seulement paraissent lui avoir survécu. Isabelle Lavigne mourut le 20 décembre 1693, et Selincourt le 27 décembre 1698, un an à peine après avoir vendu, comme on va le voir, sa maison des champs à Claude Danye.

(2) Acte de la Campagne et Crochart, notaires à Laon, du 21 juin 1713, dont vêtüre devant le Prévôt de Presles, Nouvion et Laval, le 11 septembre suivant. (Arch. Dép. Aisne, B. 4112).

(3) Contrat Goyenval, notaire à Bruyères, du 6 novembre 1697, mentionné à l'inventaire du 11 juillet 1730 ci-après. On trouve dans les actes, indifféremment, la forme Natte ou Denatte ; la famille Natte n'était, au reste, pas laonnoise ; j'en ignore l'origine.

Le futur comptait 41 ans (1), la future trois de plus (2). Désireux de fixer le nouveau couple auprès de lui, M^e Danye jugea-t-il que l'antique maison de Selincourt serait le plus propice asile à sa grâce un peu surannée ? Le rapprochement des dates du mariage et de l'acquisition qu'il en fit (novembre et juin de cette année), permet de croire que ce fut à son intention qu'il l'acheta. Le lecteur sera peu surpris d'apprendre que cette lune de miel ne fut pas féconde. M. Danye reporta naturellement son affection sur ses petits-enfants, issus du mariage de son autre fille Elisabeth avec l'avocat Simon Bertrand. Il leur substitua tout son bien en ne laissant que l'usufruit à ses filles (3). Il mourut peu de temps après (28 août 1702) (4), et fut inhumé dans l'église de Presles où une épitaphe fut consacrée à ses vertus (5).

Le règlement de sa succession paraît avoir été délicat. Lui-même, dans son testament, recommandait à ses hoirs de vendre des biens pour acquitter les dettes, et, de l'emprunt même qu'il avait contracté pour acheter la maison Selincourt, rien n'avait été remboursé (6). Les créanciers, pressés, saisissaient déjà les fermages (7). Mesdames Bertrand et Natte suivirent le conseil de leur père. Une fois de plus, la maison Selincourt trouva un amateur en la personne de M. Antoine Vitu, le nouveau curé de Presles, qui, certes, ne fit point une acquisition d'un faste anticanonique en payant ces ruines 450 livres (21 juin 1713) (8), et en s'y maintenant nonobstant le retrait lignager que tenta d'opérer à son endroit une parente de la famille Danye (septembre 1715) (9).

(1) D'après l'âge porté à son acte de décès ci-après.

(2) Elle était née à Laon (Saint-Michel) le 13 mars 1653.

(3) Enonciation de l'acte du 21 juin 1713; testament Bottée, notaire à Laon, du 25 juillet 1702, mentionné à l'inventaire du 11 juillet 1730 ci-après.

(4) J'ai vainement cherché, tant à Laon qu'à Presles, l'acte de son décès : mais cette date précise nous est fournie par une sentence du Bailli Général du Duché du 27 avril 1730 (Arch. Dép. Aisne, B. 2656).

(5) Enonciation de l'acte de sépulture de sa fille ci-après.

(6) Acte du 21 juin 1713.

(7) Ib.

(8) C'est l'acte visé à la note 2 de la page précédente.

(9) Arch. Dép. Aisne, B. 2.616, Plumitifs du Duché, 12 décembre 1714, et B. 2655, Sentences, 12 septembre 1715. Bien que ces textes semblent indiquer d'une façon formelle que la procédure de retrait ouverte par Nicolas-François Bugnâtre, du chef de sa femme Barbe-Elisabeth Marquette, aboutit, il n'en résulte pas moins de tout ce que l'on va voir que M. Vitu demeura propriétaire

Un passage de l'acte de vente (1) permet de conjecturer que M. le curé de Presles n'entra d'ailleurs point en jouissance immédiate de sa propriété nouvelle, et que Michel Natte, alors retiré du service, et sa femme, en conservèrent l'habitation.

M. de Martigny eut en cet ancien gendarme de la garde un voisin peu édifiant. Quelque délicat qu'il soit, après deux siècles, d'obscurcir sa mémoire d'un jugement fâcheux, il faut bien reconnaître que ce Natte nous apparaît, à la lumière des documents d'archives, un franc mauvais sujet. Que cet ancien familier de Versailles se soit senti mal à l'aise dans ce cadre rural et près de sa vénérable épouse, voilà qui n'a, du reste, rien pour nous surprendre ; et quand on se reporte aux événements par lesquels se signala la majeure partie de son existence conjugale, la volonté de M. Danye de substituer toute sa fortune à ses petits-enfants en passant par dessus la tête de son gendre apparaît comme une précaution motivée. Pendant que Marguerite Danye trompait les aspirations déçues de sa maternité en servant de marraine à un jeune enfant trouvé devant la grand'porte du château (2), Natte se créait par une autre voie des soucis analogues. Il y avait à Presles une petite paysanne du nom de Jeanne Danna (3), fille d'un vigneron et nièce de la femme de chambre de M. l'abbé de Stoupe, qui habitait le château de Corneil (4). Natte l'avait connue haute comme la main, et, souvent, l'avait remarquée, dansant des rondes avec les autres fillettes ou conduisant la vache

de la maison ; et, le jour où il s'en défit, il énonça M. Danye comme son vendeur direct. Je n'ai pu résoudre cette contradiction apparente.

(1) C'est le passage qui prévoit la rédaction d'un état de lieux ; car, à quoi bon cette précaution, sinon parce que les vendeurs, ou au moins l'un d'eux demeuraient en jouissance ?

(2) Etat civil de Presles, 8 juin 1713 (Cette année ne se trouve que dans la collection du Greffe de Laon).

(3) Jeanne Danna, née à Presles le 21 avril 1692 de César, vigneron, et d'Antoinette Legras.

(4) Abraham-Pierre de Stoupe, abbé de Notre-Dame de Vaux, chanoine et trésorier de l'Eglise Cathédrale de Laon (voir état civil de Presles, 15 mai 1712). Les Stoupe ou Stoppa, originaires des Grisons, vinrent en France comme officiers des gardes suisses sous Louis XIII et Louis XIV ; des membres de cette famille prêtèrent foi et hommage à l'Evêque de Laon comme seigneurs de Corneil, notamment les 8 juillet 1675 et 6 décembre 1743 (Arch. Dép. Aisne, G. 110). Abraham-Pierre fit enregistrer à l'*Armorial Général* de 1696 ses armes : d'or à trois *corneilles* d'azur, 2 et 1.

de son père au proyer qui rassemblait son troupeau tout au bout de la rue de la Grand'Maison (1). La mort de sa mère en 1707, suivie vingt mois après de celle de son père (2), l'avait laissée orpheline à dix-sept ans. Les rondes ne suffisaient plus toujours à cet âge ; c'est pourquoi le diable passa par là. Un beau jour, elle disparut du village, pour y revenir tôt après en compagnie d'un nouveau-né qui portait le prénom de Michel (3). Elle acquit en 1714 pour s'y installer une maison juste au devant de la maison Selincourt ; et, pour que nul n'en ignorât, Natte ne craignit pas de comparaître à l'acte de vêtture comme son mandataire officiel (4). Ce qui n'empêcha point un brave homme du nom de Charpentier, « homme veuf de la paroisse de Merlieux », de convoler peu de temps après avec la jeune mère, couvrant cette marchandise d'usage de son pavillon légitime (27 avril 1716) (5).

Quel scandale pour les bonnes gens de Presles ! Mais que peut faire là contre Marguerite Danye ? Pleurer dans le sein de sa sœur ? Il y a longtemps que les discordes de famille le lui ont interdit. Sur le règlement des affaires de la succession, une de ces bonnes querelles consanguines avait éclaté, qui sont une si prestigieuse aubaine aux hommes de loi. Les plumitifs du prévôt se couvrirent des noms de Bertrand et de Natte. L'on plaida sur le partage du vin en cave, et sur celui des ustensiles de vendange,

(1) Les habitants de la rue Basse conduisaient leurs vaches jusqu'à la Croix de Presles, c'est-à-dire jusqu'à l'angle de la maison de Martigny ; mais le proyer n'était tenu de les recevoir qu'à la Montois, c'est-à-dire de l'autre côté de la rue de la Grand'Maison (Arch. Dép. Aisne, B. 2616, 13 décembre 1713).

(2) Presles, 12 décembre 1707 et 22 octobre 1709.

(3) Cet enfant, dont un acte de vente de 1714 va nous apprendre l'existence, n'est en effet pas né à Presles ; je n'ai pu retrouver l'acte de sa naissance.

(4) Arch. Dép. Aisne, B. 4112, contrat Branche et Lenain du 12 novembre 1714, dont vêtture le 4 janvier 1715, portant acquisition d'une maison à Presles par Jeanne Danna et son fils Michel. La proximité de cette maison et de celle de Natte se déduit d'un autre acte du 26 septembre 1740, dont vêtture le 13 février 1741 (Ibid.), où il est question d'une maison « tenant à celle de M. Vitu » et d'une grange vis-à-vis « tenant par derrière à la cour de Jeanne Danna. » — Cf. sur la paternité naturelle de Natte, Arch. Dép. Aisne, B. 4114, l'inventaire après décès du 11 juillet 1730, qui relate une vente faite le 29 mars 1725 à Michel Natte, jeune homme demeurant à Presles, « acceptant par son père naturel et tuteur légitime Michel Natte ».

(5) Etat civil de Presles.

et sur celui de l'argenterie : « quatre cuillers et quatre fourchettes fort légères et fort usées ». L'on plaida sur la propriété d'un surcens, sur les bois, sur les rentes, sur la détention des papiers. L'on plaida sur le compte de la tutelle que M. Danye avait eue, au temps jadis, de ses filles en leur minorité. La minorité de ces septuagénaires ! Et les jugements définitifs et d'expédient, les incidents et les défauts se succédèrent, panachés çà et là de procès adventices que Natte, mis en goût par cette chicane, engageait contre les bourgeois et les paysans ses voisins (1).

Thémis et Vénus conjurées ! quels passe-temps en cette retraite ! Marguerite Danye mourut enfin à la peine (31 janvier 1723) (2). Elle fut inhumée dans l'église, au pied de l'épitaphe de son père, devant le concours des siens. A peine sa tombe était-elle close, qu'à deux pas de sa dépouille, Michel Natte, sexagénaire, venait au pied de ces mêmes autels contracter une nouvelle union. Les exemples abondent, d'ailleurs, aux registres paroissiaux de cette époque, de ces veuvages hâtivement terminés ; et il semble que Natte n'ait fait, en l'occurrence, que suivre une habitude établie. La maison ne pouvait manquer de ménagère, et l'on se mariait, pour ainsi dire, devant le buffet. Un vigneron lui-même veuf et remarié, Jacques Vieillart (3), dont la fille aînée avait, cinq ans en çà, épousé le clerc et maître d'école du village (4), était, en descendant la rue Basse, l'immédiat voisin de la maison Selincourt (5) ; ce fut à lui que Natte s'adressa dans sa hâte d'aboutir. Il brigua la main de sa fille cadette, Barbe, qui comptait vingt-cinq ans (6), et l'épousa le 14 avril, en vertu d'une sentence de l'Official et malgré les oppositions soulevées (7).

Le premier souci du nouvel époux fut de défendre à une assi-

(1) Arch. Dép. Aisne, B. 2616 (17 et 27 janvier 1714, 11 décembre 1715, 15 janvier 1716, 29 mai 1720) ; B. 2617 (15 mars et 24 mai 1730) ; B. 2655 (27 mai 1718, 10 septembre 1721, 3 mai 1726) ; B. 2656 (27 avril 1730).

(2) Etat civil de Presles.

(3) Etat civil de Presles, 31 mai 1695, 24 février et 9 avril 1704.

(4) Ib., 11 janvier 1718.

(5) Acte du 21 juin 1713 *suprà*. Cette maison avait appartenu à François de Rumigny, chanoine de la Cathédrale de Laon (Arch. Dép. Aisne, B. 4112, 4 octobre 1708).

(6) Elle était née à Presles le 13 novembre 1698.

(7) Etat civil de Presles.

gnation de Jeanne Danna, veuve, elle aussi, depuis quelque temps. Les anciens papiers de l'Official, où la demande avait été portée, n'existent malheureusement plus, mais la nature même de la juridiction permet de croire qu'il fut question de promesse de mariage rompue, et que la mort de Marguerite Danye avait été escomptée. Natte perdit son procès, et fut condamné à payer une indemnité (28 juin) (1), dont sa paternité légitime, heureusement établie par la naissance d'une fille à Barbe Vieillart le 28 janvier (2), sut lui faire oublier la déconvenue. Il l'oublia trop, car, dans sa bonne humeur excessive, il poussa la réconciliation si loin qu'on peut le rêver ; et, le 27 août de cette même année, Jeanne Danna passait devant le prévôt la déclaration qu'elle était enceinte de ses œuvres depuis six mois et demi (3). Une jeune Michelle en naissait le 27 novembre, dont des personnages distingués, un capitaine au Régiment de Conti, la fille d'un avocat laonnois, acceptaient d'être les parrains (4). Suivait un nouveau procès entre Natte et Jeanne Danna (5), puis une seconde grossesse de Barbe Vieillart (6) : beaucoup de travail pour M^e Gallien, procureur de Natte (7), et pour l'accoucheuse de la paroisse, Jeanne Le Gras (8).

Parmi toutes ces clabauderies de paysannes qui se disputent ses faveurs, l'imagination, aidée par les révélations des inventaires (9), ressuscite, dans l'étroite rue qui serpente entre les façades, la silhouette aux élégances surannées de ce vieux coq de village. Du temps de sa splendeur militaire, il a conservé la dé-

(1) Arch. Dép. Aisne, B. 4114, procès-verbal contenant les causes et moyens d'opposition des créanciers du s. Natte de Presles, 3 juillet 1730.

(2) Etat civil de Presles. L'enfant faillit mourir, sitôt né, et les cérémonies qui accompagnent le baptême ne purent être célébrées que cinq jours plus tard (*ib.*).

(3) B. 4112, à sa date. D'après cette déclaration, Jeanne Danna était alors veuve depuis 18 mois environ, c'est-à-dire que le décès de son mari serait exactement contemporain de celui de Marguerite Danye. Heureuse coïncidence....

(4) Etat civil de Presles.

(5) B. 4114, Procès-verbal de distribution du prix des effets du s. Natte de Presles, 31 janvier 1731.

(6) Etat civil de Presles, 9 avril 1729.

(7) B. 4114, procès-verbal du 3 juillet 1730.

(8) Etat civil de Presles, 12 février 1740, mort de Jeanne Le Gras, âgée de 75 ans, « accoucheuse de cette paroisse depuis 35 à 36 ans ».

(9) B. 4114, inventaire du 11 juillet 1730.

froque, l'habit de drap gris de fer à boutons d'argent, le chapeau galonné et le manteau d'écarlate à brandebourgs d'argent et galons d'or, l'épée à poignée de fils d'argent, la canne à pomme et œillères aussi d'argent. Quand il a bien paradé sous ce plumage, troublé ces âmes modestes du caquet de la cour et des camps, il rentre dans sa demeure en ruines, où sa femme range ces magnificences fanées au sein d'une grande armoire de chêne à deux battants, proche le coffre couvert de cuir noir, garni de clous, dressé sur son pied, où gisent, pliés, la jupe de tricot rouge, le corselet de damas rouge, le corps de baleine, les tabliers, les justes à manches rouges, tout l'attirail classique de la paysanne picarde dont continue à s'habiller, suivant l'habitude héréditaire, Barbe Vieillard.

Pauvre maison, d'ailleurs, et où tout l'ancien faste du bourgeois ruiné se resserre dans l'unique chambre, dite chambre de demeure, pour éblouir encore les yeux du visiteur fortuit. Voici le lit de chêne à impériale avec housse et rideaux de serge verte où Natte mourra ; à côté, pour les deux enfants, un petit lit de serge de Mons bleue. Avec le coffre et l'armoire, une table de noyer couverte d'un tapis bleu à galon blanc, un cabinet d'Allemagne de noyer, contenant onze tiroirs et une armoire dans son milieu, six chaises couvertes de serge violette, un fauteuil de commodité achèvent de remplir la chambre, dont une tapisserie de point de Hongrie pare les murs, garnis de six petits tableaux, d'un crucifix, et d'un grand miroir plaqué de cuivre jaune et de fer. Que si vos yeux s'étonnent de ce décor assez confortable, il vous suffira d'ouvrir les portes pour ne rencontrer que misère : trois mauvaises chaises de tapisserie dans une petite pièce attenante, quelques casseroles de cuivre et plats d'étain dans la cuisine... ajoutez l'attirail du pressoir, trois vachès dans l'étable, c'est tout. Encore tout cela est-il grevé de lourdes dettes, et quand Natte expire (19 juin 1730) (1), la chicane souffle avec une violence nouvelle sur sa succession en déconfiture. C'est Jeanne Danna qui exige l'indemnité qu'une sentence, jadis, lui alloua ; ce sont les Bertrand, heureux de difficultés nouvelles, qui demandent la réparation de dégradations usufruituaires ; c'est M. Vitu qui réclame les frais de l'enterrement ; c'est le cordonnier, et c'est le boucher, et tous

(1) Etat civil de Presles.

les gens de loi impayés. Dans la petite maison où deux fillettes entourent la veuve, le prévôt vient mettre les scellés et le bailli général dresser l'inventaire, les sergents apportent des flots de papier timbré qui accumulent de nouveaux frais. Pour payer les créanciers, tout est vendu, un dimanche, après la messe, et les paysans d'alentour comme aussi les bourgeois forains se partagent ces débris (1). M. de la Roullye, qui habite le château de Nouvion (2), et M. le Président Le Vent, propriétaire de la Grand Maison (3), trouvent l'occasion excellente pour renouveler leur provision de draps ; la tapisserie s'en va orner les murs du presbytère de Lierval ; et le manteau d'écarlate lui-même fera à l'avenir les beaux jours de M. Chartré de Mousso, maître d'hôtel de l'Evêque (4). C'est fini, tout le monde se disperse, la jeune veuve rentre chez son père avec ses filles. Pour obéir à l'usage séculaire, elle convolera tout à l'heure en secondes noces avec un tireur de pierres des carrières du château ; Marie-Françoise et Marie-Barbe Natte épouseront, l'une un tonnelier de Monthenault, l'autre un vigneron de Presles, et redeviendront, elles aussi, paysannes (5).

II

Voici donc M. Vitu installé en tête à tête avec sa servante Anne Boursain (6) dans l'ancienne maison Selincourt, dont ses

(1) B. 4114, vente des effets du s. Natte, 16 juillet 1730.

(2) Pierre-Louis-Clément de la Roullye, capitaine au Régiment de Santerre, vicomte de Nouvion et Laval (B. 4112, 26 janvier 1737), avait épousé la fille du Président Le Vent ci-après. Voir à l'état civil de Nouvion, 5 et 10 octobre 1737, les actes de décès des deux époux.

(3) Charles-François Le Vent, seigneur de Vauresseine, Conseiller au Présidial, puis Président en l'Election de Laon (1670-1741), donataire par contrat de mariage (B. 4112, 22 janvier 1686 et 3 mai 1694) de la Grand'Maison ou maison seigneuriale de Presles, avec les fiefs y attachés de Bois Griffart et du droit de rouage (G. 104, 19 décembre 1696) et le titre de vicomte de Presles (état civil de Presles, 12 mai 1777, qualification de Mahieu de Vauvillé, successeur immédiat de Le Vent).

(4) *Invent. Arch. Comm. Laon*, table à ce nom. La veuve de M. de Mousso reprit à Presles la maison de Jacques Vieillard (B. 4112, 13 février 1741).

(5) Etat civil de Presles, 15 janvier 1732, 17 septembre 1743, 17 janvier 1750. Vers cette dernière époque, Michelle Natte, demeurée à Presles, auprès de sa mère non remariée, épousait un vigneron veuf de Festieux (Ib, 14 janvier 1751).

(6) Etat civil de Presles, 6 décembre 1740. M. Vitu eut aussi un domestique

vertus sacerdotales chassent d'emblée tant de spectres incongrus. M. Vitu paraît avoir été un prêtre amoureux de sa tranquillité et de la règle, et nous est connu surtout par ses abstentions. Pasteur des âmes catholiques en un temps où les querelles des *Appelants* et des *Constitutionnaires* agitaient les esprits de toute la robe, il laissa, sans se joindre à eux, ses collègues de Bruyères et de Vorgessigner en 1717 la lettre de trente et un curés à M. de Clermont leur évêque, sur les contradictions de la Constitution *Unigenitus* et du Catéchisme diocésain (1). Et cette heureuse réserve lui valut d'être épargné lorsque, M. de Clermont défunt, son successeur Saint-Albin vint, suivant l'expression de l'avocat Barbier, « faire le diable à quatre avec les chanoines et les religieuses » (2), quand M. de la Fare à son tour, prélat non moins belliqueux, fit exiler sous l'invocation de la Bulle la fleur de son clergé (3). Cependant, M. Vitu, dédaigneux des subtilités de la Grâce, faisait brouter son petit troupeau dans des pâturages modérés, célébrait quotidiennement sa messe entre ses enfants de chœur poudrés (4) et rédigeait ses actes d'état civil, où il se révèle du moins comme un pasteur consciencieux et sédentaire. Dans le demi-siècle qui sépare son arrivée dans sa paroisse de l'année 1756, l'on ne rencontre point trente actes que ne suive sa grosse signature fleuronante. De temps à autre, M. Vitu intercale entre les textes officiels des observations personnelles : en 1735, mu par je ne sais quel innocent souci de passer à la postérité, il se présente avec toutes ses qualités : « Vitu, âgé de cinquante et un ans, curé de la paroisse de Presles depuis le mois de mars 1711 ». En 1741, M. de la Fare meurt au château de l'Echelle, étant en tournée de visites dans le

mâle du nom de Jean Rondeau, garçon de Saint-Thomas, qui se maria à Presles le 16 novembre 1745 et s'en fut ensuite habiter Montchâlons (*Ib.*, acte du 26 mai 1753).

(1) *Le Témoignage de l'Eglise de Laon sur la Constitution Unigenitus*, Paris, J.-B. Sonnés, 1717.

(2) Barbier, *Chronique de la Régence et du Règne de Louis XV*, édition Charpentier, I, 302.

(3) Devisme, *Histoire de la Ville de Laon*, Laon, 1822, t. II, pp. 137-138 et 179 note 23.

(4) Arch. Dép. Aisne, G. 1610, comptes de la fabrique de Presles : « Pour un peigne, une poudrette et un livre de poudre à poudrer pour l'usage des enfants de chœur, 1 l. 10 sols ».

doynné de Guise. M. Vitu note cet événement particulièrement considérable pour lui, puisque, comme il prend soin de le remarquer, « la paroisse de Presles est le chef-lieu du Duché Pairie de Laon ». En 1747, grande affaire : la munificence du nouvel évêque permet d'entreprendre la route directe de Laon à Presles. Et voici dans quels termes M. Vitu en relate la construction : « A la fin du printemps de la présente année 1747, le grand chemin de Tierni à Laon a été commencé par ordre de Mgr l'Intendant de la Généralité de Soissons. Les paroisses de Bruyères, Vorges, Presles, Novion et Laval, Monampteuil, Chevregni et Lierval, ont travaillé plusieurs jours par mois à la corvée, tant à creuser les fossés des bords dudit chemin qui a quarante pieds de largeur non compris les fossés, qu'à charger et voiturier les terres dans les endroits bas et aquatiques, principalement contre les ponts. Mgr de Rochechouart, Evêque Duc de Laon, a donné tous les moëllons et pierres nécessaires pour la construction des ponts des vieilles démolitions du château, excepté les grosses pierres de taille, qui ont été tirées dans la carrière ou décomble des Cocquillons, à trois sols le pied. Le petit pont de la chapelle de Tierni et le grand vis-à-vis le bois ont coûté 80 livres de façon pour les maçons, 12 pièces de chaux, 10 écus de grosse pierre de taille, et 30 et quelques livres, tant pour les chantiers de bois d'aulne qui sont dessous toute la maçonnerie qui est toute coulée de mortier fait de chaux vive et de cran passé au racle pris dans les carrières du château de Presles que pour les cintres » (1).

Ainsi, parmi les joies et les deuils de ses paroissiens coupés de ses réflexions intimes, M. le curé de Presles menait tout doucement sa vie canonique dans la vieille maison de plus en plus ruinée de Robert Selincourt, voyait ses cheveux grisonner, et, borné par le même horizon qu'aux jours de sa jeunesse, dépassait le cap de ses soixante-dix ans. La vie l'avait éprouvé, comme les autres, d'émotions diverses. En 1740, il avait vu mourir sa servante, âgée de 72 à 75 ans ; vers cette même époque, des malfaiteurs restés inconnus le rendirent victime d'un vol où il perdit

(1) Etat civil de Presles, collection de la commune, 1735, fo 4, vo ; 1741, fo 6, ro ; 1747, fo 4, ro.

notamment tous ses titres de propriété (1); le curé de Leuilly lui disputa la dîme d'un champ sur le terroir de Corneil, et vit sa prétention honteusement rejetée par le Bailliage en 1743 (2); son neveu, Claude Vitu, dont il fut tuteur, lui infligea les soucis d'une gestion pécuniaire qu'une sentence apura en 1758 (3). Mais la vie, comme à tous ces autres, lui avait parfois été savoureuse aussi : quelle félicité pure à suivre les opérations vigneronnes dans ce cellier abondamment garni d'un pressoir à coffre et de tous ses accessoires, cuves, ballons, tines, foulettes et gueulbées ! Quelle sérénité à se promener en lisant son bréviaire dans ces deux jardins derrière le corps de logis, « dont le premier contient seize verges environ, fermé de murs, planté d'arbres fruitiers en espaliers et au vent, et dans lequel il y a un puits à tirer eau et à côté un bacq de pierre ; et le second jardin potager qui est ensuite, contenant dix-huit verges ou environ, fermé partie de murs et l'autre partie de haies vives, aussi planté d'arbres fruitiers et noyers..., avec une porte par derrière qui donne sur le chemin de Laon à Lierval » (4). De l'autre côté du mur et des haies vives, un honorable bourgeois de Laon, M. Bouchier, avait remplacé dès longtemps M. de Martigny défunt (5). Et, sous cette même colline à la pente harmonieuse qui vit naître, vieillir et disparaître tant de générations, l'un en jabot, l'autre en rabat, on imagine volontiers M. Vitu et M. Bouchier, chacun dans son jardin,

(1) Indication de l'acte du 17 avril 1764 ci-après. Ce vol, dont j'ai vainement cherché la trace dans les papiers du Duché, est également rappelé par cette inscription qui figure au registre de l'état civil de Presles pour l'année 1740, collection du Greffe, f° 5, r°, en regard d'une déchirure d'environ 8 centimètres sur 5 : « Ce feuillet a été déchiré par les voleurs qui ont forcé et pillé ma maison pendant la grand'messe, le jour de l'Ascension de la présente année 1740 ». Qu'est-ce que les malandrins ont bien pu faire de ce vénérable débris ? Allumer leurs pipes ?

(2) Sentence du 8 juin 1743, dont copie aux registres d'état civil, collection de la commune, entre les années 1748 et 1749.

(3) Acte du 17 avril 1764 ci-après.

(4) Ib.

(5) Etat civil de Presles, 6 novembre 1745. François Bouchier, né vers 1698 d'un lieutenant assesseur en la maréchaussée de Rethel Mazarin, marié à Laon (Saint-Cyr), le 8 février 1724, à Marie-Anne Berthe, qualité bourgeois et licencié ès lois (Saint-Michel, 2 mars 1730), mort le 18 février 1754 (Laon, Saint-Michel). Quant à M. de Martigny, j'ai vainement cherché l'acte de son décès.

vérifiant la maturité de leurs abricots : car l'on ne saurait toujours lire son bréviaire.

Quel étrange caprice prit alors M. Le curé de Presles d'abdiquer cette douce vie facile pour se lancer dans les périlleux hasards de la construction ? Faut-il juger que la maison, déjà délabrée en 1697, était devenue soixante ans après tout à fait inhabitable ? et aussi que M. Vitu, sacrifiant sur le tard aux folies du siècle, s'autorisa du précepte du fabuliste qui, leur défendant de planter, passe, du moins, aux octogénaires de « bâtir à cet âge » ? Le fait est qu'en 1755, aux coups de pioche des maçons, les paroissiens virent tomber en poussière ces restes vénérables, et s'édifier à la place une jolie maisonnette dans le goût du jour, à la façade de briques harmonieusement encadrées de pierres blanches, au corps central flanqué de deux pavillons. Un perron en fer à cheval accédait aux pièces d'habitation, chambres et cabinets, pavées de carreaux réguliers et éclatants, ornées d'épaisses cheminées de marbre à ronflantes volutes. Dans l'encadrement du marbre, des taques de fonte se révélaient, où s'enguirlandaient de laurier les armes du Roi. Sur tout le pourtour des murailles, du haut en bas des pièces hautes et larges, des boiseries régnaient ; dont le chêne disparaissait sous une couche de peinture claire. Dans la « salle », ces boiseries se bombaient de part et d'autre de la cheminée, pour dessiner l'encorbellement de deux armoires en forme de tours. Au-dessus des portes, au-dessus des glaces, des peintures un peu criardes, mais heureuses de vivre, réjouissaient la vue. Et sous le carrelage flamboyant, dans le cellier ou la cuisine souterraine, on se réjouissait d'entendre le vigneron ou la servante vaquer à leurs délectables soucis.

Telle était la maison de M. Vitu, maison qui fut en son temps, dans le village, un miracle de jeunesse, de grâce et de confort, et dut induire en péché bien des paroissiens jaloux. La rusticité des vendangeoirs antiques était loin. Mais c'est qu'aussi, pour employer le langage du temps, Bellonne avait cessé depuis de longues années de sonner à travers ces campagnes jadis dévastées ses fanfares tumultueuses ; c'était à Fontenoy, à Raucoux, à Berg op Zoom, que claquaient maintenant au vent des batailles les blanches enseignes colonelles. La paix, la longue paix, mauvaise conseillère, avait amolli les cœurs, et l'orgueil et la recherche du

luxue, vains égards aux grandeurs de chair, n'épargnaient même point les consciences ecclésiastiques. C'est pourquoi M. Vitu, ayant assumé la paternité d'un si bel ouvrage, voulut que la postérité en fut avertie, et fit graver dans l'une des pièces cette inscription, que nous a gardée l'exactitude du chroniqueur : « Cette maison a été bâtie par M. Vitu, curé de Presles, en 1755 » (1).

Mais, a dit le poète, « on ne fait jamais que changer d'infortune ». Et comme pour satisfaire à la superstition populaire qui attache un sort néfaste aux nouvelles demeures, à M. Vitu, mal logé, mais alerte, succéda un Vitu malade dans sa jolie maison. Lui, si ponctuel, si scrupuleux depuis cinquante ans dans l'exercice de son sacerdoce, il dut, pour la première fois, en désertier les tâches et le fardeau. En mars, en juin 1756, il fallut que Monseigneur pourvût au remplacement de M. le curé de Presles indisposé. En mars et avril, de juin à décembre 1757, la même nécessité se renouvela (2). Et, devant la persistance de cette situation, après avoir longtemps recouru au ministère provisoire des Cordeliers de Laon ou de tel prêtre de fortune, l'Evêché nomma à la fin de 1758 un coadjuteur définitif à M. Vitu, en la personne de M^e Pierre Carette, vicaire de Presles (3).

Cette situation même ne put se prolonger. M. Vitu, après quelque temps d'efforts douloureux, connut que les temps étaient révolus, et que l'âge était venu de prendre sa retraite. Suivant acte reçu chez M^e Le Roy, notaire à Laon, le 4 septembre 1760, il résigna sa cure entre les mains du Saint-Père en faveur de son vicaire, à la réserve de trois cents livres de pension viagère sur les huit cents qu'en comportaient les revenus. En octobre, la Cour de Rome délivra la provision, et, le 16 mars suivant, M. Carette prit officiellement possession de la cure dont il avait été desservant (4).

M. Vitu, redevenu simple prêtre, ne se résigna point à quitter

(1) Abbé Gobaille, *Notice sur M. L'Eleu de la Bretonne, curé de Laval près Laon*. Soissons, chez Fossé-Darcosse, 1865, p. 38, note 1.

(2) Etat civil de Presles, à ces dates.

(3) *Ib.*, 27 décembre 1754.

(4) Arch. Dép. Aisne, Registres du Contrôle des Actes, Bureau de Laon, reg. 71, fo 70, v^o, 1, et reg. 72, fo 52, r^o, 7.

sa paroisse, sa demeure et son horizon. L'on rompt malaisément des liens d'un demi-siècle ; l'on ne quitte point d'un cœur léger un aussi joli enfant. M. Vitu résolut de l'embellir encore ; la maladie de la pierre continuait à occuper sa cervelle, et les loisirs que lui créait sa retraite furent consacrés aux maçons. Dans le dessein, sans doute, de reconstruire la grange et l'écurie au toit de chaume, dont les masses rustiques continuaient à flanquer la porte cochère, grès et moellons s'amoncelèrent dans la cour, les deux jardins, et jusqu'au seuil même de l'habitation. La poussière de la pierre taillée salit la tendre verdure des pousses nouvelles, toute l'enceinte ne fut plus qu'un vaste chantier (1). Ainsi, M. Vitu, octogénaire, sacrifiait à un chimérique avenir la beauté des quelques printemps qui lui restaient à vivre, et, pendant qu'il escomptait le charme lointain de son ouvrage terminé, avec la poudre du moellon volaient au vent ses jours, tombés du sablier du Temps.

Cependant M. Carette, qui n'avait point tant de raisons de s'attarder dans son presbytère officiel, passait le recensement de son acquisition récente, et le leurre qu'il y croyait découvrir gonflait sur son front ses veines, où coulait du sang de procureur (2). M. Vitu, gros décimateur de sa paroisse, avait dû entretenir, comme tel, à ses frais, le chœur de son église. M. Carette crut reconnaître quelque négligence dans cet entretien. M. Carette alla porter à M. Vitu l'ardeur de ses plaintes ; M. Vitu ne voulut point les écouter. M. Carette, tout chaud de colère, prit la route de Laon pour saisir le Bailliage du différend, et, par voie de provision, cessa de payer à son prédécesseur la rente de 300 livres à quoi la cession l'obligeait ; M. Vitu, touché au vif, passa sa soutane poudreuse et planta là ses ouvriers pour, à son tour, aller constituer procureur, et porter devant Messieurs les juges royaux sa demande reconventionnelle.

Cette imprudence consommait les efforts du Temps. On ne plaide pas impunément à cet âge ; M. Vitu eut du moins la

(1) Acte du 17 avril 1764 ci-après.

(2) Ou du moins du sang identique à celui d'un procureur : car son frère, Pierre-Louis Carette, dont il célébra le mariage à Presles le 31 août 1762, postula à ce titre près du Bailliage et Présidial de Laon (*Inv. Arch. Comm. Laon*, G. G. 55).

sagesse tardive d'en convenir. Peut-être aussi son procureur fut-il assez honnête pour l'avertir que sa cause était malaisément défendable. Par acte en date du 6 juillet 1764, M. Vitu renonça aux termes échus de sa pension, et paya en outre 700 livres à M. Carette, qui, moyennant ce, abandonna les fins de son assignation. Le terme poli de « traité » couvrait mal l'humiliation de cette défaite (1).

Ainsi M. Vitu épuisa sur le tard la coupe des misères humaines, et sentit dans toute son amertume cette vanité universelle dont témoigne éloquemment le roi Salomon. Un revirement s'opéra dans son cœur ; si longtemps chéri, Presles lui pesa ; et, soit par esprit de sacrifice, soit qu'il en fut véritablement las, il vendit sa jolie maison (2), avec tous les accessoires où se complaisait sa vie confortable : le pressoir et tous ses ustensiles, les meubles meublants, les glaces et trumeaux, les grains des greniers, les vins et tonneaux des caves et celliers, les bois à brûler et de scierie, les foin et pailles des granges, et toutes les volailles ; avec aussi tous les matériaux de construction dont elle regorgeait encore : « grès et moellons taillés et prêts à mettre en œuvre se trouvant dans une voûte à côté de la cuisine, ensemble ceux qui sont dans un appentif vis-à-vis de la cuisine et sous un petit bâtiment faisant face à l'entrée de la cave » ; avec aussi « trois mille de carreaux et pavés dans le cabinet du premier jardin et les ardoises étant dans les dits bâtiments ». Hélas ! devant tant de vestiges épars de projets amoureux caressés et qui ne verraient jamais le jour, M. Vitu, rassemblant ses facultés d'humaniste, pouvait se répéter la triste exclamation de Virgile : *Pendent opera interrupta!* Il s'en fut cacher à Braine auprès de son neveu qui y exerçait le négoce, et ne tarda point à y rendre au Dieu qu'il avait servi sa vieille âme désolée (22 février 1765) (3).

III

Ce n'était pas non plus un jeune homme qui, son acte d'acquisition dans la poche, gravissait avec l'assurance du maître le

(1) Registres du Contrôle..., reg. 77, f^o 76.

(2) Acte Cotte du 17 avril 1764 (Minutes de M^e Lion, notaire à Laon).

(3) *Invent. Arch. Dép. Aisne*, E, supplément, 308.

perron de la maison neuve. Henry-François Danye était issu, cinquante-deux ans en ça (1), de l'ancienne famille laonnoise qui avait déjà donné à la maison Selincourt un possesseur, et un malheureux beau-père à Michel Natte. Après avoir d'abord été avocat, il était, par un avatar singulier, passé militaire, et avait compté comme capitaine au Régiment de la Fère-Infanterie (2). Avec l'un de ses frères, Antoine Philbert, qui prenait récemment son rang de bataille sur le Rhin dans l'armée de M. le Maréchal de Broglie à la tête du bataillon de Milice de Laon (3), il avait inspiré de son exemple et soutenu de ses conseils la vocation du fils de leur sœur, le petit Serurier (4), alors âgé d'une vingtaine d'années, qui devait faire, par la suite, quelque chemin dans sa carrière et quelque bruit sur sa terre natale. A cette désastreuse guerre d'Allemagne qui venait de finir, le neveu avait gagné un coup de feu dans la mâchoire (5); l'oncle gagna la réforme à la paix qui la suivit. Le Roi Très Chrétien faisait des économies sur la solde, et, sur l'air de « Jeanneton, l'amour lui-même... », un pont neuf chansonnait les officiers sacrifiés :

« Capitaines qu'on réforme,
Et qui partout publiez
Que c'est injustice énorme
De vous voir ainsi rayés,
C'est en vain que chacun crie,
Un coup plus inattendu
Nous pétrifie.
Jésus lui-même a perdu
Sa Compagnie » (6).

Moins folâtre dans son humeur, pouvant s'accommoder pourtant de ce grade de capitaine et de cette croix de Saint-Louis qui bornaient alors l'idéal et comblaient l'ambition de tant d'honnêtes gens, Henry-François, célibataire déterminé, soldat redevenu

(1) Il était né le 28 janvier 1712, à Laon (Saint-Remy place).

(2) Désignation aux actes de mariage de ses deux sœurs (Saint-Remy Place, 16 janvier 1741 et 1^{er} février 1748).

(3) Registres du Contrôle, reg. 72, fo 84, v^o, 6.

(4) Tuetey, *Serurier*, Paris, 1899, p. 5. — M. Tuetey ne parle cependant que du patronage d'Antoine Philbert.

(5) Tuetey, *op. cit.*, p. 8.

(6) Barbier, *Journal*, VIII, 61. La Société des Jésuites venait d'être dissoute.

laboureur, s'en vint planter en ce coin de sol pétri de la poussière de ses ancêtres la tente de sa vieillesse. Un autre de ses frères, chanoine de la Cathédrale et chapelain de la Congrégation de la Madeleine, avait desservi comme tel la chapelle de Thierny et parfois remplacé M. Vitu en ses incommodités (1). Mis par lui, sans doute, en rapports avec l'ancien curé de Presles, Henry-François en acquit pour 2.400 livres l'habitation. Ce petit domaine manquait de vignes; il l'arrondit par quelques achats (2). Il y transporta ses livres, amoureusement choyés, distingués par un ex-libris auquel naguère l'un des membres de la Société Académique a consacré une étude (3), puis, il sema, récolta, vendangea et vécut, parmi tous ces bourgeois amoureux des charmes de Presles.

Vers le haut du village logeait M. de Seillon, ancien garde du corps, qui avait épousé la fille de M^{me} Bertrand (4); tout rapprochait ces deux fils de Mars. On les imagine volontiers, à la sortie de la messe paroissiale, remontant ensemble la rue vers leurs demeures, salués par les galopins qui louchent sur leurs croix, le tricorné de travers, les mains derrière le dos, parlant haut; ou, à travers la campagne sereine, trompant leur ennui dans l'une de ces conversations d'anciens militaires, où l'on s'arrête tous les quatre pas pour dessiner du bout de la canne dans la poussière du chemin la circonvallation de lignes de tranchées autour de citadelles en étoiles. M. Antoine Bouchier, gendarme de la Reine et célibataire, qui prit sa retraite pour soigner la vieillesse de sa mère veuve dans la maison de Martigny (5), vint, peu après, se joindre à leur groupe. Quand ils avaient assez évoqué les hauts faits de leurs régiments et médité de leurs successeurs, Presles leur offrait d'autres divertissements dans la

(1) Jean-François-Antoine Danye, mort le 1^{er} janvier 1778, à 66 ans (Greffes de Laon, Etat civil du Chapitre Cathédral). Cf. Etat civil de Presles, 26 novembre 1743, 17 novembre 1750, etc.

(2) Registres du Contrôle, 77, f^o 62, v^o.

(3) Vicomte de Hennezel d'Ormois, *Deux ex-libris Laonnois*, Mâcon, 1906.

(4) Laon, Saint-Remy Place, 28 octobre 1754. Arch. Dép. Aisne, B. 2687, 7 septembre 1767, vente d'une maison en la rue Haute de Presles, tenant au s^r de Seillon.

(5) Etat civil de Presles, 2 janvier 1767, 1^{er} avril 1771, 29 août 1782.

compagnie du reste de ses bourgeois forains. Un ancien échevin de Saint-Quentin, enrichi dans le commerce, M. Charpentier de Vrainnes, occupait la Grand'Maison (1); M. Nicolas Desmoulins, prévôt de Presles, Nouvion et Laval, avait sa demeure à côté (2); et ces messieurs n'avaient que deux pas à faire pour présenter encore leurs civilités à de vieilles demoiselles, M^{lle} L'Eleu, fille d'un avocat laonnois, à la maison pleine de tableaux consacrés aux saints et saintes de Port Royal (3), M^{lle} La Charlière, fille d'un avocat de Rethel-Mazarin (4). L'on se rencontrait, l'on se visitait, l'on brodait, dans le claquement des tabatières, d'épithètes et de commentaires la trame des menus faits de la paroisse : les pluies avaient rendu une fois de plus le mont de Presles impraticable, et le voyer levait une corvée parmi les paysans pour sa remise en état (5); telle fille du voisinage s'était fait surprendre au bois cueillant la noisette avant le 8 septembre, jour fixé par les ordonnances de M. le Bailli général du Duché (6); la mortalité était excessive parmi les enfants trouvés que les hospices de Paris envoyaient en nourrice à Presles, et l'on venait d'en enterrer trente-quatre en six mois (7); une furieuse querelle avait éclaté entre M. Carette et le Lieutenant Particulier du Bailliage, qui, venu en visite de famille dans le village, prétendait, par prérogative de sa charge, se voir offrir à la messe le pain bénit avant tout autre habitant de la paroisse, dans le même bassin et par le même enfant qui le présenterait au clergé (8); le lieutenant Serurier s'en venait prendre femme à Presles en la personne de M^{lle} Ytasse, fille du greffier du Bailliage, et l'oncle Danye signait avec tous les siens l'acte nuptial (9). Par dessus

(1) Arch. Dép. Aisne, G. 110, 26 septembre 1744, foi et hommage de M. Charpentier de Vrainnes, pour les fiefs de Bois Griffart et du Rouage, où il succède au Président Le Vent.

(2) B. 4112, 26 janvier 1737. Etat civil de Presles, 5 septembre 1765.

(3) B. 4112, 9 janvier 1704, Etat civil de Presles, 19 janvier 1753. *Notice sur M. L'Eleu de la Bretonne...*, p. 17.

(4) Etat civil de Presles, 5 juillet 1776.

(5) Arch. Dép. Aisne, B. 2616, 3 et 10 mai 1730; B. 2618, 6 sept. 1731.

(6) Arch. Dép. Aisne, B. 2657, année 1740.

(7) Etat civil de Presles, juillet-décembre 1773.

(8) Combier, *Nomenclature Sommaire des Archives du Greffe de Laon*, Paris, 1866, p. 65.

(9) Etat civil de Presles, 3 février 1778.

tout cela, les nouvelles de Laon et celles de Versailles : les réceptions (1) et la mort de M. le lieutenant général Le Clerc, dont le successeur Montbazin allait voir tout à l'heure son office saisi par ses créanciers (2) ; la chute de M. de Choiseul, l'avènement d'une sultane nouvelle, la maladie et la mort du Roi... Et aussi le temps qu'il a fait, le temps qu'il fera, le soleil et la pluie. Et cependant, la vie passe, les saisons se succèdent ; tour à tour, dans les jardins, dans les vignes, sur la colline à la pente invariable, les feuilles pointent, grandissent, foncent, rougissent et disparaissent, voilant et découvrant les squelettes des arbres. Aux registres de M. Carette, les pages tournent, paraphées par le juge royal, signalant la disparition des vieux, la venue au jour de têtes blondes qui blanchiront et disparaîtront à leur tour. Et tous les Charpentier meurent, M^{me} Desmoulins meurt, M. de Seillon meurt ; le groupe sans cesse transformé des bourgeois de Presles se retrouve trop souvent rassemblé sur quelques mottes de terre fraîche autour d'un cercueil que l'on bénit (3). Et voici que pour la première fois, la Camarde vient frapper à la porte de la jolie maison de M. Vitu : dans sa soixante-neuvième année, Henry-François Danye expire (24 novembre 1780) ; l'ex-libris finement gravé où se complaisait sa coquetterie de bibliophile ne parlera plus qu'à la curiosité des érudits. Dans ces hautes pièces grises ouvrant sur le jardin dévasté, vont et viennent en ce matin d'arrière automne les sœurs et les neveux du vieux célibataire, parmi lesquels se détachent la haute stature et le visage balafre du capitaine Serurier (4). Quelques prières, une dalle que l'on scelle, et Henry-François repose pour l'éternité dans l'église, foulé aux pieds par les fidèles bientôt indifférents.

IV

Les héritiers se hâtèrent de vendre le domaine. Six semaines n'étaient pas écoulées que M. Louis-Charles de Blois, chevalier,

(1) Combiér, *Etude sur le Bailliage de Vermandois*, Paris, Ernest Leroux, 1874-6, pp. 82-84.

(2) Registres du Contrôle..., reg. 113, avril 1781.

(3) Etat civil de Presles, 2 janvier 1767, 18 février 1768, 1^{er} avril 1771, 4 août 1772, 24 avril 1774, 5 juillet 1776.

(4) Jean-Mathieu-Philbert Serrurier (*sic*), capitaine au Régiment de Beauce-Infanterie, neveu du défunt, figure en effet à l'acte de sépulture.

cheval-léger de la garde du Roi, en devenait possesseur (acte De La Campagne, 6 janvier 1781) (1). Mais, passant éphémère, il marquait à peine dans l'histoire de la maison, et, devenu Parisien, cédait à son tour pour 8.000 livres tout le corps de biens, maisons, vignes, terres et prés, à Simon-Joseph L'Eleu de la Bretonne. (De La Campagne, 14 novembre 1785) (2).

M. de la Bretonne était le troisième fils de ce Lieutenant Particulier d'humeur ombrageuse dont la famille tenait, à l'extrémité du village, un vendangeoir déjà séculaire (3). Ses deux aînés avaient pris la robe comme leur père ; la pompe de la Maison du Roi tenta le troisième. Il fut garde du corps en la Compagnie de Villeroy, première compagnie française, témoignant par là à la postérité avertie qu'il eut au moins cinq pieds cinq pouces et demi de haut, et suivant la galante expression d'une lettre contemporaine, « était de figure à être présenté au Roi » (4). Portant avec prestance les parements et les retroussis verts sous la bandoulière à carreaux vert et argent, il partagea avec nombre de camarades laonnois cette tâche brillante et facile, montant la garde et assurant le service d'honneur du Palais, galopant devant ou derrière le carrosse royal, suivant le souverain dans ses chasses, pour, tous les ans, après trois mois passés dans cette parade, revenir goûter pendant neuf autres dans la paix de la province et la simplicité du logis familial le repos avec la dignité. Certes, pour ces jeunes têtes, les rues étroites de Laon, les élégances surannées des Conseillères, la rusticité des vendangeoirs, tout cela devait paraître bien terne et bien « uni » au sortir de l'Œil de Bœuf et de la Cour de Marbre ; et les lettres des petits officiers, encore que moins familiers de Versailles, qui faisaient vers ce temps leurs débuts dans la caserne toute neuve du Champ Saint-Martin témoignent d'un ennui que ne sauraient dépasser aujourd'hui les plus mal lotis des sous-lieutenants (5). M. de la Bretonne ne laissa point cependant de choyer cette calme province et d'y conserver

(1) Minutes de M^e Quoniam, notaire à Laon.

(2) Ib.

(3) V. note 8 de la page 27. — Simon L'Eleu, Lieutenant Particulier au Bailliage et Présidial, maire de Laon de 1773 à 1776 (*Inv. Arch. Comm.*, BB., 41 ; Melleville, *Histoire de la ville de Laon*, t. I, p. 285) ; Combier, *Nomenclature*, p. 68. D'où... Simon-Joseph (Saint-Remy place, 25 mai 1751).

(4) Communication du comte Maxime de Sars.

(5) Combier, *La Justice Criminelle à Laon pendant la Révolution*, Paris, Champion, 1882, t. II, pp. 144 et 152, où l'on juge de ces lettres par leurs réponses.

ses habitudes. Et lorsqu'en sa trente-deuxième année il épousa M^{lle} Martin d'Eziles (1), dont le père, ancien conseiller à la Cour des Monnaies, gardait le sang de ce prévôt Martin, chef de la résistance laonnoise contre la Ligue, le premier souci du jeune couple fut de chercher un nid dans la campagne, pas trop loin du vendangeoir héréditaire que le père de M. de la Bretonne avait repris, et de la grande maison de briques et de pierres qu'habitait à Vorges M. Martin d'Eziles (2).

Ils rencontrèrent fort heureusement à Presles, à quatre pas de l'un et vingt minutes de l'autre, l'objet de leur désir. Ils pénétrèrent dans la maison pimpante de M. Vitu en jeunes gens devant qui s'ouvre toute une vie interminable de félicités imprévues, et, leur union bientôt bénie, ces hautes pièces résonnèrent pour la première fois des cris joyeux de deux petits enfants.

Pour comble de bonheur, la maison voisine se trouvait en ce même temps vacante par la disparition simultanée de M. Bouchier et de sa mère (3). M. de la Bretonne rachetait cette vieille demeure (4), où il établissait les dépendances de la sienne, et, jetant bas le mur qui séparait les deux jardins, pouvait enfin saisir l'essor de la colline sur un plus large horizon.

Cette transformation voulait un nouveau dessin. C'était le temps où M. le duc d'Orléans, étonnant Paris de son faste, façonnait à force d'écus son parc de Monceau suivant les fantaisies de la mode anglaise. M. de la Bretonne rapporta ce goût élégant de la Cour, et, suivant sa volonté, à la place des carrés de choux de l'abbé Vitu, des pelouses ondulèrent et des allées s'infléchirent. La vieille tradition française fut pourtant maintenue çà et là. Des vases de pierre et un cadran solaire sur les gazons, une grotte, un labyrinthe, une fontaine, une charmille, donnèrent en quelques pieds carrés de terrain à ce garde du corps l'illusion d'un Versailles minuscule, cependant que la houle continue de la verdure depuis les ombrages les plus proches jusqu'aux arbres qui couvraient le sommet de la colline embellissait ce petit domaine d'un prolongement indéfini.

(1) Laon, Sainte-Benoîte, 18 février 1783.

(2) Propriété actuelle de M^{me} Ganault.

(3) Etat civil de Presles, 29 août et 4 décembre 1782.

(4) Acte Petitjean, 4 juillet 1786 (Minutes de M^e Dubois, notaire à Laon).

La maison ne fut pas moins choyée ; la cuisine et ses accessoires relégués dans le bâtiment séculaire, les nouveaux maîtres s'élargirent dans l'autre à leur aise. L'on couchait dans les deux cabinets qui bordaient la cour de part et d'autre ; les grandes pièces à boiseries du corps central retentirent des appels du trictrac et des rires des repas joyeux. Les cheminées de marbre, les peintures, les glaces, toutes les fantaisies ornementales de M. Vitu prirent tout leur prix. Et, par un caprice nouveau, fixant peut-être le souvenir de quelque réunion bruyante en cette maison si heureusement rajeunie, M. de la Bretonne fit peindre en un dessus de porte, autour d'une table plantureusement servie, sur un tapis que jonchent les cadavres répandus de bouteilles sans doute laonnoises, des convives prospères où il ne paraît pas téméraire de reconnaître les traits de ses plus proches (1).

Les mansardes du premier logeaient la femme de chambre et la cuisinière ; le « garçon » habitait la vieille maison. La remise, le bûcher, l'écurie, l'étable, formaient l'encadrement des cours. Celle de la maison Bouchier était transformée en basse-cour ; et, logé dans une chaumière voisine, le jardinier veillait à l'entretien de la serre, où fleurissaient des grenadiers (2).

M. et M^{me} de la Bretonne vécurent en cet asile champêtre ces dernières années de l'ancien régime, ce temps où, suivant le mot célèbre, « qui n'a pas vécu n'a pas connu la douceur de vivre ». De quoi ce charme était-il fait ? Ce qui nous captive le plus dans leur histoire, c'est la notion de l'affreux réveil qui attend, demain, ces charmants civilisés. Nous aimons en eux tout ce qui va périr, et leurs silhouettes, trop fines, ont le sortilège des jeunes poitrinaires. Pour eux, il semble bien qu'ils goûtaient justement cette civilisation extrême, une urbanité parfaite, une vie moins heurtée, moins haute de ton, plus tolérante que la nôtre. C'était l'époque où le Subdélégué de Laon faisait ouvertement attendre à l'Intendant le retour de ses vendanges pour exécuter l'une de ses ordonnances, et où, ce subdélégué rentré, ce même temps des

(1) L'ordonnance essentielle de cette œuvre plus curieuse d'ailleurs qu'artistique fut tirée de deux gravures allemandes à la manière noire, où Jacob Haid figure les débauches et l'heureux retour de l'Enfant Prodigue.

(2) Arch. Dép. Aisne, L. 1026 (classement provisoire), dossier Leleu de la Bretonne, inventaire du 16 décembre 1792.

vendanges qui avait mis les officiers municipaux dans la nécessité de s'absenter était l'occasion d'un nouveau répit (1). Jours de bonhomie, et qu'on s'imagine mal en nos temps de précision administrative.

Pourtant, de noirs symptômes, déjà, traversent cette douceur. Sur l'un de ces bancs de pierre qui, vers le jardin, encadrent la porte à petits carreaux, ou dans cette allée de charmille, juste taillée pour l'étroit passage d'un couple, quand la nuit est tombée, et les enfants couchés, on imagine volontiers le garde du corps de retour, confiant à sa femme le détail des nouvelles qui remplissent Versailles de leurs rumeurs et dont la France entière se passionne : l'affreux scandale du Collier, la chute des ministères Brienne et Calonne, la révolte des Parlements, la détresse financière, les bravades des pièces de Beaumarchais et les audaces des pamphlétaires. Il éveille le frisson de toutes ces fièvres dans le cœur battant de la jeune femme étonnée. Cependant, l'horizon est impassible, la colline toujours égale ; du sein des ombrages qu'unit en lourdes masses l'obscurité grandissante, monte, lorsqu'il s'arrête, le gazouillis du filet d'eau qui tombe du mascaron. Mais si parfois, au soir d'un jour torride, quelque grondement d'orage résonne à travers la campagne, tous deux peuvent en tressaillir comme d'un funeste présage de l'avenir inconnu.

L'année 1789 s'ouvrit. La dernière récolte avait été mauvaise, l'hiver rigoureux ; la misère croissait. Le Roi signa le 24 janvier l'ordonnance qui réglait le détail des élections aux États Généraux ; les mois de février et de mars furent remplis de son exécution. Les villageois de Presles se réunirent pour rédiger le cahier de leurs doléances et déléguer deux des leurs à l'Assemblée préliminaire de Laon. Qu'allait-il sortir d'une nouveauté si étrange ? M^{me} de la Bretonne tremblait en voyant son mari partir, comme à l'habitude, pour prendre son quartier à Versailles. Du moins, il n'y serait pas seul. M. Le Carlier, maire de Laon, et gendre du propriétaire de la Grand'Maison voisine (2), était le premier député du Vermandois aux États ; mieux encore : la députation

(1) Arch. Dép. Aisne, C, 410, lettres des 12, 14 et 21 septembre 1788.

(2) Etat civil de Presles, 12 mai 1777.

comptait aussi parmi ses membres le propre frère de M. de la Bretonne (1).

L'un dans son costume sombre de membre du Tiers, l'autre sous les chamarrées de son uniforme, celui-ci tenu encore par tous les liens du passé, l'autre, mi engagé déjà dans la France moderne, symbolisant dans cette dualité l'incertitude de l'heure, les deux fils du lieutenant particulier mêlèrent donc leurs petites personnalités à tant de catastrophes étonnantes qui marquèrent la fin de cette Monarchie semblable au chêne de La Fontaine. Attendues avec angoisse, lues avec épouvante dans la petite maison trop grande pour une épouse délaissée, les lettres du garde du corps narrèrent tour à tour la chute de Necker, la prise de la Bastille, la mort affreuse de l'Intendant de Paris ; et les inquiétudes de l'année précédente paraissaient douces en comparaison de cet amer été. M^{me} de la Bretonne pensait du moins que le temps du quartier allait expirer, et que son mari serait bientôt rendu à la sécurité des champs. Mais, par une nouvelle infortune, sa compagnie fut maintenue à Versailles en prévision des événements, il demeura dans la fournaise (2).

Et puis, ce fut le dernier coup de bache, la témérité des gardes du corps foulant aux pieds la cocarde tricolore dans la salle de spectacle du Palais, l'arrivée tumultueuse des femmes de la Halle dans l'après-midi du 5 octobre, l'escadron des gardes rangés en bataille devant les grilles, subissant sans une riposte pendant quatre heures les insultes et les menaces de la foule, attendant vainement des ordres que personne ne songe à donner ; la retraite, au hasard, d'abord vers l'hôtel des Gardes, poursuivis par des coups de feu, puis à l'Orangerie, enfin, au trot, par le Parc, jusqu'à Rambouillet où l'on arrive en pleine nuit, harassés, trempés, mourant de faim. Que peut la sollicitude d'un frère dans cette tempête ? Heureux d'ailleurs encore, ceux-là, auprès de leurs camarades en faction dans le château, qui doivent supporter pendant d'interminables heures les plus horribles outrages, pour,

(1) Claude-Antoine L'Eleu de la Ville-aux-Bois, alors Lieutenant en l'Election et Subdélégué de l'Intendant.

(2) Thiers, *Histoire de la Révolution Française*, t. I. p. 160. Etats de service de M. de la Bretonne, aux Archives administratives du Ministère de la Guerre : « Etait de service aux journées des 5-6 octobre 1789. »

au petit jour, voir envahir l'enceinte royale par une marée écumeuse. Le sang des gardes coule sur le marbre des escaliers, les antichambres sont forcées, la Reine, hâtivement rhabillée, s'enfuit par un couloir détourné chez le Roi ; les espaces majestueux du Palais de Louis XIV sonnent du bruit énorme de la Monarchie qui s'effondre. Et, après que le Roi, au balcon, a dû présenter tour à tour à la multitude sa femme et l'un de ses gardes pour mendier leur grâce, c'est le retour, au gris matin, vers Paris, le carrosse royal roulant à tour de roue, encadré des gardes désarmés, de la garde nationale et du peuple qui chante, précédé de deux piques où saignent des têtes coupées de gardes du corps (1).

Dans la nuit qui couvre la France à ces heures tragiques, et jusqu'à ce que des nouvelles plus précises aient appris que M. de la Bretonne est sain et sauf, quelles doivent être, en cette saison naguère consacrée aux paisibles vendanges, l'horreur et l'alarme dans la petite maison de Presles ! Il reparait enfin, et, après l'étreinte, les premiers mots qu'il prononce annoncent que ses vieux liens sont brisés : le Roi, devant la fureur populaire, a congédié ses gardes ; ils rentrent dans leurs foyers en congé indéterminé.

Et la vie reprend, au jour le jour, aussi régulière, aussi ordonnée en ces temps tumultueux qu'aux plus paisibles époques. L'Assemblée Nationale multiplie les réformes ; qui d'émoi, qui d'espoir, tous les cœurs sont anxieux. Cependant, à Laon l'hiver, à Presles dès le printemps, M. et M^{me} de la Bretonne continuaient leur existence accoutumée, et, trois fois la semaine, le perruquier Pilet dit Flamand faisait la route de Laon à Presles pour venir peigner et accommoder le garde du corps (2).

Même à Presles, pourtant, l'ordre de choses nouveau se faisait sensible. Si, moins désordonnés en leurs humeurs, les vigneron de Laonnois ne s'abandonnaient pas aux violences qui troublaient dès lors le district de Vervins, tant de réformes solennellement

(1) *Procédure criminelle instruite au Châtelet de Paris sur la dénonciation des faits arrivés à Versailles dans la journée du 6 octobre 1789.* Paris, Baudouin, 1790, *passim*. — Pierre de Vaissière, *Lettres d'Aristocrates*. Perrin, 1907, pp. 100-126.

(2) Arch. Dép. Aisne, L. 1211 (classement provisoire), dossier Leleu, production du perruquier Pilet.

publiées le dimanche à l'issue de la messe paroissiale ne laissaient pas, quand même, d'émouvoir leurs cerveaux. L'assemblée des représentants de la paroisse, réunie dès mai 1788 dans la chambre du maître d'école à faute d'autre local plus convenable, et qui se séparait le plus souvent dans ce temps sans avoir rien traité (1), ne connaissait plus le chômage. On poursuivait M. Cadot de Villemonble, propriétaire du domaine de Corneil, pour usurpation de pâturages communaux (2). Les biens du clergé étaient mis à la disposition de la Nation, et l'on dressait l'inventaire de ceux de Presles (3). Les nouvelles municipalités s'organisaient (4), puis les gardes nationales. Un lieutenant-colonel, un capitaine, un lieutenant, un sous-lieutenant, un porte-drapeau, un caporal, deux tambours et soixante miliciens agitaient de leurs évolutions les rues du village (5). La France nouvelle se coordonnait, et l'émoi de cette création gonflait les cœurs d'un besoin universel de fraternité. Soit qu'ils eussent vraiment des discordes à effacer, soit qu'ils voulussent seulement suivre l'exemple des villes, les paroissiens s'unissaient le 20 juin 1790 en un baiser général qui prenait le nom de pardon. Ils fêtaient avec toute la France la Fédération, le 14 juillet, sans doute sous ce même ciel pluvieux qui pensa gâter les solennités parisiennes du Champ de Mars. Sur une place « publique et vaste dans le territoire pour contenir tous nos concitoyens », devant la population tout entière que précédaient son corps municipal et sa milice « avec ses tambours et autres instruments », la messe fut célébrée sur un autel consacré à la Patrie ; des hymnes furent chantés pour appeler sur le Roi et sur la Nation les lumières divines. Après l'Offertoire, le prêtre se retourna vers le peuple et lui fit « un discours pathétique relatif au pacte fédératif ». Le maire, alors, gravit à son tour les degrés de l'autel et reçut le serment de chacun des assistants sur le

(1) Archives de Presles, Registres des Délibérations Municipales, année 1788. (Par une anomalie singulière, le registre qui va du 15 novembre 1790 au 14 juillet 1792 est conservé, non pas à la mairie de Presles, mais aux Archives Départementales de l'Aisne où il n'est pas encore classé)

(2) Ib. 1^{er} avril 1790 ; il faut cependant reconnaître que la procédure avait commencé sous l'Ancien Régime.

(3) Ib. 8 mars 1790.

(4) Ib. 2 février 1790.

(5) Ib. 6 juin 1790.

registre des délibérations « dans lequel sont inscrits les décrets de l'auguste Assemblée Nationale sanctionnés et acceptés par le Roi ». Tous, « sans acception d'âge, de rang ni de sexe, avec acclamation et joie », jurèrent d'être fidèles à la Nation, à la Loi, et au Roi, de maintenir la Constitution, l'ordre, et l'harmonie, de repousser les insinuations perfides à l'aide desquelles on voudrait les armer contre leurs frères, enfin de vivre et de mourir libres.

Puis, sur l'humble registre couvert de vélin que garde encore l'armoire municipale, et sur lequel, pour le serment, venaient de se poser tant de paumes rugueuses ou blanches, sveltes ou robustes, chacun vint à son tour mettre son nom au bas du procès-verbal qui consacrait la mémoire de cette heureuse solennité : les officiers municipaux d'abord, aux doigts incertains, puis le groupe des bourgeois : le vieux lieutenant particulier tremblant d'émotion et d'âge, le chevalier de Lamirault, officier au service du roi d'Espagne, le célébrant aux paraphes calligraphiés, et M. de la Bretonne lui-même, qui, respectueux de la loi qui supprimait les appellations féodales, signa : Simon-Joseph L'Eleu, garde du Roy. Avant que l'on ne passât à la masse des habitants, les dames s'avancèrent à leur tour, fichus ouverts en pointe sur la gorge et grands bonnets de linge, d'où leurs cheveux bouclés coulèrent sur le registre tandis qu'elles y traçaient leurs pattes de mouche, en dessous de leurs frères et de leurs maris.

Union brève, d'ailleurs, et dont les nuages qui obscurcissaient ce ciel d'été symbolisaient l'inquiétude. Le vote par l'Assemblée Nationale de la constitution civile du Clergé ravivait les discussions : si, le 14 novembre 1790, le curé Charles-Victor Bellot publiait au prône de la grand'messe le nouveau décret, et prêtait serment ce même jour à la Constitution, à l'issue des vêpres, devant les officiers municipaux et le peuple assemblés, il rétractait ce serment le 19 février suivant, à la suite de la condamnation de la Constitution par le Saint-Siège et de l'élection anticanonique du nouvel évêque de l'Aisne ; et, le lendemain 20, il se refusait formellement à notifier cette élection en l'église et à chanter le *Te Deum* prescrit par l'Assemblée Nationale.

La lutte s'avivait : quand, au début du mois d'avril, le garde du corps et sa femme reparaissaient à Presles pour leur villégiature accoutumée, ils trouvaient la paroisse toute émue encore

d'un nouveau scandale : le 20 mars, M. Bellot, requis de lire au prône la lettre pastorale de l'évêque constitutionnel, en avait décliné l'obligation. La municipalité avait passé outre à son refus et fait procéder à cette lecture, en pleine église, après l'Offertoire, par le ministère de son greffier. M. Bellot avait protesté contre cette violence en quittant l'autel pour se retirer dans la sacristie, et n'avait reparu pour conclure le sacrifice de la messe qu'après la lecture terminée.

Il disparaissait d'ailleurs de suite après cet éclat, et un nouveau curé, « jureur », le remplaçait. La lutte s'ouvrait dans la paroisse entre ses partisans et ses adversaires, si incertaine que lui-même, troublé, rétractait à son tour son serment pour rétracter ensuite sa rétractation ; si véhémement qu'il fallait l'intervention du Directoire du département pour tenter de ramener les habitants à la paix, et que le tambour de la Garde Nationale requis se refusait à battre la caisse pour convoquer l'assemblée à ce destinée (1).

Dans ce même temps, la fuite du Roi, le passage nocturne à Laon de Monsieur en route vers la Belgique (2), jetaient dans l'urne bouillonnante un nouveau ferment d'agitation ; et, songeant aux trois camarades qui avaient accompagné son souverain à Varennes, mûrissant peut-être, dès lors, de graves déterminations, le garde du corps faisait réparer ses harnachements (3). Il s'abstenait, et avec lui tous les bourgeois de Presles, de paraître à la seconde fête de la Fédération, celle que la proclamation de la Loi Martiale au Champ de Mars devait, à Paris, si douloureusement ensanglanter.

Il hésitait pourtant à prendre parti, et ses actes de cette époque témoignent de ses tergiversations. N'est-ce point, au reste, de ce temps que l'on a dit qu'il était plus difficile d'y déterminer son devoir que de le suivre ? Ses anciens camarades, en masse, passaient la frontière, et s'organisaient sous les Princes. Le Roi, de fait, était prisonnier aux Tuileries, les royalistes subissaient

(1) Registres des délibérations communales de Presles, 14 novembre 1790, 20 mars, 23 mai, 8 juin, 17 juin 1791.

(2) Edouard Fleury, *l'Emigration*, (Bull. Soc. Acad. Laon, t. XVIII), pp. 202 sqq.

(3) Arch. Dép. Aisne, L. 1211, dossier Leleu, production du sellier Varlet.

mille insultes, le divorce s'accusait, de plus en plus net, tous les jours, entre la France de la veille et la France nouvelle. Mais, d'autre part, le Roi lui-même sanctionnait la Constitution ; ses proclamations officielles blâmaient le rassemblement des émigrés sur le Rhin ; l'Assemblée Constituante se séparait sur le vote d'une loi d'amnistie qui semblait un nouveau baiser de fraternité. Voulant espérer encore dans la vertu de la formule légale : la Nation, la Loi, le Roi, M. de la Bretonne acceptait du Directoire du département la commission de capitaine dans la gendarmerie récemment instituée, avec l'uniforme de l'ancienne maréchaussée éclairé de la cocarde nationale et du bouton : Force à la loi (1).

Puis, brusquement, libéré par l'expiration du mandat de son frère, ému par la nouvelle que la Maison du Roi se reconstituait à Coblenz, mandé peut-être aussi par ses anciens chefs et fidèle à la religion de son serment (2), il jetait sa cocarde fraîche au fossé, et, laissant les siens à Presles, émigrerait (novembre 1791) (3).

V

Il ne s'agissait plus d'un bénin service d'honneur à Versailles, ni d'une absence de quelques mois. S'il quittait sa femme et ses enfants dont l'aîné avait huit ans à peine, c'était pour passer la frontière et rejoindre dans un pays inconnu ses camarades avec qui il ne reparaitrait, Dieu sait quand, que les armes à la main ; et cependant, les siens, abandonnés, restaient dans un autre péril. Drame répété à ce moment par toute la France dans des milliers de familles, mais dont la multiplicité ne saurait faire oublier tout ce qu'il a eu de poignant pour ceux qui l'ont subi. L'Histoire s'est prononcée avec rigueur contre ces derniers servants de l'ancien régime, et la passion politique, que leur souvenir enflamme encore, ne veut voir en eux que des égarés criminels. Sans rouvrir

(1) Il allait même jusqu'à augmenter à cette époque son domaine de Presles par l'achat d'une petite maison. (Acte Geoffroy, 8 octobre 1791, Arch. Dép. L. 1211, production Meurice).

(2) Maleissye, *Mémoires d'un officier aux gardes françaises*, p. 295.

(3) Etats de service, au ministère de la Guerre. La date du 6 juillet 1793 donnée par l'abbé Gobaille, *op. cit.*, p. 12, est donc erronée : il ne s'agit là que de l'inscription sur la liste officiellement publiée.

ici d'irritants débats, on peut, cependant, s'émouvoir de tout ce qu'il y a de grandiosement idéaliste dans les dernières étreintes de ces couples tragiques, dont les silhouettes se détachent sur l'horizon embrasé par les éclaireurs de châteaux, où le mot suprême de l'épouse à l'époux qui hésite, c'est, non seulement le classique : « Va te battre ! », mais encore : « Sacrifie-nous ». Sacrifice plus noble peut-être encore quand ce n'est pas la fascination de l'enthousiasme, mais la lucidité froide du devoir qui l'a dicté.

Dans la petite maison de Presles, qui doit le plus éprouver en ce moment la cruauté de ce devoir nécessaire, de la femme qui voit partir son mari pour le sort incertain des batailles, du mari qui abandonne ces êtres fragiles dans la nuit opaque où sa mémoire lui fait entendre l'écho des clameurs de meurtre ? Il part, néanmoins, et ses beaux-frères avec lui (1). Pour défendre sa femme et ses enfants, il reste à Presles sa sœur et son père octogénaire.

Le voici disparu ; derrière sa fuite, la maison semble vide. Et tout autour de la pauvre femme anxieuse à laquelle, de loin en loin, des lettres reçues et répondues par surprise parleront seules de son mari, les événements qui se précipitent, tous sinistres, tous lourds d'alarme, sonnent comme un tocsin.

Le 9 novembre, l'Assemblée législative, déclare conspirateurs et punit de mort tous les Français qui seraient encore rassemblés au 1^{er} janvier au delà de la frontière. Ils seront considérés comme déserteurs, et, en attendant qu'il soit statué sur leur sort, leurs revenus seront séquestrés.

Le 11, les habitants de Presles, résolus à faire leur révolution à leur tour, décident de se mettre en possession, par force, et nonobstant les refus du département, des communaux de leur montagne, et de se les partager pour en opérer le défrichement et acheter des armes avec leur produit : car « il faut repousser les ennemis du dehors et pouvoir en imposer aux ennemis peut-être encore plus dangereux du dedans qui nous menacent de toutes parts ; et quel bien-être nous procurera notre montagne, si nous

(1) Philippe-François Martin, Nicolas-François Baillyat de Préchâteau, Jean-Charles-Louis Le Carlier de Colligis, ces deux derniers mariés à des sœurs de Mme de la Bretonne, figurent en effet sur la liste des émigrés.

sommes obligés de nous laisser égorger, faute d'être armés ? » (1).

La peine de mort contre son mari, les armes dressées contre lui, tout parle du sang des siens à cette sorte de veuve. Pour vivre l'un après l'autre tous ces longs jours sans en mourir d'angoisse, il faut que toutes ces femmes soient un peu Charlotte Corday ; et, après le Marmontel ou le Marivaux des heures futiles, n'est-ce point le Corneille en maroquin écarlate où, sur les rayons de la bibliothèque, s'arrêtent ces doigts délicats ?

Le 20 décembre, le Conseil de la Commune arrête que la garde nationale touchera seize fusils avec leurs « baghionettes », ainsi que des cartouches, si besoin est. A peine armée, cette troupe nouvelle va marcher à la réquisition du corps municipal de Bruyères pour prêter main-forte à la loi et empêcher la sortie des grains transportés nuitamment à la frontière par de frauduleux blatiers (2).

Ces manifestations de paysans qui jouent au soldat prêteraient au sourire en une époque moins tragique. Mais alors qu'il n'est plus nulle part ni contrainte ni discipline, dans ces mains exaspérées par la gravité de l'heure, que ne feront pas ces fusils ?

Et voici que toutes les menaces se réalisent : le 2 janvier 1792, le député de l'Aisne Jean Debry fait rendre un décret d'accusation contre les princes qui ne sont pas rentrés dans le délai imparti ; le 9 février suivant, Quinette, jaloux des lauriers de son collègue, obtient, sur la réclamation de divers pétitionnaires de l'Aisne, la mise en exécution immédiate du décret du 9 novembre ; le séquestre des biens des émigrés est définitivement voté par l'Assemblée législative (3).

Sur ce perron qui vit naguère monter l'impatience des jeunes acquéreurs, passe, pour mettre les scellés chez eux, la municipalité de Presles, orgueilleuse de son nouveau pouvoir. Quel écho à ces pas lourds ! Hélas ! la maison en entendra d'autres. De pièce en pièce, les hommes officiels vont, dressant l'inventaire préalable, notant sur leur papier, qui est encore, pour quelques semaines,

(1) Registres des délibérations communales de Presles, à cette date.

(2) *Ib.*, 20 décembre 1791, 29 janvier 1792.

(3) Fleury, *l'Émigration*, pp. 253-4.

celui du Roi, les moindres meubles, les moindres accessoires de la vie. D'autres recommenceront demain à Laon ; et les détails les plus intimes ne seront pas épargnés, et le greffier notera et prisera la garde robe même de la maîtresse du logis, et la robe d'indienne fond blanc à petites roses bleu de ciel, et la robe de soie fond vert doublée de taffetas rose, et les deux déshabillés de toile d'orange, l'un rose et l'autre à bouquets. Jolies étoffes légères, qui frôlates, jadis, peut être, aux longs soirs d'été, les petites feuilles striées de la charmille, c'est à ce contact brutal que vous devez de revivre, un siècle après, cette seconde de rêve (1).

Et la vie reprend, farouche, uniformément cruelle, avec tous ses glas.

Le 29 avril, à la sortie de la messe paroissiale, M^{me} de la Bretonne entend proclamer la loi par laquelle la Nation et le Roi déclarent la guerre au Roi de Hongrie et de Bohême.

Le 24 juin, on plante solennellement devant l'église un arbre de la Liberté, surmonté d'un bonnet phrygien, décoré d'une cocarde tricolore, panaché de devises belliqueuses : « Vivre libre ou mourir ; unissons-nous, nous serons forts. » Un écusson blanc supporte des vers moins corrects que patriotiques :

« Ce blanc deviendra plutôt plus rouge que l'écarlate
Que de me laisser ébranler par les aristocrates.
Plutôt tout le sang des bons citoyens français répandu
Que mon nom de Liberté vaincu.
Les Tirans soumis
Porteront mon bonnet ;
Ou les Tirans punis
Tomberont sur ma pique et en seront piqués.... »

Le 14 juillet, troisième fête de la Fédération. Où sont les serments de fraternité et de concorde échangés à pareil jour deux ans en ça ? (2).

(1) Arch. Dép. Aisne, L. 1026, dossier Leleu de la Bretonne, inventaire du 8 mai 1792 et récolement d'inventaire à Presles du 16 décembre. L'inventaire des 14-15 mars 1792, auquel ce récolement se rapporte, semble avoir disparu.

(2) Registres des délibérations communales de Presles, à ces dates. Je ne veux point, crainte de fastidieuses redites, insister sur les détails des innombrables fêtes dont les registres de cette époque nous gardent le récit, mais j'excepte pourtant, comme particulièrement curieux, l'exorde du discours

Cependant, parmi toutes ces fêtes patriotiques, réduite à la misère par le séquestre qui pesait sur ses biens, la femme de l'émigré vivait maigrement avec ses petits enfants de la charité des siens et des résidus de ses revenus ; et, au récolement de l'inventaire, le greffier officiel allait noter bientôt que « une oie, deux canards, six poules, un coq et quatre poulets » avaient disparu, « Madame les ayant mangés, faute de grain pour les nourrir » (1).

... Mais qu'importent ces détresses à ces femmes qui attendent ? Ce qui fait battre leur cœur, c'est le pas des armées étrangères en marche, c'est le canon de Verdun qui tout à l'heure capitule... Leurs maris foulent le sol français ; de la Champagne à la Picardie, peu de lieues les séparent. Demain, peut-être, ils seront là... Et l'impatience de leurs fièvres leur fait oublier presque, en même temps que leurs misères domestiques, l'horreur du trône écroulé et des prêtres massacrés...

Puis, c'est la canonnade de Valmy souffletant les Prussiens, le désordre de la retraite dans les boues de la Champagne pouilleuse, la dissolution de l'armée des Princes... C'est fini. Dans la petite maison qui doit rester le centre de nos émotions, quelle heure indicible d'agonie, quels sanglots échangés et hâtivement cachés du vieillard à la jeune femme, tandis que sur la place

prononcé à la fête du 24 juin 1792, devant l'arbre nouvellement planté, par le clerc laïc et secrétaire-greffier de la municipalité, Nicolas Delahègue :

« Messieurs et très chers concitoyens et amis, le rachat du salut des hommes a été opéré sur le bois de la Croix, l'auteur de la vie ayant voulu mourir dessus pour notre salut ; seul arbre digne d'honneur, mille et mille forêts n'en ont produit de semblables en feuilles, en fleurs et en fruits.

Celui-ci, d'arbre, que nous voyons, ne nous est point aussi précieux en ce qui concerne le spirituel, mais il l'est en ce qui concerne le temporel. »

L'orateur — j'allais dire le prédicateur — continue sur ce ton pendant vingt-cinq pages dont le moins qu'on puisse en dire est que les divagations y abondent ; il justifie d'un trait décisif autant qu'inattendu la primauté de la puissance civile sur la puissance ecclésiastique : toutes deux « émanent de Dieu, mais la première est plus ancienne que la deuxième, car il y a eu des rois avant Jésus-Christ, et il n'y a eu des ecclésiastiques qu'après lui... » On imagine volontiers devant ces raisonnements et cette phraséologie le recueillement ahuri de l'auditoire. Quinze mois après, Delahègue collaborait d'ailleurs d'un cœur léger à la fermeture de l'église, et, infatigable, continuait à discourir sur des thèmes sensiblement différents.

(1) L. 1026, inventaire et levée de scellés du 16 décembre 1792.

montent les acclamations, et que les hauteurs s'embrasent de feux de joie...

Qu'importe l'avenir, maintenant ? La vie est brisée pour jamais... Ces enfants, pourtant, sont là qui réclament. Le premier acte de la République proclamée a été contre ces émigrés qui prétendaient l'anéantir ; par un nouveau décret, leurs biens sont confisqués ; leurs meubles seront vendus au profit de la Nation, en attendant leurs immeubles, par le ministère des municipalités. Il faut agir, dans cette extrémité, pour sauver les petits de la ruine qui les menace. Comme des veuves véritables, les femmes d'émigrés voient venir les hommes de loi : « Madame, il faut reprendre vos biens, liquider votre communauté. — Mais comment ? — Un seul moyen : le divorce, qu'une loi vient d'établir. — Divorcer ! renier mon mari et ma foi chrétienne, dans le moment où l'un et l'autre sont accablés ! — Vous ne reniez rien : le divorce n'a trait qu'à la loi civile, et il ne tient qu'à vous, si votre conscience le veut ainsi, d'estimer que le sacrement vous tient toujours engagée. Considérez d'ailleurs que c'est le seul moyen qui ménage un peu de pain à vos enfants, et soyez mère autant qu'épouse. — Mais mon mari... — Ne serait-il pas le premier à vous donner ce conseil, s'il le pouvait ? Et regardez ce que font vos émules... » De l'indignation, de l'hésitation, des prêtres secrètement consultés... Comme tant d'autres de ses pareilles, Mme de la Bretonne fait le geste qui délie ; et, comme toutes ces autres, marquant bien par là la portée de son geste officiel, elle continue de vivre auprès du père et de la sœur de celui-là même qu'elle vient de renier apparemment (1).

Elle peut, grâce à cette prudence, bénéficier de quelque clémence des vainqueurs. Et quand, le 17 décembre, les commissaires officiels reparaissent dans la maison pour tout vendre, la Nation fait à la divorcée l'aumône de quelques meubles. Aumône sans prodigalité : un lit avec sa garniture, quelques fauteuils, quelques chaises, deux tables, un secrétaire, deux rideaux de croisée en toile avec leur tringle, voilà tout ce qui restera de tout ce mobilier

(1) Combiér, *le Divorce au Tribunal de Laon*, Bull. Soc. Acad. Laon, t. XXVII, p. 108, Etat civil de Laon, registres des baptêmes et mariages de la paroisse Notre-Dame, 10 novembre 1792.

multiple et confortable qui garnissait la jolie maison... Mais, dans la cour, durant deux longues journées, la cohue impie des acheteurs se dispute tout ce qui a été mêlé à la vie quotidienne du jeune ménage, depuis les plus humbles vaisselles et poteries jusqu'aux bergères et fauteuils de tapisserie du salon, jusqu'aux peintures des dessus de porte. La veuve voit passer dans la vulgarité des rires et la brutalité des mains tous ces témoins de son intimité heureuse, d'autant plus chers aujourd'hui pour elle qu'ils sont tous un peu de l'époux disparu... Et, à la fin de ce lamentable défilé, le dernier objet qui passe au feu des enchères est ainsi mentionné par l'officielle éloquence du procès-verbal : « Item, un bois de lit adjugé à Madame pour ses enfants, à cinq livres. » La Nation n'a même pas laissé à cette mère de quoi coucher ses petits (1).

De grandes affiches placardées sur les murs du village annoncèrent la confiscation des biens de l'émigré et invitèrent ses créanciers à aller se faire inscrire au département. C'est à Laon, désormais, qu'il fut disposé de son patrimoine, par les mains des administrations : récoltes vendues, marchés loués, marchés aliénés ; au fur et à mesure que la Révolution allait s'avancer et les besoins de la Nation croître, la dilapidation se ferait de plus en plus audacieuse (2). Cependant, la liquidation de la communauté tardait ; comment les abandonnés vécurent-ils ? On emprunta, d'abord à la famille, puis, quand les mesures révolutionnaires pesèrent aussi sur celle-ci, aux fermiers demeurés fidèles (3). On vivait au jour le jour ; comment d'ailleurs oser escompter l'avenir en un temps si désespéré, et ne semble-t-il pas que le cœur, gonflé d'angoisses, fut sans cesse au moment d'éclater ?

Le 21 janvier, la tête du Roi tomba. Le 14 avril, l'assemblée des citoyens de la commune vota à son tour la mort du vieux nom de Presles-l'Évêque ; la jeune agglomération républicaine ne

(1) L. 1026, vente de meubles du 17 décembre 1792 ; inventaire et prise des meubles laissés en la possession de la dame Leleu, 18 décembre.

(2) Arch. Dép. Aisne, Q 49 et 50 ; registre non coté du fonds déposé par la Direction des Domaines, et contenant la table par noms de propriétaires émigrés des biens vendus nationalement.

(3) Archives de l'auteur. Comptes de Marie-Joseph-Jean-Philbert L'Eleu, tuteur des mineurs La Bretonne en l'an II.

voulait plus s'appeler que Presles-Thiorny. Le 10 août, nouvelles salves, nouveaux baisers sur la place, en l'honneur de l'Unité et de l'Indivisibilité de la République, cependant qu'à Paris, Hérault de Séchelles, président de la Convention, tendait sa coupe aux mamelles gonflées d'eau lustrale de la statue de la Nature, sur la place où fut la Bastille démolie (1). Mais une inquiétude se mêlait à ces réjouissances : l'armée, naguère victorieuse, avait dû repasser la frontière des Pays-Bas, les Autrichiens avaient pris Valenciennes, et le district de Vervins était parcouru par les avant-gardes ennemies. De Laon à Guise, où s'improvisait un camp, on voyait aller et venir les grands panaches des généraux de la République. La population de Laon s'armait, la levée en masse était décrétée (2). Quels furent les vœux secrets des ci-devant en ces heures de fièvre ? Le triomphe des armées de la Convention écarterait encore une fois la réalisation de leurs rêves, mais ils avaient tout à redouter des représailles qui accompagneraient la victoire de la coalition. Une fois encore, des tragédies à la Corneille se jouèrent dans ces âmes, nées pour l'afféterie délicate des salons de l'ancien régime.

Les représailles vinrent, sans même la victoire dont elles eussent été le prix : le 8 août 1793, les représentants Lequinio et Lejeune, en mission dans l'Aisne, prirent, en conformité avec le procureur général syndic Pottotfeux, un arrêté prescrivant l'arrestation immédiate de tous ci-devant nobles et autres personnes suspectes (3). Il importait, dira plus tard Pottotfeux, de purger le Département de cette vermine de l'aristocratie, qui engourdissait l'esprit public (4). La garde et la gendarmerie nationales arrêterent les suspects en masse ; l'ancien couvent de la Congrégation, l'ancien séminaire, se remplirent de détenus ; et, les bâtiments publics ne suffisant pas, on employa même des maisons particulières. Les sœurs de M^{me} de la Bretonne furent inscrites sur les listes fatales ; elle-même y figura à son tour. « On l'arracha de nuit de sa maison de Presles », dit une

(1) Registres des délibérations communales de Presles, à leurs dates.

(2) Matton, *Pottotfeux, Procureur Général Syndic du Dépt de l'Aisne*, (Mémoires Soc. Acad. Saint-Quentin, 4^e série, t. III, 1881), pp. 235, 249-51.

(3) *Ib.* p. 236.

(4) Combier, la *Justice Criminelle...* t. II p. 170.

notice jadis consacrée à son mari. Simple phrase, mais dont l'imagination restitue sans peine toute l'horreur. Qu'il serait aisé de céder ici à un romanesque banal, et d'évoquer, en toute vraisemblance, les détails de cette lugubre scène, depuis le roulement entendu d'un cœur bondissant d'angoisse dans le silence du village endormi, jusqu'à la descente, le long du perron, du groupe tumultueux dont les fourreaux sonnent sur les marches, et qui emporte une forme inerte et presque de morte vers le demi-cercle béant de la porte, où la masse noire de la charrette s'aperçoit, éclaboussée du feu d'une lanterne ! — Mais un simple détail conservé touche plus que tout ce pathétique grossier : M^{me} de la Bretonne supplia ses bourreaux de la laisser emmener ses enfants avec elle, et ses prières furent assez éloquentes pour les fléchir. Ils ne jugèrent pas cependant qu'elle pût les prendre tous deux, et ils invitèrent cette mère à choisir. Alors, devant ces pauvres petits entre qui se partageait sa tendresse et qui la regardaient anxieux, son cœur et sa conscience lui signifèrent qu'il était impossible de se prononcer, et, ne voulant pas les sacrifier l'un à l'autre, elle s'immola en renonçant à tous deux. Tout le reste n'est que rêverie, mais ce trait, après cent ans, nous révèle une âme (1).

Et puis, ce fut la réclusion dans la promiscuité du séminaire, bondé de captifs, les visites hâtives des enfants amenés par leur tante, s'asseyant sur le pied du lit, faute de sièges, croyant toujours quitter leur mère pour la dernière fois ; puis, la contagion, la maladie, la mort. Mais ce n'est pas ici l'histoire d'une famille ; tandis que l'aïeul à la main vacillante inscrit sur son livre de raison : « M^{me} de la Bretonne, ma belle-fille, est morte le mercredi 4 juin 1794 entre onze heures et midy ; sa maladie était fièvre maligne, fluxion de poitrine et pourpre ; elle a été inhumée le même jour à cause de la nature de la maladie » (2), tandis que le « commissaire aux enlèvements » Bequeret réclame aux administrateurs du Département un salaire pour avoir conduit à la sépulture « sept personnes de l'arrestation », dont la femme de l'émigré Leleu, et que le Conseil Général lui alloue pour cette

(1) Abbé Gobaille, *Notice sur M. L'Eleu de la Bretonne*, pp. 12-13.

(2) Archives de MM. l'Eleu de la Simone.

dernière diligence quarante sols dont il se fera payer sur les revenus séquestrés de la morte (1), ce qui doit rester à notre premier plan, c'est la maison de Presles à présent vide, aux volets clos, portant sur sa façade l'inscription exigée par la loi : « Propriété Nationale à louer ou à vendre ».

Nulle âme n'y réagit donc, nulle émotion n'en anima le décor tandis qu'à l'imitation des grandes villes ardentes la Terreur régnait sur ce petit coin de terre de Presles-Thiérny. Le primidi frimaire 1793, le « citoyen ministre du culte catholique » se présenta devant la municipalité pour renoncer à ses fonctions, à l'exemple de son évêque même qui allait mourir tout à l'heure infirmier à Soissons (2). Il déclara qu'il y avait plusieurs hosties dans le saint ciboire et une dans l'ostensoir, et, sur cette déclaration, le septidi suivant, le Conseil municipal se transporta dans l'église pour opérer l'inventaire. Les hosties trouvées dans le tabernacle furent enveloppées d'un linge d'autel et confiées au maire avec la mission de les déposer au District. Les vases d'or et d'argent furent pesés, la seule cloche subsistante et celle de la chapelle de Thiérny descendues. Le tout fut envoyé à la fonte, suivant les instructions des représentants. Puis, l'église fut fermée, et il ne semble pas qu'elle ait servi, du moins, dans les quelques mois qui suivirent, aux cérémonies étranges qui troublèrent les échos violés de la cathédrale de Laon. Faute, sans doute, d'une citoyenne Baroffio (3) pour l'animer du jeu de ses formes, il n'y a nul vestige que la déesse Raison ait jamais été vénérée à Presles-Thiérny.

En revanche, encore une plantation d'arbre de la Liberté « vivace ». L'ancien est jeté bas et ses insignes sont anéantis. Un chevalier de Saint-Louis fait à la municipalité la remise de sa croix, signe de despotisme. On saisit du savon noir vendu par un « marchand roulant » au-dessus des cours du maximum. Les officiers municipaux perquisitionnent, malgré le mauvais temps, chez le garde de Corneil, suspect de posséder du pain de munition. Ils perquisitionnent dans la maison foraine d'un épiciier de Laon,

(1) Arch. Dép. Aisne, L. 1026, dossier Leleu de la Bretonne.

(2) Edouard Fleury, *Le Clergé du département de l'Aisne pendant la Révolution*, Paris et Laon, 1853, tome II, pp. 119-120.

(3) *Ib.*, p. 95.

« devant le bâtiment national qui servait autrefois au culte catholique ». On décide d'établir un atelier de salpêtre dans la commune. Des commissaires nommés par le District en vue du ravitaillement de l'armée du Nord recensent les grains et les fourrages chez tous les citoyens. L'ancien curé jureur fait publier son projet d'union avec « sa gouvernante » âgée de vingt-quatre ans : où est la vénérable domestique de l'abbé Vitu ? (1). Tels sont les bruits qui courent tout le long de la rue de Presles, les propos qui frappent la porte de la maison de l'émigré, que le stratagème d'un de ses neveux, s'en rendant locataire par adjudication devant le Département, vient de sauver du passage en des mains étrangères et de l'aliénation (14 floréal an II) (2).

Devant cette maison de vacances qui retentit naguère de leurs jeux, passent deux petits orphelins. L'aîné a neuf ans, le second huit ; les actes officiels les appellent avec pompe : « les citoyens Charles et Thérèse-Françoise Leleu ». Leur mère vient de mourir en réclusion ; leur père... dans quel coin perdu de l'Allemagne cache-t-il sa vie misérable ? Nul ne répond plus d'eux. Considérant « leur extrême jeunesse, et qu'ils ne pourraient être soustraits aux soins de leurs parents qu'en grevant la République des frais de leur entretien », les officiers municipaux de Laon les ont autorisés à se retirer à Presles chez leur aïeul, à la charge de se présenter à la municipalité dès leur arrivée, d'y demeurer sous sa surveillance et de faire certifier par elle tous les mois de leur résidence. Ces petits êtres qui raisonnent à peine sont déjà des suspects (3).

Il passent donc sans s'arrêter devant cette porte ; peuvent-ils ne point se détourner, du moins, vers elle en passant ? Mais les voici chez leur grand-père, dans la maison du haut du village qui fait l'angle du chemin vers Novion. C'est ici une autre vieille demeure où nous les accompagnerons, parce que le fil de la tra-

(1) Registres des délibérations communales de Presles, primidi et septidi frimaire 1793, 20 frimaire, 8 nivôse, 9 pluviôse, 13 germinal, 21 floréal an II. Etat civil de Presles, 18 pluviôse an II. Le frère de ce prêtre avait, cinq ans auparavant, épousé la fille d'un gentilhomme normand : exemple frappant des bouleversements révolutionnaires !

(2) Arch. Dép. Aisne, Q. 50.

(3) Registres des délibérations communales de Presles, 5 messidor an II.

dition que nous suivons reste avec eux, et que, dans la maison Vitu, l'un des deux reparaitra tout à l'heure ; parce qu'aussi, pendant ces quelques années, la maison Vitu, louée et peut-être occupée par le neveu de M. de la Bretonne, est pour nous sans histoire, et que c'est avec ses petits propriétaires que nous pourrons suivre cet éclaircissement progressif de l'horizon qui, des ténèbres fulgurantes de la Terreur, nous amènera par degrés à la grande aurore consulaire.

VI

Dans cette demeure aujourd'hui morcelée et dévastée, ouvrant alors sur la rue Haute de Presles les trois portes de sa grange, de sa maison d'habitation et de sa maison de vigneron, l'aïeul octogénaire vivait, en compagnie de sa fille vouée à un austère célibat et d'un couple de vieux domestiques. Fuyant son logis de la rue Veschef et les carrefours laonnois où sonnaient d'une façon malséante à son gré les déclamations des clubs, l'ancien magistrat s'était rembûché dès le début de la Révolution dans ce vendangeoir héréditaire. Son humeur irritée y prenait à parti sans péril les institutions et les hommes, cependant que sa fille vaquait à la direction des affaires ménagères, que le séquestre pesant sur ses biens comme père d'émigré rendait de jour en jour plus délicates.

Les prêtres réfractaires, exerçant clandestinement la Mission, connurent l'asile de cette maison dans la nuit ; par leur ministère, devant les fidèles des alentours hâtivement rassemblés, la messe fut maintes fois célébrée en cachette (1). C'est là que les deux petits enfants battus par la tempête vinrent s'abriter à leur tour ; le péril s'apaisait un peu, d'ailleurs : quelques semaines à peine après leur arrivée, Robespierre tombait. Mais à l'année rouge de la Terreur, le règne noir de la famine allait succéder, et d'autres détresses.

Ce fut le temps où le blé manqua de toutes parts, où l'on croyait voir, suivant l'expression d'un historien du pays, « semblables aux peuplades errantes ou aux animaux sauvages, toutes

(1) *Notice sur M. L'Eleu de la Bretonne*, pp. 14-15.

les populations des communes en migration et en luttues perpétuelles pour chercher leur pâture et se l'arracher ». La Convention réquisitionnait les grains dans les campagnes pour alimenter Paris et les armées. Les villes réquisitionnaient les grains de leur enclave pour assurer à leur tour leur subsistance. Parmi tant de commissaires occupés à leur arracher ce dont ils manquaient eux-mêmes, les paysans se défendaient avec désespoir. On s'opposait au départ des convois, on les arrêtait sur les routes, on se transportait en masse dans les fermes isolées, où l'on se faisait délivrer par force les approvisionnements cachés. Malval était pillé par les habitants de Chevreigny et de Monampteuil. Devant le Tribunal Criminel, ce n'étaient que poursuites pour vols de grains. Des témoins refusaient d'aller déposer à Laon, « objectant pour impossibilité d'y trouver du pain ». Les paysans de Bruyères ne subsistaient plus que des rares légumes épargnés par l'hiver (1). Dans cette détresse générale, la jeune commune de Presles-Thiérny connut d'emblée le pire excès de malheur que Presles-l'Evêque eût pu subir jadis, aux plus tristes jours de la Monarchie, pendant la guerre de Cent Ans, la Ligue ou l'invasion espagnole. Signe éclatant de misère, les registres de la municipalité étaient délaissés. Féconds en lacunes, ils n'énonçaient plus que ça et là quelque recensement de grains « opéré avec la plus grande célérité, les citoyens étant à l'instant avertis de tenir leurs portes ouvertes » (2). On se lassait d'être citoyen. Plus encore que les angoisses cruelles, mais ardentes, des années révolues, la morne désolation de cet hiver où les plus humbles besoins trahis ne laissaient même plus l'illusion de mourir en beauté préparaient le retour triomphant du régime autocratique.

Le Directoire du Département avait envoyé les mineurs la Bretonne en possession des biens propres de leur mère par arrêté du 26 brumaire an III, puis de sa part de communauté par autre arrêté du 17 prairial ; et, depuis ces dates, le séquestre levé, leur tuteur encaissait pour eux des sommes en apparence imposantes (3). Mais que signifiaient ces chiffres fallacieux, alors que

(1) Combiér, *la Justice Criminelle dans l'Aisne*, t. I, pp. 373, 380-81.

(2) Registres des délibérations communales de Presles, 19 nivôse et 13 prairial an III.

(3) Archives de l'auteur. Compte de tutelle de M. J.-J.-Ph. L'Eleu.

le papier-monnaie qui composait le mode général de paiement se dépréciait d'un jour à l'autre ? D'après le tableau officiel dressé au lendemain de cette crise par l'Administration Centrale de l'Aisne (1), l'assignat de 100 livres, qui valait encore 35 livres 5 sols en thermidor, tombait à 14 livres 15 sols aux premiers jours de mars 1795. On allait connaître bien pis, d'ailleurs ; pour équilibrer la pièce d'or de 24 livres, il suffisait encore à cette même date d'environ 200 livres d'assignats. La chute du papier allait amener progressivement cette équivalence à 7.812 livres au jour de la dépréciation maxima, le 4 ventôse an IV (23 février 1796).

Pour épargner du numéraire, une loi du 2 thermidor an III avait prescrit que les paiements de redevances des biens ruraux auraient lieu à l'avenir moitié en nature. Les fermiers qui ne cultivaient pas les grains prévus par la loi paieraient la valeur de ces grains, telle qu'elle résultait des mercuriales des deux derniers mois. Et comme le maximum était aboli et que les grains étaient hors de prix, les redevances des fermiers qui ne pouvaient se libérer en nature montaient à des totaux chimériques. Le locataire d'un petit jardin à Ardon qui payait aux mineurs 32 livres au début de l'an III leur en versait 1.333 pour son fermage de l'année suivante. Quelques occupants de vignes à Presles passaient dans le même délai des 800 livres stipulées à leur bail à 19.521 livres 15 sols. L'arithmétique n'était plus qu'un vain mot. Le tuteur des petits La Bretonne encaissait pour eux en quelques semaines pour plus de 40.000 livres de fermages, mais, comme tous les prix avaient suivi le même essor, ils ne s'en trouvaient pas moins misérables. Pour chausser ces petits pieds agiles, en floréal an III, une paire de souliers ne coûtait encore que 20 livres ; en brumaire an IV, une paire de sabots en coûtait 40, une autre, en frimaire, 90 ; deux paires de chaussons, à cette même date, 100 et 120 ; une paire de souliers, à la fin de ce mois, 300 livres. Vers ce même temps, la République prélevait sur les biens des mineurs, sous le nom galant d'emprunt forcé, une contribution supplémentaire de 40.000 livres, équivalant officiellement à 400 livres

(5) *Tableau de dépréciation du Papier-Monnaie*, Laon, imprimerie veuve Melleville, an V.

en valeur fixe. Et quinze mois de l'existence modique de deux enfants dans un petit coin de campagne se chiffraient sur les comptes de leur tuteur au total fantastique de 53.661 livres 4 sols en assignats, plus 207 livres en numéraire.

Pourtant, dans ces temps lamentables, l'espérance indestructible s'efforçait, quand même, à préparer l'avenir. L'on vaquait à l'éducation des enfants, comme s'il n'eût pas été bien beau déjà de soustraire ces petites plantes humaines aux rigueurs de la bise meurtrière. Deux fois par semaine, des frères de la Doctrine Chrétienne venaient de Laon pour apprendre aux petits la Bretonne à lire et écrire ; et leur zèle, qui n'acceptait aucune rétribution, recevait un jour, présent rare en cette détresse, le tribut d'un quartier de porc.

L'on faisait mieux encore que de suivre l'avenir, on s'y engageait bénévolement. Les êtres jeunes n'abdiquaient pas leur jeunesse ; l'on aimait, l'on fondait des foyers. Un jour de cet hiver de l'an III, les enfants voyaient entrer chez leur grand-père le notaire Vassault, de Bruyères, porteur d'un projet de contrat par où leur tuteur et leur voisine unissaient leurs fortunes avant de convoler en mariage. Et, le lendemain, par le ministère d'un chanoine de Laon à peine sorti de la réclusion, devant l'assistance des domestiques remplaçant les brillantes compagnies de jadis, l'union sacramentelle était furtivement célébrée, deux jours avant la cérémonie civile (1). C'était ce tuteur qui avait loué à l'Administration la maison de M. de la Bretonne. Il y amenait sans doute sa jeune femme ; et, aussi joyeux qu'aux jours où le conduisait là le nouveau ménage du garde du corps, insoucieux de l'infortune de ses fervents de naguère, l'Amour nichait dans les ruines.

Un jour de fête, un jour de deuil. A ce dur régime de privations, le petit Simon Charles avait contracté la maladie inexorable, compagne accoutumée de la misère. L'on courut, pour lui, chez l'apothicaire. Au printemps naissant, l'on tenta l'achat d'« une livre de vermicel » . Le vermicelle curatif ! est-ce un remède inconnu ? ou plutôt un aliment de luxe dans cette disette, avec

(1) Archives de l'auteur. Etat civil de Laon, Section de l'Egalité, 28 ventôse an III.

lequel on tentait de relever ce petit organisme épuisé ? L'article suivant du compte porte une dépense d'une livre « pour achat de galons servant à border les souliers des mineurs ». Hélas ! le petit Charles n'userait pas ses souliers galonnés !. Plus puissant pourtant que le « vermicel », frappant à pleine volée les murs de cette chambre où la tante faisait faire secrètement au petit malade sa première communion, le grand soleil de Messidor lui-même ne parvint point à rendre un peu de vitalité à ses membres amaigris. Et bientôt, sur son livre de raison devenu un calvaire, en marge du paragraphe où il avait noté onze ans en çà d'une écriture plus ferme la naissance de son petit-fils, l'aïeul indestructible traçait cette inscription désolée : « Mort à Presles le jeudi 16 juillet 1795 vers une heure après-midy, inhumé le 17 à trois heures de l'après-midy dans le cimetière de Presles. Il a été malade pendant plus d'un mois des suites du délabrement de sa poitrine qui n'a pu se rétablir ».

Le paiement de notes lugubres, les frais de l'enterrement, de l'apothicaire, du menuisier « pour ouvrages de sa façon ». Puis, une fois de plus, suivant la devise du poète olympien naguère témoin sur la frontière d'Argonne de la déroute des émigrés : « Par delà les tombes, en avant ! » — Restée seule avec son grand-père et sa tante, la mineure grandit. Elle apprend les ouvrages de femme, on lui achète des aiguilles. Elle coud, les pieds dans des sabots. Bientôt, les leçons des frères ne lui suffisent plus ; elle a dix ans passés, on la met en pension à Laon chez la citoyenne Déjardin. Le 22 brumaire, son tuteur paie 700 livres d'acompte sur le premier quartier. Pension ruineuse ! mais nous sommes encore aux assignats. Tout à l'heure, revenus au numéraire, 87 livres 10 sols suffiront à payer le second.

Les jours mauvais s'éloignent, les poitrines se desserrent ; le citoyen Gorse se charge d'enseigner la danse à la fillette moyennant la modique rétribution de 12 livres pour quatre mois ; encore est-il heureux de ne pas être payé en quartiers de porc. Le 1^{er} prairial an IV, le tuteur paie deux livres à la fille Bouillon pour « façon d'une paire de gands à la mineure ». Du moment où l'on danse ! — Mais voici plus sérieux : le 4 floréal, pour trente sols, valeur fixe, le compte porte l'achat de pains à cacheter et celui

d'un catéchisme. Un catéchisme ! il y'a quelque chose de changé dans la façon dont la Nation entend le « contrat social » (1).

Il y avait beaucoup de changé, en effet. Le balancier revenait sur sa course ; de toutes parts en France on retournait vers les temples, et, comme devait le dire à quelques années de là un plaisant brutal, « il n'y manquait que le million d'hommes qui s'était fait tuer pour abolir tout cela ». Suivant l'exemple de toute la nation, les villageois de Presles rouvraient la porte de leur église avec le même élan qu'ils avaient mis naguère à la fermer à double tour. Le 16 frimaire an IV, les « citoyens individus habitant la commune », réunis en assemblée générale, avaient unanimement voté le rétablissement du culte catholique, et choisi pour son exercice « le bâtiment de la ci-devant église, et ce avec d'autant plus de raison d'urgence qu'il n'y a aucun édifice dans l'endroit dans lequel on puisse exercer le culte, par rapport à la petitesse des locaux ». Le 14, le citoyen Pierre-Joseph Alliot, ancien curé de Novion sous la Monarchie, passait devant la Municipalité la déclaration nécessaire pour l'exercice de son ministère. Aux pages du registre des délibérations, le tambour civique cessait de gronder ; les réquisitions, les perquisitions, les recensements cédaient le pas à la nomination de gardes champêtres, à la proclamation du ban des vendanges (2). La nouvelle tempête de fructidor, si dure à supporter pour ceux qui s'étaient repris à l'espoir, n'y marquait pas. Les victoires d'Égypte et d'Italie étaient proclamées aux carrefours ; une lueur pointait à l'horizon, et l'on se sentait enfin au bout de cette forêt étouffante.

Aux feux de ce renouveau, les survivants se comptaient. On libérait, enfin, le père de M. de la Bretonne du séquestre pesant sur ses biens, moyennant l'abandon du quart qu'il consentait à la Nation comme représentant la part éventuelle de son fils émigré (3). C'était l'application de la législation barbare dans son principe comme dans son intitulé, dite des « partages de présuccession », et l'on était encore bien heureux d'en profiter.

L'aïeul terminait peu après, dans son vendangeoir patriarcal,

(1) Tous les détails qui précèdent sont tirés du compte de tutelle de M. J.-J.-Ph. L'Eleu. (Archives de l'auteur).

(2) Registres des délibérations communales de Presles, an IV à an VIII.

(3) Arch. Dép. Aisne, L. 1289, dossier Leleu.

entre sa fille et sa petite-fille rentrée de pension, sa vieillesse si douloureusement troublée (1), endeuillée encore sur le tard par la mort prématurée de ses deux fils aînés (2). Et, rendue à la jouissance de M^{lle} de la Bretonne, l'ancienne maison de M. Vitu attendait son maître légitime.

VII

Il avait bu, lui aussi, la coupe de misère jusqu'à la lie. Dès son arrivée à Coblenz, ce survivant de la onzième heure s'était vu infliger l'affront d'une méfiance glacée : s'il avait répondu, enfin, à l'appel des Princes, n'était-ce point parce que l'impunité révolutionnaire touchait à son terme, et que le succès de la cause monarchique était désormais assuré ? Il venait récolter, sans mérite, le fruit du dévouement des premiers fidèles (3). Ne représentait-il pas, d'ailleurs, par lui-même comme par les siens, ce modérantisme plus odieux aux courtisans du comte d'Artois que les pires audaces des démagogues ? On le lui fit bien voir. Et, tandis que son frère, à Laon, allait se voir suspendre de ses fonctions judiciaires et incarcérer sous la Terreur à raison de sa parenté avec un garde du corps émigré (4), ce garde du corps était suspecté par ses compagnons de sacrifice comme consanguin d'un ancien membre de l'Assemblée Constituante, d'un « monarchien ».

La déroute de la coalition châtia sans les faire taire ces discordes insensées ; mais la porte du pays natal s'était refermée devant l'exilé. Il prit l'uniforme de l'armée de Condé, servit quelque temps dans la Compagnie de Gramont comme chasseur noble, suivant son ancien chef et ses anciens camarades d'une âme de jour en jour plus désabusée (5). On se battait peu ; le froid accueil des petits princes d'Allemagne, la difficulté de vivre,

(1) Etat civil de Presles, 24 vendémiaire an VIII.

(2) Etat civil de Laon, 18 floréal an VI, 14 nivôse an VII.

(3) *Notice sur M. L'Eleu de la Bretonne*, pp. 12 et 18 — Cf. Vaissière, op. cit., pp. 360 et 374.

(4) Arrêté du Directoire du département du 6 septembre 1793 (Archives de l'auteur). Combier, *la Justice Criminelle...*, t. II, pp. 84-86.

(5) *Notice sur M. L'Eleu de la Bretonne*, p. 18.

le vagabondage de ville en ville parmi les portes obstinément closes renouvelaient sans cesse les plus humiliantes tribulations. Promenant sa détresse à travers tout l'Empire, jusqu'aux confins de cette Russie dont l'Impératrice l'avait prise à sa solde, la dernière troupe émigrée perdait peu à peu ses soldats qui y éprouvaient douloureusement les nécessités des hommes sans jamais trouver l'occasion de s'y affirmer des héros. On quittait l'uniforme pour combattre la misère dans de petits métiers de fortune ; M. de la Bretonne abandonna le sien pour en endosser un autre. La Mort avait tranché ses liens les plus intimes, d'autres s'étaient dénoués d'eux-mêmes dans la désillusion. Détaché de toutes les raisons qu'il avait de vivre, il sentit le besoin de se réfugier dans la contemplation d'un autre monde. Il reçut la tonsure et les quatre ordres mineurs à Munster le 20 mai 1796, fut sous-diacre le 21 décembre 1797, diacre enfin, puis prêtre à Emmerich le 1^{er} mai 1798 (1). Dès lors, toutes les lettres qu'il adressa à sa fille furent pleines de l'expression de sa félicité.

Il n'avait point, cependant, renoncé à tous les attachements terrestres : les cercueils qui en gonflaient la terre ne lui rendaient point odieux le pays natal, et cette Allemagne étrangère, où pourtant il avait trouvé le chemin de la grâce, ne laissait pas de lui paraître un exil. Avec des milliers de Français épars tout le long de la Manche et du Rhin, amaigris, vieillis, tout marqués de cicatrices, prêts à oublier malgré tout dans l'ardeur de leur illusion nouvelle leur abominable passé, M. de la Bretonne, dans sa robe noire toute neuve, attendait impatiemment le geste qui lui rouvrirait la frontière ; et il marquait par là que la foi dont il le croyait plein laissait son cœur incomplet. Défaillance par où se retrouve, sous le prêtre qui se voudrait inflexible, le pauvre homme passionné.

Longuement espérée, longuement retardée, l'amnistie fut enfin proclamée le 26 avril 1802. Elle exigeait le serment, prêté aux commissaires établis sur la frontière, d'être fidèles au gouvernement établi par la Constitution, et de n'entretenir aucune liaison ni correspondance avec les ennemis de l'Etat. Sur le vu d'un certificat visant ces déclarations, ils rentreraient dans leurs

(1) Archives de MM. l'Eleu de la Simone.

foyers, mais à charge d'y demeurer dix ans sous la surveillance de la police, et de respecter les aliénations de biens passées dans les temps révolutionnaires. C'est sur la foi de ces stipulations que le certificat de M. de la Bretonne lui fut délivré le 19 messidor an X (8 juillet 1802) (1).

Sous le ciel des longs jours, après dix ans et demi d'absence, l'émigré revoit, à l'horizon, monter la silhouette du plateau natal : et déjà, les tours de la cathédrale, découronnées de leur flèche, lui signifient le bouleversement accompli. Voici les bois où joua son enfance, puis les premières maisons de Thierny... Instants uniques où doit s'arrêter cette petite notice, qui veut être surtout, autour des vieilles pierres où nous croyons en retrouver les vestiges, une collection d'émotions humaines. Ce sont ici les plus poignantes et les plus prolongées : plus poignantes que celles du départ, où se mêlaient la nécessité d'agir, la fierté du sacrifice, l'espérance du retour ; plus poignantes que celles de l'arrestation, où les battements redoublés de son cœur empêchaient la victime de voir clair en elle-même et d'approfondir l'horreur de ces rapides instants. Ici, nulle diversion, nulle compensation, nulle hâte : rien que des images douloureuses, le temps qui s'ouvre, large, et la faculté indéfinie de se sentir souffrir.

Dans ces dix ans, presque tous les siens ont disparu : son père, ses deux frères, son fils, sa femme ; son fils mort de misère, sa femme tuée par la réclusion, tous ou presque tous longuement martyrisés jusqu'à leur dernier soupir. Au lieu de cette famille nombreuse et ramassée, de ce foyer vivace, de ces têtes d'enfants qu'il a quittées en 1791 pour rejoindre ses étendards sur la frontière, il retrouve deux femmes en deuil : sa sœur, vieille de tant d'angoisses, et une orpheline de seize ans. Et si toutes deux peuvent le conduire au coin de cimetière où dorment l'un près de l'autre son père et son fils, nul ne lui désignera la tranchée ignorée où le tombereau officiel a jeté le corps de sa femme.

Peut-il, parmi ces images si désolantes, songer un instant qu'il est ruiné ? Mais une autre douleur est sur sa tête : l'inutilité de toutes ces souffrances et de tous ces deuils, et de tout le sacrifice qu'il a accompli.

(1) *Notice sur M. L'Eleu de la Bretonne*, p. 36.

C'est lui dont l'émigration a creusé toutes ces tombes, précipité son frère et sa femme à la réclusion, livré la vieillesse de son père aux persécuteurs ; c'est son absence qui l'a privé de lutter pour la subsistance de son fils. A-t-il vu triompher, du moins, la cause à laquelle il les a immolés ? Hélas ! la ruine de son foyer n'est que l'écho de la catastrophe publique. D'autres fosses ont reçu des dépouilles plus illustres ; plus haute même que les personnes royales, la Royauté, à laquelle il avait donné tout, paraît irrévocablement perdue et condamnée... Dernière douleur, enfin, plus amère encore que les autres à ses méditations : après avoir tant sacrifié, il a tout trahi ; et cette frontière que le soldat de 1791 avait franchie pour revenir y combattre, le quinquagénaire lassé de 1802 n'a pu la repasser qu'au prix d'un serment qui est une apostasie et une acceptation de tous ces crimes contre les siens.

Ah ! qu'on l'aimerait mieux réfractaire jusqu'au bout, et que cette rentrée résignée du saint prêtre est moins noble que le départ héroïque du cavalier profane ! Mais comme il paie d'un renouveau de tortures cette déchéance de son idéal ! — Fallait-il partir, pour rentrer ainsi ? Mais dès lors, qu'il doit souffrir d'être parti !

Peut-être, cependant, garde-t-il l'illusion que le Consul, restaurateur de la religion, est aussi le fourrier des Princes ? Peut-être croit-il précéder son Roi légitime ? Alors, de nouvelles souffrances l'attendent ; il connaîtra l'horreur d'avoir ainsi conclu tant de sacrifices à la tragédie de Vincennes.

Drame lamentable, et qui mérite que l'on s'y arrête, parce qu'il se répète en ce moment de la Manche aux Pyrénées, qu'il est un moment de l'histoire de la race, et que nous trouvons ici l'occasion de son expression parfaite. Quand M. de la Bretonne frémit en se retrouvant devant la maison qu'il avait choisie jadis pour abriter les berceaux de son jeune ménage, quand, devant lui, le perron s'élargit, vide, quand, troublé par ses pas, le silence des hautes pièces clame la mort, ce n'est pas seulement un pauvre homme qui pleure, mais toute la vieille France, dont il a été l'un des moindres fils, sent avec lui l'horreur de son immolation inutile. Et quand dans cette demeure familière les images de tous les disparus l'assaillent, et qu'il se débat pour trouver contre eux des raisons de vivre, l'épithaphe lassée que l'émigré Châteaubriand tracera tout à l'heure pour Pauline de Beaumont, fille de suppliciés, murmure déjà : « *Quia non sunt* ».

Il n'écouterà pas, du moins, le conseil de cette tombe ; sa fille, et, plus encore, sa vocation ecclésiastique suffiront à relever son âme après cette défaillance nécessaire. Mieux qu'un autre, il peut s'excuser d'avoir trahi son maître, puisqu'il sert un maître plus haut, et qu'il peut se répéter après lui que son royaume n'est plus de ce monde. Pourtant, si peu qu'on vive, il faut traiter encore avec les hommes, et il est dur pour lui de s'accoutumer à cette France nouvelle.

Elle s'affirmait partout ; dans cet humble village lui-même, le divorce avec le passé était éclatant, et la Révolution victorieuse apparaissait à chaque pas : M. de la Bretonne se dirigeait-il vers Nouvion ? cet ancien soldat devenu prêtre longeait la Grand'-Maison, détenue par l'ancien curé d'Ardon, marié et devenu magistrat. Gagnait-il les champs ? il reconnaissait ses terres d'autrefois, cultivées par de nouveaux maîtres. Entrait-il dans une ferme ? il y pouvait retrouver les traces de son mobilier, vendu en 1792. Redescendait-il vers Thierny ? il passait devant l'ancien presbytère, vendu, lui aussi, comme bien national (1). Montait-il à Laon ? parmi tant d'autres bouleversements, il s'exposait à se voir tendre la main qui avait contresigné l'ordre d'écrou de sa femme, celle de l'ancien procureur général syndic, devenu un avoué honoré, Pottotfeux (2). — C'était la ratification de tout cela qu'il avait signée en passant la frontière ; et si tout cela, par où se manifestait l'ordre de choses qu'il avait dix ans combattu, blessait ses sentiments les plus spontanés comme aussi les plus hauts principes de sa conscience, il avait perdu le droit de s'en indigner.

Dans l'église même, où il cherchait un refuge contre tant de spectacles désolants, il retrouvait partout l'expression de sa défaite. Comme toutes ses sœurs, elle apparaissait dévastée par les révolutionnaires ; depuis les croix et les cloches jusqu'aux moindres vases, tous les insignes et accessoires sacrés avaient disparu. L'ancien célébrant de la Fédération de 1790, M. Bellot, revenu dans sa paroisse pour y reprendre l'exercice de son

(1) On ne permettra de ne pas apporter plus de précision dans la narration de tous ces faits délicats, et de n'en pas donner ici la justification.

(2) Matton, *Pottotfeux*, p. 310 ; Devisme, *Manuel Historique*, p. 342.

sacerdoce après avoir couru de grands périls sous la Terreur dans la pratique de la Mission, sollicitait en vain du Conseil Municipal une chaire, un confessionnal, un presbytère (1). Au pied de ces autels dressés pour son service à l'autre bout de l'histoire de France, ce culte millénaire se reconstituait dans la pauvreté évangélique.

Ces blessures allaient se cicatriser ; le Concordat, signé de la veille, rendait à la religion catholique sa dignité officielle. Bientôt, les fonctionnaires du nouveau régime, oublieux des écarts de leur jeunesse, s'honoreraient d'être marguilliers; les évêques deviendraient les préfets spirituels de la France pacifiée, tout entière attentive au piaffement de ses chevaux d'armes, à l'éclat de ses uniformes inondés des rayons de la Gloire..

...Cependant, l'évolution de ce récit nous a conduits en un temps où il convient qu'il s'arrête. Avec l'Empire qui naît, l'ère contemporaine débute ; une narration poussée plus avant risquerait de devenir indiscrete. Au reste, ce dont elle voulait vivre est mort. Dans cette France de 1800 et tant où elle se rouvre, la maison de M. Vitu n'est plus qu'une aïeule arriérée, vestige d'anciens âges et d'anciens usages ; elle se retrouve, elle aussi, une émigrée. Il semble que cette grand'mère touche au dernier chapitre de ses confidences, qu'elle ne nous doive plus qu'un mot sur la fin de ceux qui l'animèrent si tragiquement jadis, et qu'elle doive tomber ensuite dans le profond sommeil d'une Vieille au Bois Dormant.

M. de la Bretonne fut nommé curé de Laval en mai 1803 ; il continua néanmoins d'habiter quelque temps Presles, et eut la joie d'y marier lui-même sa fille, au mois d'août suivant, à l'un de ses cadets de l'émigration, M. de Hédouville. Il se transporta dès lors dans sa nouvelle paroisse, et installa à sa place dans sa maison le jeune ménage qui y eut quatre enfants (2). M. Vitu n'en avait pas prévu tant, et leur logement nécessita une transformation partielle, qui mêla les étoiles et les chimères du style impérial aux rocailles antiques.

(1) Registres des délibérations communales de Presles, 23 brumaire an XI.

(2) Notice sur M. L'Eleu de la Bretonne, pp. 37-40.

M. Bellot habita durant ces mêmes années une partie de cette demeure vénérable, dont l'on peut conjecturer, sans témérité, qu'elle fut le quartier possédé jadis par M. de Martigny. Il y mourut le 26 janvier 1809 ; après lui, la paroisse de Presles fut adjointe à la cure de Laval et Nouvion à titre de succursale, et le logement qui avait été sien fut distribué entre divers menus tenanciers qui le rendirent aux usages rustiques (1).

Une nouvelle rafale passa sur le Laonnois avec l'apparition de l'armée russe en mars 1814. La population de Presles s'était réfugiée tout entière dans les grottes qui somment la colline, non loin du moulin qu'un calvaire a remplacé aujourd'hui. Pillée sans doute comme toutes les autres, la maison de M. de Hédouville ne garda pas du moins de trace indélébile du passage des envahisseurs. « Qu'importe, disait cependant M. de la Bretonne demeuré face au péril dans son presbytère de Laval, qu'importe le fait de quelques mauvais sujets ? leurs chefs sont nos amis ! » (2). Ainsi, ce blanc se retrouvait toujours blanc, et témoignait à nouveau, après vingt-cinq ans, de la mentalité de Coblenz. Mais ses ouailles ne l'écoutaient pas ; il y eut de belles vengeance. Longtemps, on retrouva dans les jardins d'alentour, en creusant, des ossements de Cosaques.

Peu de temps après, M. et M^{me} de Hédouville quittèrent Presles pour Mons-en-Laonnois où les appelaient des affections familiales. Vieux, ne voyant plus devant lui que son devoir paroissial et la mort, M. de la Bretonne rompit les derniers liens qui le rattachaient au passé, et vendit la chère maison de sa jeunesse. Il mourut en 1825 (3), et « prêtre, chevalier de Saint-Louis, ancien garde du corps », suivant l'énumération de son épitaphe, fut inhumé au pied de la haute tour crénelée qui annonce fièrement l'église de Laval. Dans sa maison, dont elle élargit le jardin (4), la famille qui l'avait acquise devait passer à son tour trois quarts de siècle.

(1) *Ib.*, p. 38, note. — Registres des délibérations communales de Presles, 12 juin 1810.

(2) *Notice sur M. L'Eleu de la Bretonne*, p. 64.

(3) 30 mars 1825 (Etat civil de Laval).

(4) La mutation au cadastre de Presles est de 1830.

VIII

Il semble que durant ce temps rien n'ait changé ; et quand, de la poussière paisible des archives où dorment les vieux papiers qui racontent cette histoire, on passe au décor où elle s'est accomplie, la réalité ne trouble pas le rêve. Certes, au sortir du bois, c'est bien une impression pénible de se heurter aux deux rails tout neufs du petit tramway joujou, qui serpente de Laon à Nouvion. Sa fumée ambitieuse prétend couvrir le ciel, son sifflet déchire l'oreille, la gare où il s'arrête, briques et tuiles, a des accents criards de jeune être insupportable. Mais, si, tournant le dos à cette œuvre utile, nous recherchons le divin Passé, nos yeux, familiers avec les plans et les désignations anciens, le reconnaîtront de toutes parts.

Déjà, dès Thierny, c'est, derrière le gué bordé d'arbres, la maison isolée que Marchants de Cambronne, capitaine d'artillerie, puis conseiller rapporteur du Point d'Honneur au Bailliage, brouillon fameux et philosophe, encombra du fatras de ses manuscrits (1). Devant elle, l'ancienne maison de l'Hôtel-Dieu, les vestiges de la chapelle de la Madeleine, ouvrent l'accès de la grand'route. Ces ombrages, sur la gauche, voilent la demeure où s'abrita durant la Révolution M^{me} Vaillet de Loche (2). Mais Presles nous requiert. Voici la croisée des deux chemins ; cette jolie maison qui aligne en biais de l'un à l'autre ses fenêtres cintrées à petits carreaux, malgré le campanile dont elle se coiffe comme d'un bonnet de garde national, nous la reconnaissons sans peine : longtemps avant de devenir la mairie, elle était le vendangeoir du notaire laonnois Etienne Cotte (3). Maintenant, c'est le cœur du village. D'abord, des murs branlants encadrant la cour de fermes mornes et comme abandonnées ; des ruines ; des carrés d'herbes folles entourés de murs où des colonnes de fumée marquent la place d'âtres et de

(1) Matrice cadastrale de 1808. *Bull. Soc. Acad. Laon*, tome XXVII, pp. xxviii et xxix. Que sont devenus, hélas, tous ces manuscrits « d'une grande importance au point de vue local », diligemment rassemblés, il y a vingt-cinq ans, par M. le Président Combier ?

(2) Matrice de 1808. — C'est le « château de Thierny ».

(3) Archives de Presles, titres d'acquisition des propriétés communales

cheminées disparus. Ici palpita un peu de vie humaine ; cette place fut conquise sur la nature qui la reconquit à son tour. Puis, la rue s'engage et monte entre les façades aveugles de granges. Sous leur égal crépi gris se révèlent çà et là des entablements de chapiteaux antiques, le cintre de porches condamnés ; le Passé pointe à fleur de chaux et brise son masque léger pour crier à son dévot : « Me voici ». Aucun bruit ; toute la vie est retirée dans les maisons d'habitation que l'on aperçoit par les grand'portes ouvertes, au fond de jardinets, basses, trapues, accédées de petits perrons. Toutes les couleurs sont passées, toutes les surfaces sont usées et polies par le Temps. Bien certainement, rien de tout cela n'a changé, l'art du maçon ne s'est pas exercé ici depuis le Bien Aimé (1). C'est que l'émigration vers les villes, la diminution de la natalité, ont réduit la population de moitié (2). Le décor du passé suffit aux survivants qui s'y élargissent à leur aise. Un coup de pioche réunit deux maisons ; la plus délabrée passe à l'état de grange ; quand elle devient impropre à tout usage, elle tombe et n'est pas remplacée. Certes, une telle raréfaction de la sève est grosse d'inquiétudes pour l'avenir ; du moins est-elle propice à qui ne cherche que souvenirs et que rêve. Goûtons ces ruines tant qu'elles sont debout encore, et ne songeons pas qu'on n'échappe pas indéfiniment aux lois de l'évolution, que cette agglomération devra, elle aussi, prendre l'habit moderne, ou redevenir friche.

Nous montons la rue, nous mettons avec certitude un nom sur chacun de ces calmes logis. Ce presbytère abrita au XVIII^e siècle toute une dynastie de Mauroy (3). La descendance des Mahieu n'a point cessé depuis deux cents ans d'habiter la maison voisine. Ici

(1) Il va de soi que je n'indique ici qu'une impression générale. Depuis que ces lignes sont écrites (1908), une nouvelle maison a pourtant été édiflée en face des marronniers qui précèdent la Mairie ; en revanche, deux autres sont tombées ou tombent devant l'église, entraînant avec elles dans la poussière une fine petite mansarde Louis XIV, encadrée de volutes et sommée d'un panache.

(2) 448 habitants en 1760. 311 en 1800, 531 en 1836, (*Dictionnaire Historique du Département de l'Aisne* de Melleville, Laon et Paris, 1865, tome II, p. 232) ; aujourd'hui 250 environ.

(3) Archives de Presles, titres d'acquisition des propriétés communales ; Archives Départementales, B. 4112, 19 septembre 1703, mars 1705, 14 mars 1714. Etat civil de Presles, 18 mai 1740, 29 octobre 1748, 9 octobre 1760.

vécut Jacques Vieillart, dont la fille devint la seconde épouse de Michel Natte. Jeanne Danna, vierge folle, eut sa demeure en ce point. La Grand Maison profile sur notre droite le pignon de sa masse robuste, où se succédèrent les anciens vicomtes de Presles. La petite place a perdu sa croix ; la démolition d'une maison cédée voici soixante ans à la commune par M. Le Carlier a changé sa forme ; mais elle est toujours verte, et, portant ses ondes aux laveuses alertes, le ruisseau coule toujours dans la ruelle mousseuse, tout le long du mur de M. Martigny. 1671, cette date reste fièrement inscrite au porche délabré de Simon L'Eleu. La chaîne du puits qui s'ouvre en face grinçait déjà sous le Grand Roi. Et si la fantaisie d'un possesseur moderne a flanqué d'une tourelle l'angle de l'habitation de M. Ponsuby, se diligence avertie en a respecté du moins l'ordonnance générale.

La fidélité du souvenir subit une déception dans l'église ; car toute la vie antérieure en a été chassée, comme il est arrivé pour toutes ses compagnes, et pour la Cathédrale même, par les badigeonnages, la disparition du vieux mobilier, l'introduction d'un dallage de marbre blanc et noir ; et de tant d'épithèses qui parleraient si haut à notre imagination, une seule est demeurée, celle d'anciens fermiers du château (1). Mais l'extérieur est intact ; l'abside et l'absidiole romanes, si jolies du chemin qui ondule au pied de la montagne, à quelques mètres en contre-haut, ont toute leur patine antique ; et l'avant-porche s'ouvre toujours, menu, charmant, avec ses baies soutenues de frêles colonnettes, cet avant-porche où depuis huit cents ans tant d'êtres d'une même race ont passé, et aussi tant de leurs cercueils.

Depuis huit cents ans, cette église et ce cimetière ont reçu toutes les dépouilles de la paroisse, et cependant, ni l'une ni l'autre n'offrent aux yeux de vieilles tombes. Les plus anciennes stèles sont de l'Empire ; les autres ont disparu, désagrégées par les années ou soustraites pour quelque usage impie. L'herbe monte, unie, sur les cendres de tant de générations. Le curieux se déçoit de cette confusion, le pèlerin passionné y goûte une

(1) Antoine Padaux, censieur du château et prévôt de la justice de Presles, Madeleine Grandin, sa femme, François Padaux, son fils et successeur dans son bail et dans sa charge ; ce dernier décédé le 27 décembre 1751 à 72 ans.

plus pure occasion de s'émouvoir : car, que sont les quelques générations où nous pouvons remonter au regard de la masse inconnue des êtres qui ont préparé notre sang sur ce coin de terre ? Toute cette glèbe fut leur chair, qui est nôtre, et mérite notre prière. Ainsi dans cet espace médiocre, la religion de la famille s'affranchit de tout alliage mesquin. Lire son nom sur une dalle séculaire, ce n'est qu'une petite vanité. Mais je m'abandonne à piété sans défiance quand elle embrasse tout ce champ où dort mon véritable mort, c'est-à-dire le passé du pays dont je descends.

Entre les tilleuls vénérables, nous franchissons la grille, rapportée, à la vérité, en 1828, mais qui vient de l'abbaye de Saint-Martin. L'on projetait à cette même date de paver la rue, à l'imitation des communes voisines ; mais la pénurie de ses fonds a arrêté le Conseil municipal (1). Heureuse pauvreté ! c'est, comme jadis, le gravier même du sol que roule aux jours d'orage le flot venu de la montagne.

Remontons-en les traces ; au chemin qui donna tant de mal aux villageois, une belle route en lacets a succédé ; mais l'ancien « mont » subsiste toujours, devenu un ravin désert et profond sur lequel les branches d'une forêt vierge se joignent en voûte. L'on s'élève, des arbustes remplacent les arbres, un tapis de gazon court, sous lequel se révèle encore l'ancienne piste : le passé dort sous le velours vert. Et voici que l'on dépasse les dernières cîmes, la grande plaine boisée se découvre, au centre de laquelle Laon, maternelle, dominée par ses tours, est comme un haut vaisseau à l'ancre. Les dentelures des collines, depuis le Calvaire jusqu'à la forêt de Saint-Gobain, lui font une riche frange sombre. Cette fois, plus émouvant encore que le petit clocher, voici tout le pays natal. La poitrine haletante encore de la montée, les poumons pleins de cet air léger, qu'il est aisé de s'élargir le cœur ! et qu'il est aisé aussi et charmant de mettre, suivant le précepte d'un auteur contemporain, ses pas dans les pas de ses ancêtres, quand la nature est si riante, quand le passé s'offre partout, si intact que dans les rues de Laon, a-t-on pu dire, les contemporains de Charles le Simple se reconnaîtraient.

Du château épiscopal, qui mériterait toute une étude, nous ne

(1) Registres des délibérations du Conseil municipal de Presles.

voulons voir que l'enceinte aux tours en corbeilles et les hautes voûtes gothiques. Ces ruines étaient déjà ruines dans la jeunesse des maisons que nous saluons en aïeules ; et elles nous donnent l'impression touchante de dire à ces centenaires : « Mon enfant ». Mais, la dernière promenade que nous voulons faire avant le coucher du soleil, c'est le tour de ce golfe de verdure au fond duquel dort Presles, golfe plus vert et plus profond aux yeux à mesure que les années s'écoulent, et que, le pays se dépeuplant, les espaces cultivés reculent devant les bois. Ainsi, dans ce siècle industriel, la sauvagerie de cette nature s'accroît, et nous voyons se restaurer le décor héréditaire.

Aux pieds de ce repli de terrain qui l'enveloppe, Presles est là tout entier ramassé. Cernées de toutes parts de verdure, les maisons d'où les fumées montent se pressent autour du clocher. Et à le voir si petit, si environné et si proche, il semble que l'objet de sa contemplation va tenir dans le creux de la main. Certes, les villages voisins ont d'autres charmes : aux vieux porches de Bruyères et de Vorges, les lauriers et les acanthes se marient magnifiquement ; et Vorges est large et fleuri, et Novion, montueux, a l'orgueil d'une église historique. Mais Presles, moins orné, plus rustique, donne du haut de ce belvédère l'attendrissement de s'offrir. Il semble aussi que sa rue qui se retire de la route et pointe droit sur la montagne, où elle va s'achever et se blottir, fuit l'agitation du monde. Toute cette ligne d'aimables villages qui se donnent la main en lisière des bois tendent leur visage à la vie ; Presles, pudique, hésitant, ou triste, s'en détourne déjà à moitié.

C'est ce charme d'une beauté dont les yeux sont tournés en arrière que nous retrouvons dans le jardin de M. de la Bretonne, aux confins duquel nous ramène l'une de ces sentes au lit de torrent, que gravissaient en mars 1814 les paysans chargés de meubles. De lourds tapis de lierre couvrent le mur d'enceinte ; les arbres hauts et drus le dominant ; une porte propice à la fuite secrète donne sur le chemin solitaire et les bois. Le seuil franchi, c'est la pénombre de la charmille grandie et devenue sauvage, la course étroite d'une ancienne allée où les arbres s'embrassent par dessus la tête. Ça et là, dans un élargissement de lumière, des bancs en ruines marquent la place où le rêve s'attarda. Par l'un

de ces évasements, tout au bout, l'on voit la maison de M. de Martigny et celle de M. Vitu, appuyées l'une sur l'autre comme deux vieilles sœurs, développer la suite de leurs façades. La maison de M. de Martigny est surmontée d'un haut toit de petites tuiles ; dans le toit gris et modéré de la maison Vitu, des mansardes encadrent leur contour précis. Une couche uniforme de chaux a enseveli leurs briques : après la parure ardente de leur jeune âge, c'est la douceur apaisée d'un habit religieux. Toutes deux se détournent de cette rue de village, où le bruit de la vie est trop intense encore à leur méditation, et fixent la colline éternelle et l'ondulation infinie des bois du regard trouble de leurs petits carreaux verts.

L'on s'approche, l'on entre. Voici les poutres saillantes, le pavé en zigzags, les murailles gauches de la maison de Martigny. Elle n'est plus que buanderie, bûcher, cuisine, et semble une maritorne épaisse au corsage de laquelle étonne le petit perron à pans coupés et le fronton en triangle qu'elle arbore comme un bijou. Les communs en bordure de la cour ont disparu, le lierre ravage la façade, toute cette partie de l'ancienne demeure trébuche au bord de la fosse. Mais quand, de la cuisine, on franchit la porte percée par M. de la Bretonne et qui communique avec la maison de M. Vitu, boiseries blanches, trumeaux, cheminées à volutes, tout le décor de 1760 ressuscite ; ces élégances n'ont subi de leur vétusté qu'un raffinement de leur finesse exquise. On attend invinciblement vers la porte quelque silhouette en perruque poudrée, culotte et souliers à boucles, et la voix intérieure qui chante a des accents de clavecin.

Elle murmure : « Songe à tous les pas qui ont gravi ce perron que tu foules, à toutes les mains qui ont pesé sur ces poignées que tu manies, à tous les yeux dont la prunelle s'est mariée au vert de ces carreaux qui mettent entre l'espace et toi leur barrière légère. Songe aux réveils chantants des matins joyeux, aux repas tranquilles, aux douces soirées, aux mille soucis menus de la vie qui entraient et sortait par ces portes. Et songe aussi à la tristesse de l'âge croissant qui fit les heures plus rapides au petit temple de la pendule, et plus pâles les feux du soleil constant. Songe aux sanglots, songe aux râles, et songe à l'implacable silence. »

Dehors, la gloire du soleil couchant dore et rosit la colline ;

partout, l'horizon s'enclot de vert baigné de feu. Et dans ce cirque modique, au pied de la ligne de charmille et des peupliers frères qui bordent le fond du jardin, les contours harmonieux des pelouses ondulent, un groupe d'acacias qui semble dessiné par Watteau entoure un vieux fût, qui dresse, comme une offrande, une conque remplie de fleurs; le filet d'eau du mascaron chante, l'ombre plus longue expire sur le disque du cadran solaire, un socle de pierre mousseuse rêve du vase ou de la déité disparue.

Le piédestal sans la statue, l'autel qui cherche la divinité invisible, l'eau qui court et l'heure qui fuit, c'est encore, comme dans la maison, toute la nostalgie du Passé, avec ses ruines, son inquiétude et son écoulement continu; mais cette fois, c'est sans le trouble d'une humanité trop proche. Elle est là pourtant, dissimulée, et c'est elle qui fait l'enivrement de ce paysage : cette douce colline harmonieusement dégagée par l'écartement des arbres, les claires lignes de ces pelouses qui respectent et font ressortir tout le sens de cette jonchée de pierres délabrées, signifient que le Passé qui dort dans ce modeste jardin est celui de la vieille France classique. Cette Beauté qui regarde en arrière a le pur visage et la tunique aux plis réguliers de la Muse de Racine. Nous saisissons en elle l'âme de nos morts, nous nous attendrissons de la sentir si parfaite; et les joies et les deuils de ces êtres en qui coula la réalité de notre sang ne sont plus que des jeux de lumière et d'ombre.

A. E.

NOTE
sur une pierre gnostique
trouvée à Corbeny

NOTE SUR UNE PIERRE GNOSTIQUE

trouvée à Corbeny.

En 1898, M. Lanique, maçon à La Maison-Rouge (1), fit une heureuse découverte en démolissant, à Corbeny, un mur de fondation de l'ancien Prieuré Saint-Marcoul. Son outil mit au jour une petite pierre ovale, en jaspe sanguin, couverte de signes cabalistiques. Hâtivement nettoyée, elle apparut dans un état de conservation parfaite.

Fort intrigué, M. Lanique porta sa trouvaille au Château d'Ar-rancy. M^{me} la marquise de La-Tour-du-Pin, qui collectionnait avec beaucoup de compétence les sceaux anciens et les cachets (2), prit grand intérêt à cette curieuse découverte. Elle en donna communication (3) à M. Babelon, membre de l'Institut et conservateur du département des Antiques à la Bibliothèque Nationale. Le savant donna de cette pierre une description très complète que j'ai la satisfaction de vous faire connaître, Messieurs, en même temps que je mets sous vos yeux deux empreintes en plâtre de ce petit monument de la plus haute antiquité.

C'est une pierre gnostique (4) comme toutes les gemmes, du même genre, qui ont envahi l'Occident sous l'époque romaine.

(1) La Maison-Rouge, commune d'Aubigny, canton de Craonne.

(2) A la mort de M^{me} la Marquise de La-Tour-du-Pin, cette précieuse collection fut transmise à l'auteur de ces lignes qui la conserve avec un soin pieux. C'est dans ses cartons que furent retrouvés les éléments de cette notice.

(3) La Société Académique fut d'abord consultée pour avoir quelques explications et renseignements sur cette pierre, sur son origine et sa présence à Corbeny. Les membres de la Société présents à la réunion, où fut faite cette communication, y virent « un sceau dont il pourrait être intéressant de fixer l'origine » (procès-verbal du 23 décembre 1898, tome XXX), et il n'en fut plus question. M^{me} la Marquise de La-Tour-du-Pin s'adressa alors à M. Babelon, par l'intermédiaire de la Marquise de Saint-Chamans et de son frère, le Vicomte Jacques de Rougé.

(4) Gnostique (du grec *gnôsis*, connaissance, intuition) est le qualificatif donné aux doctrines mystiques, très en vogue dans les premiers siècles de l'ère chrétienne, qui prétendaient avoir seules, et par intuition, la science de la divinité.

C'étaient des talismans dont se servaient les sorciers pour les opérations magiques. Il y eut des Romains à Corbeny pendant de longues années et c'est un vestige de leur séjour. A deux reprises, déjà, on mit ainsi à découvert des antiquités romaines, dans ce village. En 1841, notamment, en faisant un curage profond de la fontaine Saint-Marcoul, on trouva huit statuettes en bronze, représentant l'une *Mercure* et les autres la *Fortune* (1).

Cette pierre qui mesure 28 millimètres sur 21, rentre dans la série des *Abraxas* (2). Le cabinet des Antiques en possède déjà une centaine de ce genre, offrant les variétés les plus étranges.



Celle-ci fut certainement gravée en Orient, peut-être à Alexandrie d'Egypte où l'on a fabriqué beaucoup de ces monuments, dans les deux siècles qui précèdent notre ère et durant les quatre premiers après Jésus-Christ.

Les inscriptions en caractères grecs qui recouvrent cette gemme sont indéchiffrables. Elles étaient déjà très mystérieuses pour les contemporains et, souvent même, ceux qui se servaient de ce talisman pour opérer des guérisons, n'y comprenaient pas grand chose.

D'un côté on voit le Soleil, debout sur lion, représentation d'origine asiatique qui, à l'époque romaine, a été aussi, en Occident, celle de Jupiter Dolichenus. Le Soleil étend une main sur le monde qu'il éclaire et de l'autre il tient un fouet ; son manteau est enroulé autour de son bras ; sa tête est ceinte de rayons ; la

(1) Abbé Ledouble, *Notice sur Corbeny et son prieuré*, in-8. Soissons 1883, page 4.

(2) *Abraxas*, du mot qui se lit presque toujours sur ces pierres.

queue du lion se termine par une étoile ; deux autres étoiles sont au-dessus de la tête du dieu.

Dans le champ, des lettres grecques majuscules paraissent former le mot : ΝΟΦΗΡ.

Sur la tranche, taillée en biseau, on lit les lettres :

ΑΑΒΑΝΑ (1)

ΘΑΑΒΑ

Sur l'autre face, on voit un monstre oriental à tête de griffon, cuirassé, armé d'un fouet et d'un bouclier, les jambes terminées en serpents. A ses pieds se trouve la tête de Méduse qui détournait le mauvais œil.

L'inscription très longue donne les mots suivants :

ΑΒΑΑΝΑΘΑ ΙΑΩ ΑΒΡΑΧΑ ΣΑΒΑΩ ΜΙΨΑΝΙ

Ce sont là des formules magiques où l'on retrouve quelques noms des doctrines gnostiques comme *Iao*, *Abram*, *Sabaoth*, *Nopher*, etc. Mais il n'y a aucun sens suivi à tirer de ces noms. Plusieurs lettres de ces formules sont retournées, bouleversées, et cela, dans un sens intentionnel, afin de donner plus de force au charme et plus d'efficacité à l'opération magique.

Cette pierre fut acquise par l'État et payée cent francs à M. Lanique. Elle figure aujourd'hui à la Bibliothèque Nationale, dans une vitrine du cabinet des médailles.

J'ai pensé qu'il était intéressant de conserver le souvenir de cette petite relique romaine qui fut enfouie, pendant environ deux mille ans, dans la terre de notre pays.

V^{te} de HENNEZEL d'ORMOIS.

(7) Ἀλβανα, peut être *Albanie*, contrée de l'Asie.

Un Confesseur de la Foi

ETIENNE-JOSEPH DE LA FARE

Évêque Duc de Laon

——— (1691-1741) ———

Haereticos, schismaticos, et rebelles eidem Domino nostro vel successoribus praedictis, pro posse persequar et impugnabo.

(Serment des Evêques à leur Sacre)

Le 14 août 1724, les cloches des dix-huit paroisses de Laon, couvrant la voix grêle des cloches de couvents, et dominées elles-mêmes par la voix puissante du bourdon, annonçaient à la plaine jaunissante au nord, comme à la verte ceinture des collines méridionales, l'entrée solennelle du nouveau pontife, Illustrissime et Révérendissime Seigneur Monseigneur Etienne-Joseph de la Fare, évêque duc de Laon, pair de France et comte d'Anizy.

Les curieuses cérémonies du moyen âge avaient disparu en grande partie depuis un siècle. L'évêque n'avait pas couché la veille à Saint-Vincent, il n'était pas arrivé à cheval dans sa ville épiscopale. Le Chapitre, les maisons religieuses, le corps de ville, la magistrature étaient venus le saluer, le recevoir à la porte de Soissons. Par la rue Saint-Martin et la rue du Bloc, ornées d'arcs de triomphe, entre une double haie de la garde bourgeoise, il avait gagné la petite église de Saint-Martin au Parvis, et, fidèle à la coutume, s'y étant déchaussé, il était entré pieds nus dans sa cathédrale, où, après qu'il se fût rechaussé, on avait entonné l'office (1).

M. de La Fare avait trente-trois ans. Il sortait, comme bien d'autres prélats, du séminaire Saint-Sulpice. Après avoir pris en Sorbonne les grades de licencié en droit canonique et de docteur

(1) Melleville. — *Histoire de Laon*, t. I. p. 173-174. Voir aux Archives de Laon, CC. 227 et 228, les comptes des dépenses faites par le Corps de Ville pour la réception de M. de la Fare.

en théologie, il avait été nommé vicaire général de Soissons, abbé de Saint-Barthélemy de Noyon (28 octobre 1717) et de Mortemer, au diocèse de Rouen (8 janvier 1721), abbayes qu'il abandonna à Ratabon, évêque démissionnaire de Viviers, quand le Roi l'eût désigné pour cet évêché, le 5 février 1723. Il n'avait pas encore reçu ses bulles quand Louis XV le transféra à Laon (25 novembre 1723), que M. de Saint-Albin venait de quitter pour Cambrai. Il fut préconisé le 12 janvier 1724, et reçut ses bulles le 12 juin suivant. Il tint à se faire sacrer, dans la chapelle du séminaire Saint-Sulpice, par son ancien évêque, le pieux Jean-Jacques Languet de Gergy, de Soissons, assisté de César Leblanc, d'Avranches et de François de Bocaud, d'Alet. Le 4 août, il prêtait le serment traditionnel entre les mains du Roi, dans la chapelle de Versailles (1).

Le 22 janvier 1725, il prenait séance en Parlement, comme second pair ecclésiastique du royaume (2).

L'évêque de Laon appartenait à une vieille famille du Languedoc qui faisait remonter son origine au ^{xiii}^e siècle. A la recherche de 1668, elle avait fait ses preuves depuis 1444, que vivait Guillaume de la Fare, chevalier, seigneur de la Fare, Monteil et Forcalquier. Le huitième descendant, Charles-Auguste de la Fare, marquis de la Fare-Laugère, baron de Balazue, mestre de camp d'un régiment d'infanterie, capitaine des gardes du corps de Monsieur, avait guerroyé en Hongrie, à Senef, à Turckheim ; son talent poétique et ses mémoires conserveront le souvenir de son nom. Sa femme, Louise-Jeanne de Lux, fille unique d'Antoine de Lux, seigneur de Ventilet, gentilhomme ordinaire de la Maison du Roi, et de Marie Bourlasque, mourut à vingt-quatre ans, lui laissant quatre enfants, dont l'évêque duc de Laon, et Philippe-Charles, marquis de la Fare, comte de Laugère, maréchal de France (3).

(1) Archives de l'Aisne, G. 6.

(2) *Mercur de France*, juin 1841, p. 1250 — *Gallia Christiana*, éd. 1751, t. IX, col. 559 — Fisquet. *La France pontificale, diocèse de Soissons et Laon*, 8^e, Paris 1867, p. 303-4.

(3) Les la Fare portent pour armes : *d'azur à trois flambeaux d'or posés en fasce, et allumés de gueules*. Leur généalogie, dressée par d'Hozier, est

Les la Fare s'étaient signalés aux xvi^e et xvii^e siècles, dans la lutte contre les protestants, principalement sous les ordres de Montluc. Ces traditions devaient revivre en leur descendant, qui lutta avec leur énergie et leur désintéressement contre ces modernes huguenots, les jansénistes.

Il ne reste pas de portrait de M. de la Fare. Nous ne pouvons nous représenter cette nature ardente de méridional que d'après les détails qu'en ont laissés ses ennemis, qui le dépeignent laid et contrefait. Un « Esope pontifical », dit l'*Almanach du diable pour 1738* (1). « Ce prélat avoit la figure peu avantageuse, petit de corps et de taille, les membres irrégulièrement constitués, le tein peu favorable : aussi étoit-il valétudinaire, sujet à quantité d'infirmités, qui l'obligeoient de se faire seigner souvent. D'ailleurs il avoit beaucoup de vivacité, et son grand feu lui causoit des insomnies. Son imagination étoit extrêmement féconde en projets, et en idées souvent nouvelles, et changeantes » (2).

*
* *

Le jansénisme, assoupi depuis 1668, s'était réveillé en 1702, avec le livre du P. Quesnel : *Un cas de conscience*, bientôt suivi par les *Réflexions morales sur le Nouveau Testament*, ouvrage qui s'inspirait de Jansenius sur l'efficacité irrésistible de la grâce et la volonté imputée à Dieu de ne sauver qu'une partie des hommes. Déféré par deux fois à des congrégations romaines, ce livre fut frappé, en 1713, par la bulle *Unigenitus*, qui condamnait cent et une propositions extraites de l'ouvrage. Il se forma bientôt un parti d'appelants, qui s'opposa à ceux qui avaient accepté la parole de Rome, les *constitutionnaires*, et qui, le cardinal de Noailles, archevêque de Paris, en tête, en appela du pape au futur concile œcuménique. La bulle *Pastoralis officii* vint condamner ce mouvement, en 1718 ; elle retranchait de l'Eglise quiconque n'admettait pas la Constitution *Unigenitus*.

reproduite par l'*Histoire généalogique et chronologique de la Maison de France*, du Père Anselme, Paris, 1726, II, 134-142, et le même ouvrage continué par Potier de Courcy, Paris, 1873-82, t. IX, 2^e partie, p. 93-95.

(1) Voir l'appendice II.

(2) *Essais de l'histoire ecclésiastique et civile de Laon et du pays Laonois*, par dom Waroquaux. (*Coll. de Picardie*, t. 187, f^{os} 286 v^o et 287 r^o.)

C'est une loi historique qu'une hérésie déclarée est généralement suivie d'une autre hérésie cachée, qui, plus adroite, conserve les erreurs fondamentales, mais abandonne les moyens violents et les déclarations franches. L'arianisme fut suivi du semi-arianisme, le pélagianisme, du semi-pélagianisme. L'esprit qui inspirait le Réforme sut pénétrer dans des milieux, dans des âmes d'élite qui eussent rejeté avec horreur les idées de Luther et de Calvin. « La secte janséniste, dans laquelle se concentra cette nouvelle attaque, résolut de ne pas rompre extérieurement avec l'Église, mais de dissoudre sans bruit les assises sur lesquelles elle repose. Ainsi, elle confessa toujours, quelquefois même avec éclat, le dogme de la présence réelle du Christ dans l'Eucharistie ; mais elle sut rendre ce dogme inutile quant à la pratique, en exagérant au-delà de toute mesure les conditions auxquelles le chrétien pouvait s'en approcher. Elle maintint le sacrement de pénitence pour la rémission des péchés commis après le baptême ; mais elle n'accorda l'absolution au pécheur qu'à des conditions qui exigeaient qu'il y eût déjà, sans le secours du sacrement, entre Dieu et lui, une réconciliation dont ce sacrement est le moyen ordinaire. Le jansénisme proclama sur tous les tons la puissance de la grâce divine, mais à la condition d'anéantir devant elle la liberté humaine, et il enseigna que, sans cette grâce, l'homme n'était capable que du mal. Il anéantit la constitution de l'Église, en faisant du pape le premier entre les pairs ; prêcha une morale stoïque que l'Évangile ne pénétrait plus du principe d'humilité, et au lieu de reconnaître que la nature doit être corrigée et réformée par la grâce, il la réputa mauvaise en elle-même par suite du péché d'origine, auquel il attribua l'extinction totale du bon principe dans l'homme..... Le culte de la sainte Vierge et des saints fut le point de mire de ses attaques ; non qu'il osât, en principe, en nier la légitimité ; mais il s'attacha à la miner, en répandant la défiance et le mépris sur les croyances chères au peuple fidèle » (1). Le jansénisme a sa part de responsabilité dans le mouvement philosophique et dans la Révolution qui le suivit. Il diminua la soumission et le respect dus au pape et aux évêques

(1) Dom Guéranger, *Sainte Cécile et la Société Romaine aux deux premiers siècles*, 4^e, Paris 1874, p. 538-39.

par les attaques continuelles, les désobéissances et les calomnies de ses adeptes ; il déconsidéra la religion en ridiculisant les miracles ; ses théories rendirent la pratique de cette religion rebutante. Il permit, en 1729, aux parlements, de reprendre leur campagne gallicane. Ce qui explique le succès du jansénisme, ce fut l'austérité et la beauté morale de plusieurs de ses membres, qui souvent ne comprirent pas la portée des idées qu'ils défendaient. Mais ne peut-on pas être austère sans être janséniste, et surtout sans refuser le salut éternel à ses frères trop faibles, qui ne peuvent vous suivre sur des chemins si pénibles ?

Le diocèse de Laon s'était rapidement imprégné des doctrines jansénistes, et son évêque, Louis de Clermont-Chaste, comptait parmi les appelants (1). Le 10 et le 15 mars 1717, le Chapitre de la Cathédrale et celui de Saint-Jean au Bourg déclaraient qu'ils n'avaient jamais accepté la Constitution Unigenitus (2). Le mal était si grand et avait tellement pénétré, même le catéchisme, que le 1^{er} mars de cette même année, trente et un curés écrivaient à leur évêque, lui montrant avec plaisir l'identité des propositions condamnées en 1713 avec le texte du catéchisme et des livres liturgiques du diocèse (3).

Louis de Clermont, mort en 1721, fut remplacé par Charles de Saint-Albin, qui s'appliqua à ramener à l'obéissance des saints décrets le clergé de son diocèse. Il publia, en août 1722, un mandement que 26 chanoines sur 34 acceptèrent ; les doyens récalcitrants furent révoqués (4). Il en fut de même des dignitaires du chapitre : Jean-Marie l'Eleu, pénitentier, qui fut exclu du chapitre et du chœur en présence de l'évêque (5), Claude l'Eleu,

(1) Mandements de M. de Clermont de 1718 et du 20 novembre 1720. Il se préparait, au moment de sa mort, à publier un nouveau mandement où il aurait accepté la Constitution Unigenitus « sous certaines réserves ».

(2) *Le Témoignage de l'Eglise de Laon, sur la Constitution Unigenitus, ou Lettres d'un très grand nombre de Chanoines et de Curez de ce Diocèse, contre la dernière Bulle, MDCCXVII J.-B. Sonnes*, p. 50. Cette curieuse brochure nous a été obligeamment communiquée par un de nos confrères, M. l'Eleu.

(3) *Idem*, p. 3-40.

(4) Fisquet, *op. cit.*, p. 299.

(5) *Nécrologe des plus célèbres Défenseurs et Confesseurs de la Vérité du XVIII^e siècle*, attribué par Barbier à l'abbé Cerveau, s. l., 1760, t. II, p. 9. Voir l'Appendice XIII.

son frère, grand archidiacre, le célèbre historien de Laon, qu'une lettre de cachet exila à Saint-Flour en 1723 (1) ; Antoine l'Eleu, son autre frère, butillier, qui fut exilé à Gap (2) ; Jean-Baptiste Cadry, théologal, un des principaux jansénistes. Né à Tretz, en Provence, en 1680, celui-ci avait d'abord été vicaire de Saint-Étienne-du-Mont et de Saint-Paul, à Paris, où il se fit une grande réputation par ses prônes. Il fut destitué de sa charge en 1721, par un arrêt du Conseil, et se rendit près M. de Caylus, évêque d'Auxerre. A sa mort, il vint à Savigny, aux environs de Paris, où il mourut le 25 novembre 1756. Barbier lui attribue une Histoire anonyme de la Constitution Unigenitus, que nous aurons l'occasion de rappeler. Il se pourrait aussi qu'il eût composé le *Recueil de ce qui s'est passé à Laon et dans le diocèse au sujet de la Constitution Unigenitus*, manuscrit qui forme le tome 271 de la Collection de Picardie à la Bibliothèque Nationale, et qui reproduit à peu près les mêmes anecdotes que l'Histoire anonyme, anecdotes publiées d'abord par les *Nouvelles ecclésiastiques*.

M. de la Fare arrivait en pleine lutte. Il sut continuer l'œuvre de son prédécesseur. Ses actes, ses paroles ont été souvent dénaturés. Les jansénistes ont préparé l'histoire par leurs nombreux écrits ; prêtres et avocats se sont mêlés de ces questions. Un *libertin*, comme Barbier, un collaborateur de Bayle, comme Mathieu Marais, ont mené la campagne. Celui-ci parle des mauvaises mœurs de M. de la Fare (4). Celui-là déclare qu'il « serait un mauvais sujet étant mousquetaire » (5). Si l'on ajoute un pamphlet comme l'*Almanach du Diable*, qui atteint toutes les réputations (6), et les mémoires de Saint-Simon, dont la mali-

(1) *Idem*, t. I, p. 98. Voir l'Appendice VII.

(2) *Idem*, t. I, p. 96. Voir l'Appendice VI.

(3) *Idem*, t. II, p. 43-71-72. Voir l'Appendice XVI. M. le Doulx, chanoine, fut exilé à Saintes (*Idem*, t. I, p. 139-140. Voir l'Appendice IX). M. Bellotte fut exilé à Mirepoix (*Idem*, t. II, p. 73-74).

(4) *Journal et Mémoires de Mathieu Marais, publiés par M. de Lescure*, Paris, 1864, t. III, p. 53.

(5) *Journal historique et anecdotique du règne de Louis XV, par E.-J.-F. Barbier, avocat au Parlement de Paris, éd. de la Société de l'Histoire de France*, t. I, p. 339.

(6) Ces *Almanachs du Diable* auraient été composés, dit une note du *Journal de Barbier*, éd. de la Société de l'Histoire de France, t. II, p. 127, par

gnité se dépensait de préférence contre les adversaires du jansénisme (1), on a noté tous ceux qui attaquèrent M. de la Fare dans sa vie privée. De telles références laissent soupçonner que c'est là une calomnie, arme que savaient si bien manier les jansénistes.

A côté de ces ouvrages, nous trouvons l'*Histoire du livre des réflexions morales sur le Nouveau Testament et de la Constitution Unigenitus*, attribuée à Cadry, la collection des *Nouvelles Ecclésiastiques*, journal imprimé clandestinement et qui fut souvent confisqué, le *Recueil* conservé dans la collection de Picardie, des *Nécrologes*, etc.

Nous ne pouvons malheureusement utiliser l'*Histoire de Laon*, de Claude l'Eleu, qui fut témoin et acteur de ces querelles ; l'exemplaire qui se trouve à la Bibliothèque de Laon n'est pas complet, les pages relatives aux pontificats de Saint-Albin et de la Fare ont été arrachées par une de ses petites-nièces, bien intentionnée sans doute, mais peu respectueuse des droits de l'Histoire (2).

Les constitutionnaires n'ont pas autant produit ; ils laissaient aux évêques le soin de défendre l'intégrité de la foi. Nous trouvons l'*Histoire de la Constitution Unigenitus*, par Lafiteau, jésuite, évêque de Sisteron, et les lettres et mandements de M. de la Fare.

*
* *

La lutte commença ouvertement le 15 juin 1728, par la réunion d'un synode. M. de la Fare y invita les prêtres de son diocèse à reconnaître la bulle Unigenitus et à souscrire un *formulaire* qui affirmerait leur communion de foi avec le chef visible de l'Eglise. Le soir, nous apprend l'annaliste anonyme de ces querelles, l'évêque avait fait préparer dans l'« antichambre ou salon » de son palais, des rafraîchissements de vin et de bière, etc., etc. ; il voulait parler à son clergé. Cet après-midi vit d'abord le tour des doyennés d'Aubenton, de Vervins et de Ribemont.

l'abbé Quesnel, neveu de l'auteur des *Réflexions Morales*, et qui mourut à la Bastille. Voir l'Appendice II.

(1) *Mémoires*, éd. 1829, t. XX, p. 424-16. Voir l'Appendice I.

(2) Abbé Gobaille. — *Notice sur M. l'Eleu de la Bretonne, curé de Laval, près Laon*, 8° Soissons, 1865, p. 17.

Les curés souscrivirent à la Constitution, comme ils l'avaient déjà fait du temps de M. de Saint-Albin, à l'exception de quelques-uns, qui déclarèrent qu'ils n'avaient signé qu'avec explication; mais « ils en restèrent là ».

A 6 heures arriva le doyenné de Guise; sur 38 curés, on n'eut à enregistrer que les refus de 3 prêtres : M. de Courcelles, curé de la Neuville-les-Dorengt, doyen, M. Varlet, curé d'Iron et M. Carlier, curé d'Aizy. M. Gilet, curé de Nouvion, accepta le terme de la Toussaint pour donner réponse.

Le 16, au matin, ce fut le tour des doyennés de Marle et de Neufchâtel. Le premier, qui comprenait 34 curés, vit les refus de M. Marchand, curé de Pierrepont, M. Gontier, curé de Verneuil-sur-Serre, M. Crépier, curé de Bosmont, M. de Chaulet, curé de Tavaux. M. Viellard, curé de Barenton, aurait bien voulu signer, mais il tenait à établir la distinction du fait et du droit.

M. Picard, curé de Menneville, signa le formulaire, mais ne put recevoir la Constitution. M. Hédoin, curé de Pontavert et M. le Fèvre, curé de Beaurieux, qui avaient souscrit sous Saint-Albin, refusèrent leur signature pour ne pas renouveler leur *faute*. M. Muzeu, curé de Berry-au-Bac, doyen, « qui après avoir signé la bulle sous M. de Saint-Albin, avoit dit à un de ses confrères, *qu'en le faisant il avoit renié Jésus-Christ*, et qui, peu après, était tombé dans une maladie fort longue, causée, de son aveu, par la révolution que fit en lui la grièveté de la faute qu'il avoit commise contre ses lumières, signa une seconde fois la bulle, après avoir avoué qu'il avoit encore les mêmes peines. Après avoir entendu les offres que lui fit son oncle de le soutenir de son bien, et en passant la veille par l'Évêché avec un de ses amis qui lui avoit charitablement montré que c'étoit une chose horrible qu'un homme comme lui, docteur de Sorbonne, éclairé, qui étoit persuadé que la bulle ne valoit rien, confirma cependant sa faute par une seconde signature; il dit à cet ami en montrant le palais épiscopal : *ecce ascendimus Jerosolimani et filius hominis tradetur* (1), et réellement il signa la bulle sans faire aucune opposition. Ce curé loue néanmoins ceux de ses confrères qui ont le courage de refuser et donne là-dessus de très bons avis ».

(1) *Marc*, X, 33.

Trois curés du doyenné de La Fère refusèrent de signer : M. le Fèvre, curé du Sart et le curé de Bichancourt. M. d'Amerval, curé de La Fère, qui avait été cassé de son doyenné par M. de Saint-Albin, et qui persistait dans ses erreurs, était malade.

Après-midi arrivèrent les doyennés de Crécy-sur-Serre et de Mons-en-Laonnois. M. Terreu, curé de Mortiers, aurait bien voulu signer avec distinctions. M. Tronchet, curé de Lugny et M. le Duc, curé de Marcy, acceptèrent de signer, mais ils entendirent rester appelants ; ce dernier consentit à donner le terme d'août, mais il refusa de le déclarer par écrit.

Le doyenné de Mons-en-Laonnois comptait vingt-huit curés. Outre M. Lambert, curé de Montbavin, qui dut ne pas obéir, puisqu'il allait être relégué au séminaire, nous trouvons M. de la Campagne, curé d'Aulnois, qui refusa sa signature ; mais il consentit à mettre par écrit, une de ses réponses : *que l'Eglise n'était pas infallible dans les faits* (1).

M. de la Fare ne pouvait laisser à l'exercice de leur ministère des prêtres qui ne croyaient pas et n'enseignaient pas ce que croit et enseigne l'Eglise représentée par son chef visible. Le 10 juillet 1728, un sergent royal signifiait à M. Varlet curé d'Iron, et à M. Carlier, curé d'Oizy, l'ordre de se présenter pour souscrire le formulaire (2). M. Carlier l'avait signé, à l'arrivée de M. de la Fare, mais, se reprenant, il tint à se ranger publiquement au nombre des appelants par une lettre à l'évêque de Montpellier, et adhéra à la cause de l'évêque de Senez, Soanen, que venait de déposer un concile ; il fut privé de sa cure par jugement de l'officialité, en mars 1730 (3).

Le 17 mars et le 15 mai 1729, des lettres de cachet envoyaient en réclusion au séminaire M. de la Campagne, curé d'Aulnois, M. Lambert, curé de Monthavin, M. le Fèvre, curé de Bichancourt, et M. le Duc, curé de Marcy, qui s'obstinaient dans leur refus (4).

(1) *Recueil de ce qui s'est passé à Laon et dans le diocèse au sujet de la Constitution Unigenitus*, coll. de Picardie, t. 271, p. 114-124.

(2) *Idem*, p. 124.

(3) *Nécrologe des plus célèbres Défenseurs, etc.*, I, 170. — *Nécrologe des Appelans et Opposans à la Bulle Unigenitus, de l'un et l'autre Sexe avec des Pratiques et des Prières à chaque Article*, s. l., 1755, p. 565-567. Voir l'Appendice X.

(4) Coll. de Picardie, t. 271, p. 126. — *Journal de l'abbé d'Orsanne*, VI, 455.

En juin 1730, après trois monitions canoniques de signer le formulaire, l'officialité privait M. Bourgeois de son bénéfice canoniale, mais il obtenait du Parlement un arrêt de défense qui le maintenait en possession jusqu'à sa mort (1). Le 14 février 1731, le lieutenant de la maréchaussée se présentait chez plusieurs chanoines pour leur signifier des lettres de cachet qui les exilaient à dix lieues du diocèse : Nicolas-Claude Bugniate de Thevigny, docteur de Sorbonne, écolâtre et sous-trésorier du chapitre, conseiller clerc au Bailliage de Vermandois et siège présidial de Laon (2), et Claude-Mathieu le Nain (3), qui avaient été exclus du chœur et du chapitre en présence de l'évêque, en 1722 ; André Remi l'Eleu et son frère Jean-Marie, ancien pénitencier, qui gagnèrent Paris et s'installèrent sur la paroisse Saint-Etienne du Mont avec leur sœur (4). M. Tilorier mourut avant son départ de Laon (5), et M. Rasset consentit à signer le formulaire (6). Les chanoines Moysant et Gérault furent exclus des assemblées capitulaires, par lettres de cachet (7).

Citons encore, parmi les prêtres frappés : M. de la Deuil, curé de Coucy-la-Ville, M. Gourdain, curé de Saint-Germain et M. Verzeau, curé de Priscès, exilés en août 1726 (8).

M. de la Deuil, connu sous le nom de Bruxelles, devint maître d'école de la paroisse de Compan, en Brie. Au bout de six ans, le cardinal de Bissy, évêque de Meaux, l'ayant reconnu, le força à quitter son diocèse. Il fut enfermé au château de Vincennes en 1736, puis au bout de deux ans reçut un ordre d'exil pour Auxerre. Il n'en resta pas moins à Paris, où il devait mourir. Le curé de Saint-Nicolas du Chardonnet lui ayant administré les

(1) *Nécrologe des Appelans, etc.*, p. 482-486. Voir l'Appendice XVIII.

(2) *Nécrologe des plus célèbres Défenseurs, etc.*, t. II, p. 418. Voir l'Appendice XVII.

(3) *Idem*, t. I, 251. Voir l'Appendice XI.

(4) *Nécrologe des plus célèbres Défenseurs, etc.*, t. II, p. 29 et 9, t. I., p. 96 et 98. Voir l'Appendice XIV.

(5) Voir l'Appendice XIX.

(6) Coll. de Picardie. t. 270, fo 40.

(7) *Histoire du livre des réflexions morales sur le Nouveau Testament et de la Constitution Unigenitus*, 12^e Amsterdam, 1739, t. IV, p. 386.

(8) *Histoire du livre des réflexions morales sur le Nouveau Testament et de la Constitution Unigenitus*, t. IV, p. 591.

sacrements dans une maladie, fut exilé de sa paroisse, et M. Bruxelles dut s'éloigner à cinquante lieues de Paris. Il est l'inventeur d'une machine hydraulique et d'une pompe sans frottement, qui eurent les honneurs de l'Académie des Sciences (1).

François Bottée, docteur de la faculté de théologie de Paris, était, depuis vingt-deux ans, curé de Pouilly-sur-Serre, quand M. de la Fare obtint contre lui une lettre de cachet, le 21 novembre 1730. Espérant le voir revenir à la soumission, il attendit six ans ; l'huissier ne se présenta à Pouilly que le 17 novembre 1736. François Bottée vint à Paris ; mais, quelques années après, le nouveau curé de Saint-André-des-Arts ne lui permettant plus de dire sa messe, il se retira en Auxerrois, où gouvernait un évêque janséniste (3) Une personne de sa famille avait voulu l'aider pécuniairement ; les *Nouvelles ecclésiastiques* nous donnent sa réponse, qui montre l'esprit d'indépendance qui savait s'allier, chez un prêtre pieux, aux sentiments les plus religieux. « Quant à la place que vous me proposez, il faudra vous informer des obligations qui y sont attachées. Pourvu que l'on y mène une vie cachée et éloignée du commerce du monde, il m'importe peu où ce soit. Je commence à respirer et à goûter les douceurs d'une liberté après laquelle j'ai longtemps soupiré, et que Dieu, par un éfet de sa miséricorde, vient de m'accorder » (4).

On a parlé de persécutions. M. Taiée a même prononcé le mot de dragonnades. La gravité du péril exigeait une action éner-

(1) *Journal de M. l'abbé d'Orsanne, docteur de Sorbonne, contenant tout ce qui s'est passé à Rome et en France dans l'affaire de la Constitution Unigenitus*, 12^e Rome, 1753, t. II, 451-5.

(2) Cette lettre de cachet était ainsi conçue : « De par le Roi, il est ordonné au sieur François Bottée, Curé de la paroisse de Pouilly Dioc. de Laon, d'en sortir incessamment et de s'éloigner de dix lieues dudit Dioc., avec deffense d'en approcher de plus près jusqu'à nouvel ordre, à peine de désobéissance ; l'intention de S. M. étant qu'il lui soit payé pour sa subsistance la somme de 300 l. par an et sans aucune réserve ou diminution, qui sera prise sur les revenus de sa Cure à la desserte de laquelle il sera pourvu par le sieur Evêque de Laon. Fait à Marly ce 21 Nov. 1730. (Signé) Louis (et plus bas) Phelippeaux. (Extrait des *Nouvelles ecclésiastiques* pour 1736 ; Bibl. de Soissons, Coll. Périn, n^o 6334).

(3) *Nécrologe des plus célèbres Défenseurs, etc.*, t. II, p. 169. Voir l'appendice XV.

(4) Extrait des *Nouvelles ecclésiastiques* pour 1736. (Bibl. de Soissons, Coll. Périn, n^o 6334).

gique. Les appelants, hérétiques sur bien des points, ne l'étaient pas pour le fait de l'appel, car le dogme de l'infaillibilité pontificale n'était pas encore défini ; mais ils avaient commis une faute théologique grave contre la foi et la discipline, qui n'a d'exemple, dans l'histoire, que celles de Pélage et de Luther. Le Pape les avait excommuniés. Un évêque, qui avait su se préserver des doctrines jansénistes et gallicanes, n'avait pas à afficher une tolérance de sceptique à leur égard ; son devoir était de préserver son diocèse de ces doctrines dont les suites montrèrent la nocivité. Il fallait éloigner les prêtres insoumis au Pape comme au Roi ; car Louis XIV avait accepté la Constitution Unigenitus. M. de la Fare essaya de les ramener par la douceur ; plusieurs années passèrent, et bien des révoltés se soumirent (1) ; les autres furent exilés. L'évêque ne les punit pas ; il ne fit pas, en général, leur procès ; il les éloigna. Un de ses adversaires se plaint à reconnaître qu'il agissait avec plus d'ordre et moins de précipitation que son prédécesseur : « Il fit procéder contr'eux par la voye de l'Officialité : il mit souvent un assés long intervalle entre les Monitions canoniques ; il se contenta d'interdire dans son diocèse et non par tout ailleurs, ceux qui persistèrent dans leur refus ; et enfin quand il a obtenu des Lettres de Cachet contr'eux, il s'est borné à les faire sortir de son Diocèse, et leur a laissé le choix du lieu de leur exil, d'où il est arrivé qu'un assés bon nombre de ces Chanoines et Curés se sont retirés à *Paris*, et y ont trouvé un azile (2) ».

Aux prêtres qui refusaient de signer l'ancien formulaire ordonné par Rome, M. de la Fare permit, en 1729, de souscrire une des deux déclarations suivantes :

« 1. Je déclare qu'à l'égard du droit, je reconnois que les cinq Propositions condamnées sont hérétiques ; et qu'à l'égard du fait, je donne purement et simplement toute la croyance que l'Eglise et la nature du Fait peuvent exiger de moi. »

» 2. Je me sou mets *purement et simplement* au jugement que l'Eglise en a porté pour le droit et pour le fait. »

(1) Le Mandement du 13 avril 1731, amena la soumission de trois chanoines et d'un curé (Mémoire au Roi de l'avocat Favier, conseil de M. de la Fare. — Bibl. de l'Arsenal, ms. 6608, f^o 152 v^o).

(2) *Journal de M. l'abbé d'Orsonne*, t. VI, p. 449 et 450.

Le Journal de l'abbé d'Orsonne, qui nous donne ces détails, ajoute, d'après une lettre, « qu'en général il permettoit toutes sortes d'explications verbales » (1).

Le nombre des réfractaires ne fut pas considérable, mais ils firent beaucoup de bruit, se sentant soutenus par les Parlements. Ils appartenaient, pour la plupart, à des familles alliées entre elles, familles où magistrats et prêtres se fortifiaient dans les mêmes doctrines. Les Dagneau, les l'Eleu, les Bugniâtre se firent remarquer par leur jansénisme, tandis que d'autres familles, non moins considérables, de la bourgeoisie laonnoise, les le Clerc, les Marquette, les Buzerolles, paraissent toujours fidèles à la plus pure orthodoxie (2).

..

Le 13 novembre 1730, M. de la Fare publiait, à propos de la soumission due à la Constitution *Unigenitus*, un mandement *sur l'indispensable fidélité que les Sujets doivent à leur Prince et sur les droits sacrés de l'épiscopat*, où il montrait, suivant les Pères, les limites du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel. Il peignait l'état désolant du diocèse, lorsqu'il avait pris possession de son siège, et se réjouissait de voir qu'il n'y avait plus que quinze réfractaires à la parole épiscopale. Conformément à la Bulle *Pastoralis officii*, il terminait son mandement en prononçant l'excommunication contre quiconque écrirait ou parlerait contre la Constitution *Unigenitus* ; les fidèles qui possédaient des ouvrages prohibés devaient les envoyer au secrétariat de l'évêché.

Le Parlement comprit quel ennemi irréductible venait de se dresser contre lui. Alors commença entre les deux puissances une lutte qui ne devait prendre fin qu'à la mort du prélat. M. Labouret a fort bien décrit toutes les péripéties de ce combat (3), et il est inutile d'y revenir. Les lettres et les mandements de l'évêque nous retiendront, car ils le peignent fidèlement.

(1) *Idem*, p. 450.

(2) Nous avons vu que M. de la Fare avait tenu à signer au contrat de mariage de M. de Buzerolles avec Mademoiselle Marquette de Marly, en 1738. (Voir *Un Contrat de Mariage au XVIII^e siècle*, 2^e fascicule du XXXII^e Bulletin, p. 189-196).

(3) H. Labouret. — *Démêlés entre Monseigneur de la Fare, évêque de Laon et la Justice*. (Deuxième fascicule du XXXII^e Bulletin, p. 151-168).

La Cour suprême reçut appelant comme d'abus le Procureur général et interdit ce mandement, au nom des maximes de l'Église gallicane ; elles ne pouvaient arrêter un évêque conscient de ses devoirs. M. de la Fare répondit, le 24 février 1731, par une lettre pastorale au sujet de l'arrêt du Parlement du 20 février. Il y renouvelle les mêmes condamnations, et déclare qu'il fera tout ce qui est en sa puissance pour obtenir justice. Comme sa cause est celle de toute l'Église, il ordonne à tous prêtres séculiers et réguliers de dire à chaque messe la Collecte pour l'Église : *Ecclesiæ tuæ, quæsumus, Domine*, etc. jusqu'à ce qu'il ait gain de cause.

Un arrêt du Parlement du 2 mars, rendu sur les conclusions de M. Gilbert de Voisins (1), avocat général, supprima cet écrit comme séditionnaire (2).

M. de la Fare ne tarda pas à réfuter les allégations jansénistes de son adversaire. Le 2 avril paraissait une *Instruction pastorale contre les Réquisitions de M. Gilbert, avocat général, au sujet de son Mandement, de sa Lettre Pastorale et de l'Instruction Pastorale de M. l'Archevêque de Paris qu'il a adoptée*. L'avocat général, dit-il, a déclaré qu'un évêque n'a pas le droit de se plaindre du déplorable état où se trouve la religion. Est-ce que le cardinal de Fleury oubliait « les bienséances de sa dignité », en 1715, lorsqu'il élevait la voix beaucoup plus haut qu'il ne l'a fait ?

On ne peut citer un Concile non publié dans le royaume ? On ne pourrait parler, dans ce cas, d'un Concile grec, sous prétexte qu'il n'a pas été enregistré en Parlement, ou bien du Formulaire que l'Université de Louvain a publié sur la Constitution.

(1) Pierre Gilbert de Voisins, cousin de Boileau par sa mère, était né le 16 août 1684. Successivement avocat du Roi au Châtelet, conseiller au Parlement, maître des requêtes au Conseil, il fut appelé par le Régent au conseil royal des finances, et occupa le siège d'avocat général au Parlement, de 1718 à 1739 ; il se fit remarquer par son éloquence mâle et sévère, son intégrité, son zèle à défendre les intérêts du Roi, mais aussi par sa passion janséniste, qui se manifesta principalement dans un plaidoyer qu'il prononça, en 1729, contre l'office de Grégoire VII, et dans sa lutte contre M. de la Fare. Le Roi le nomma, en 1740, conseiller d'État ; il fut premier président au Grand Conseil pour l'année 1744, et parvint, en 1757, au Conseil des Dépêches. Il mourut le 20 avril 1769, et fut inhumé en l'église Saint-Séverin de Paris.

(2) Barbier. — *Journal historique et anecdotique du règne de Louis XV*, éd. de la Société de l'Histoire de France, t. I, p. 339.

M. Gilbert avait été jusqu'à lui reprocher d'avoir mis l'*Église romaine* après le mot *Autorité du Saint-Siège*, comme si le premier membre de phrase n'était qu'un accessoire « qu'on emploie, pour ainsi dire, par surabondance et pour satisfaire les plus difficiles ». « Voilà, répond M. de la Fare, un magistrat qui s'érige en maître des Évêques sur la manière dont ils doivent s'énoncer touchant l'Autorité du Saint-Siège ». Et il ajoute vivement qu'il a placé ainsi ces expressions « afin que celle-ci commençât d'ébranler l'esprit, et que celle-là put achever la conviction ».

M. Gilbert s'est imaginé voir en M. de la Fare « une partie qui cherche à faire insulte à ses juges ». En matière de foi et de doctrine, aucun catholique n'aperçoit dans les Magistrats séculiers les juges d'un évêque. On a accusé saint Ambroise d'attenter à l'autorité de l'Empire, parce qu'il avait usé de tout son pouvoir contre les Ariens. On veut employer la même tactique ; cependant il est soumis au Roi et heureux de vivre « sous un Prince juste et pieux, qui protecteur de l'Église, assure qu'il ne souffrira pas qu'on donne la moindre atteinte à sa Juridiction ». Ce respect de l'autorité contraste avec le langage arrogant de l'évêque de Montpellier et des autres jansénistes. « Le Roi n'a pas de meilleurs sujets que les constitutionnels », disait M. de la Fare dans son premier Mandement.

Il termine son Instruction pastorale en maintenant le mot de règle de foi ; ce mot, qui va être la source de tant de querelles, convient à un jugement qui condamne des hérétiques ; une proposition hérétique est contraire à la Foi, et la contradictoire d'une proposition hérétique, c'est un dogme de foi.

M. de la Fare déclarait qu'il avait appelé au Roi de l'arrêt du Parlement, par une requête et un mémoire. Il ajoutait qu'au moment de l'apparition de son Mandement, quinze ecclésiastiques de son diocèse restaient appelants, et que cinq venaient de se soumettre.

Cette force dans l'expression de la doctrine catholique et cette énergie de *polémiste* parurent très graves à Messieurs du Parlement, qui rendirent, le 1^{er} septembre, un arrêt ordonnant le dépôt du Mandement au greffe, pour constater le corps du délit. Ils voulaient assigner l'évêque personnellement ; les ducs et pairs furent donc convoqués pour juger le prélat, qui était, par

son siège, second duc et pair ecclésiastique. Un huissier fut envoyé à Laon pour lui signifier cet arrêt.

Le lendemain, 2 septembre, le Conseil du Roi évoquait l'affaire, pour empêcher le scandale de voir traduire en justice un évêque qui revendiquait sa liberté d'action dans le domaine de la doctrine ; mais, pour plaire au Parlement, il supprimait le mandement, faisait défendre à M. de la Fare d'en publier d'autres, à peine de saisie de son temporel, et révoquait le privilège d'imprimer qui lui avait été accordé en 1724 (1). Le corps du délit disparaissant, la Cour des Pairs n'avait plus l'occasion de se réunir.

Toujours dans le but superficiel de concilier (2), le comte de Maurepas, secrétaire d'État à la Maison du Roi, dans une lettre aux évêques du 22 juillet 1731, leur recommandait d'éviter l'expression de *Règle de Foi* en parlant de la Constitution *Unigenitus* ; il ne trouvait pas cette expression nécessaire, et constatait qu'elle était devenue « une occasion de nouvelles disputes aussi dangereuses qu'inutiles ».

Trouvant ces paroles très injurieuses pour le Saint-Siège, M. de la Fare écrit, le 1^{er} novembre 1731, au cardinal de Fleury, lui montrant qu'il est indispensable de maintenir l'expression de *Règle de Foi*, pour dix raisons qu'il énumère :

- 1) Parce que le Saint-Siège a qualifié ainsi sa délibération ;
- 2) Parce que les Novateurs redoutent ce terme ;
- 3) Parce qu'il n'y a qu'eux pour le redouter ;
- 4) Parce qu'il ne faut rien leur céder : ils ne triomphent à présent que parce qu'on leur a trop accordé ;

(1) *Lettres de privilège données à Paris, le 11 août 1724, par le Roi à M. de la Fare pour l'impression des Usages de son Diocèse, Bréviaires, Diurnaux, Missels, Rituels, Antiphonaires, Manuels, Graduels, Processionaux, Epistoliers, Pseautiers, Demi-Pseautiers, Directoires, Heures, Cathéchismes, Ordonnances, Mandements, Statuts Synodaux, Lettres Pastorales, et Instructions à l'Usage de son Diocèse.*

M. de la Fare avait cédé et transporté ce privilège, enregistré en la Chambre Royale des Libraires et Imprimeurs de Paris, le 27 février 1725, à François Meunier, Imprimeur du Roi et de l'Evêque, rue des Coquelets (aujourd'hui rue du Chat) à Laon.

(2) *Journal et Mémoires de Mathieu Marais, publiés par M. de Lessure*, Paris, 1864, t. IV, p. 214-15. — *Journal de Barbier*, t. I, p. 362-63.

5) Parce que si l'on supprimait cette expression, ils ne manqueraient pas de contester la qualité de *Jugement dogmatique* ;

6) Parce qu'il n'y a aucune utilité à éviter juste ce terme ;

7) Parce que ce serait faire passer pour catholiques les anti-constitutionnaires les plus outrés ;

8) Parce que tous les catholiques, même le cardinal de Noailles, reconnaissent ce terme ;

9) Parce que si l'utilité de l'emploi en était douteux, ce ne serait pas au Roi, comme Sa Majesté le reconnaît elle-même, ni au Parlement à le décider, mais aux Évêques, et surtout au Souverain Pontife ;

10) Parce que les raisons que l'on donne ressemblent trop à celles qu'on a fournies naguère en faveur des Ariens.

Cette lettre fut supprimée par Arrêt du Conseil du 11 février 1733, bientôt suivie des observations de l'Évêque de Laon, qui déclara qu'il a désavoué l'impression de sa lettre répandue dans le diocèse. Elle n'est pas un manquement au respect dû au Roi, puisque Sa Majesté avait exhorté les Évêques à lui proposer leurs difficultés. On ne peut dire non plus qu'elle soit « opposée à ce que Sa Majesté a fait écrire aux Évêques de son Royaume pour les exhorter à éloigner tout ce qui pourroit servir de prétexte pour diminuer la soumission qui est due à la Constitution *Unigenitus* » ; il a fait ses preuves pour qu'on ne pense pas qu'il cherche à fournir des prétextes pour diminuer cette soumission. L'arrêt supprime sa lettre comme « tendante à donner atteinte aux maximes du Royaume » ; Bossuet n'a donné aucune atteinte à ces maximes en employant les mêmes expressions que lui au sujet du Bref d'Innocent XII. L'évêque de Laon n'a rien avancé qui ne se trouve dans les écrits de ses confrères. Il ne peut voir sévir contre les ouvrages catholiques. On ne voudrait pas exiger qu'il restât tranquille spectateur du triomphe de l'hérésie.

*
* *

Ces observations furent condamnées par arrêt du Parlement, le 25 avril 1733. M. de la Fare y répondit par des mandements manuscrits, le 10 juin et le 1^{er} juillet, interdisant, sous peine d'excommunication, la lecture des arrêts du Parlement contraires

à la Foi. Les magistrats, déclare-t-il, n'ont pas été envoyés pour enseigner les nations ; ils ne sauraient s'élever en juges de la doctrine.

L'énergie de M. de la Fare s'explique, car il s'agissait de la liberté de l'Église. Cette lutte permit au courageux prélat d'essuyer jusqu'à onze arrêts, jusqu'en 1737 (1). Les évêques de Verdun et de Chalon-sur-Saône lui envoyèrent leur complète adhésion et affirmèrent l'utilité du mot *Règle de Foi* ; leurs lettres furent supprimées par arrêts du Conseil (1^{er} mai et 3 juillet 1735). L'autorité royale pouvait outrepasser les bornes de ses droits, dans un moment d'oubli ; les groupements libres et organisés, comme l'Église, si nombreux dans l'ancienne France, étaient assez puissants pour limiter la Souveraineté dans ses excès de pouvoir.

M. de la Fare adressa sans résultat une lettre au Roi pour expliquer sa conduite, que justifiait l'état de son diocèse (3 octobre 1734).

Trois jours auparavant, il avait écrit aux évêques de la province de Reims, qui venaient de se réunir. La Cour lui répondit, le 12 janvier, par l'ordre de ne pas sortir de son diocèse. Le premier février, nouvelle lettre qui proteste avec calme contre les expressions de l'arrêt du Conseil, qui supprimait sa première lettre.

Une troisième lettre, du 15 mars, conjure les membres de l'Assemblée de statuer sur un certain nombre de propositions qu'il a défendues, et qu'il rédige en huit articles. Deux grands vicaires doivent porter à l'archevêque de Reims les pièces justificatives de sa conduite.

Ce furent Georges Barbier, official et Joseph le Comte. Le premier était porteur de la procuration de M. de la Fare. Le 26 avril 1735, lors de la vérification des pouvoirs, celui de l'évêque de Laon, qui contenait cette clause que M. Barbier ne devait signer le procès-verbal qu'en cas où il lui serait accordé les justifications demandées, ne fut pas accepté, et l'assemblée ne lui permit que de faire verbalement, en qualité de grand vicaire, les

(1) Lafiteau. *Histoire de la Constitution Unigenitus*, 4^o Avignon, 1737, t. II, p. 213.

représentations qu'il jugerait nécessaires au nom de son évêque ; il se contenta de lire sa 'procuration. Mais, revenu en son hôtellerie du Moulinet, il fit appeler, le jour même, les notaires Cloteureau et Mimin et fit dresser acte de ce qu'il avait entendu. Une expédition en fut signifiée par sergent au secrétariat de l'Assemblée provinciale, le lendemain, à six heures.

Les évêques se réunirent, ce 26 avril, à dix heures du matin. Ils ne trouvèrent pas exactes les termes du récit que faisait M. Barbier de la première séance ; ils protestèrent n'avoir jamais engagé leurs députés à l'Assemblée générale du Clergé à faire des sollicitations auprès des autres évêques et des ministres pour qu'il fût fait droit aux représentations de M. de la Fare. Ils affirmèrent aussi n'avoir pas demandé à M. Barbier de dire à son maître que l'Assemblée n'avait rien reconnu dans ses écrits que de très catholique et de conforme à la doctrine de l'Église ; il était inutile d'examiner une orthodoxie que ses confrères ni le Roi n'avaient jamais mise en doute ; « qu'au contraire S. M. a déclaré toutes les fois que l'occasion s'en est présentée n'entendre pas s'expliquer sur aucun point de religion ; ce qu'il a toujours regardé comme excédant son pouvoir » (1).

Les évêques tinrent à rappeler que M. Barbier avait aussi oublié un incident. A la lecture du procès-verbal de la séance, le vicaire-général de Laon avait déclaré que M. de la Fare préférerait ne pas recevoir de lettre de l'archevêque de Reims. Ils avaient résolu de s'abstenir, « plutôt, dirent-ils, que de faire quelque chose qui pût faire de la peine à Mgr l'Evêque de Laon, au lieu de lui donner la consolation que nous nous flattions qu'il en recevrait » (2).

L'assemblée provinciale n'était composée que de cinq prélats. Le pieux évêque d'Amiens, M. de la Motte, et son confrère de Noyon, M. de la Cropte de Bourzac se prononcèrent en faveur de M. de la Fare. Un troisième évêque, celui de Soissons, M. le Fèvre de Laubrières — ou celui de Châlons — M. de Choiseul-Beaupré — représenta que statuer, c'était se compromettre vis-à-vis de la

(1) Bibl. de l'Arsenal, ms. n° 2055.

(2) *Idem*.

Cour, qui avait défendu de prendre parti. « Enfin on loua verbalement la doctrine de M. de Laon, et on le plaignit dans les contradictions qu'il essuyoit, sans rien statuer par écrit sur ses ouvrages » (1).

Les trois lettres avaient été imprimées sans l'autorisation de M. de la Fare et deux arrêts du Conseil vinrent les condamner, le 2 janvier et le 15 mai.

L'évêque de Laon se tourna alors vers l'assemblée générale du Clergé. Sa lettre du 1^{er} juin tint à mettre en opposition sa doctrine et celle de ses adversaires.

1) L'Eglise a de droit divin une juridiction proprement dite extérieure, contentieuse et coactive ;

2) Les libertés de l'Eglise gallicane ne doivent pas fermer l'entrée du Royaume aux décrets dogmatiques du Saint-Siège, et autoriser par là les novateurs ;

3) La Bulle *Unigenitus* est un jugement dogmatique et irréformable de l'Eglise universelle, auquel on doit se soumettre de cœur et d'esprit ;

4) Elle est une véritable Règle de foi ;

5) Les prétendus miracles du sieur Paris sont des impostures, qui rendraient les Français la fable de toute l'Europe, comme le prouve la fausse guérison de M. le Doulx, dont nous aurons à reparler ;

6) Le Roi tient immédiatement de Dieu seul sa puissance, et Sa Majesté n'a pas de sujets plus fidèles que ceux qui sont soumis à l'Eglise ;

7) Les Parlements ne peuvent s'occuper des questions de foi, et, s'ils entreprennent d'en connaître, leurs arrêts ne sont pas à l'abri des censures religieuses ;

8) L'autorité séculière ne peut imposer silence aux évêques en matière de foi.

M. de la Fare mettait à la suite quelques propositions extraites des ouvrages des appelants.

1) Jésus-Christ n'a pas voulu transmettre à ceux qui ont l'exercice des Clefs aucune voie de contrainte, ni aucun droit de l'exercer, si ce n'est par la voie de la persuasion, et par la seule

(1) Lafiteau — *Histoire de la Constitution Unigenitus*, t. II, p. 220.

crainte de la perte de l'âme et des peines éternelles. (*Mémoires des quarante avocats*, p. 2) ;

2) L'Eglise n'a d'elle-même ni pouvoir vraiment coactif, ni juridiction extérieure et proprement dite. (*Arrêt du Parlement du 8 août 1731*).

3) On ne peut dire que le fonds de la juridiction extérieure et contentieuse est l'héritage propre de l'Eglise (*Arrêt du 20 février 1731*, p. 9) ;

4) L'Eglise tient du Prince tout l'appareil, toute la forme extérieure, tout ce qui constitue le caractère public de la juridiction (*Ibidem*, p. 12) ;

5) La puissance publique n'est autre chose que la puissance temporelle. (*Ibidem*, p. 10) ;

6) La juridiction extérieure est un bénéfice dont les ministres de l'Eglise sont redevables à la justice séculière (*Requête imprimée avec les noms des cent cinquante-deux avocats*) ;

7) Il n'est rien de plus opposé à nos maximes, que d'insérer dans le mandement d'un évêque le décret d'un concile en matière de foi, de l'adopter et d'en parler comme d'une loi précise, quand ce décret n'est revêtu d'aucune forme parmi nous. (*Arrêt du Parlement du 20 février 1731*, p. 5) ;

8) Il n'est pas permis de dire que la Constitution *Unigenitus* est un jugement qui est précisément la Règle à laquelle Jésus-Christ veut que tout Fidèle soumette sa croyance. (*Arrêt du Parlement du 29 janvier 1731*, p. 6) ;

9) On ne peut révoquer en doute la compétence du Parlement à l'effet d'empêcher qu'on ne donne à la Constitution *Unigenitus* le nom de Règle de foi, qu'elle ne peut avoir par sa nature. (*Arrêt du Parlement du 19 mai 1733*).

M. de la Fare dénonçait aussi deux instructions de l'évêque de Troyes sur les effets de la grâce, et un mandement de M. de Montpellier qui condamnait un écrit « comme attentatoire à la vérité des Prodiges que Dieu opéroit chaque jour au Tombeau du Saint Diacre Paris ; comme réfutant les Principes que Saint-Augustin admet touchant l'impossibilité de la loi de Dieu en certains cas, et comme favorisant l'obéissance des peuples, et les entretenant dans la dépendance des décisions de Rome ».

Les évêques de France admettaient la doctrine de M. de la

Fare, mais ils résolurent de passer outre, car s'occuper de cette affaire, croyaient-ils, amènerait un plus grand mal que le danger que pouvait courir l'autorité épiscopale.

Le 22 juillet, une seconde lettre de M. de Laon venait les supplier de ne pas se séparer sans lui avoir rendu justice ; il apprenait avec surprise et avec douleur qu'on avait imprimé sa première lettre ; c'était, pensait-il, un artifice des *Novateurs*.

Une troisième lettre, anonyme, du 25 août, présentait le tableau du progrès de l'erreur et de l'atteinte portée à l'autorité de l'Église par les attaques des tribunaux séculiers. Rien n'y fit. Les évêques voulaient temporiser. Ils se séparèrent, en se contentant de vagues promesses de la Cour (1).

Abandonné de tous, M. de la Fare se tourna vers le Protecteur des faibles et des méconnus, le Père des fidèles et le Docteur universel. Le Pape lui fit écrire, par son Secrétaire d'État, cardinal Firrao, deux lettres consolantes, qui approuvaient sa conduite et déclaraient sa doctrine conforme à celle de l'Église.

. .

Ces lettres le rejoignirent à Paris, où il avait eu permission de se rendre deux mois pour sa santé. Le 12 décembre, il avait été visiter à Issy le cardinal de Fleury (2), qui lui avait fait espérer qu'il lui serait toujours loisible de faire sa Cour au Roi et que bientôt son Privilège d'imprimer lui serait rendu. Le lendemain, il recevait du Nonce la lettre du Souverain Pontife, et en donnait communication au ministre, qui lui répondit en temporisant, en affaiblissement le sens des promesses qu'il lui avait faites quatre jours auparavant : « il fallait du tems, des ménagemens, des éclaircissemens ».

M. de la Fare rentra dans son diocèse, qu'il trouva inondé des lettres des trois évêques, les plus jansénistes, d'Auxerre, de Montpellier et de Senez (3). Le 1^{er} avril 1736, il se mit à l'œuvre

(1) *Idem*, t. II, p. 221-225.

(2) Le cardinal de Fleury possédait, à Issy, une fort belle maison de campagne, qu'il avait acquise du maréchal d'Estrées, et où il mourut le 23 janvier 1743.

(3) Copie de la lettre de M. de Laon à M. l'Evêque de *** du premier Septembre 1736, supprimée par arrêt du Conseil d'État, du 8 décembre. Ces

au début d'avril, mais sa lettre ne fut enregistrée au greffe de l'officialité que le 18, car il avait tenu à différer son apparition jusqu'à Pâques, résolu à ne pas la publier, si la Cour lui tenait parole. Il montrait ce qu'il pensait des doctrines de ces trois évêques ; il défendait, sous peine d'excommunication, la lecture de leurs écrits, et refusait de regarder comme de vrais enfants de l'Eglise les Appelants de la Bulle *Unigenitus* ou ceux qui lui étaient notoirement opposés ; il rejetait leur communion jusqu'à ce qu'ils vinssent à récipiscence.

Il envoya des copies de ce mandement à dix ou douze prélats ; ces copies se multiplièrent bientôt, et l'ouvrage parut imprimé ; ce qui en amena la suppression par arrêt du Conseil du 27 mai, « avec les plus fortes qualifications » (1).

Ces mesures n'ayant pas suffi pour faire rentrer dans l'obéissance les derniers appelants, le devoir dicta à M. de la Fare son instruction pastorale du 8 septembre 1739, sur la conduite qu'on doit tenir à l'égard de ceux qui sont notoirement rebelles à la Constitution *Unigenitus* (2). La réception des sacrements et la sépulture ecclésiastique devaient être refusées à ceux qui n'admettaient pas la « la règle de foi ». Puisqu'ils se retranchaient eux-mêmes de l'Eglise qui avait parlé par son Chef, ils ne devaient plus jouir des grâces et des privilèges qu'Elle accorde à ses fidèles.

Le 1^{er} septembre 1740, le Parlement supprimait ce mande-

évêques se félicitaient du Mandement de l'évêque de Saint-Papoul du 26 février 1735 « pour faire part à son Peuple de ses sentiments sur les affaires présentes de l'Eglise, et les raisons qui le déterminent à se démettre de son Evêché ». M. de la Fare avait déjà interdit, le 2 avril 1735, sous peine d'excommunication, la lecture du Mandement de cet évêque, « qui au lieu de se repentir d'avoir eu l'hérésie dans le cœur....., se repent au contraire d'avoir eu la vérité dans la bouche, et de l'avoir fait goûter à ceux qu'il gouvernoit ». M. de Ségur, prêtre de l'Oratoire, avait été grand vicaire de M. de Saint-Albin à Laon et avait toujours combattu en faveur de la Constitution *Unigenitus*. Devenu évêque de Saint-Papoul, il entra en correspondance avec M. de Colbert évêque de Montpellier, qui lui conseilla de « réparer d'une façon éclatante le scandale de sa vie passée ». Par son mandement il demandait pardon à l'Eglise de sa soumission et adhérait à l'appel de 1717 ; il se démettait de son siège, et annonçait son intention d'expier sa faiblesse dans la solitude et dans les larmes.

(1) *Copie de la lettre de M. de Laon*, etc. — Lafiteau, *op. cit.*, t. II, p. 225.

(2) M. de la Fare avait proposé cette mesure dans une lettre au cardinal d'Alsace archevêque de Malines, du 7 septembre 1738, lettre qui fut supprimée par arrêt du Conseil, le 9 décembre suivant.

ment; l'arrêt portait défense « de faire aucuns actes ou écrits autorisant le refus des sacrements et de la sépulture ecclésiastique, sur le fondement de l'appel de la Constitution Unigenitus.

C'est à ce point d'ingérence qu'étaient arrivés les parlementaires; ils avaient critiqué les paroles des évêques, et ils en venaient à leur permettre ou à leur défendre des actes de juridiction.

Le Roi, gardien des traditions chrétiennes de la France, ne pouvait laisser passer un tel jugement. Le 6 du même mois, pendant les vacances, étant en son Conseil d'État, il rendit un arrêt qui annulait les dispositions prises par le Parlement, malgré les plaintes de ses membres (1).

Le Roy, considérant que, s'il est du devoir des Magistrats, d'arrester le cours des escrits capables d'émouvoir les esprits, et de troubler la tranquillité publique, il ne leur est pas permis d'aller plus loin et d'excéder les bornes de leur pouvoir, en voulant l'exercer sur des matières purement spirituelles, . . . comme si un Tribunal séculier pouvoit imposer des lois aux Ministres de l'Eglise, dans ce qui regarde la dispensation des choses saintes. . . . ; que d'ailleurs, les termes dont on s'est servi dans cet arrest, en parlant de l'appel au futur Concile de la Constitution Unigenitus, paroissent supposer et faire mesme assez entendre, qu'un appel que le Roy a déclaré de nul effet pour le passé, dès l'année 1720, et qu'il a interdit absolument pour l'avenir, peut avoir encore la force de mettre en sûreté ceux qui, sur ce fondement, persisteroient dans leur révolte contre une décision acceptée solennellement par les Evêques de ce royaume, reçue dans toute l'Eglise, revestue de Lettres patentes enregistrées dans tous les Parlemens, et affermie tant de fois par le concours de l'autorité royale . . . , Sa Majesté estant en son Conseil . . . a ordonné que ladite disposition sera regardée comme nulle et non avenue. Fait deffenses de l'exécuter, et de rendre aucuns jugemens en conséquence, à peine de nullité.

*
* *

Le zèle de M. de la Fare se dépensait sur son diocèse comme au dehors. Il avait d'abord cherché à ramener ses prêtres, en leur faisant signer un formulaire, qui affirmait leurs croyances catholiques. En mai 1726, il ne restait plus à Laon qu'un seul curé appelant. Une lettre de cachet relégua M. Gouge, curé de Saint-Jean-au-Bourg au Séminaire, puis deux mois après une autre l'exilait à trente lieues du diocèse. L'évêque tint à le rem-

(1) *Mémoires d'Argenson*, éd. Rathéry, t. III, p. 237.

placer par un ancien jésuite, Carlier, pour réparer le mal doctrinal qu'il avait pu causer (1).

Pour qu'une théologie orthodoxe fût enseignée aux jeunes prêtres, M. de la Fare demanda au Roi et obtint, par lettres-patentes données à Marly, en février 1726 (2), que le séminaire fût ôté aux Pères de l'Oratoire, ordre des plus jansénistes, et fût donné aux prêtres de Saint-Nicolas du Chardonnet de Paris. Le nouveau supérieur, M. Favray, devint son bras droit dans la lutte contre le jansénisme (3).

L'évêque s'occupait beaucoup de ses jeunes séminaristes. Nous trouvons, dans un avertissement imprimé avant l'ordination du 18 septembre 1734, enregistré à l'Officialité le 15 décembre, pour faire loi dans le diocèse, le serment « qu'ils regardent la Constitution Unigenitus, comme un Jugement dogmatique et irréformable de l'Eglise Universelle, auquel tout Fidèle est obligé de se soumettre de cœur et d'esprit, et dans ce sens comme une véritable Règle de Foi ». Celui qui n'est pas sincère dans son serment, ajoutait M. de la Fare, « qu'il sache qu'il est abominable devant Dieu, et que je lui défens de se présenter à cette Ordination ». L'évêque déclarait à ses ordinants, que pour lire ou retenir sans permission expresse des livres, libelles ou écrits contraires à la Constitution Unigenitus, on encourait l'excommunication ; si un confesseur, séculier ou régulier osait en absoudre, ce cas étant réservé au chef du diocèse, il encourait par le seul fait l'interdit d'entendre les confessions, et s'il était curé, était restreint dès lors à ses seuls paroissiens (4).

Avant l'ordination du 19 septembre 1733, il avait défendu à tout séminariste qui aurait menti en jurant que la Constitution Unigenitus est une Règle de Foi, de se présenter, sous peine d'excommunication, pour recevoir les Saints Ordres (5).

(1) *Histoire du livre des réflexions morales sur le Nouveau Testament et de la Constitution Unigenitus*, t. IV, p. 616. — *Nécrologe des plus célèbres défenseurs*, etc. t. I, p. 307. Voir l'Appendice XII.

(2) Voir ces lettres-patentes dans la collection de Picardie, t. 188, fo 131 vo et 132 ro.

(3) *Journal de l'abbé d'Orsanne*, t. VI, p. 455.

(4) *Bibl. Nat.*, L d. 4 1983.

(5) *Discours avant l'Ordination du 19 septembre 1733* (*Bibl. Nat.* L d. 4 1917).

L'ancien catéchisme, que trente-et-un Curés pouvaient montrer si opposé à la doctrine de la Bulle *Unigenitus*, disparut, et M. de la Fare adopta celui de Soissons par mandement du 28 août 1724, publié seulement au mois de mai suivant (1).

Il voulut également préserver la jeunesse de l'enseignement janséniste que professait le clergé séculier au collège de la ville.

Le 27 juin 1729, il fit appeler le Conseil de Ville chez lui, pour discuter cette question. Le lendemain nouvelle réunion, à laquelle assistèrent dix notables : la pluralité des opinions pencha à demander une Assemblée générale. Le dimanche 3 juillet, l'intendant (2) arriva à Laon et se logea à l'abbaye Saint-Martin, où l'évêque lui fit les honneurs du logis abbatial, où il avait coutume de demeurer. Le lundi, un Conseil se réunit, composé de trois grands vicaires, quatre avocats, dont le bailli du duché (3), trois conseillers de robe courte, en tout douze personnes. A l'unanimité moins une voix, celle d'un avocat, l'assemblée se prononça pour une communauté religieuse. M. de la Fare tint d'abord à visiter par lui-même le Collège. Onze jours après, il était parti pour Versailles, porteur des vœux du Conseil de Ville (4). Une lettre de M. de Maurepas, datée du 14 août, lui donna le gouvernement du Collège pour une période de six ans. Le 9 novembre, un ordre du Roi permettait à deux jésuites de la province de Champagne de s'installer au Collège de Laon, comme principal et préfet des études, et professeur de philosophie. Huit jésuites étaient introduits, de nouveau, le 30 janvier 1730. Le gouvernement du collège fut accordé à l'évêque pour de nouvelles périodes de six années, en 1735 et en 1741 ; en 1747, le terme devenait indéfini (5).

Cette prise de possession ne se fit pas sans résistances, de la

(1) *Histoire du livre des réflexions morales sur le Nouveau Testament et de la Constitution Unigenitus*, t. IV, p. 386.

(2) François Richer, chevalier, seigneur d'Aube, fut intendant de la généralité de Soissons de 1727 à 1731.

(3) Jean-Claude de Lamer de Marest-Dampcourt, avocat en Parlement, était, depuis de longues années, bailli général de la duché pairie de Laon et comté d'Anizy ; il mourut le 18 octobre 1736.

(4) *Journal de l'abbé d'Orsanne*, t. VI, p. 458-9.

(5) *Taiée*. — *L'Enseignement secondaire à Laon*, t. XXIII du Bulletin, p. 231-238.

part de la ville, qui en avait obtenu la propriété, par les lettres-patentes d'institution. Malgré les nombreuses signatures que M. de la Fare avaient réunies en faveur de son projet, signatures « que ne purent lui refuser, dit le Mémoire adressé par les maire et échevins de Laon au Parlement de Paris, en 1761, des particuliers, ou qui lui étoient attachés, ou qui le craignoient, ou qui regardoient avec indifférence les droits de la ville », il se fit une réunion générale des habitants, qui envoya à Versailles deux députés qui échouèrent dans leur mission (1).

Les jansénistes attendirent l'expiration des six premières années. Un des deux plus fameux signataires du mémoire des quarante avocats en 1730, Le Normand vint à Laon préparer les esprits, une quinzaine de jours avant qu'une seconde réunion des habitants n'eût envoyé une nouvelle députation qui échoua également (2). Le Présidial, les diverses communautés de la ville et l'Université députèrent de même à la Cour. Les chanoines appelants qui restaient à Laon déléguèrent aussi six d'entre eux pour s'entendre avec le Conseil de Ville ; parmi lesquels deux allèrent à Versailles, où « malgré l'opposition de la plus saine partie du Chapitre », ils se joignirent, comme représentants du corps, aux autres députations. L'agitation se termina par un ordre de départ donné à un jésuite, préfet des classes, et par l'incarcération momentanée de Nicolas-Charles Beauvisage, lieutenant de maire et l'un des principaux appelants laïcs, neveu à la mode de Bretagne, par alliance, d'Adrien Dagneau, le doyen du chapitre exilé en 1728 (1).

(1) Archives de Laon, BB, 38.

(2) *Remontrances des bourgeois et habitants de la ville de Laon, adressées au Roi et à N. S. du Conseil des dépêches, le 24 mai 1736. Par lesquelles, après avoir exposé les surprises et les voies de fait employées contre eux, depuis 1725, jusqu'à présent, par M. de la Fare, leur évêque, pour les forcer à consentir l'établissement des R. P. Jésuites dans leur ville, on dévoile toutes les pratiques sourdes qu'ils ont mises en usage pour se rendre maîtres du Collège contre la disposition précise des lettres patentes du roi obtenues à l'occasion de la fondation dudit Collège par le corps de ville et qui leur en accorde à toujours la propriété, même à l'exclusion de l'évêque. On finit par supplier Sa Majesté de permettre l'assemblée générale de tous les habitants suivant la parole solennellement donnée par M. le cardinal au mois de juillet 1735. Pièce in-4°, s. l. 1736.*

(1) *Seconde lettre à l'assemblée générale du Clergé, 22 juillet 1735. — Copie de la lettre de M. de Laon à M. l'Evêque de *** du premier septembre 1736.* Nicolas-Charles Beauvisage avait été exilé à Issoudun. Convaincu d'avoir

Cette prise de possession du collège par M. de la Fare était nécessaire. L'intérêt des âmes exigeait que le Pouvoir passât outre aux remontrances des habitants de Laon. La Société de Jésus, fondée au xvi^e siècle pour la défense de l'Église contre l'esprit protestant, réussit bien à Laon et contribua à la disparition des doctrines jansénistes.

M. de la Fare sut étendre son action sur les communautés religieuses. Les cisterciens de Vauclair furent soumis à des visites de leurs supérieurs (1). Les religieuses de la Congrégation s'étant laissé prendre aux doctrines de la secte, l'évêque dut surveiller les élections, et même leur donner des supérieures, « sans précautions félines », comme le croit M. Combier (2). En 1735, il leur interdit même la direction de leurs écoles ; dix sœurs persistèrent dans leurs erreurs, cinq se soumirent et formèrent, trois ans après, une nouvelle société sous la conduite de Barbe Charlier. Elles purent peu à peu reprendre leur enseignement (3).

Le Chapitre avait l'administration spirituelle de l'Hôtel-Dieu, et les religieuses étaient réduites bien souvent à la direction de chanoines jansénistes. M. Dagneau, doyen du Chapitre et docteur de Sorbonne, qui avait déjà été exclu des assemblées capitulaires et de l'assistance au chœur en présence de l'évêque, continuait son ministère auprès des chanoines appelants et à l'Hôtel-Dieu. M. de la Fare obtint une lettre de cachet contre lui ; mais avant de la faire signifier, « il l'envoya chercher, et lui déclara qu'elle

transgressé cet ordre et d'être l'auteur de la brochure anonyme indiquée p. préc., note 2, il fut incarcéré au Fort-l'Évêque, puis transféré à la Bastille le 15 août 1736. Maurepas signa, le 3 septembre suivant un ordre de sortie dont se plaignit M. de la Fare, quoiqu'il l'empêchât d'approcher de Laon de moins de trente lieues. (Bibl. de l'Arsenal, 11.309, 12.558 et 12.581 ; F. Funck Brentano. *Les lettres de cachet à Paris, étude suivie d'une liste des prisonniers de la Bastille (1659-1789)*, in-4°, Paris 1903, p. 264, n° 3474).

Sur ce singulier personnage qui s'intitulait chevalier, comte de Saint-Jean de Latran, voir : V^{te} de Hennezel. — *Essai sur l'Arquebuse de Laon* (2^e fascicule du t. XXXII du Bull., p. 269, note 3).

(1) Voir le *Recueil de ce qui s'est passé à Laon et dans le diocèse au sujet de la Constitution Unigenitus*, Coll. de Picardie, t. 271.

(2) Combier — *Cahiers du Tiers-Etat du Bailliage de Vermandois*, in-8°, Senlis 1889, p. 49.

(3) Abbé Ledouble. — *Etat religieux ancien et moderne des pays qui forment aujourd'hui le diocèse de Soissons*, in-8°, Soissons, 1880, p. 335.

n'auroit point d'exécution, s'il vouloit lui promettre de ne plus confesser les chanoines Appellans, et de ne plus mettre le pied à l'Hôtel-Dieu. M. Dagneau refusa sans hésiter la condition et l'ordre lui ayant été signifié, il se rendit à Paris dès le mois de mars tout incommode qu'il étoit d'un gros rhume ». Il mourut sur la paroisse Saint-Jacques-du-Haut-Pas, le 19 décembre 1728(1).

M. de la Fare rendit, le 7 et le 11 mai 1734, des ordonnances interdisant aux chanoines la *prétendue* juridiction de l'Hôtel-Dieu, et les rappelant à l'observation des Arrêts du Parlement, qui les obligeait à assister chaque jour aux trois grandes Heures. Les chanoines en appelèrent comme d'abus au Parlement, qui rendit un arrêt en leur faveur le 15 juin. L'évêque présenta une requête au Roi pour lui demander devant quel tribunal il devait se pourvoir, et, en même temps, il rendit une troisième ordonnance, le 28 juin, qui renouvelait les deux premières. Le Conseil du Roi évoqua l'affaire, qui se termina le 10 septembre 1737, devant des commissaires, par une transaction qui reconnaissait le droit du chapitre (2).

Tous les prêtres insoumis du diocèse, connaissant les sentiments du Parlement contre l'évêque de Laon, se servaient de lui pour désobéir. Un arrêt, rendu en faveur de M. de la Campagne, curé d'Aulnois, le reçut appelant comme d'abus et déclara que le formulaire qu'il avait signifié était pur et simple (3).

Le 30 juillet 1728, un autre arrêt vint encore frapper M. de la Fare. En 1506, Guy, dit Colard, sire de Moy, grand bailli de Vermandois avait fondé, au château, un chapitre de chanoines qui devait se composer de cinq prêtres et d'un clerc avec deux choristes (4). Les titulaires de ces prébendes, sous prétexte de la modicité de leurs revenus, avaient abandonné leur poste. Le

(1) *Histoire du livre des réflexions morales sur le Nouveau Testament et de la Constitution Unigenitus*, t. IV, p. 709. — *Nécrologe des plus célèbres Défenseurs*, etc., t. I, p. 125-26. Voir l'Appendice VIII.

(2) *Copie de la lettre de M. de Laon à M. l'Evêque de ... du premier septembre 1736*. — Coll. de Picardie, t. 267, fo 322, ro et vo.

(3) Extrait du Mémoire au Roi de l'avocat Favier, conseil de M. de la Fare. (Bibl. de l'Arsenal, ms. 6608, fo 175).

(4) Melleville. — *Dictionnaire historique, généalogique et géographique du département de l'Aisne*, éd. 1857, t. II, p. 60).

marquis de Moy (1) avait augmenté cette dotation sur ses propres revenus, et l'évêque de Laon avait supprimé deux canonicats pour en unir les revenus aux autres. Trois monitions canoniques de venir résider suivirent ces bontés. Un long temps s'écoula, puis une sentence de l'official les cita pour se voir infliger la peine prévue par l'acte de fondation et nomma, par provision, à la desserte des canonicats. Les chanoines en appelèrent comme d'abus un Parlement. La Cour, dans un arrêt qui était contraire à toutes les règles de la discipline ecclésiastique et même aux traditions judiciaires, accepta l'abus, parce que la provision avait été faite sans entendre les parties (2).

Quelques années auparavant, un Laonnois, le sieur le Doulx, tombait malade à Paris. Ses hôtes, jansénistes ardents, voulurent le sauver de cette maladie bénigne par un moyen surnaturel, et ils placèrent sous son oreiller un morceau du bois de lit du diacre Paris. Le *mourant* guérit... après quatre saignées, et son entourage cria au miracle. M. de la Fare fit une enquête sur cette affaire, et parvint à obtenir une rétractation du sieur le Doulx, signée le 11 mars 1732, et déposée pour minute chez M^e Delabarre, par acte du 12 mars (3). Le prélat se servit souvent de cette arme par la suite ; c'était une preuve des nombreuses impostures dont se servaient les jansénistes pour duper la foule, à moins qu'ils ne fussent eux-mêmes les premiers dupés.

L'Histoire anonyme de la Constitution Unigenitus, et le *Recueil de ce qui s'est passé à Laon....* racontent, le plus souvent d'après les *Nouvelles Ecclésiastiques*, bien des anecdotes sur l'administration de M. de la Fare. Elles présentent souvent peu

(1) Antoine Crozat, baron de Thiers, marquis de Moy, fils d'Antoine, capitoul de Toulouse, naquit en 1655. Il fut successivement receveur général du clergé, intendant du duc de Vendôme, trésorier des Etats du Languedoc, grand trésorier de l'ordre du Saint-Esprit (1715-1724). Il gagna une fortune considérable dans le commerce maritime. Notre pays lui doit la construction à ses frais du canal, qui porte son nom, de l'Oise à la Somme. Il avait acheté en 1707, du prince de Ligne, les terres de Moy et Montcornet. Il mourut à Paris le 7 juin 1738, laissant quatre fils et une fille, la comtesse d'Evreux.

(2) Bibl. de l'Arsenal, ms. 3893 (Pièces sur l'histoire ecclésiastique de France, provenant des anciennes collections de Fevret et Fontette et du marquis de Paulmy).

(3) Communication de M^e Lion, successeur de M^e de la Barre.

d'intérêt, et il est presque impossible de les contrôler ; ce sont des historiettes qui servent aux insoumis à se donner le beau rôle.

L'état de fortune de M. de la Fare confinait à la gêne. Nous voyons qu'il devait de l'argent à des gens de Laon ou de La Fère, à ses chanoines, à son maître d'hôtel, à son suisse, au recteur des jésuites, et il leur déléguait en paiement les loyers d'un hôtel que l'Évêché de Laon possédait à Paris, rue de Bourbon (1). Ses dettes montaient, d'après ses ennemis, à cent mille écus au moment de sa mort, et on ne trouva pas chez lui pour dix mille livres d'effets (2).

Les revenus de l'évêché n'étaient pas considérables. Une enquête, faite en 1703 en vue de la réunion de l'abbaye de Saint-Martin de Laon, montre qu'ils étaient restreints à 9 ou 10.000 livres, dont il fallait décompter 2037 livres pour les charges ordinaires (3), plus les dons gratuits, les réparations de l'évêché et des bâtiments du domaine, les frais d'administration de la justice temporelle et spirituelle, les visites pastorales, les aumônes obligatoires, les secours en cas de calamités ; on est loin des 50.000 livres prêtées par Melleville (4). « Rien de mieux que d'aligner les chiffres des revenus. Reste à établir leur emploi. Le clergé du Vermandois était propriétaire de vastes domaines, cela est vrai. Mais, comment ses terres et ses deniers étaient-ils administrés et qui en profitait ? Voilà ce dont il faudrait se préoccuper et ce dont témoignent..... certains papiers de justice » (5).

L'union à l'évêché de l'abbaye de Saint-Martin, prononcée par brevet royale du 23 août 1728 (6) et par bulle du 16 juillet 1730, n'a pas dû augmenter beaucoup le train de vie du prélat, car on ne trouva à sa mort, dans les écuries, « que cinq chevaux, dont trois de carrosse et deux de montures, hors d'âge, que l'on vendit par autorité de justice, pour payer ses dettes » (7).

(1) Communication de M^e Lion, successeur de M^e de la Barre, notaire de M. de la Fare.

(2) *Recueil de ce qui s'est passé, etc.*, (Coll. de Picardie, t. 271, p. 281).

(3) Voir le détail des charges ordinaires dans Combier — *Etude sur le Baillage de Vermandois et siège présidial de Laon*, Paris, 1874, p. 184.

(4) Melleville. *Histoire de Laon*, t. II, p. 85.

(5) Combier — *op. cit.*, p. 192.

(6) Voir l'Appendice III.

(7) Combier. — *op. cit.*, p. 184, en note.

M. de la Fare est un des rares évêques de son temps, chez qui on ne trouve pas cette profusion d'ex-libris ou de fers de reliure, dont on aimait tant, au XVIII^e siècle, orner les livres de sa bibliothèque (1). L'évêché de Laon tombait en ruines, et il habitait le logis abbatial de Saint-Martin de Laon. Le château d'Anizy était abandonné ; on vendit même le plomb des toitures (2). « Nous voyons avec douleur crouler ce château faute de l'habiter et d'y faire les réparations nécessaires » (3).

L'hôtel de Paris, que M. de Clermont avait acquis par échange en 1721 (4), était loué, et, lorsque M. de la Fare venait dans la capitale, il descendait au Collège de Laon, sur la montagne Sainte-Geneviève.

Les dettes de l'évêque de Laon avaient leur source dans le paiement de ses bulles pour Viviers, Laon et les trois abbayes dont il fut pourvu (5). Il dut soulager une ville de son diocèse et vingt-sept villages pendant une épidémie ; il payait des missions qu'il faisait prêcher « pour faire revivre partout la pureté des mœurs et de la foy » Ces dettes furent augmentées de 50.000 écus par l'arrêt qui mit à sa charge les réparations de ses prédécesseurs à Saint-Martin depuis Mazarin, et par celui qui obligea tous les sous-fermiers et créanciers à venir à Paris faire serment que les dettes et les baux étaient légitimes, parce qu'on insinuait que ces baux et ces dettes étaient simulés. L'union ne fut donc utile qu'à son siège, car il jouissait déjà de l'abbaye par brevet. En 1734, l'intendant de Soissons lui proposait une rente de 2.000 écus, qui devait lui être continuée jusqu'à extinction de ses

(1) Il existe cependant un fer de reliure de M. de la Fare frappé sur un manuscrit à lui dédié : *Le Clergé de France*, avec armoiries gravées et peintes (Bibl. Mazarine, ms. 2414).

(2) *Abrégé historique du domaine d'Anizy*. Arch. de l'Aisne, G. 32.

(3) *Essais de l'histoire ecclésiastique et civile de Laon, et du Païs Laonnois*, par dom Varoqueaux. (Coll. de Picardie, 185, f^{os} 17 r^o et 18 v^o).

(4) M. Souchon, croit pouvoir identifier cet hôtel, situé rue de Bourbon, avec l'immeuble portant le n^o 26 de la rue de Lille (*Notice sur les deux hôtels parisiens habités de 1352 à 1733 par les évêques de Laon*, dans le *Bulletin de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile de France*, 27^e année, 1900, p. 88).

(5) L'abbaye Saint-Nicolas des Prés à Ribemont fut donnée à M. de la Fare en 1728.

dettes, parce que ses créanciers l'avaient réduit à un revenu de 2.000 livres au lieu de lui en laisser 15.000, comme il doit être fait à l'égard d'un duc et pair. Sur sa demande, cette somme fut remise à l'Hôpital général de Laon et à un couvent de La Fère qui se trouvait dans la dernière nécessité.

L'union à l'évêché de l'abbaye Saint-Martin de Laon aurait été conclue sur la promesse faite par M. de la Fare de ne plus écrire. Cette condition lui fut rappelée par la suite. « Mais c'est là confondre les tems, répondit le prélat. Cette réunion a été faite avant la consultation des quarante avocats et par conséquent avant la Pièce qui a occasionné en partie mon premier écrit dogmatique » (1).

*
..

Le premier dimanche de carême de l'année 1741, M. le Doulx, l'un des chapelains de la cathédrale, se présentait à la sainte table avec ses confrères. Sur l'ordre écrit de l'évêque, le célébrant, M. Darchambault, grand-vicaire, ne voulut pas faire communier ce prêtre qui avait refusé de signer le formulaire huit ans auparavant, et il le passa malgré les observations du diacre, le chanoine Fayet. M. le Doulx se représenta au second rang : nouveau refus du célébrant ; et comme le diacre élevait la voix pour protester, il répondit que : « donner la communion au sieur le Doulx étoit une faute qu'il ne commettrait pas ».

Le lendemain, M. le Doulx alla porter plainte chez M. Marquette de Marly, lieutenant criminel au Bailliage. En même temps que devant l'Official du Chapitre pour le délit religieux, l'affaire commença devant ce magistrat, qui, après avoir entendu dix-huit témoins, renvoya l'affaire devant l'Officialité, comme concernant un sacrement. Mais le Bailliage n'approuva pas son lieutenant-criminel et il l'intima au Parlement, en même temps que M. le Doulx en appelait pour déni de justice.

Le 27 février, l'Official renvoyait l'affaire devant l'Évêque, et le Doulx interpella cette sentence comme d'abus, l'Évêque n'ayant pas juridiction sur les membres du Chapitre.

(1) Copie de la lettre de M. de Laon à M. l'Évêque de *** du premier septembre 1736.

M. de la Fare rendit une ordonnance appelant M. Darchambault et M. le Doulx à comparaître devant lui, le 1^{er} mars, à onze heures du matin, pour s'expliquer. Le chapelain répondit à cet acte de juridiction gracieuse par un nouvel appel comme d'abus. Le 2 mars, il lui était signifié une nouvelle ordonnance épiscopale renvoyant l'affaire à la juridiction contentieuse de l'Officialité. Nouvel appel comme d'abus. Le Parlement accepta les trois monitions.

Le vendredi saint, qui était le dernier jour du mois de mars, sur le soir, arrivait à Laon un courrier de cabinet, qui était parti de Versailles le même jour à midi ; il apportait trois lettres de M. de Maurepas au Subdélégué, à l'Évêque, et un ordre du Roi à M. le Doulx, lui ordonnant de quitter le diocèse dans les vingt-quatre heures. Cette lettre lui fut signifiée le lendemain matin à six heures.

Les Nouvelles Ecclésiastiques, qui sont seules à nous conter l'anecdote, disent tenir d'un homme de mérite qui eût souvent l'occasion d'entretenir le Procureur général, que cette lettre de cachet prévint l'excommunication que l'évêque devait lancer contre M. le Doulx, ce même 1^{er} avril.

Il se rendit à Paris, et, le 6 avril, se présenta chez M. de Maurepas, qui lui fit entendre qu'il serait préférable qu'il signât le formulaire. Cinq jours après, autre son de cloche chez le Premier Président du Parlement, qui espérait bien lui voir rendre justice.

Après que M. Darchambault eût été mandé en Cour pour donner des explications, le Parlement rendait, le 17 avril, un arrêt favorable à M. le Doulx. Au Bailliage, le lieutenant assesseur criminel, M. de Buzerolles, gendre du lieutenant-criminel, poursuivit le procès. L'affaire suivit également son cours à l'Officialité, où elle ne fut interrompue que par la mort de l'évêque.

M. de la Fare, qui avait annoncé un voyage à Paris, après les fêtes de Pâques, était parti pour une visite pastorale, « changement qui fit conjecturer que les ordres de la veille de Pâques l'avoient retenu. » Le 23 avril, se trouvant au château de Leschelle, près de Guise, chez M. d'Hervilly, il mourait, et était enterré le lendemain dans l'église de ce village qu'il avait consa-

crée quelques années auparavant (1). Le ministre donna l'ordre de mettre les scellés sur ses papiers, qui furent envoyés à Versailles, par les soins du subdélégué (2).

*
* *

M. de la Fare mourait après un épiscopat de dix-sept ans. En 1724, le diocèse de Laon était livré à un clergé révolté, dont il sut ramener la plus grande partie par la persuasion ; le clan des réfractaires devait être exilé. Il laisse le diocèse soumis, le jansénisme vaincu. L'esprit de la secte survivra seul longtemps, et torturera bien des âmes scrupuleuses, avant de disparaître. A l'apôtre vigilant, la Providence fera succéder le pasteur plein de mansuétude (3), qui saura guérir les plaies que ne pouvait manquer d'ouvrir le fer qui avait tranché le membre malade.

Nous avons vu que M. de la Fare ne fut ni ambitieux, car sa conduite eût été maladroite, ni ami du luxe, ni vaniteux. Il vivait simplement dans son diocèse, à l'écart de la haute vie que ne dédaignaient pas de mener certains prélats. Les documents soutenant la thèse contraire qu'on lira en appendice peuvent plaire par l'esprit si naturel au siècle où ils furent écrits. Les qualités que nous trouvons chez l'évêque n'ont pas coutume de se rencontrer avec les vices que nous dépeignent ses ennemis. Ces vices paraissent en désaccord avec le caractère que nous laissent voir les actes.

Les politiques trouveront que M. de la Fare fut trop violent, qu'il ne sut pas concilier. « Les Pères de l'Eglise, répond l'évêque,

(1) Le château de Leschelle, reconstruit en 1780, appartient aujourd'hui au descendant de M. d'Hervilly, le comte Caffarelli, ancien député de l'Aisne.

L'acte de décès de M. de la Fare a été publié dans l'article de M. Servant, *Quelques souvenirs tirés des anciens titres d'une Maison Laonnaise*. Bulletin de la Société Académique, t. XXXI, p. 305-6, en note. Voir son épitaphe à l'Appendice IV.

(2) *Nouvelles Ecclésiastiques ou Mémoires pour servir à l'histoire de la Constitution Unigenitus pour l'année M.DCC.XLI*, p. 125-128, n° du 7 août 1741.

Le subdélégué était alors Charles-François Marquette, conseiller du Roi, lieutenant civil et criminel en l'élection de Laon.

(3) Le cardinal de Rochechouart (1741-1777), dont le diocèse n'a pas oublié la douceur et la charité.

ne sont-ils pas pleins d'une force, d'une liberté, d'une véhémence qui l'emportent autant sur mes faibles expressions, que je suis moi-même au-dessous de leur zèle et de leurs lumières ? » (1).

Notre pays doit à ce confesseur de la foi sa fidélité à la discipline religieuse. Il a précédé de cent ans le mouvement « ultramontain » qui ramena l'Église à une unité romaine plus étroite. Rien ne fait mieux comprendre son idée maîtresse, que la phrase gravée par une main pieuse sur son tombeau, à l'église de Leschelle :

Romanæ fidei defensor ardens
Debitum fecit clero fideli
Obsequium asservans Papæ.

Comte Maxime de Sars.

(1) *Troisième lettre aux Archevêque et Evêques de la Province de Reims*, 15 mars 1735.

APPENDICES

I

M. de la Fare d'après Saint-Simon.

Son successeur (à Saint-Albin) surprit et scandalisa étrangement : ce fut le frère de la Fare, qui ne lui ressemblait en rien. C'était un misérable déshonoré par ses débauches et par son escroquerie, que personne ne voulait voir ni regarder, et que M. le duc d'Orléans, qui me l'a dit lui-même, chassa du Palais-Royal pour avoir volé cinquante pistoles qu'il envoyait, par lui, à Madame de Polignac. Je la nomme, parce que sa vie a été si publique que je ne crois pas manquer à la charité, à la discrétion, à la considération de son nom.

Ce bon évêque fut une fois chassé des Tuileries à coups de pied, depuis le milieu de la grande allée jusque hors la porte du Pont-Royal, par les mousquetaires et d'autres jeunes gens qui s'y attroupèrent, avec des clameurs épouvantables, répétés par la foule des laquais amassés à la porte. Enfin, et c'est un fait qui fut très public, les deux capitaines de mousquetaires leur défendirent de le voir. Pour sortir d'un état si pitoyable, ce rebut du monde fit le converti, frappa à plusieurs portes pour être ordonné prêtre sans pouvoir y réussir, à ce que me conta lors Rochebonne, évêque de Noyon. Enfin il trouva un prélat plus traitable par la conformité de conduite. J'aurais horreur de le nommer et de dire avec quel scandale il l'ordonna contre toutes les règles de l'Église. Incontinent après, il se jeta au cardinal de Bissy et à Languet, évêque de Soissons, à qui tout était bon moyennant le fanatisme de la Constitution, qui le rendit digne d'être grand vicaire de Soissons, où il se signala en ce genre à mériter toute leur protection. Avec ce secours et celui des jésuites, il trafiqua l'évêché de Viviers avec Ratabon, qui y avait passé du siège d'Ypres, et que l'épiscopat ennuyait, malgré sa non résidence. Il lui donna deux abbayes qu'il avait, avec un bon retour, et fut sacré évêque de Viviers, au scandale universel... La Fare, évêque de Viviers, qui n'était pas pour être si délicat (que M. de Belzunce), fut mis à Laon, à son refus, où on a vu depuis ce qu'il savait faire. Il y est mort abhorré et banqueroutier, après avoir de gré ou de force escroqué tout son diocèse qu'il avait d'ailleurs dévasté.

Mémoires du duc de Saint-Simon, éd. 1829, XX, 414-16.

II

M. de la Fare d'après l'Almanach du Diable.

JUILLET

XXXVIII

Un Chapeau vert très dévôt à Vénus
Dont il porte encor le Rosaire
Voudra se séparer de Colbert son confrère
Et tous les Opposants à l'*Ugenitus*.

Ce trait de fou, Lecteur te scandalise,
Mais c'est à tort, car ce sacré Paillard,
S'il ne fait pas au plutôt bande à part
Infectera toute l'Église.

Almanach du Diable pour 1737, p. 32.

MAI

XXVII

Pour effrayer la Canaille Crédule,
Un ÉSOPE Pontifical
Exigera que l'on signe la Bulle
Avant de satisfaire à son devoir Pascal.
Ma foy ; l'ami, cest l'entendre assez mal
Que d'exiger l'alternative.
Des Sacrements déjà volontiers on se prive,
Or voulant tout soumettre à ce décret fatal
J'appréhende fort qu'il n'arrive
Que vos Prestres et vous alliez à l'hôpital.

Almanach du Diable pour 1738, p. 28.

DÉCEMBRE

LXXI

Pour réfuter COLBERT (1) et MONTGERON, (2)
LA FARE empruntera la plume d'un Jésuite,
Et dans un Mandement qui portera son nom
De cent faits merveilleux niera la réussite.
Cette incrédulité, cette obstination
Ou son Déisme se déploie,
Ami Lecteur, te met en feu :
Soit. Mais comment veux-tu qu'aux bienheureux il croye
Lui qui croit à grand peine en Dieu.

Idem, p. 50-51.

(1) Charles-Joachim de Colbert, né en 1667, mort en 1738, second fils du marquis de Croissy, fût évêque de Montpellier en 1697 ; il prit une part active aux luttes jansénistes, et ne craignit pas, notamment en 1736, de reconnaître l'authenticité des miracles du cimetière Saint-Médard.

(2) Louis-Basile Carré de Montgeron, conseiller au Parlement de Paris, né en 1686, se sentit converti de sa vie dissipée par la vue du cimetière Saint-Médard et publia : *La Vérité des Miracles opérés par l'intercession de M. de Paris et autres appelans contre M. l'archevêque de Sens*, 2 vol. in-12, s. l. 1737. Il fut considéré par les appelants comme surpassant les plus grands apologistes, et mis à la Bastille par le Roi. L'excès de ses derniers ouvrages éloigna de lui la plupart des prélats même jansénistes ; il mourut à Valence le 12 mai 1754.

III

Brevet royal relatif à l'union de l'abbaye de Saint-Martin de Laon à l'évêché.

Brevet du Roy,

Du vingt-troisième du mois d'Août 1728, par lequel Sa Majesté donne à Messire Estienne Joseph de la Fare, Evêque Duc de Laon et à ses Successeurs, l'Abbaye Royale de Saint-Martin de Laon, Ordre de Prémontré ; pour en être le titre éteint et supprimé, et la Mense abbatiale avec tous ses Droits, Fruits, Revenus, unis et incorporez à perpétuité audit Evêché.

Aujourd'hui, vingt-troisième du mois d'Août 1728. Le Roy étant à Fontainebleau, considérant que les revenus de l'Evêché de Laon sont trop modiques eù égard aux grandes charges dont il est tenu, et à la qualité de Duc et Pair de France qui y est attachée, estimant que rien ne peut mieux convenir pour augmenter la fondation et donation dudit Evêché, que l'union de la Mense Abbatiale de l'Abbaye Régulière de Saint-Martin de la Ville de Laon de l'Ordre de Prémontré : Sa Majesté a accordé et fait don au S^r Estienne Joseph de la Fare, Evêque Duc de Laon et à ses Successeurs aud. Evêché de ladite Abbaye vacante par le décès du dernier Titulaire, pour en être ledit titre éteint et supprimé et la Mense Abbatiale avec tous les Droits, Juridictions, Collations, Présentations, Domaines et Revenus, unis et incorporez à perpétuité audit Evêché, sans toutes fois préjudicier à la Mense conventuelle des Religieux de ladite Abbaye, à la charge néanmoins de la somme de six mille livres qui sera distraite aussi à perpétuité, sur les fruits et revenus de ladite Mense Abbatiale et payée annuellement franche et quite de toutes charges par ledit S^r Evêque de Laon et ses successeurs audit Evêché, au profit du Collège de Prémontré à Paris dépendant de l'Abbaye chef d'ordre de Prémontré ; ayant Sa Majesté commandé d'en expédier toutes Lettres et dépesches nécessaires en Cour de Rome, pour l'obtention des Bulles de suppression du titre de ladite Abbaye et union de la Mense Abbatiale audit Evêché de Laon, et pour la distraction de six mille livres au profit dudit Collège de Prémontré, pour contribuer à la subsistance des Religieux étudiants en Théologie, suivant la suplication qui en a été faite à Sa Majesté par Frère Claude Honoré Lucas, Abbé de Prémontré, Chef et Général de l'Ordre, et pour subvenir aux autres besoins dudit Collège et des Religieux étudiants, et cependant le présent Brevet qu'elle a pour assurance de sa volonté signé de sa main et fait contresigner par moi Conseiller Secrétaire d'Etat et de ses commandements et Finances.

Signé : LOUIS. Et plus bas,
Phelippeaux, avec paraphe.

Laon, F. Meunier, s. d., in-4^o, pièce (Bibl. Nat., L k 7 3420 ; Arch. de l'Aisne, G. 55).

IV

Épitaphe du Tombeau de M. de la Fare (1)

Hic jacet
Stephanus Josephus de la Fare
Episcopus dux Laudunensis
Par Franciæ.
Romanæ fidei defensor ardens
Debitum fecit clero fideli
Obsequium asservans Papæ
Pauperum pater sedulus
Hos suâ largitate sustinuit.
Extremam dioecesim visitans
Pastor bonus
Obiit
In hujus loci Castello
Die 23^d Aprilis anno Christi 1741
Ætatis ineunte 49
Et hac in Ecclesia
Quam ipse anno 1733 consecraverat
Sepeliri voluit.
Abi Viator
Et tanti Præsulis æmulare
Charitatem si Christianus
Fidem si Catholicus.

V

Un Panégyrique original

Les Jésuites de Laon ont fait un service solennel en son honneur (de M. de la Fare) et ont invité un des grands vicaires, M. du Mangeot, à célébrer la messe. Ce gr. vicaire crut devoir dire quelque chose à la louange du défunt, et pour cela se tournant à l'*orate fratres*, il dit : « Il est mort, il est mort, il est mort ce grand prélat ; il est vrai qu'il a fait des dettes, qu'il a emprunté beaucoup d'argent, qu'il n'a pas rendu ; mais il faut convenir qu'il a donné occasion par là à de grandes charités : *orate fratres*, etc.

Recueil de ce qui s'est passé à Laon et dans le diocèse au sujet de la Constitution Unigenitus (Coll. de Picardie, t. 271, p. 281).

(1) Nous devons le texte de cette épitaphe à l'aimable communication de M. le Curé de Lescheille.

VI

M. LELEU, Chanoine de Laon.

Monsieur Antoine Leleu, Prêtre, Chanoine de l'Église Cathédrale de Laon, Buthillier ou Syndic du Chapitre, naquit à Laon même de parens bien chrétiens. Instruit dans les bons principes, il fut attaché à la Vérité, et fut en conséquence Appellant de la Bulle ; ce qui lui mérita aussi bien qu'à ses frères, qui étoient aussi Chanoines de Laon, de souffrir persécution. Il fut exilé en 1723, à Gap. Réuni ensuite à Paris avec son frère l'Archidiacre, il y mourut plein de mérites sur la Paroisse de S. Jâques du Haut-Pas le 13 Février 1726. (*Nouv. Eccl. du 24 Janvier 1730, et du 28 Février 1743*).

Nécrologe des plus célèbres Défenseurs et Confesseurs de la Vérité du XVIII^e siècle, Paris, 1760, t. I, p. 96.

VII

M. LELEU, Archidiacre de Laon

Monsieur Claude Leleu, Docteur en Sorbonne, Chanoine et Archidiacre de Laon et Grand-Vicaire, naquit dans le sein d'une famille de Saints. C'étoit un Prêtre pieux, sçavant et très-attaché à la Vérité, et en conséquence Appellant de la Bulle. Son Evêque M. de S. Albin voulant se débarrasser de lui, le fit exiler à S. Flour en 1723. Il eut dans la suite permission de venir à Paris. Il mourut plein de mérites sur la Paroisse de S. Jâques du Haut-Pas le 9 septembre 1726 (*Nouv. Eccl. du 24 Janvier 1730 et du 28 Février 1743*).

Idem, t. I, p. 98.

VIII

M. DAGNEAU, Doyen de l'Église de Laon.

Monsieur Dagneau, Docteur de Sorbonne, Doyen de la Cathédrale de Laon, étoit un homme de premier mérite. Ami de la Vérité, il appella de la Bulle en 1717, et se joignit à l'Appel de la Faculté en 1718 ; il réappella en 1720, et adhéra aussi en 1728 à la Cause de M. de Sénez. C'en fut assez pour le rendre odieux à M. de la Fare, Evêque de Laon, qui, animé par son faux zèle, le fit passer par différentes épreuves, qu'il supporta avec bien du courage. Il fut d'abord exclu des Assemblées Capitulaires, et des assistances au Chœur en présence de l'Evêque. Le Prélat lui fit défense de faire aucune fonction à l'Hôpital général ; et une Lettre de cachet du 5 juin 1728 lui défendit de présider au

Chapitre. Cependant en vertu de son Titre il confessait quelques Chanoines Appellans, et les administrait : il alloit aussi à l'Hôtel-Dieu et dans quelques Communautés ; ce qui détermi na l'Evêque à solliciter une Lettre de cachet pour s'en débarrasser. Il l'obtint : mais avant que de lui faire signifier, il tenta de le faire plier sous ses volontés : n'ayant pu y réussir, M. Dagneau fut exilé hors du Diocèse. Il vint à Paris, et se retira sur la Paroisse de S. Jacques du Haut-Pas, où il s'ensevelit dans une grande retraite. Etant tombé dangereusement malade, le Curé vint l'administrer, et pendant la cérémonie il eut le courage de renouveler ses Appels. Il mourut le 19 Décembre 1728, et fut enterré dans le Cimetière (*Histoire de la Constitution, Partie 4, p. 708. Recueil des Lettres de cachet. Nouv. Eccl. du 24 Janvier 1730*).

Idem, t. I, p. 125-126.

IX

M. LE DOUX, Chanoine de Laon.

Monsieur Le Doux, Chanoine de la Cathédrale de Laon, étoit Appellant de la Bulle, ce qui fut la cause d'une Lettre de cachet que lui procura M. de la Fare (1), Evêque de Laon, en 1723, qui l'exiloit à Saintes. Son grand âge et ses infirmités ne lui ayant permis de s'y rendre, il fut obligé de rester à Blois. Il obtint dans la suite permission de demeurer où il voudroit, pourvu que ce fut à 20 lieues de Laon. Il choisit Paris, et vint demeurer sur la paroisse de S. Jacques du Haut-Pas. C'est là qu'après avoir mené une vie de retraite et de piété il consumma son sacrifice après avoir reçu ses Sacramens, le 11 Décembre 1723. Il fut enterré dans le Cimetière, auprès de M. Dagneau, Doyen et de MM. Le Leu, Chanoines (*Nouv. Eccl. du 24 Janvier 1730*).

Idem, t. I, p. 139-140.

X

M. CARLIER, Curé

Monsieur Carlier, curé d'Oisy (2), étoit un excellent prêtre que l'humilité, la douceur et la simplicité chrétienne ont rendu recommandable. Il étoit Appellant et Réappellant de la Bulle ; cependant à l'arrivée de M. de la Fare, il eut la faiblesse de signer le Formulaire, faute qu'il a réparée non-seulement par sa persévérance dans ses Appels, mais en particulier par une Lettre qu'il écrivit à ce sujet à M. l'Evêque de Montpellier ; par son adhésion à la cause de

(1) L'auteur a sans doute voulu dire M. de S. Albin.

(2) Oisy, en Thiérache, cant. de Wassigny, arrond. de Vervins.

M. de Senez, et surtout par une explication de sa signature au Synode du 20 Juin 1729 ; ce qui lui attira des menaces, et, peu après une procédure inique et informé qui le dépouilla de sa Cure au mois de Mars 1730. Il vint à Paris, où il trouva des ressources dans la charité des amis de la Vérité. Il demeuroit sur la paroisse S. Médard, y vivant dans la retraite et les exercices de la piété, lorsqu'il fut attaqué d'hydropisie. Il mourut, muni des Sacrements, le 17 août 1731, et fut enterré dans le petit Cimetière (1) (*Nouv. Eccl. du 24 Janv. 1732*).

Idem. t. I, p. 170.

XI

M. LE NAIN, Chanoine de Laon.

Monsieur Claude-Mathieu Le Nain, Prêtre, Licencié en Théologie de la Faculté de Paris, et Chanoine de la Cathédrale de Laon, étoit très-recommandable pour ses bonnes qualités. Il avoit été Curé pendant dix ans, de S. Remy à Laon, où il s'étoit distingué par ses lumières et par son application au bien de cette Paroisse. Il étoit Appellant et Réappellant de la Bulle, ce qui le fit exclure du Chœur et du Chapitre en 1722, et ensuite exiler à dix lieues du Diocèse. Il se retira chez son frère à Châlons-sur-Marne, mais M. de Tavannes, qui en étoit Evêque, ne l'y pouvant souffrir, il fut obligé de se réfugier à Troyes, où l'Evêque le reçut avec bonté, et l'employa avec plaisir. Il mourut d'apoplexie le sept janvier 1735, âgé de 70 ans (*Nouv. Eccl. du 3 mars 1736*).

Idem. t. I, p. 251.

XII

M. GOUGE, Curé.

Jean-Jacques Gouge, curé de Saint-Jean à Laon, fut élevé à Paris dans la célèbre communauté de Sainte-Barbe, où ses succès dans l'étude et dans la piété le firent placer au rang des Maîtres. La délicatesse de son tempérament l'ayant obligé d'en sortir, il fut placé, toujours à Paris, au collège de Laon, où il fut grand boursier. Il faisoit ses études en Sorbonne, et étoit près d'entrer en licence quand il fut nommé à une cure considérable du diocèse de Laon, qu'il permuta pour celle de Saint-Jean à Laon même. Il remplit ses fonctions avec édification et avec zèle. Il étoit le seul Appellant de la ville actuellement en place, lorsque M. de la Fare chercha à le tracasser. Il en trouva une occasion en 1726,

(1) Les marguilliers voulurent qu'il reposât à côté du diac e Paris, « dont son éminente vertu le rapprochait » (*Nécrologe des Appellans et Opposans à la Bulle Unigenitus*, p. 565-567).

au sujet du refus de la communion paschale que ce curé fit à un de ces paroissiens, qui n'étoit pas en règle suivant le manuel du diocèse : il le fit poursuivre par son official ; mais doutant de la réussite de son projet, il prit le parti le plus sûr, qui étoit de lui faire signifier une lettre de cachet qu'il avoit obtenu pour l'exiler à trente lieues du diocèse. M. Gouge vint à Paris, où il termina saintement sa carrière le 15 Juin 1737 (*Nouv. Eccl. du 18 Mars 1738*).

Idem, t I, p. 307.

XIII

M. LE LEU, Chanoine et Pénitencier de Laon.

Monsieur Jean-Marie Le Leu, chanoine et pénitencier de l'Eglise de Laon, issu d'une famille de Saints, fut élevé à Paris dans la communauté de Sainte-Barbe. M. Durieux le décida à entrer dans l'état ecclésiastique. Après ses études en Sorbonne il prit le degré de bachelier, et retourna ensuite dans sa patrie, où il s'occupa jusqu'à ce qu'il fût prêtre à faire des catéchismes. Son évêque, M. de Clermont, lui donna la cure d'Aubenton qu'il gouverna dignement, et trois ans après, ce prélat le fit curé d'une des principales paroisses de Laon (1), où son exactitude l'exposa à de grandes épreuves. Il devint ensuite chanoine et pénitencier de la Cathédrale. Comme il étoit appellant, réappellant, et adhérent à M. de Sénez, M. de Saint-Albin à qui il étoit odieux le dépouilla de la fonction de pénitencier, et le fit exclure du chapitre et du chœur en sa présence. M. de la Fare l'ayant fait exiler hors du diocèse, il se retira à Paris, où il vécut dans la retraite, la piété et la pénitence. Il mourut plein de mérites le 27 Mars 1742, âgé de 67 ans. Il fut inhumé dans le cimetière de Saint-Etienne-du-Mont sa paroisse. Son chapitre refusa de faire un service pour lui (*Nouv. Eccl. du 24 Janvier 1730, du 9 septembre 1742, et du 28 février 1743*).

Idem, t. II, p. 9.

XIV

M. LELEU, Chanoine de Laon.

M. André-Remi Leleu, prêtre, chanoine de la cathédrale de Laon, mérita comme ses frères de souffrir persécution pour la justice. Son opposition à la Bulle, dont il étoit appellant, fut cause qu'il fut exilé hors du diocèse. Réuni à Paris avec son frère le pénitencier, et une digne sœur qui mourut en décembre 1741, ils vivoient dans une grande retraite, étant l'édification de tous ceux qui les connoissoient. Celui-ci étoit très pénitent. Il donna jusqu'au dernier soupir

(1) La paroisse Saint-Remi-Place, dont l'église est aujourd'hui transformée en théâtre.

des marques de la délicatesse de sa conscience et de son attachement sincère à la Vérité ; il étoit aussi réappellant et adhérent à M. de Sénez. Il mourut sur la paroisse de Saint-Etienne-du-Mont, muni des Sacrements, le 3 octobre 1742, âgé de 77 ans (*Nouv. Eccl. du 24 Janvier 1730, du 9 Septembre 1742, et du 28 Février 1743*).

Idem. t. II, p. 29.

XV

M. BOTTÉE, Curé.

Monsieur François Bottée, Docteur en Théologie de la Faculté de Paris, et Curé de Poilly (1), Diocèse de Laon, fit d'abord ses humanités à Sainte-Barbe à Paris, puis il eut une bourse au Collège de Laon ; ce qui lui procura les moyens de faire sa Philosophie et sa Théologie dans l'Université jusqu'au Doctorat inclusivement. Il fut quelque temps Aumônier de Madame la Princesse d'Harcourt, et en 1715 il fut nommé à la Cure de Poilly. Ayant appelé de la Bulle en 1718, il fut vivement attaqué par Messieurs de S. Albin et de la Fare, successivement Evêque de Laon ; mais ce digne Pasteur fut toujours inébranlable. Une Lettre de cachet l'ayant banni du Diocèse en 1737, il se retira à Paris sur la Paroisse de Saint-André-des-Arts, jusqu'à l'arrivée de M. Léger, qui ne voulut point lui laisser dire la Messe dans sa Paroisse. Dans la suite il se fixa dans la Paroisse de Saint-Brix au Diocèse d'Auxerre. Il y mourut plein de mérites, après avoir reçu ses Sacrements, le 1^{er} Mai 1748 (*Nouv. Eccl. du 16 Janvier 1751*).

Idem. t. II, p. 169.

XVI

M. CADRY, ancien Théologal de Laon.

Monsieur Jean-Baptiste Cadry, dit Darcy, Prêtre, Docteur en Théologie, ancien Théologal de Laon, naquit à Trez, Bourg du Diocèse d'Aix. Il reçut sa première éducation sous les yeux d'un oncle paternel, Supérieur du célèbre Séminaire du Cardinal Grimaldi, que les Jésuites sont venus à bout de renverser en 1710. Les bons sujets en ayant été expulsés, M. Cadry, qui étoit déjà Prêtre et Docteur, se réfugia à Paris, où son mérite et sur-tout son talent pour annoncer la Parole de Dieu, le fit choisir pour remplir la place de Vicaire de la Paroisse de S. Etienne-du-Mont, sous le P. Subtil qui en étoit Curé. Les Prônes qu'il fit eurent une telle réputation, qu'on venoit de tous côtés pour les entendre.

(1) Pouilly-sur-Serre, cant. de Crécy-sur-Serre, arrond. de Laon.

Ce fut lui qui, en 1716, dressa la Lettre du Clergé de Saint-Etienne pour détourner le Cardinal de Noailles de tout accommodement. Quelque temps après il passa à Saint-Paul encore en qualité de Vicaire, où ses talents parurent sur un plus grand Théâtre ; mais il avoit des Voisins à qui il devint bientôt plus que suspect. Un Prône qu'il fit en 1718 sur l'Appel du Cardinal de Noailles le rendit odieux aux Jésuites, qui conjurèrent sa perte. L'Evêque de Laon, L. de Clermont, le mit à couvert de l'orage, en lui donnant la Théologale de son Eglise, et M. Cadry n'y fut pas moins goûté qu'à Paris. En 1721 ce digne Théologal fut une des premières victimes de M. de Saint-Albin, et le refus qu'il fit de signer le Formulaire servit de prétexte. Par les soins de M. de Ségur, alors Grand-Vicaire, le Procès fut fait militairement au Théologal, et à deux vénérables Curés de Rheims, le Père Maillet, de l'Oratoire, et M. Gudvert ; ils furent tous trois privés de leurs Bénéfices, et interdits de toutes fonctions des saints Ordres, M. Cadry fut obligé de revenir à Paris, où il s'occupa dans la retraite à composer divers ouvrages très intéressans, dont le dernier fut des *Observations Théologiques et Morales* contre les impiétés du P. Berruyer, Jésuite. Il s'étoit retiré à Palaiseau, mais il n'y fut pas toujours tranquille, non plus qu'à Paris ; ce qui le détermina à se retirer à Regennes, et il devint l'Homme de confiance, le Conseil, l'Ami et le Théologien de M. d'Auxerre. Après la mort de ce Prélat il se confina entièrement à Savigni à quatre lieues de Paris, où il suivit jusqu'à la fin de sa vie son attrait pour le travail. Ce respectable Prêtre mourut le 25 novembre 1756, âgé de 76 ans (*Nouv. Eccl. du 20 Mars 1757.*)

Idem, t. II, p. 371-372.

XVII

M. BUGNIATRE, Chanoine de Laon.

Monsieur Nicolas-Claude Bugniatre de Thévigni, Prêtre, Docteur de Sorbonne, Chanoine-Ecolâtre, et Sous-Trésorier de l'Eglise de Laon, Doyen des Conseillers du Bailliage et Siège Présidial de la même Ville, naquit à Laon en 1676. Ses Parents qui étoient bien Chrétiens l'offrirent à Dieu comme les prémices de leur mariage, et secondèrent par une bonne éducation ses heureuses dispositions pour les sciences et pour la piété. M. le Cardinal d'Estrées, Evêque de Laon, ne fit point de difficultés de lui donner la Tonsure dès l'âge de dix ans. Ayant fini ses premières classes à Laon, il vint faire sa Philosophie à Paris, et il se mit au Séminaire de Saint-Magloire pour faire son cours de Théologie en Sorbonne. De retour à Laon après sa Licence, M. de Clermont lui conféra une Prébende de sa Cathédrale, M. Bugniatre élevé au Sacerdoce en 1702, revint à Paris, et prit le Bonnet de Docteur. Plusieurs Evêques tentèrent de l'acquérir pour leurs Diocèses, mais il fut ferme à se fixer à son Eglise, et à sa Patrie. Il y édifia constamment par une conduite uniforme, une vie de retraite, un air de sagesse et de modestie qui accompagnoit toutes ses actions, et une application continuelle à l'étude des Saintes Ecritures, et des Pères. Après la mort de son Père, il lui succéda dans la Charge de Conseiller au Présidial. Ce nouveau titre ne déranger rien dans son plan de vie, et malgré la multitude de ses occupa-

tions, il trouvoit encore le tems de tenir chez lui des Conférences sur les Matières Ecclésiastiques et Civiles. En 1711, le refus de signer le Formulaire le prive du Doyenné de la Cathédrale. Son zèle pour la Vérité parut en 1718 au sujet de l'Appel de la Bulle du Diocèse, auquel il eut une grande part. M. de S. Albin, placé pour bouleverser le Diocèse, fit signifier à M. Bugniatre une Lettre de cachet en 1722, qui lui défendoit de se trouver au Chapitre ; et peu de temps après une autre qui lui interdisoit l'entrée du Chœur. M. de la Fare frappa le dernier coup par une troisième Lettre de cachet, qui exila ce bon Chanoine hors du Diocèse. Il se retira à Paris, et prit au bout de quelques années un logement dans l'extérieur de l'Abbaye de Saint-Victor, où il édifia par sa piété et sa grande charité pour les Pauvres. Environ un an avant sa mort une espèce d'attaque de paralysie le retint au lit jusqu'au mois d'avril 1759. Une fluxion de poitrine l'emporta alors en moins de quinze jours, le 25 avril 1759, à l'âge de 83 ans. Il fut enterré honorablement dans le Cimetière de l'Abbaye. (*Nouv. Eccl. du 3 Déc. 1759*).

Idem, t. II, p. 417-418.

XVIII

M. BOURGEOIS, Chanoine de Laon.

Monsieur Bourgeois, Chanoine de la Cathédrale de Laon en Picardie, fut un de ces hommes sur qui le public n'a d'ordinaire qu'un sentiment. C'étoit un excellent Prêtre, à qui tous ceux qui le connoissoient particulièrement, appliquoient ces paroles de l'Ecriture, en parlant de Job, *vir bonus, simplex ac timens Deum* ; cet homme étoit simple et droit de cœur : il craignoit Dieu et fuyoit le mal, C. 1. v. 1.

Ses lumières et sa grande piété le faisoient estimer de ses ennemis mêmes ; c'est ce qu'il a été aisé de vérifier dans la ville de Laon, comme dans tout le diocèse. Il avoit été près de vingt ans Curé d'une Paroisse considérable, où le souvenir de son tendre amour pour les pauvres, de ses travaux et de sa vie pénitente, ne s'effacera jamais. Il y ruina sa santé, et feu M. de Clermont son évêque l'en tira, pour le faire Chanoine ; mais la sollicitude pastorale ne fit que changer de forme à son égard. Le Prélat l'engagea à confesser, et le Canoniat ne devint un repos pour lui, que sous M. de S. Albin qui lui ôta les pouvoirs, au grand regret et au préjudice des personnes qui avoient confiance en lui. Il fut aussi exclu du Chapitre, et du Chœur en présence de l'Evêque.

Il avoit mérité tous ces traitemens injustes à cause de son attachement à la Vérité. Dès qu'il la vit attaquée et condamnée dans la Bulle *Unigenitus*, et aussitôt qu'elle parut, il ne cessa de multiplier les témoignages qu'elle exigeoit de lui, par son Appel, son Réappel, son adhésion à MM. de Senez et de Montpellier et plus encore par ses souffrances. Car M. de la Fare, successeur de M. de S. Albin, n'en adoucît pas l'amertume. En trois ans il lui fit faire trois Motions canoniques pour la signature du Formulaire, et ne le traita jamais, soit de vive voix, soit par écrit, que d'hérétique, schismatique, excommunié.

Enfin au mois de Juin 1730, ce Chanoine, quoiqu'accablé de plusieurs mala-

dies aiguës, dont il est plus aisé d'imaginer les douleurs, que la patience avec laquelle il les souffroit, fut encore privé de son Bénéfice par sentence de l'Officialité. Pressé par ses amis, il eut recours au Parlement, qui par un arrêt de défense le maintint en possession jusqu'à sa mort, qui n'étoit pas éloignée. Les infirmités de la gravelle et de la pierre, dont il étoit attaqué depuis long-tems, l'obligèrent de se retirer à Bièvres (1), où il avoit une maison de campagne.

Le Curé du lieu étant tombé malade les vendanges de cette année, le pria de desservir son Eglise. Comme si le Chanoine eut été quatre mois après moins Catholique qu'il n'étoit en desservant la Cure, ce même Curé dans sa dernière maladie lui refusa les Sacremens. Ceux qui l'ont assisté dans ses derniers momens, et qui furent témoins du refus, uniquement fait parce que l'Evêque l'avoit défendu, remarquèrent que sa confiance en Jésus-Christ augmentoit, à proportion qu'il étoit abandonné des hommes. Il redoubloit ses prières aux approches de la mort ; et après avoir récité lui-même les prières des agonisans avec ceux qui étoient autour de lui, il s'endormit dans le Seigneur, âgé d'environ soixante-six ans. Quand la cause de la Vérité perd de pareils défenseurs sur la terre, elle acquiert des intercesseurs dans le Ciel.

C'est néanmoins pour un tel Ministre de Jésus-Christ, que les Grands-Vicaires refusèrent au Curé de Bièvres une permission par écrit de l'inhumér ; mais le Doyen, aussi Grand-Vicaire, le donna, sans doute parce que les Chanoines vouloient faire venir le corps, pour lui rendre dans leur Eglise les honneurs qui lui étoient dus. Les trois quarts des Chanoines furent bien fâchés qu'on ne l'eût pas amené en ville pour cela.

M. Bourgeois avoit eu la précaution dès le 6 octobre 1728 d'écrire et de signer une Profession de Foi, qu'il demanda qu'on rendit publique, *pour fermer la bouche à ses ennemis*, c'est-à-dire à ceux de la Vérité, car il n'en avoit point d'autres. Comme il est bon de conserver à la postérité des témoignages si précieux de la pureté de la foi de ceux à qui l'on refuse aujourd'hui les Sacramens à la mort, voici les derniers sentimens de ce serviteur de Dieu, extraits de l'Acte original.

» . . . Prêt à paroître devant Dieu, je déclare que je crois tous les articles
» de la Foi Catholique ; je crois toutes les décisions de l'Eglise universelle ; je
» confesse que la doctrine révélée et transmise jusqu'à nous par la Tradition, a
» toujours été enseignée et prêchée, nonobstant les troubles excités et les obs-
» curités répandues sur les vérités, par les ennemis que le S. Esprit avoit prédit
» devoir s'élever dans l'Eglise. Je condamne notamment toutes les erreurs con-
» tenues dans les cinq Propositions (attribuées à Jansenius) : mais comme
» l'Eglise n'a point reçu de Jésus-Christ l'infailibilité dans les faits non révélés,
» je n'ai pu souscrire le Formulaire sans distinction, et sans mettre à couvert
» les vérités de la Grâce et de la Prédestination gratuite, que les ennemis de ces
» mêmes vérités avoient voulu envelopper dans la condamnation des cinq Pro-
» positions, en restreignant le sens de ces Propositions à celui de Jansenius.
» Enfin je déclare que je persiste dans l'Appel que j'ai interjeté de la Bulle
» *Unigenitus* avec feu M. de Clermont, mon Evêque, parce qu'elle condamne
» des vérités essentielles, que Jésus-Christ a enseignées à son Eglise, et
» qu'une Tradition non interrompue nous a appris avoir été dictées par le
» S. Esprit. »

Il mourut le 12 Janvier 1731, Agé d'environ 66 ans, comme on a déjà dit.

(1) Cant. et arrond. de Laon.

Voyez les N. N. Eccles. du 5 Avril, et du 8 mars 1731.

PRATIQUE. » Quoi ! dit Jésus-Christ, Dieu ne feroit pas justice à ses Elus, qui » crient à lui jour et nuit ; et il souffriroit toujours qu'on les opprime ? » (1) Ceux qui ne connoissent aussi d'autre délivrance que celle de la misère présente : ceux qui comptent pour rien les biens et les maux de ce siècle, triomphent, par l'espérance, du triomphe même des impies.

PRIÈRE. Pour prier en élu, Seigneur, donnez-nous une prière qui soit un cri par sa force, sa ferveur et son élévation vers vous ; faites encore qu'elle soit persévérante et continue.

Nécrologe des Appellans et Opposans à la Bulle Unigenitus, de l'un et l'autre Sexe, avec des Pratiques et des Prières à chaque Article, Paris, 1755, p. 482-486.

XIX

M. TILORIER, Chanoine de Laon.

M. Tilorier, Chanoine de la Cathédrale depuis environ 45 ans, mourut le 5 juin d'une attaque d'apoplexie, après avoir édifié son Chapitre par son assiduité à l'Office, sa charité pour les pauvres, son attachement à la bonne Discipline dont il étoit très instruit, et une grande humilité qui l'avoit fait rester dans le rang de Souddiaque. Dès le mois de Février M. l'Evêque l'avoit fait exiler à 10 lieues du diocèse par une Lettre de Cachet, que ses infirmités l'empêchèrent d'exécuter. Il l'a visité pendant sa dernière maladie, pour tirer de lui une acceptation de la B. ou quelque chose qui en eût l'air : il employa pour cela ses arguments ordinaires, des menaces de le priver des Sacremens et de la Sépulture Eccl. ajoutant patétiquement, *Vous serez damné, M. Tilorier, vous serez damné* : à quoi le malade ne répondit rien, soit qu'il ne voulût pas, soit qu'il ne le pût pas, comme le cru le Prélat. La fille qui le gardoit eut sa part de l'exhortation : *Tu es enfarinée, lui disait-il ? Es-tu soumise aux dernières décisions ? Sais-tu que, si je donnois les Sacremens à M. Tilorier, ce seroit comme si je les donnois à un Huguenot ?* expression dont l'énergie ne diminua en rien l'estime que cette fille avoit pour le Chan. ni même la joie qu'elle ressentait de sa résistance.

Cependant sur ce que le malade avoit témoigné à un de ses Confreres son vif attachement à l'Eglise, M. de la Fare eut une disposition momentanée de lui accorder les Sacr. Mais cette lueur d'équité fut bientôt dissipée par un faux prétexte : il prétendit que M. Til. menacé de la damnation lui avait répondu, *Qu'importe ?* calomnie qu'il n'osa pas soutenir à une parente du Chanoine, qui nia crûment le fait. Enfin M. de Laon ne vouloit pas que l'enterrement se fit avec les cérémonies accoutumées : mais le Chapitre passa outre ; il n'y eut rien d'extraordinaire, sinon que quelques Chanoines n'y assistèrent point, non plus que les Cordeliers, qui s'en excusèrent sur les défenses du Prélat. Celui-ci le lendemain de la mort du Chanoine, à 8 h. du matin, donna audience de son lit à la Garde dont il est parlé ci-dessus. Il lui reprocha vivement la charité qu'elle avoit exercée envers le défunt pendant sa maladie. *Sans doute, ajouta-t-il, tu feras bientôt une Neuvaine à son tombeau.*

Extrait des *Nouvelles Ecclésiastiques* pour 1731. Bibl. de Soissons, Coll. Périn, n° 6322.

(1) Luc, 18, 7.

Quelques Bibliophiles du Pays Laonnois

ET LEURS EX-LIBRIS

L'Ex-libris (1) manuscrit, c'est-à-dire le nom du propriétaire d'un livre, inscrit de sa propre main sur le titre, ou la page de garde, a dû exister de tout temps.

L'usage de l'ex-libris imprimé remonte au xvi^e siècle. Cette petite vignette, servant à marquer la propriété d'un volume, se colle généralement au verso du premier plat de la reliure. Mais, si la chose est déjà vieille de quatre cents ans, le nom « ex-libris » que nous lui donnons, d'après les deux mots qu'on y rencontre ordinairement, paraît tout à fait moderne.

Existait-il en 1844 ? C'est douteux ; le baron de Reiffenberg qui écrivait, à cette époque, dans le *Bulletin du bibliophile belge*, un article sur les objets qui nous occupent, les appelle « marques et devises mises sur leurs livres, par les amateurs ».

En 1873, un libraire de la rue de Clichy, le premier qui en fit ouvertement le commerce, se croyait obligé d'expliquer au public, dans ses annonces, ce que c'était qu'un « ex-libris ». (2).

Depuis une vingtaine d'années, les collectionneurs se livrent avec ardeur, à la recherche de ces petits morceaux de papier. Il s'en faut de beaucoup cependant qu'ils soient tous d'un égal intérêt.

Les anciens ex-libris surtout sont attrayants ; le plus grand nombre présentent une véritable valeur artistique et, pour cette

(1) Le mot « Ex-libris » signifie littéralement « des livres », ou « faisant partie des livres ».

(2) J.-C. Wiggishoff. *Les ex-libris modernes*. Lefebvre-Ducrocq. Lille, 1907. — In-4°.

raison, atteignent des prix considérables, dans les ventes publiques faites à l'hôtel Drouot. De plus, ces petites vignettes sont précieuses pour l'historien, l'héraldiste et le généalogiste, dont elles éclairent les travaux.

Rien n'est plus attrayant, pour le collectionneur qui trouve un ex-libris, que de chercher à connaître son histoire, ou, plutôt, celle du livre où il est collé et le « curriculum vitæ » de son propriétaire.

Il arrive aussi fréquemment que ces marques ne portent pas le nom du bibliophile auquel elles appartenaient, alors elles sont anonymes, et se composent d'armoiries difficiles à identifier, ou d'emblèmes énigmatiques qui excitent vivement la curiosité du chercheur. Aussi les ouvrages, ayant pour objet de guider les amateurs dans leurs investigations, se sont-ils multipliés depuis une dizaine d'années.

Toutes ces considérations nous ont engagé à rechercher, pour les grouper en un travail important, tous les *ex-libris et fers de reliure des bibliophiles laonnois anciens et modernes* ; nous entendons, ici, tous les amateurs dont les familles sont originaires du pays ou bien, ceux qui se fixèrent dans notre région et y possédèrent des propriétés, ou ceux, enfin, que leurs charges appelèrent à y résider un certain temps.

Cette petite étude est le résultat de nos premières recherches. Elle permettra de suivre l'ex-libris, dans ces diverses transformations, à travers les trois derniers siècles et sera, en même temps, une occasion de fixer la biographie de personnages du Laonnois, souvent peu connus.

Voici d'abord deux pièces qui paraissent dater du milieu du dix-septième siècle.

Gérard de BIGNICOURT

On voit sur cet ex-libris anonyme (1) dont la gravure est très fine et non signée, un blason (*d'azur à la fasce d'argent, chargée*

(1) Cet ex-libris, très rare, se trouve sur un volume de la Bibliothèque de Brienne (Marne). Communication de M. de Puisieux.

de trois merlettes de sable) surmonté d'un casque de face, duquel dévalent de superbes lambrequins qui encadrent l'écu jusqu'à sa pointe. (Fig. 1.)

Ce sont les armes de la famille de Bignicourt et il faut attribuer cette pièce à Gérard de Bignicourt, écuyer, sieur de Bussy,

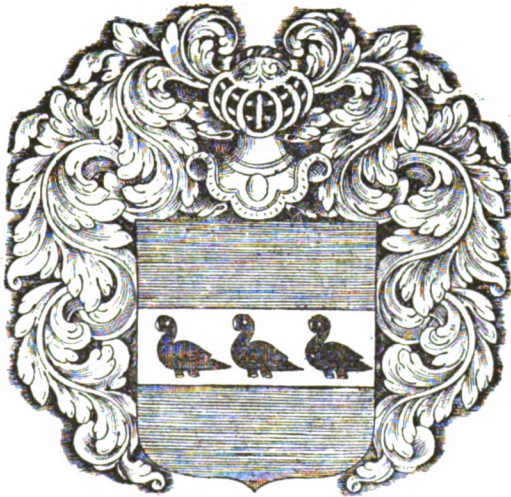


Fig. 1

receveur des décimes au diocèse de Reims, maître des eaux et forêts et capitaine des chasses, au bailliage de Vermandois.

Gérard appartenait à une ancienne famille rémoise dont la généalogie remonte à Jacques Bignicourt (1) marchand dans cette ville au *xv^e* siècle. Il était né en 1623 du mariage de Christophe Bignicourt, receveur des décimes à Reims, et d'Isabeau Coquebert d'Acy. Il contracta un riche mariage en 1656, en épousant damoiselle Anne de la Salle, fille d'un bourgeois de Reims et d'Antoinette Coquebert, qui lui apportait en dot dix-huit mille livres tournois.

(1) Gérard descendait au sixième degré de ce Jacques ; il avait un oncle chevalier de Malte, et une tante mariée à Jean Colbert, Seigneur du Terron, grand-oncle du grand Colbert. (Cabinet des titres, dossiers bleus. 95.)

Il obtint en 1692 un office de conseiller secrétaire du roi qui lui donna la noblesse héréditaire, et, à partir de cette époque, il se qualifie vicomte de Chesnay et Merfy.

Une amusante lettre, qu'il adressait à d'Hozier (1), montre qu'il était modeste et ne manquait pas d'esprit. Il consulte le célèbre juge d'armes, sur la manière « dont il peut, exempt de
« critique poser ses armoiries à la clé de voûte d'un beau mor-
« ceau d'architecture dont il fait la dépense. Nombre de secré-
« taires du Roi, écrit-il, qui ont porté toute leur vie la serpillière,
« ornement de la marchandise qu'ils ont professée, ne se font pas
« faute de faire leurs armes avec la couronne de comte à neuf
« perles, supports et cymier ». Il ne veut pas les imiter, mais il fait remarquer à son correspondant que ses parents ont toujours vécu noblement dans les charges de receveurs de décimes, de prévôt provincial des mareschaux et de capitaines des chasses et qu'ils ont toujours surmonté leur blason d'un casque de face. Il se demande donc s'il n'est pas en droit « de jouir des attributs des barons du Royaume ».

Nous ne savons ce que lui répondit d'Hozier, mais ce qui est certain c'est que, sur le cachet qui ferme cette lettre, les armes de M. de Bignicourt sont timbrées de la couronne de Vicomte à laquelle lui donnait droit sa seigneurie de Merfy.

Il mourut le 29 juin 1702, ayant eu une douzaine d'enfants, parmi lesquels six filles qui entrèrent en religion, et une autre, Marie-Anne, qui épousa Simon l'Espagnol, sieur de Villette.

Le seul fils qui survécut, Christophe Remy (2), hérita des seigneuries paternelles et se qualifia Seigneur de Chambly. Toute sa postérité vécut à Laon et dans le Laonnois à Œuilly, Presles-et-Thierny, Anizy-le-Château, etc., prenant alliance chez les le

(1) Lettre à *Monsieur Dozier*, en son hôtel, rue Saint-Avoye, vis-à-vis la rue de Bracq, à Paris. Datée de Reims, le 10 juillet 1696, signée : *de Bignicourt de Bussy, vicomte de Merfy* (Cabinet des titres, cabinet d'Hozier. 45),

(2) Il épousa Nicole Rogier de Ludes en 1697 et mourut en 1727. — Nous avons trouvé beaucoup de ces renseignements dans les preuves de noblesse d'un petit-fils de Gérard pour les chevaliers-légers (Bibliothèque nationale. Cabinet des titres. Chérin 26.)

Carlier, de Blois, de Beffroy, Lafont de Lannoy, Dagneau de Richecour et s'y perpétua jusqu'à nos jours.

Le style de cet ex-libris laisse supposer qu'il fut gravé au milieu du ^{xvii}^e siècle, c'est-à-dire au moment du mariage de M. de Bignicourt et à une époque, où il ne songeait pas encore à remplacer le casque de son écu par un tortil de baron.

Le second ex-libris du même style qui appelle notre attention est signé d'un célèbre graveur du ^{xvii}^e siècle, Jean Collin.

Jean-Baptiste de BRODART

Cette pièce (fig. 2) anonyme comme la précédente, est

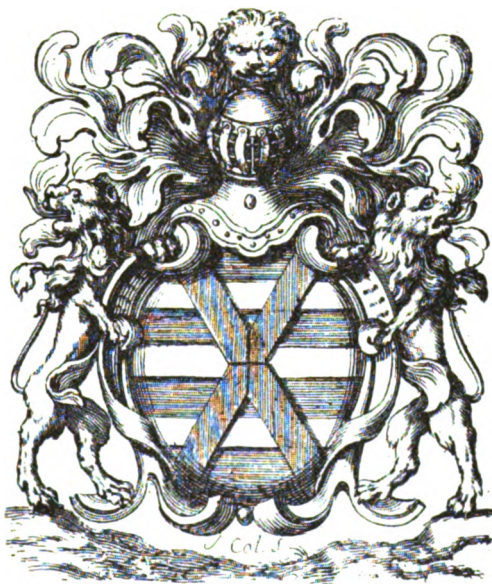


Fig. 2

armes bien connues de la famille Brodard, *d'azur à trois fascés d'argent, au sautoir de gueules brochant sur le tout* ; nous sommes parvenus à découvrir celui de ses membres auquel on peut attribuer, avec le plus de vraisemblance, ce bel ex-libris.

Les Brodart, originaires du pays ardennais (1) se répandirent en Champagne et en Laonnois. D'après les preuves de noblesse que plusieurs de ce nom firent au xvii^e siècle, le premier auquel où remonta la filiation, fut Jehan Brodart, homme d'armes des ordonnances de la compagnie du seigneur de Sedan, marié, en 1500, à Rose de Villiers. Sa descendance se divisa en nombreux rameaux : l'un continua la famille en Rethelois et en Champagne, l'autre se fixa en Laonnois où ses membres possédèrent le vicomté de Landifay, le vinage de Nouvion et Laval, et les seigneuries de Quincy-Basse, Vaudesson, Saint-Guislain, etc... aux alentours de Coucy-le-Château (2).

Le bibliophile de cette famille auquel semble avoir appartenu cet ex-libris, doit être Jean-Baptiste de Brodart, écuyer, Seigneur de Boulan, Escly, Seuil, le Fay et autres lieux.

Bien que fils d'un modeste receveur des tailles à Rethel, il parvint à une belle situation de fortune. Il fut d'abord commissaire général de la marine et des armées navales, puis, par brevet du 17 janvier 1675, intendant général des galères de France. Il quitta alors la marine pour entrer à la Chambre des Comptes et fut nommé, le 17 mai 1688, maître ordinaire des requêtes.

Jean-Baptiste Brodart épousa Marie Bailly, mais nous ne savons s'il en eut postérité. Ajoutons qu'il était cousin germain de Françoise de Brodart, femme de Charles III du Glas, Seigneur d'Arrancy, dont le fils fut reçu à Malte en 1680, en remontant la généalogie de sa famille maternelle jusqu'à Michel Brodart, vivant en 1440 (3). Cet ex-libris est assez rare et très apprécié des collectionneurs à cause de sa finesse.

A l'approche du xviii^e siècle, l'ex-libris devient moins sévère et s'il est encore purement héraldique, il n'en revêt pas moins une ornementation plus capricieuse.

(1) On trouve à la Bibliothèque nationale la généalogie produite en 1697, devant Larcher, intendant de Champagne (Cabinet des titres *Dossiers bleus* 138, et *Nouveau d'Hozier*, 70.)

(2) On voit encore aujourd'hui dans l'église de cette petite ville, la pierre tombale de François-Maurice de Brodart, lieutenant de roi à Coucy. Ses armes sont sculptées sur sa tombe avec celles de sa femme, Anne-Marie-Thérèse d'Origny, morte en 1783.

(3) Preuves de Malte de Joseph-Hyacinthe du Glas, au château d'Arrancy.

Nous n'avons malheureusement retrouvé, pour cette époque, qu'une pièce très mutilée. C'est ce qu'il reste de l'ex-libris de Philbert-Antoine Bellotte, au Cabinet des titres dans un volume des pièces originales (1).

Philbert-Antoine BELLOTTE de PRÉCY

Cet ex-libris (Fig. 3.) fut découpé, de façon à ne laisser subsister que le blason (*de gueules, à un loup rampant au naturel, et une fasce d'or brochant sur le tout*) dans son cartouche très orné, puis collé sur une feuille de papier blanc, pour la présentation à l'*Armorial Général* (2). On lit au-dessous, en quelques lignes manuscrites, le nom de son propriétaire.

Messire Philbert-Antoine Bellotte de Précý, écuyer, baron d'Aubilly, seigneur de Forzy-le-Bailly et de Muire, trésorier de France en la généralité de Soissons et gentilhomme ordinaire du roi, était fils de Jean-Jacques Bellotte, d'abord bourgeois, élu en l'élection de Laon, puis gentilhomme ordinaire du roi, et de Marie La Gault. Il appartenait à une famille considérable de la bourgeoisie laonnoise qui est éteinte aujourd'hui et tombée dans l'oubli. Cependant, pendant trois siècles, les Bellotte furent constamment mêlés à l'histoire de leur ville et donnèrent un grand nombre de personnages distingués : magistrats intègres, savants érudits, prêtres éminents qui se signalèrent par « leur « grande probité, leur piété sincère, leurs vertus admirables et « leur inépuisable charité », comme se sont plu à le reconnaître leurs contemporains (3).

L'auteur de cette famille fut Simon Bellotte, marchand mercier à Laon, au milieu du xvi^e siècle, qui tenait boutique, sur

(1) Pièces originales, volume 281. Dossier Bellotte, fo 9.

(2) D'Hozier avait spécifié qu'il était inutile de présenter à l'enregistrement, des armes avec couronne et supports, parce que ceux-ci ne seraient pas enregistrés. C'est ce qui explique pourquoi M. de Précý découpa si maladroitement son ex-libris (Cf. B^{on} du Roure de Paulin. *Le Juge d'armes de France*, Paris 1908, in-8, fo 49.)

(3) Dom Grenier : 236 bis, fo^s 585 et 265, fo 221 : — Dom Varoquaux XI. p. 1753-1758.

la place du Bourg, avec sa femme Catherine d'Ambraine (1). Sa postérité se divisa en trois rameaux principaux : celui des Vicomtes de Chevreigny (2) qui s'éteignit au milieu du XVIII^e siècle, en la personne d'un savant chanoine bibliophile, dont il sera question plus loin ; celui des Seigneurs de Précý, qui se termina avec le possesseur de cet ex-libris et sa sœur la Marquise de Chevilly ; enfin le rameau de Vorges et Beautor, qui porta ces seigneuries, dans la famille de Saint-Léger.

M. de Précý fut pourvu de la charge de trésorier de France à



Fig. 3

Soissons en 1678. Il semble d'abord avoir habité cette ville, puis s'être fixé presque complètement à Reims, [en 1691, par suite de son mariage, le 16 octobre 1673, avec damoiselle Barbe de la Salle (3), cousine germaine du Saint, fondateur des Écoles Chrétiennes.

Il était déjà honoré à cette époque de la dignité de gentilhomme ordinaire de la maison du Roi. Il céda sa charge de tré-

(1) Archives de Laon, GG. 44.

(2) L'auteur de ce rameau fut Nicolas Bellotte, lieutenant criminel, l'un des généreux fondateurs du premier hôpital de Laon (*Bull. soc. Acad. de Laon* XVII. p. 73).

(3) Elle était fille de Simon, Seigneur de Lestang et de Vieux-Moulin, fourrier de la grande fauconnerie du roi, et de Rose Maillefer. (*Annuaire de la Noblesse* 1904, p. 198).

sorier de France en 1700 (1), et acquit l'année suivante la baronnie d'Aubilly (2), située aux environs de Reims. Cette seigneurie comprenant une maison forte et une terre considérable, appartenait depuis 1621 à la famille de Flavigny-Renansart. M. de Précý revendit, dans la suite, cette terre importante à Nicolas le Leu, sieur de Cernay, receveur des tailles à Reims, dont la postérité s'est perpétuée jusqu'à nos jours, avec le titre de baron d'Aubilly.

Sa femme et sa fille étant mortes l'une et l'autre en 1705 à un mois de distance, M. de Précý, contracta une seconde alliance, deux ans plus tard, dans une autre noble famille rémoise. Il épousa, le 3 juillet 1708, Jeanne-Henriette Coquebert de Bellecourt-Coulommès (3), dame de Forzy-le-Bailly, et n'eut pas d'enfants.

M. de Précý mourut à Reims, le 8 avril 1721, et fut inhumé dans l'église Saint-Pierre.

Son portrait se trouve à Amiens, chez un de ses arrière-neveux, le marquis de Romance-Mesmon. Notre bibliophile y paraît âgé d'une cinquantaine d'années; la figure est ronde et bien remplie; le front, large et intelligent, est encadré d'une abondante perruque blanche; les yeux sont fins et bons, la bouche spirituelle. Il est drapé dignement dans un ample manteau de velours brun, chargé de broderies d'or et sa main gauche se perd dans les plis d'un gilet richement brodé, d'où s'échappe un fin jabot de dentelles.

Il est fort probable que M. de Précý possédait une belle bibliothèque; sa fortune le lui permettait tout d'abord, puis il était d'une famille où la bibliophilie était très en honneur.

Trois de ses oncles, dont l'un fut chanoine (4), le second

(1) Cette cession eut lieu le 8 août 1700 en faveur de Henri-Armand Gosset, conseiller du roi, élu au Grenier à Sel de Soissons.

(2) Acquisition du 24 janvier 1701, moyennant 2.570 livres, faite à Messire Anne-Claude de Flavigny, vicomte de Renansart et Ribeauville, ancien page du roi et Marie-Anne de la Fitte son épouse. (Adenot, notaire à Reims).

(3) Elle était fille de Charles-André C. de B. écuyer, vicomte de Berthenay, Forsy, Ogny, etc. et d'Anne-Elisabeth du Halleur (*Les Coquebert*, par le vicomte de la Guérivière, Reims 1906, p. 36.)

(4) Hugues Bellotte, chanoine de Notre-Dame de Laon, fut ensuite chartreux et prieur du Val Saint-Pierre. Il mourut en 1640.

doyen (1) de la Cathédrale de Laon et le troisième chevalier de Malte (2), avaient commencé une riche bibliothèque qui resta dans la famille Bellotte. Elle fut « augmentée et perfectionnée » par leurs neveux : Charles-Antoine-François Bellotte, vicomte de Chevreigny, trésorier de France et par le chanoine Nicolas Bellotte « homme docte et studieux, dit dom Grenier (3), qui fut le dernier de son nom, et vendit en 1736, toute la bibliothèque familiale à l'archevêque de Reims, pour en consacrer le prix au soulagement des pauvres ».

Sous Louis XV et Louis XIV, l'art de l'ex-libris est à son apogée ; il est impossible de donner, dans cette étude rapide, une idée des merveilleuses compositions qui furent gravées à cette époque de goût, dont les styles sont si en faveur aujourd'hui. Les pièces laonnoises que nous connaissons, pour cette seconde moitié du XVIII^e siècle, sont peut-être, au point de vue artistique, d'une valeur secondaire, mais la biographie des personnages auxquels elles appartinrent doit retenir notre attention. Ce sont d'abord cinq ex-libris aux armes de la maison de Béthune.

Le Comte de CHAROST.

Les deux premiers sont ceux d'Armand-Joseph de Béthune, sixième duc de Charost, comte de Roucy, né à Versailles en 1738.

Il tenait de sa mère, Marthe-Elisabeth de la Rochefoucault de Roye qui était vidamesse du Laonnois (4), le comté de Roucy, les baronnies de Pierrepont et Nizy, les Seigneuries de Lappion, La Selve, Aulnois, etc... Son père François-Joseph de Béthune, duc

(1) Antoine Bellotte, doyen de la Cathédrale, archidiacre et grand-vicaire de l'évêché, écrivit de savants commentaires sur les rites et usages de l'Eglise de Laon publiés en un fort volume in-f°. Il mourut en 1665 (Melleville, *Histoire de Laon* II. p. 443)

(2) Claude Bellotte, né en 1607, commandeur de Reims et d'Etampes, fut, avec ses frères, l'un des fondateurs à Laon de l'*Association Notre-Dame*, créée pour le soulagement des pauvres.

(3) Bibl. nat. Fonds de Picardie, 236 bis, n° 585.

(4) Cette dame était l'unique héritière de la branche des La Rochefoucault Roye qui vécut deux siècles dans le magnifique domaine de Roucy.

d'Ancenis et Charost, mourut après un an de mariage, laissant à son fils unique une splendide fortune.

Celui-ci, qui devint mestre de camp de cavalerie, lieutenant général de Picardie et gouverneur de Calais, était un grand seigneur philanthrope, comme on disait alors. « Voyez-vous ce petit homme d'une apparence si chétive, disait de lui Louis XV, eh bien ! il nourrit, à lui seul, trois de mes provinces ! ». Charost fonda en effet des asiles pour les orphelins, pour les agriculteurs ruinés par l'incendie ou la grêle, et dépensa ses revenus à donner des gratifications à ses soldats ou à payer des pensions à des officiers pauvres.

Pendant la guerre de sept ans, il fit établir à ses frais, près de Francfort, un hôpital militaire pour enrayer une épidémie qui ravageait les rangs de l'armée française ; après la paix de 1763, il plaça un grand nombre de ces militaires dans ses domaines (1).

Il s'occupait activement d'agriculture et d'économie rurale, sur lesquelles il laissa plusieurs ouvrages.

Ce grand seigneur devait épouser avec enthousiasme les idées nouvelles. Avant le décret sur la contribution patriotique, il fit un don volontaire de 100.000 fr. à la nation et fut l'un des premiers à abolir les droits seigneuriaux dans ses terres. Les certificats qui lui furent délivrés par les comités révolutionnaires le qualifiaient : le *Père de l'Humanité souffrante*. Cela ne l'empêcha pas d'être emprisonné six mois à La Force, pendant la Terreur.

Il fut nommé maire du X^e arrondissement de Paris, en 1799 ; mais l'année suivante son dévouement lui fut fatal. Il gagna la petite vérole en visitant un établissement de sourds-muets, qui était atteint de cette contagion, et mourut le 27 octobre 1800.

M. de Charost était aussi un bibliophile de savoir et de goût. En 1785, il avait fait démolir l'ancien château de Rousy et reconstruire celui qui existe encore aujourd'hui. Il fit aménager dans l'aile gauche du château, à côté de sa chapelle, une vaste bibliothèque où se trouvaient les livres les plus rares et les plus singuliers, surtout en économie politique. Un grand nombre de ces volumes étaient richement reliés à ses armes, surmontées

(1) Melleville. *Notice sur la baronnie de Pierrepont et le comté de Rousy* Laon 1859, p. 75, 76.

d'une couronne ducale, dans un manteau de pair de France (1).

Il se servait aussi de deux ex-libris, finement gravés par Tardieu d'après les dessins de Tharsis.

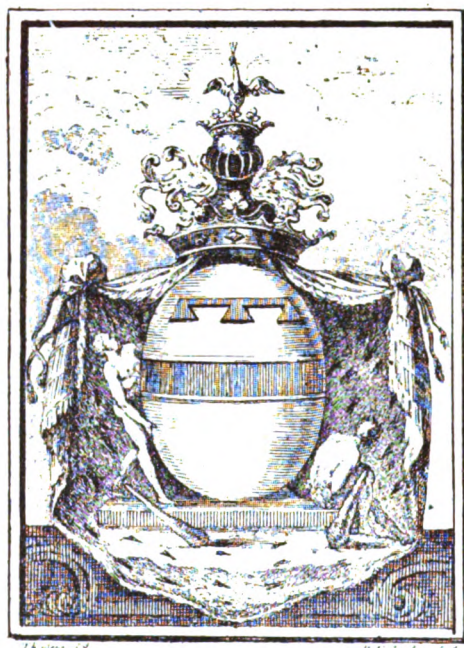


Fig 4

Le premier, (fig. 4), qui est seul signé, mesure (0 m. 06 sur 0 m. 084. Le blason de Béthune (*d'argent, à la fasce de gueules, accompagné d'un lambel du même* que Charost ajoutait comme brisure) est surmonté d'une couronne ducale, de laquelle émerge un casque de face, aux lambrequins fleurdelysés et ayant pour cimier un phénix essorant. Abrisés dans les plis du manteau de pair, deux sauvages, dont l'un est debout et l'autre assis le dos tourné, soutiennent cet écu, formant un joli groupe.

Le second ex-libris, (fig. 5), qui est plus petit 0 m. 031 sur

(1) Guigard. *Armorial des Bibliophiles* II, 57.

o m. 042), rappelle le premier par sa disposition, mais une guirlande de feuillage remplace les tenants de chaque côté de l'écu.

On rencontre fréquemment ces deux ex-libris, ces dernières années, depuis que la bibliothèque du château de Roucy a été dispersée par la vente de ce grand domaine.

M. de Charost s'était marié deux fois ; d'abord en 1700, avec Louise-Suzanne-Edmée Martel, fille du comte de Fontaines-Bolbec, maréchal des camps et armées du Roi, dont il eut deux



Fig. 5

fil. L'aîné mourut au berceau (1) et le second fut décapité tragiquement à vingt-deux ans (2).

M. de Charost se remaria avec une des filles de la duchesse de Tourzel (3), gouvernante des Enfants de France ; il n'en eut pas d'enfants et lui légua sa terre de Roucy.

La duchesse de Charost laissa à son tour ce château à sa nièce Joséphine de Sainte-Aldegonde, comtesse d'Imecourt, dont les petits-enfants viennent de démembrer cette antique demeure, dispersant ainsi les derniers vestiges de la bibliothèque de M. de Charost. Le précieux chartrier de Roucy fut heureusement acquis, en totalité, l'année dernière, par les Archives départementales.

(1) Armand-Maximilien-Paul-François, né en 1764 mort en 1765.

(2) Armand-Louis-François-Edme, né en 1770, eut une vie très-romanesque. On en trouve le récit dans les *Archives historiques et littéraires du Nord de la France*, par Leroy et Dinaux. Valenciennes, 1843, t. IV, p. 197.

(3) Henriette-Adélaïde-Joséphine de Sourches Tourzel.

La plus grande partie des livres du dernier comte de Roucy, principalement ceux provenant de ses bibliothèques de Paris (1), furent vendus après la mort du duc en 1802, à la Salle Sylvestre. Le catalogue, très important, nous apprend qu'un grand nombre des beaux ouvrages, composant la collection de M. de Charost, provenait de la bibliothèque du savant abbé Goujet, que le duc avait acquise et qui passait pour l'une des plus remarquables de son temps (2).

Le Prince d'HESDIGNEUL.

A la même époque que le duc de Béthune-Charost, vivait au château de Sissonne, Eugène-François-Léon, prince de Béthune et du Saint-Empire, marquis d'Hesdigneul, châtelain de Sissonne, lieutenant-général des armées du Roi.

Ce bibliophile se prétendait (3) issu d'un rameau cadet de l'illustre maison de Béthune-Sully et Charost et semble avoir eu pour objectif principal, durant toute son existence, d'affirmer cette communauté d'origine. Elle n'en reste pas moins très problématique (4), malgré tous les certificats, les attestations et les titres pompeux que M. de Béthune-Hesdigneul se fit décerner. Ce qui est certain, c'est que ses ancêtres portaient le seul nom de Desplanques, très répandu en Artois, jusque dans les premiers années du règne de Louis XIII et que la filiation de cette famille ne peut être remontée sur preuves qu'à Jean Desplanques seigneur de Wendin, vers 1510.

(1) M. de Charost possédait deux hôtels à Paris, l'un rue de Lille n° 15 ; l'autre, rue du Pot-de-fer, (*loc. cit.* p. 198).

(2) *Catalogue des livres de la bibliothèque de feu M. de Béthune-Charost* Paris, Méquignon, an X, in-8° 188 pages. — La vente eut lieu « le mercredi 20 prairial an X (9 juin 1802) dans la salle du citoyen Sylvestre, rue des Bons-Enfants ».

(3) Amédée Boudin, *Notice sur la maison de Béthune-Hesdigneul*, Paris 1844, in-4°.

(4) Le point d'attache des Hesdigneul avec les Sully, aurait été antérieur à l'an 1000 !! L'auteur commun, issu des comtes souverains d'Artois aurait été Robert 1^{er}, seigneur de Béthune, père de Robert II, chef des Charost et Sully, et Bauduin, chef des Hesdigneul.

Il était fils du marquis de Béthune (1), gouverneur de Marle, qui épousa en secondes noces Madeleine de Fay d'Athies, comtesse de Cilly et qui mourut au château de la Neuville-Bosmont en 1789, âgé de quatre-vingt-quatre ans.

Béthune-Hesdigneul était, à vingt-cinq ans, guidon des gardes de la garde du roi et épousait, le 30 mai 1772, Albertine-

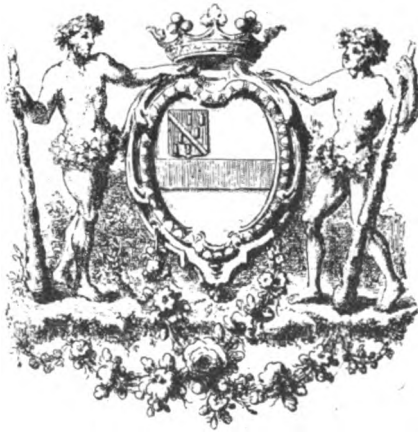


Fig. 6

Joséphine-Eulalie le Vaillant, baronne de Bousbecque, dame de Waudripont.

C'est vers cette époque qu'il fit exécuter le premier de ses ex-libris (fig. 6).

Les armes de Béthune, brisées de l'écu Saveuse (2), au canton dextre, sont gravées dans un cartouche Louis XV, dont la régularité, et les guirlandes qui l'accompagnent, font déjà pressentir le style Louis XVI. Deux hommes, ceints de lierre et armés de massue, soutiennent l'écusson qui est surmonté d'une couronne de marquis. Cette fine gravure mesure 0.054 sur 0.056.

(1) Joseph-Maximilien Guislain, M^{rs} de Béthune-Hesdigneul, marié à Jeanne-Louise de Guernonval-Esquelbecq.

(2) L'écu des Saveuse apparaît, comme brisure, dans les armes de Béthune-Hesdigneul, en souvenir de l'alliance, au XIII^e siècle, de Hugues de Carency, seigneur des Planques, avec Marie de Saveuse.

Le 4 juillet de la même année, ayant fait vérifier à la Chambre de Bruxelles, son titre de marquis, et produit un certificat de duc de Béthune-Sully qui attestait leur origine commune, le marquis d'Hesdigneul obtint, de l'impératrice-reine, l'autorisation de décorer ses armes d'un manteau ducal et de les surmonter d'une couronne fermée (1).

Aussitôt qu'il fut en possession de cette dignité, Hesdigneul

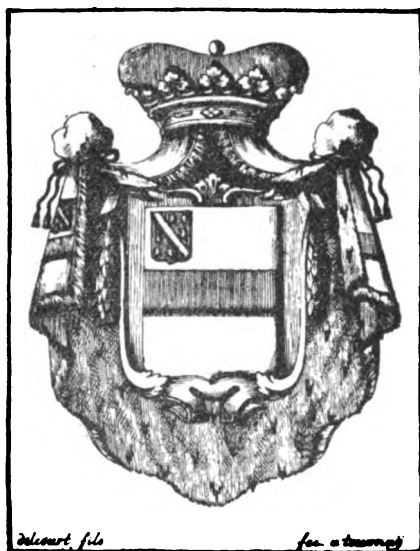


Fig. 7

s'empressa de se faire graver un second ex-libris (fig. 7), avec manteau ducal et couronne princière, qu'il colla sur le premier, dans tous ses volumes. Cette seconde pièce, qui mesure 0.07×0.054 fut gravée par Delcourt fils, à Tournay. C'est dans cette ville que M. de Béthune s'était fixé après son mariage, lorsqu'il avait quitté le service (2).

Désirant posséder une résidence d'été agréable et utile, il

(1) Diplôme du 25 septembre 1772.

(2) Avec l'autorisation du roi, il avait cédé sa charge de guidon, à son frère, le baron de Béthune, tout en conservant le rang de colonel à la suite de son régiment. (A Boudin, *loc. cit.*)

acquit, en 1777, des héritiers d'Aligre (1), moyennant 360.000 livres le bourg et châtellenie de Sissonne, en Laonnois. « Le château, récemment construit et élégamment meublé, étoit entouré d'un parc de trois cents arpents clos de murs (2) ». Le marquis d'Hesdigneul embellit encore cette demeure princière et y réunit une belle bibliothèque et de nombreux souvenirs de famille. On

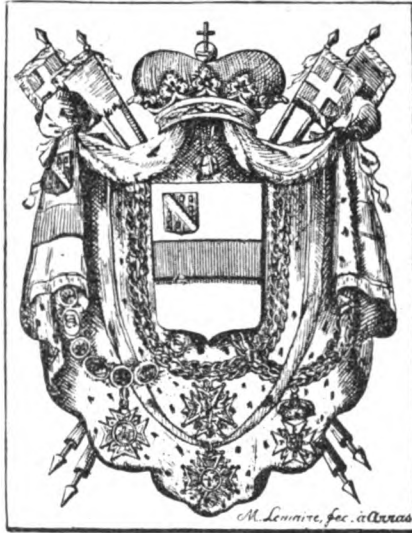


Fig. 8

raconte même qu'il avait l'intention d'élever dans la cour d'honneur du château une statue en marbre du Grand Sully ! La Révolution survint et l'empêcha de réaliser ce projet. (3).

Il se fit admettre, en 1778, dans les états nobles de Flandre et d'Artois, et fut reçu membre des Académies d'Arras et de Valence. Le 6 septembre 1781, Joseph II, empereur d'Allemagne, le créait prince de Béthune-Hesdigneul et du Saint-Empire.

(1) La marquise d'Aligre était morte le 6 février 1768. Ses entrailles furent inhumées à Sissonne. Elle laissait le château à sa mère la marquise de Saint-Jal qui le revendit à Béthune-Hesdigneul le 3 avril 1777. (A Combier, *les justices subalternes au bailliage du Vermandois*. 2^e partie p. 42 en note.)

(2) A. Boudin *loc. cit.*

(3) Martin. *Histoire du canton de Rosoy-sur-Serre*. I. p. 328.

Nommé ensuite chambellan de l'empereur d'Autriche, ce glorieux personnage est couvert de décorations. Il faut les énumérer puisqu'on les retrouve sur le troisième ex-libris qu'il se fit graver par M. Lemaire à Arras. (fig. 8). Le nouveau prince était grand-croix et inspecteur-général de l'ordre chaptal de Limbourg ; grand-croix du Lion de Holstein ; chevalier de l'Aigle blanc, de Saint-Stanislas de Pologne, du Lion blanc palatin, et de l'ordre de Saint-Louis.

La princesse de Béthune, sa femme, qui avait été nommée dame de la Croix étoilée en 1781, mourut au château de Sissonne, le 27 mars 1789 et fut inhumée dans le chœur de l'église, près du lutrin. Elle avait eu sept enfants, nés à Tournay, dont cinq fils qui reçurent tous le prénom de Maximilien que portait le Grand Sully !

Deux ans après le 22 janvier 1791, le prince se remariait avec Charlotte-Louise-Elisabeth Bidal d'Asfeld.

Aussitôt après le second mariage, il fut forcé de suivre le torrent de l'émigration et il se réfugia à Clèves, laissant ses enfants à Sissonne. Le château et tous les biens furent confisqués et les meubles vendus (1).

Le prince d'Hesdigneul ne put rentrer en France que sous la Restauration. A cette époque, ayant représenté au Roi que les branches de Béthune-Sully et de Charost s'étaient éteintes en 1800 et en 1807, il fut autorisé, par Louis XVIII à fonder un majorat (2), en vue d'arriver à la pairie. Il mourut le 17 août 1823.

Le château de Sissonne avait été démoli en 1808.

Le Comte de LAURAGUAIS.

Un autre grand seigneur de notre région, contemporain des précédents, fut comme eux bibliophile ; c'était le comte de Lauraguais.

Louis-Léon-Félicité de Brancas, comte de Lauraguais, naquit le 3 juillet 1733 du premier mariage du duc de Lauraguais-

(1) A Combier, *loc. cit.*

(2) Ordonnance royale du 24 mai 1818. A. Révérend, *Titres, anoblissements et pairies de la Restauration*. I. p. 227.

Villars (1), pair de France, lieutenant général des armées du roi, gouverneur de Guise, avec M^{lle} d'O.

En 1749, il était colonel au régiment de Royal Roussillon et Grand d'Espagne. Il épousa, le 11 janvier 1755, Élisabeth-Pauline de Gand de Mérode Montmorency, fille du comte de Middelbourg, maréchal de camp.

Branças fut nommé membre de l'Académie des Sciences en



Fig. 9

1768, et, c'est sans doute vers cette époque qu'il fit graver son ex-libris : *d'azur, au pal d'argent, chargé de trois tours de gueules, accosté de quatre pattes de lion affrontées en barre et en bande, mouvant du flanc de l'écu.*

Cette petite gravure (fig. 9) qui mesure, 0,04 × 0,047, est bien de style Louis XV, mais la régularité de sa composition annonce déjà l'époque Louis XVI. Les quatre lettres majuscules qui l'encadrent signifient *Branças Comte De Lauragais*.

Cet ex-libris rappelle étonnamment le fer de reliure de cet original bibliophile qui fut aussi un savant, un poète et un homme de lettres. Il eut des livres en très grand nombre et très choisis. « Le mouvement prodigieux de sa vie et des dépenses

(1) Louis de Brancas, duc de Lauragais, possédait en Laonnois les seigneuries de Brie, Fourdrain, Beautor, Monceau, etc. Son contrat de mariage avec Adélaïde-Geneviève-Félicité d'O se trouve aux Archives de l'Aisne (B. 1345-1392.) Il fut guillotiné en 1793.

exagérées l'obligèrent à se séparer de sa collection qui fut vendue en 1770 (1) ».

En 1789, le comte de Lauraguais qui habitait le château de Manicamp (2), dont il était seigneur, fut député, par la noblesse assemblée à Laon, au clergé du bailliage de Vermandois. « Malgré ses titres de noblesse, il fut élu colonel des gardes nationales du canton de Blérancourt. Saint-Just, alors âgé de vingt ans, lui avait vivement disputé ce grade (3) ». Lauraguais blâma énergiquement la conduite de son jeune voisin. Pour se venger, ce dernier vint un jour, en 1790, à la tête des électeurs de Blérancourt, menacer et narguer le comte, au château de Manicamp, et, quelques mois après, il le fit incarcérer d'abord à Chauny, où il resta longtemps prisonnier, puis à Paris. Lauraguais ne dut son salut qu'aux événements de Thermidor.

Il vécut ensuite dans l'obscurité jusqu'à la Restauration qui le titra duc de Brancas et pair de France (4 juin 1814). Il mourut à Paris, le 8 octobre 1824, laissant son titre à son neveu (4), car il n'avait eu que deux filles mortes avant lui. L'une avait épousé Louis Englebert de Ligne prince d'Arenberg, l'autre avait pris le voile à l'Abbaye-aux-Bois (5).

(1) Guigard, *loc. cit.* II. 91. — *Catalogue d'une collection de livres choisis provenant du cabinet de M****, publié à Paris, chez G. de Bure, 1770, in-8 (N° 506 du catalogue de la collection Sinéty en 1880.)

(2) Lauraguais était Seigneur de Manicamp et de Quierzy (canton de Coucy-le-Château), qu'ils tenaient de sa mère. Il était aussi marquis de Franconville et Lassay (Arch. de l'Aisne E. supp. 871.)

(3) Ed. Fleury. *États généraux de 1789*, p. 112.

(4) Louis-Marie Bufile, comte de Brancas, pair de France (Révérend, *Armorial de la Restauration* I. 339).

(5) Le comte de Lauraguais, eut trois enfants naturels de Sophie Arnould, « premier sujet de l'Académie royale de Musique » aussi célèbre par sa voix que par sa beauté. Les deux fils furent tous deux officiers. Le cadet, titré Baron de Brancas, par Napoléon 1^{er}, fut tué à Essling, comme colonel de cuirassiers, sans avoir été marié. L'aîné, qui fut colonel d'artillerie eut six enfants dont la postérité est encore représentée actuellement dans des situations des plus modestes. La fille épousa un poète aventurier appelé de Murville qui la rendit très malheureuse.

Lauraguais avait reconnu en 1784, ces trois enfants, en leur laissant à chacun ainsi qu'à leur mère, une pension hypothéquée, sur son marquisat de Franconville. (Révérend. *Armorial de la Restauration* I. 338. — Maurice Dumoulin, *Sophie Arnould, mère de famille*. La Revue, du 1^{er} décembre 1909.)

Le château de Manicamp ne survécut pas à la tourmente révolutionnaire et depuis plus d'un demi-siècle, le soc de la charrue en a fait disparaître les derniers vestiges (1).

La Révolution avait trouvé l'ex-libris en plein essor, elle faillit le tuer complètement : elle proscrivait les signes héraldiques et comme nous l'avons vu, l'ex-libris jusqu'à cette époque, n'était généralement que cela. Des étiquettes typographiques, ou gravées grossièrement, vinrent remplacer les fastueux emblèmes.

En voici deux spécimens qui ont appartenu à des bibliophiles de notre région.

Madame de BOUCHARD.

Le premier de ces ex-libris est au nom de Madame de Bouchard. C'est une étiquette gravée (fig. 10), signée *Augustus*, qui mesure 0 m. 077 sur 0 m. 084.

Ce n'est pas sans difficulté que nous sommes arrivé à établir la personnalité de cette dame.

Le 24 mai 1829, à dix heures du soir, mourait à Laon, après une existence assez traversée, Edme-Martial-Armand de Bouchard, écuyer, colonel en retraite, ancien commandant de la subdivision militaire de l'Aisne et de l'Oise, ancien conseiller de préfecture, chevalier de l'empire, officier de la légion d'honneur et chevalier de Saint-Louis. Il était âgé de soixante-douze ans (2).

Avant la Révolution M. de Bouchard avait servi dans les gardes du corps. Malgré cette situation modeste, son esprit fin et cultivé lui attira, à Versailles, des amitiés illustres. Il se lia en particulier très intimement avec le comte de Clermont-Tonnerre. Ce fut dans cette société qu'il composa une comédie en vers,

(1) Abbé Vernier (Histoire du canton de Coucy-le-Château, p. 270.)

(2) M. de Bouchard était né à Paris, le 19 décembre 1756, d'une famille auvergnate sans fortune. Son père était Martial-Antoine Bouchard d'Aubeterre, et sa mère; Anne-Catherine de Lescure. Les armes des Bouchard sont écartelées : aux 1 et 4 *de gueules à trois léopards d'or passant l'un sur l'autre, armés et lampassés d'argent* ; aux 2 et 3 : *losangée d'or et d'azur au chef de gueules*.

représentée en 1788, au théâtre italien avec un certain succès (1).

En 1789, il suivit en Allemagne son parent Duveyrier et reprit du service quelques années après. Il devint adjudant général dans l'état-major du prince de Neuchâtel. Mais son avenir militaire fut enrayé de bonne heure par le mariage qu'il contracta.

Il avait été séduit par le charme et l'esprit d'une jeune bava-

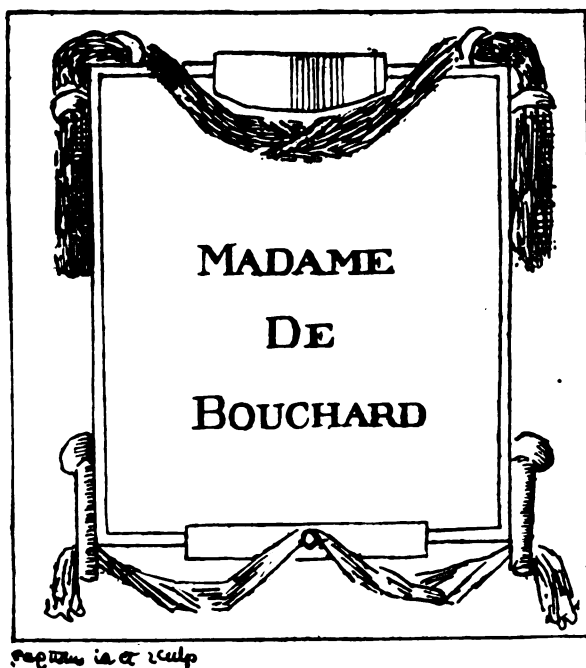


Fig. 10

roise, de trente ans moins âgée que lui, qu'il épousa sans le consentement de ses chefs. Elle était née à Ulm, en 1786, et se nommait Catherine-Euphrosine Kindsvatter. C'est elle qui fit graver cet ex-libris peu de temps après son mariage.

M. de Bouchard quitta le service actif et fut nommé com-

(1) Cette comédie, intitulée *les Arts et l'Amitié*, était en vers libres. C'est elle qui commença la réputation de l'actrice Saint-Aubin. Elle fut imprimée en 1768. (Chez Brunet, in-8).

mandant de la subdivision militaire de l'Aisne et de l'Oise. L'empereur lui décerna par lettres patentes, du 18 septembre 1810, le titre de chevalier d'empire (1).

M. de Bouchard se fixa alors à Laon et devint, sous la Restauration, conseiller de Préfecture. Dans la suite, il ne voulut jamais quitter cette ville, où, malgré son caractère taciturne et misanthrope, il comptait de nombreux amis. Il correspondait avec plusieurs esprits distingués, parmi lesquels on peut citer L. de Barante. « Un recueil de ses lettres, dit son biographe, formerait un livre charmant par leur originalité spirituelle ».

M^{me} de Bouchard, qui partageait les goûts littéraires de son mari, mourut à Laon, après trois ans de veuvage, le 29 septembre 1832, âgée de quarante-six ans. Comme elle n'avait ni enfants, ni parents proches, il est fort probable que tous ses livres furent vendus. On peut du moins le supposer, car on rencontre assez fréquemment son ex-libris.

Le second ex-libris que nous ayons trouvé sur la même époque, est l'étiquette typographique de Jean de Bry.

Jean de BRY.

La biographie de ce personnage, né à Vervins, est assez connue pour qu'il soit inutile de la refaire ici (2).

Ce fut vraisemblablement, lorsqu'il était préfet du Doubs, époque de calme relatif, dans son existence tourmentée, que Jean de Bry s'adonna avec loisir à la formation d'une bibliothèque. Elle devait être considérable, car la modeste étiquette que voici (fig. 11), est fort répandue.

(1) Avec le titre de chevalier, M. de Bouchard reçut une donation de 2.000 fr. en Westphalie, et les armoiries suivantes : *d'azur à un sautoir d'or, cantonné en chef d'une étoile d'argent ; à la bordure de gueules chargé du signe des chevaliers légionnaires* (Révérend. *Armorial du premier Empire*), I, 116.

(2) Dans un important ouvrage, récemment paru, M. Léonce Pingaud essaie une réhabilitation de Jean de Bry. Ce personnage n'en reste pas moins le type accompli du bas politicien, sans convictions, auquel tous les moyens sont bons pour arriver à se maintenir — Léonce Pingaud (*Jean de Bry*, un volume in-8, Plon et Nourrit, 1909).

Son érudition et son goût des livres l'avaient désigné naturellement à la présidence de l'Académie des Belles-lettres et Arts de Besançon, en 1806.

Cet ex-libris date bien de cette époque de la vie de Jean de

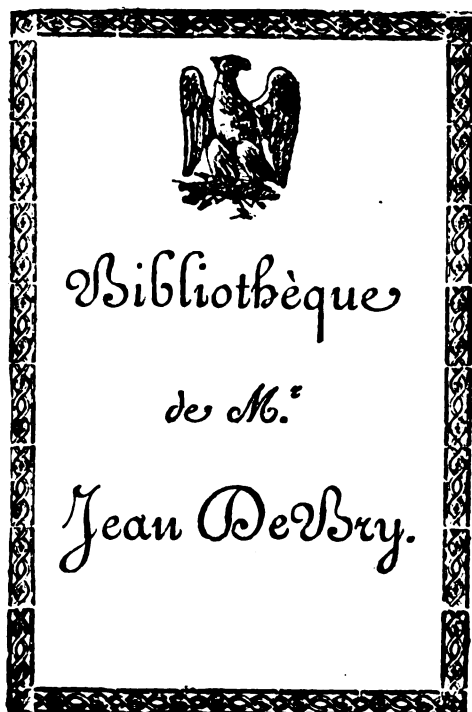


Fig. 11

Bry ; deux ans plus tard, il recevait de Napoléon un titre de chevalier d'Empire (1), auquel succédait bientôt celui de baron héréditaire (2), et ce farouche conventionnel n'aurait pas manqué de se parer de ces titres pompeux, sur son ex-libris, s'il en avait fait composer un à cette époque, car Jean de Bry, préfet du Doubs, ci-devant instigateur d'un corps de 1200 tyrannicides, destinés à

(1) Lettres patentes du 27 juillet 1808. (Révérend. *Armorial du premier Empire*. II. 20).

(2) Lettres patentes du 3 mai 1809. Une rente de 4.000 livres fut jointe à ce titre par décret impérial du 3 août 1809. (Révérend. *loc. cit.*)

exterminer dans un combat singulier, tous les souverains d'Europe, avait autant d'orgueil que d'ambition.

N'avait-il pas la prétention, lui, dont le père vendait modestement de la tiretaine aux Vervinois, de rattacher sa famille aux Derby d'Angleterre (1). Et l'on voit figurer sur les armes qui lui furent octroyées avec le titre de baron, « la rose rouge de Lancastre, à côté de l'étoile de la légion d'honneur, des initiales L. D. (Lancastre Derby) et de la date 1464 qui rappelle « la cause du roi légitime anglais défendue contre la maison d'York, par ses ancêtres et le moment de leur dispersion » (2).

On voit combien les honneurs et la fortune avaient adouci le régicide de 1793. On raconte même (3) qu'en 1814, lorsqu'il apprit l'élévation de Louis XVIII au trône, il voulut signer, le premier, le serment de fidélité au souverain. Il se montra à la fenêtre de la préfecture de Besançon, avec une cocarde blanche à son chapeau, tandis que, par son ordre, ses domestiques en distribuaient aux personnes qui l'entouraient. Malgré la bassesse de cette soumission, il fut destitué et exilé en Hainaut.

Il y vécut, au milieu de ses livres, jusqu'en 1830. Il rentra alors à Paris et y mourut le 16 janvier 1834.

Il avait eu deux filles de son premier mariage (4) avec Marie-Josèphe-Augustine Dupeuty morte en 1784 : l'une d'elle M^{me} Sevelle, a laissé quelques lettres qui ont été publiées par la société académique (5) Il eut aussi deux enfants naturels de Félicité Artaud, fille d'un boulanger de Vervins, qui fut longtemps sa maîtresse et qu'il finit par épouser sans le consentement paternel.

Lorsqu'il était avocat à Vervins, en 1786, de Bry avait rédigé un mémoire assez important sur la topographie de cette ville (6). Il publia, à Laon, un *Essai sur l'éducation nationale*, en deux

(1) Ed. Fleury, *Etats généraux, etc.*, p. 459 (arch. de l'Aisne, B. 3348).

(2) Révérend, *loc. cit.*, II., 20 et Léonce Pingaud, *loc. cit.*

(3) Ed. Fleury., *loc. cit.*, page 483.

(4) Contrat de mariage en 1780, Solon notaire à Vervins (B. 3336).

(5) Eugène Mennesson, *Une fille de Jean de Bry*, (*Bull. soc. académ. de Laon*, XXVI page 220).

(6) Archives de l'Aisne (D. 8.).

volumes in-8 ; puis un *Éloge à Mirabeau* et divers autres ouvrages.

Pendant la révolution, les archives religieuses et les splendides bibliothèques monacales étaient livrées au pillage. Des spéculateurs les volaient ou les achetaient à des prix dérisoires, pour les revendre chèrement à l'étranger. Jean de Bry provoqua un décret de la Convention du 27 février 1794 « prohibant l'exportation des manuscrits, livres et éditions de prix, hors du territoire de la République » (1). C'est peut-être le seul acte, méritoire et désintéressé, de toute la vie de ce trop célèbre révolutionnaire.

Nous venons de voir deux spécimens d'ex-libris bien peu artistiques, gravés sous le premier Empire. Il nous reste maintenant à parler de ceux qui furent gravés depuis la Restauration jusqu'à nos jours.

Avec le retour de la Monarchie, beaucoup de choses reprirent leurs cours et l'ex-libris fut de celles-là. Quand il n'était pas purement héraldique, comme celui de M. de Beauvillé, il prenait les allures gothiques que l'école romantique avaient mises à la mode.

CHARPENTIER de BEAUVILLÉ

L'ex-libris Beauvillé est anonyme (fig. 12), mais facile à identifier par les deux blasons qui s'y cotoient. Ce sont les armes de Adrien-Marie-Louis Charpentier de Beauvillé, chevalier, seigneur de Vaux et Bayempont, avocat, et de sa femme Marie-Louise-Élisabeth d'Y de Resigny.

Cette famille Charpentier semble originaire du Vermandois. Son auteur (2), Claude I Charpentier, marié à Marie Faintif était frère de Jehan Charpentier, abbé de Saint-Vincent, célèbre par sa science et par sa piété, qui construisit en 1527 la maison de

(1) A. Pécheur, *Histoire des Bibliothèques de l'Aisne*, p. 45.

(2) Voir la généalogie dans le *Nobiliaire de Saint-Allais*. XV. p. 238.

refuge, appelée le Petit Saint-Vincent, située au n° 1 de la rue Saint-Martin (1).



Fig. 12

Claude II, fils du précédent, fut gouverneur de Crépy-en-Laonnois, et épousa Marie de Blois, fille d'un sergent royal à



Fig. 13

(1) Dom Lelong. *Histoire du diocèse de Laon*, p. 57 et dom Wyard, *Histoire de l'Abbaye Saint-Vincent*, p. 269.

Laon. Sa postérité donna toute une suite de mayeurs à la ville de Saint-Quentin. M. de Beauvillé en descendait au septième degré, il était fils de Quentin-Adrien Charpentier de Beauvillé, chevalier seigneur de Vaux (1) et de Marie-Anne-Louise du Trieu. M^{lle} de Résigny, sa femme, avait été élevée à Saint-Cyr. Elle était fille de Jean-Charles-Louis d'Y, chevalier, seigneur de Résigny, offi-



Fig. 14

cier dans le régiment de Bourbon-infanterie et de Nicole-Élisabeth-Claude Rillart de Verneuil.

M. et M^{me} de Beauvillé eurent trois enfants. L'aîné, Auguste-Marie, fut maire de Laon sous le second Empire et Chevalier de la Légion d'honneur. Il mourut célibataire le 16 janvier 1879. Le second, appelé M. de Bayempont (2), mourut jeune, et le troi-

(1) Vaux, canton de Vermand. C'est dans cette commune qu'est située la ferme de Beauvillé, autrefois seigneurie qui donna son nom à la famille Charpentier.

(2) Bayempont, dont le château est aujourd'hui en ruines, dépend de la commune de Regny, canton de Ribemont.

sième était une fille : Marie-Nicole-Ferdinande-Pauline qui épousa M. Dufayot de la Maisonneuve et, dont les petits-enfants représentent aujourd'hui la famille de Beauvillé (1). Il existe deux autres beaux ex-libris anciens (fig. 13) aux armes des Charpentier du Vermandois. D'après leur style, on peut attribuer le premier à Adrien Charpentier, mayor de Saint-Quentin, qui épousa Judith de Noyelles et mourut en 1645. C'était le quatrième aïeul de M. de Beauvillé et le fils du gouverneur de Crépy-en-Laonnois. Le second ex-libris dut appartenir (fig. 14) à Louis-François Charpentier, seigneur de Vaux et Beauvillé, mayor de Saint-Quentin, marié en 1681 à Marie-Madeleine de Tabarie.

A partir de la Restauration jusqu'à ces dernières années, les ex-libris furent presque toujours très peu artistiques, mal dessinés et mal gravés. Les ex-libris de l'abbé Cardon et de Champfleury en sont la preuve.

L'abbé CARDON.

L'abbé Cardon (Isidore-Louis-Armand) naquit à Tugny-le-Pont, le 22 novembre 1809. Ordonné prêtre en 1837, il fut nommé vicaire de la cathédrale de Laon, avec le desservice de l'aumônerie du collège de cette ville. Deux ans plus tard, il devenait vicaire à la collégiale de Saint-Quentin et aumônier du collège des Bons-Enfants. Lorsque ce vieux collège fut transformé en lycée M. Cardon en fut nommé aumônier résident et relevé de son vicariat. Il occupa avec dévouement ce poste, pendant plus d'un demi-siècle (2).

L'abbé Cardon s'occupait de littérature, de recherches historiques et de poésie. Il publia, en 1898, en collaboration avec un

(1) Les deux demoiselles de la Maisonneuve, épousèrent les deux frères, MM. du Portail.

(2) M. Tausin lui a consacré une intéressante biographie dans sa notice sur *les ex-libris composés et gravés par Emile Ancelet*. C'est à ce consciencieux travail que nous empruntons le plus grand nombre des éléments de cette notice.

autre érudit ecclésiastique, l'abbé Mathieu, le manuscrit du bénédictin dom Wyard, sur l'*Histoire de l'Abbaye de Saint-Vincent de Laon* (1). Cet ouvrage est très rare aujourd'hui. En 1846 il avait publié des recueils de cantiques (2), mis en musique par M. Vatin, l'organiste de la collégiale. Enfin lorsqu'il mourut le 1^{er} janvier 1895 à Tugny, où il s'était retiré après cinquante-



Fig. 15

huit ans de prêtrise, M. Cardon laissa un nombre considérable de notes et de documents concernant son village natal. Ces précieux matériaux viennent d'être complétés et publiés par un membre de la Société des Antiquaires de Picardie (3), qui rend un juste hommage à l'érudition de M. Cardon.

Le vénérable chanoine possédait une importante bibliothèque,

(1) *Histoire de l'Abbaye de Saint-Vincent de Laon*. 1 vol. in-8° XVI : 602 pages, chez Houdelin, Saint-Quentin, 1858.

(2) *Nouveaux chants à Marie pour le mois de mai*, in-8. Lecoffre, Paris, 1846.

(3) *Notice sur le village de Tugny et son vieux Château*, par E. Bocquet, 1 vol. in-8, 310 pages. Ham, 1905.

composée de volumes de théologie et d'ouvrages d'histoire locale, dont certains de la plus grande rareté.

C'est pour ces livres qu'il avait demandé à Emile Ancelet, professeur de dessin au Lycée (1), de lui graver un ex-libris (fig. 15.)

Cette vignette, dit M. Tausin, a été sagement composée : elle a l'aspect sérieux qui convient à la marque de bibliothèque d'un ecclésiastique. Mais l'agencement est un peu confus et le dessin un peu trop poussé au noir.

Un écusson armorié repose sur un cartouche fantaisiste que surmonte une fleur de lys faisant corps avec lui. Il est encadré, à sa partie supérieure, d'un bouquet de chardons, entre les branches duquel s'enlace, sur une banderole cette devise : *Tangentes pungit, stimulat pigros*. C'est une allusion amusante au nom du bibliophile, d'aucuns disent à son esprit.

Au-dessous du cartouche, on lit : *Ex-libris A. Cardon Ch. Aum. du Lycée*, sur une longue banderole un peu raide, à laquelle sont suspendues les palmes académiques. M. Cardon avait été nommé, en 1872, officier d'Académie, et, en 1884, officier de l'Instruction publique. Ces distinctions avaient à cette époque plus de valeur qu'elles n'en ont aujourd'hui ; elles récompensaient les loyaux services de l'aumônier du Lycée et sa patiente érudition.

Quant aux armoiries qui remplissent l'écu, elles sont fantaisistes et peuvent se blasonner ainsi : *Coupé : au 1 : parti de gueules sur azur, le gueules chargé d'un calice d'or surmonté d'une hostie rayonnante d'or ; sur l'azur, une croix de calvaire rayonnante et enlacée d'un cep de vigne*. Ce sont les attributs du sacerdoce ; *au 2, d'argent à la lyre de gueules* pour rappeler le goût spécial du bon abbé pour la poésie ; *sur le tout : d'azur au buste de Saint-Quentin auréolé d'or, accompagné de trois fleurs de lis d'or*, qui sont les armes de la Ville de Saint-Quentin.

Quelques années avant sa mort, le chanoine Cardon avait fait

(1) Charles-Louis-Emile Ancelet, né et mort à Saint-Quentin. Elève de Lemasle, Dauzat et Picot, fut le collaborateur de Guillaumot. Très épris d'art, il dessinait, peignait et gravait avec beaucoup de goût. Plusieurs de ses œuvres se trouvent à la Chalcographie du Louvre. (H. Tausin, *loc. cit.* page 5).

faire à Beauvais, une vente de la plus grande partie de sa bibliothèque. Le catalogue qui en fut imprimé contenait aussi divers objets de curiosité (1).

CHAMPFLEURY.

Jules-François-Félix Husson-Fleury dit Champfleury, naquit le 17 septembre 1821, à Laon, au n° 31 de la rue Vinchon (2). Son grand-père était boulanger et son père exerçait les fonctions de secrétaire de la Mairie. Mélanie-Joséphine Dufлот, sa mère, tenait une petite boutique d'épicerie, dans la rue la plus achalandée de la ville. La brave femme appartenait à l'ancienne et bonne famille laonnoise des Du Flot (3), qui donna au XVIII^e siècle les graveurs célèbres de ce nom.

Il eut une instruction des plus rudimentaires. « A l'âge de cinq ans, écrivait-il, je me vois au milieu d'un magasin de jouets et de confiserie, qui me faisait ouvrir de grands yeux et promener une langue de convoitise sur mes lèvres..... N'ayant guère appris régulièrement que la lecture, l'orthographe et la musique, le reste entra par aventure dans mon cerveau et s'y logea, Dieu sait comme ! » — Un *Gil Blas* crasseux qui traînait à la cuisine, *Robinson*, *Don Quichotte* et le *Magasin pittoresque*, dont il s'amusait à peinturlurer les images, furent le fond de ses lectures d'enfance. C'est à cet âge qu'il se rendait souvent chez son oncle l'abbé Dufлот, curé de Mons-en-Laonnois et qu'il passait de bien heureuses journées, soit dans le petit jardin du presbytère, soit à courir dans les chemins verts. « Les repas

(1) Communication de M. le chanoine Ch. Quentin.

(2) Servant. *La Maison natale de Champfleury*. Bull. Soc. Acad. XXII. 1.

(3) Cette famille, dont le nom s'orthographia indifféremment du Flos, Duflos et Dufлот, remonte à Roland du Flos, marchand sellier à La Fère vers 1550. Elle forma deux branches principales ; l'une vint à Laon, c'est celle de la mère de Champfleury ; l'autre se fixa à Paris avec les deux graveurs, Claude, père et fils. Leur postérité subsiste encore sous le nom de Duflos de Saint-Amand. Elle est fixée à Blois. Les armes de cette famille sont : d'or au chevron d'azur chargé de trois trèfles d'argent. (*Les Duflos, notes sur les artistes et leur famille*, par G. Duflos de Saint-Amand. in-8, Plon et Mourrit. Paris, 1900.

du bon curé, écrivait-il, étaient servis dans des assiettes de couleur au fond desquelles des coqs audacieux battaient de l'aile sous un émail transparent... (1) ». C'est peut-être là que Champfleury prit ce goût merveilleux pour les vieilles faïences populaires et pour la céramique, art où il devint si connaisseur qu'il finit sa carrière comme conservateur de la manufacture de Sèvres (2).



Fig. 16

Quant à son goût pour les livres il l'avait contracté vers 1844 ; il était alors simple petit commis, chez le libraire Legrand, quai des Grands-Augustins, à Paris. Il habitait en ce temps-là, les combles de l'hôtel Chimay et passait ses loisirs, sur les quais, flanant d'un parapet à l'autre, du Pont-Neuf au pont des Saint-Pères, butinant de droite et de gauche dans les boîtes à deux sols (3). Il a raconté lui-même dans un spirituel *Voyage autour de ma Bibliothèque*,

(1) Jules Troubat. *Une amitié à la d'Arthès*. Champfleury, Courbet, Max Buchon. (Paris, in-12. Lucien Duc. 1900. pages 17-18.

(2) *Monde illustré* du 14 décembre 1889.

(3) Paul Eudel. Champfleury, *sa vie, son œuvre, ses collections*. Paris. Léon Sapin, 1891. C'est à cette étude très bien faite que nous empruntons le plus grand nombre de ces renseignements.

l'histoire de son premier fonds, qui se composait de volumes de la bibliothèque bleue. Il fut si bien mordu par la passion des livres qu'il laissa, à sa mort, environ 4.000 volumes, parmi lesquels des exemplaires d'ouvrages très rares et des plus curieux. Peu de bibliothèques reflétaient autant les préoccupations de celui qui l'avait formée. Elle était dans son ensemble la physionomie même de Champfleury : Beaux-Arts, Mémoires historiques



Fig. 17

et biographies d'hommes illustres ; ouvrages sur la caricature, l'imagerie, les chansons populaires et la céramique ; journaux, romans, théâtres, etc... Pendant de longues années sa curiosité se promena à travers tous ces sujets.

Collectionneur dans l'âme, Champfleury avait longtemps recueilli du vieux papier à ramages pour la couverture de ses livres. Il lui plaisait de les tapisser ainsi d'une gaie parure pour réveiller la monotonie du papier blanc et du noir des caractères (1).

(1) Paul Eudel. *loc. cit.*

Toute cette bibliothèque fut dispersée en vente publique à l'Hôtel Drouot, le 15 décembre 1890, un an après la mort de son possesseur (1).

Pour marquer ces livres, Aglaüs Bouvenne, qui fut membre de notre Société Académique, grava trois ex-libris, dont l'inspiration est la même et qui cependant sont assez différents. Dans tous les trois figurent au premier plan un « champ fleuri » et une glace posée à terre portant le mot « veritas » pour symboliser le réalisme de l'auteur. L'origine de ce champ fleuri, sujet principal de



Fig. 18

ses ex-libris, remonte au temps où l'auteur de « Chien Caillou » était encore jeune journaliste.

Un autre Jules Fleury, habitait la même rue que lui. C'était une suite de quiproquos à la poste. Arsène Houssaye, qui avait transformé son nom patronymique de Housset, engagea son compatriote et ami, à agrémenter Fleury d'un champ, en guise de patrimoine. Telle est l'explication de ce pseudonyme.

(1) Catalogue de la Bibliothèque de Champfleury. In-8. Paris. Léon Sapin, 1890.

Un seul de ces ex-libris est daté ; il est donc assez difficile de savoir comment ils se succédèrent les uns aux autres. Nous présumons cependant qu'ils furent exécutés dans l'ordre suivant :

Le premier (fig. 16) est une gravure à l'eau-forte qui mesure 0.075 sur 0,058. C'est un paysage, au fond duquel on distingue la Cathédrale et la silhouette de la ville natale de l'auteur des *Bourgeois de Molinchart*. Le champ fleuri occupe le premier



Fig. 19

plan et le miroir *veritas* est posé au bord d'un chemin, sur lequel on lit : *fais ce que dois*. Cette devise était chère à Champfleury ; il en ornait même ses cartes de visites (1), en 1867, époque de son mariage. Cet ex-libris est anonyme, et sans signature.

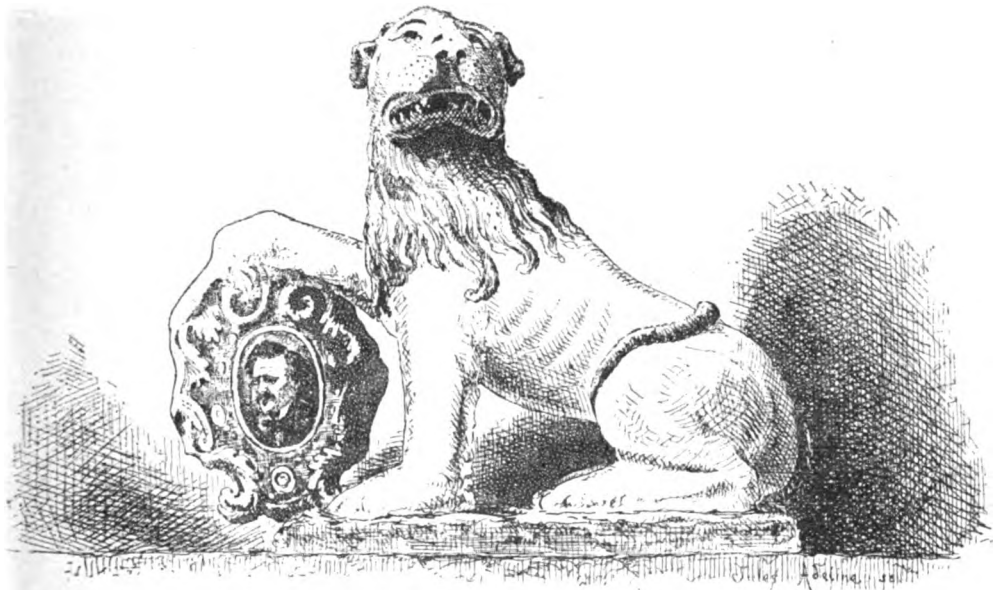
Un second état de cette même pièce (Fig. 17) porte le nom du graveur et, à la place de la devise effacée, les mots : *ex-libris Champfleury*. On distingue, en effet, sous cette inscription la trace de la devise primitive.

L'ex-libris que nous plaçons en troisième lieu (0.051 sur 0 069) porte, après la signature de Bouvenne, la date de 1874. Sur cette pièce (fig. 18) le champ fleuri a poussé, comme la célébrité de celui

(1) Champfleury demeurait à cette époque à Montmartre, 18, rue Germain-Pilon.

qu'il représente ; il occupe la plus grande partie du sujet et la cathédrale de Laon s'efface à l'horizon.

Enfin dans un quatrième ex-libris (fig. 19), qui existe dans la collection des Estampes, à la Bibliothèque nationale, le champ occupe tout l'ex-libris ; les fleurs sont largement épanouies et la cathédrale a complètement disparu, étouffée par cette végétation luxuriante, mais un peu informe, avouons-le. L'indication *ex-libris Champfleury* ne traîne plus dans la poussière du chemin,



EX-LIBRIS DE CHAMPFLEURY
Dessiné et Gravé par Jules Adeline

Fig. 20

elle est montée dans le ciel de ce petit dessin qui mesure, à peu près, les mêmes dimensions que les précédents.

Il existe un cinquième ex-libris (fig. 20) de Champfleury, gravé par Jules Adeline dans de grandes dimensions (0,13 sur 0,075). Il représente un lion assis, tenant dans sa patte droite, une pierre sculptée en forme de cartouche au centre duquel est figuré, en médaillon, le portrait du créateur de l'école réaliste. Ce lion est la reproduction d'une des pièces les plus rares du musée de Sèvres.

Comme l'on peut en juger, ces ex-libris du milieu du siècle dernier, ont une valeur artistique très relative. Mal dessinés, médiocrement gravés, leur intérêt réside seulement dans les souvenirs des personnages auxquels ils ont appartenu.

De nos jours, l'ex-libris est revenu en faveur, on le collectionne et on l'échange même comme une carte de visite.

Tous les procédés sont employés pour faire ces ex-libris modernes ; ils revêtent toutes les formes et la diversité de leurs sujets est infinie.

De toute cette production, bien peu sont vraiment artistiques. L'Allemagne, l'Angleterre et la Suisse, où l'art héraldique est toujours en honneur, produisent chaque année de nouveaux ex-libris ; les compositions de quelques-uns sont de petits chefs-d'œuvre. Mais, à de très rares exceptions, l'ex-libris actuel n'a pas la souplesse que savaient lui donner les délicats vignettistes du xvii^e et du xviii^e siècles. Il est difficile, enfin, de s'imaginer quelles élucubrations grotesques l'on trouve, sous couvert de style moderne, chez nos voisins d'Amérique et chez..... bien des Français.

V^{te} DE HENNEZEL D'ORMOIS.

PIÈCES INÉDITES

relatives à l'Histoire de Laon au Moyen-Age

Publiées par M. H. Cherrier (1)

I

11 Mars 1280 (n. st.).

Procès-Verbal de l'amende honorable faite en l'église cathédrale de Laon par Anselme de Montaigu, clerc, au doyen et au Chapitre de cette église contre lesquels il avait proféré, tant en plein Parlement, à Paris, qu'aux assises du baillage de Vermandois, à Laon, et ailleurs, des calomnies et des injures, à l'occasion de l'obtention par ceux-ci d'un privilège pontifical.

Universis presentes litteras visuris, magister Milo de Sine-muro, officialis Laudunensis. Noverit universitas vestra quod sabbato ante dominicam qua cantatur *Letare Jerusalem*, anni Domini millesimi ducentesi septuagesimi noni, coram nobis ad hoc specialiter vocato, presentibus Galtero Bardin, baillivo domini regis Francie in Veromandia, magistro Johanne, provinciali sancte romane ecclesie tabellione, domino Thadeo, advocato, magistro Theobaldo, sigillatore curie Laudunensis, magistro Drouardo de Apia, clerico, vocatis ad hoc specialiter et rogatis in Capitulo Laudunensi, Stephano, decano, et Capitulo Laudunensi ibidem presentibus, magister Anselmus de Monteacuto, clericus, blasphemias et contumelias quas de persona dicti decani et de Capitulo ac de privilegio eisdem a sede apostolica concessio duxerat, cujus auctorem dictus magister Anselmus asserebat tunc se esse, per magistrum Johannem de Donamaria, canonicum Laudunensem, super dicto privilegio judicem deputatum, ejusdem

(1) Ces documents font partie de la bibliothèque de M. Henri Cherrier, notaire honoraire à Paris, qui a bien voulu en autoriser la publication dans ce volume.

Anselmi, exigente contumacia, vinculo excommunicationis innodatum, sue vocis organo revocavit expresse, promittens quod dictas blasphemias et contumelias ac infamias tam contra personam dicti decani et Capitulum, quam contra dictum privilegium, dictas in pleno pallamento, domino Francorum rege cum suis baronibus residentibus in eodem et audientibus, et in assisiis dicti baillivi Laudunensis et alibi ubicumque, qua primum et eo modo quo ex parte dictorum decani et capituli fuerit requisitus, publice et sollempniter revocabit, petens in dicto capitulo a dicto iudice, prestito juramento ab eodem de obediendo mandato dicti iudicis, sibi in forma ecclesie absolutionis beneficium impartiri. Contumeliam vero quam se sine causa duxisse decano predicto et magistro Gazoni, canonico Laudunensi, confessus fuit, ibidem, coram nobis, decano et magistro Gazoni predictis emendavit. Et hec universis quorum interest tenore presentium significamus. Datum anno Domini et die predictis. Dominus vero Anselmus ab excommunicatione predicta per dictum iudicem fuit tunc absolutus. Datum ut supra.

(Original sur parchemin, jadis scellé sur double queue).

II

1287, 25 Juin

Lettres de confraternité renouvelées entre le Chapitre de la cathédrale de Laon et l'abbaye de Saint-Remi de Reims.

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Universis presentes litteras inspecturis, frater Johannes, monasterii sancti Remigii Remensis abbas humilis, totusque ejusdem loci conventus, salutem in Domino sempiternam. Notum facimus quod, cum inter nos, ex una parte, et venerabiles viros decanum et Capitulum Laudunensem, ex altera, laudabilis confratria et societas amicabile ab antiquis temporibus instituta fuisset aliquamdiu per aliquorum insolentiam interrupta, antiquorum vestigiis inherentes, confrariam et societatem predictas in modum qui

sequitur pie providimus reformandas : videlicet quod annis singulis, idus septembris, tenebimur pro vivis celebrare missam de Sancto-Spiritu sollempnem et, idus martii, integrum officium mortuorum pro defunctis canonicis ecclesie Laudunensis ; et intellecta morte alicujus canonici dicte ecclesie, quam cito poterit commode fieri, tenebimur pro anima ejusdem celebrare integrum officium mortuorum. Item denunciatum nobis quemcumque excommunicatum pro predictis decano et Capitulo aut singulis eorundem, pro excommunicato habebimus. Et si quis malefactor predicte ecclesie Laudunensis vel canonicis ipsius ecclesie, sive hiis qui ad eos pertinent injuriam irroga-verit et auxilium a nobis dicti decanus et Capitulum petierint, eisdem prestare tenebimur in abbatia nostra consilium, auxilium et favorem, salva tamen summi Pontificis et domini Regis auctoritate, et salva reverentia domino archiepiscopo Remensi et ecclesiis et monasteriis cum quibus confraternitatem habemus a nobis et nostro monasterio exhibenda. Preterea si canonici dicte ecclesie Laudunensis Remis venerint, panem et vinum habebunt. Si autem eos invaserit Remis infirmitas proprii corporis et, infirmitate durante, panem et vinum percipient et habebunt, monasterii nostri privilegiis in omnibus semper salvis. Ad omnia autem premissa, prout superius sunt expressa, dicti decanus et Capitulum nobis et nostro monasterio tenebuntur.

In testimonium vero premissorum, sigilla nostra presentibus duximus apponenda. Datum in crastino Nativitatis beati Johannis-Baptiste, anno Domini millesimo ducentesimo octuagesimo septimo.

(Original sur parchemin, jadis scellé de deux sceaux).

III

1328, 14 Août

Procuracion donnée par le Chapitre de Laon à deux de ses chanoines, Jacques Rousselet et Adémard de Hauteville, pour inviter l'évêque Albert de Roye à contribuer, ainsi qu'il s'y était engagé, au paiement de la somme de 15.000 livres tournois promise au roi Charles IV pour l'abolition de la commune de Laon.

Universis presentes litteras inspecturis, Capitulum ecclesie Laudunensis (decano absente), salutem in Domino. Noveritis quod nos dilectos concanonicos nostros magistros Jacobum Rousseleti et Ademarium de Altavilla nostros et ecclesie nostre Laudunensis facimus et constituimus procuratores et nuntios speciales, et eorum quemlibet insolidum, ita quod non sit melior conditio occupantis, sed quod unus eorum inceperit, alter prosequi valeat et finire, ad supplicandum reverendo in Christo patri domino Alberto, Dei gratia episcopo Laudunensi, et exortandum, monendum et requirendum eundem cum reverentia qua decet ac omni jure, modo et forma quibus melioribus poterunt et debebunt, et sub debito juramenti ab eodem domino episcopo prestiti ecclesie Laudunensi; necnon sub virtute et vigore pacti et conventionis apud Castrum-Theodorici inter ipsum dominum episcopum et deputatos a decano et capitulo Laudunensibus habitorem cum inclito et serenissimo rege domino Karolo, bone memorie, et conciliaris suis ibidem cum predicto domino rege assistentibus, de dandis et solvendis quindecim milibus libris turonensium ipsi domino regi seu ejus Camere ad finem quod civibus et habitatoribus Laudunensibus super communia rehabenda, pro qua instabant totis conatibus, imponeretur perpetuum silentium et nunquam haberetur memoria de eadem, cum dicta communia esset et redundaret in totalem subversionem et perpetuum prejudicium ecclesie Laudunensis, ut compleat et faciat cum effectu ea ad que tenetur sue Laudunensis ecclesie virtute proprii juramenti, de quibus per dictos procuratores nostros

fuerit nostro nomine requisitus ; specialiter ut contribuat, ut alias promisit, pro sua parte, de pecunie quantitate que remansit solvenda dicte Camere occasione compositionis predicte ; dantes et concedentes eisdem procuratoribus nostris et eorum cuilibet insolidum plenariam potestatem faciendi omnia et singula que in premissis et circa premissa et quodlibet premissorum fuerint necessaria seu etiam opportuna, ratum, gratum et firmum nos habituros promittentes quicquid per dictos procuratores nostros et eorum quemlibet in premissis et quolibet premissorum actum et factum fuerit, sub nostrorum omnium obligatione et ypotheca bonorum. In cuus rei testimonium, sigillum nostri Capituli presentibus litteris duximus apponendum. Datum anno Domini millesimo trecentesimo vicesimo octavo, die dominica in vigilia Assumptionis beate Marie Virginis.

(Original sur parchemin, jadis scellé sur double queue).

IV

Laon, 17 Mai 1333

Sentence arbitrale rendue par l'évêque Albert de Roye dans le différend survenu entre l'archidiacre de Laon et l'abbé de Saint-Vincent de cette ville au sujet de leur droit de préséance aux assemblées synodales.

Datum per copiam. In nomine Domini, amen. Universis presentes litteras seu presens instrumentum publicum inspecturis, Albertus, divina miseratione Laudunensis episcopus, salutem in Domino sempiternam. Notum facimus quod, cum discordia seu questionis materia, diu est, verteretur inter dilectos nobis in Christo filios archidiaconum Laudunensem, ex una parte, et abbatem et conventum monasterii Sancti-Vincentii Laudunensis, ex altera, super eo quod prefatus archidiaconus asserebat pro sui officii debito se debere in nostre sancte celebratione synodi a dextra parte nostra et episcoporum Laudunensium, qui pro tempore fuerunt et erunt, immediate sedere, dictis abbate et con-

ventu e contrario dicentibus premissa ad dictum abbatem solum spectare, dilecti nobis in Christo filii dominus Petrus de Suiasiaco, nunc abbas prefati monasterii, et dominus Nicholaus de Caillone, archidiaconus Laudunensis, in nostra et notarii ac testium subscriptorum presentia, propter hec specialiter constituti, de debato predicto et omnibus aliis exinde dependentibus nostro dicto, ordinationi et omnimode voluntati se subposuerunt, promittentes coram nobis et notario infrascripto stipulante vice quorum interesse poterint, videlicet prefatus abbas pro se, successoribus suis et toto conventu seu monachis sui prefati monasterii, per quos promisit facere dictum seu ordinationem nostrum super hec et alia infrascripta teneri et inviolabiliter perpetuo observari, et dictus archidiaconus pro se et suis successoribus, archidiaconis Laudunensibus, sub pena quingentas librarum parisiensium nobis et parti parenti a parte non parente mediatim reddendarum et solvendarum, dictum seu pronuntiationem et ordinationem nostros nichilominus in suo robore duraturos; quod ipsi, ut eorum quilibet, quicquid in premissis et eorum dependentiis duxerimus ordinandum, decernendum seu nostro arbitrio declarandum, inviolabiliter perpetuo observabunt, dictusque abbas ea faciet et procurabit a suis conventu et monachis omologari, teneri et imperpetuum observari. Nos autem considerantes proinde inconvenientia et pericula que exinde possent in futurum oriri, necnon et impedimenta que in eorum cujuslibet continuanda possessione (*sic*) (1) circa nostre celebratione synodi forsitam haberentur, ac etiam labores et expensas quas in istius prosecutione negotii posset incurrere pars utraque, attentis etiam diligenter quibusdam litteris per nos visis et lectis super sententia lata, dui est, pro abbate contra archidiaconum qui tunc erant de predicto debato, considerantes etiam officium archidiaconi, qui tenetur nobis ea que invenit in visitando reffere, ac plures possessiones (*sic*) (2) quas abbas, presente archidiacono, et archidiaconus in presentia abbatis, tam in ecclesia nostra Laudunensi, quam alibi, circa hec habuerunt, pluresque alias causas et rationes motivas, habita super hiis deliberatione diligenti et ple-

(1) Il faut lire sans doute *contestatione*.

(2) Probablement pour *contestationes*.

niori consultatione cum peritis, Christi invocato nomine, ad nostre ordinationis dictum seu voluntatis pronuntiationem duximus in modum qui sequitur procedendum : videlicet quod dicti abbas et archidiaconus perpetuo, vicibus alternatis, in loco propinquiori sede nostra et successorum nostrorum episcoporum Laudunensium, vel ilius seu illorum qui nostram tunc synodum celebrabunt, a dextro late, in qualibet dicte synodi celebratione sedebunt, videlicet unus ipsorum in unius celebratione synodi et alius in alia immediate sequente. De repetendis expensis factis hinc et inde pro premissis, utrique ipsorum partium perpetuum silentium imponetur. Cui nostre pronuntiationi acquiescentes dicte partes, in nostra et notarii infrascripti presentia personaliter constitute, videlicet prefatus abbas pro se, suis successoribus monasterio, conventu et monachis, et dictus archidiaconus pro se et suis successoribus, archidiaconis Laudunensibus, promiserunt ea omnia firmiter perpetuo servaturi, dictusque abbas promisit sub pena predicta procurare et facere omnia et singula premissa per suos conventum et monachos teneri, et ad ipsa omnia et singula perpetuo observandum firmiter ipsos conventos et monachos efficaciter obligari. Ad quorum probationem, premissa recipi et in hanc publicam formam redigi mandavimus, ac duas litteras sub modo instrumenti publici esjusdem tenoris ad opus utriusque partis confici per notarium infrascriptum, sigillique nostri unacum signo et subscriptione dicti notarii appensione muniri. Acta fuerunt hec Laudunum in capella superiori domus nostre episcopalis Laudunensis, anno m^o ccc^o xxxiii^o, mense maii, die xvii^a, indictione prima, pontificatus sanctissimi patris et domini nostri domini Johannis, digna Dei providentia pape XXII, anno decimo septimo, presentibus venerabilibus et discretis viris magistris Johanne de Baillolio, officiali, et Roberto de Caichiaco ac pluribus aliis testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis.

Et ego Petrus Pier (*sic*) de Acyaco, Meldensis diocesis clericus publicus, auctoritate apostolica notarius, receptioni dicti compromissi promis...(1) seu dicti probationi, ratihabitioni et omnibus et singulis suprascriptis dum ut premititur agerentur..... (1) pre-

(1) Lacune.

sens fui et hoc instrumentum publicum de mandato dicti reverendi patris ad opus utruisque..... (1) in hanc publicam formam redigi solitoque meo signo signavi unacum sigillo dicti..... (1) quod est in tertia decimo linea videlicet possent approbamus.

(Original sur parchemin).

V

Aux bois de Vincennes, 15 Janvier 1338 (n. st.).

Mandement de Philippe VI à Robert de Piquigny et Pierre d'Auxerre, les commettant pour instruire et juger la rébellion des sujets de certaines localités du Chapitre de Laon qui refusaient de s'acquitter vis-à-vis de celui-ci de leurs tailles et autres redevances.

Philippe, par la grace de Dieu roy de France, a noz amés et feaulz conseillers Robert de Piquigny, chevalier, et Pierre d'Auxerre, salut et dilection. Nous avons entendu par relation de dignes de foy que, comme a la supplication des doyen et chapitre de l'eglise de Laon, estans en nostre sauve et especial garde, nous eussions commis par noz lettres certaines personnes pour les maintenir en leur justes possessions et saisines et garder de tort et de force, especialement envers leurs hommes et subgiez, lesquels ils disoient avoir fait conspiracion contre eulx pour leur repugner et contester que ils ne levassent ne puissent lever leurs tailles et autres drois et redevances a eulx et a leur dite eglise deues de leurs diz hommes, apres et contre nos deffences qui sur ce leur estoient faites sur quant que ils se povoient meffaire envers nous, et l'un de noz diz commissaires aians pouvoir chascun pour le tout en ceste partie et aussi un nostre sergent qui a ce faire estoit député et commis de notre baillif de Vermendois feussent alés avec aucuns des gens et officiers des diz doyen et chapitre premierement en la ville de Bussy(2), et après en la ville

(1) Lacune.

(2) Bucy-lès-Cerny, Aisne, arrondissement et canton de Laon.

de Remies(1) pour faire et accomplir les choses a eulx commises et en leurs commissions contenues, et aus gens et habitans desdites villes eussent monstré et signifié lesdites choses et noz dites lettres de commission, qui leur furent leues mot a mot ; neanmoins yceulx habitans ou la greigneur (2) partie d'eulx par leur grant outrecuidance furent rebelles et desobeissans du tout en tout a nos dites gens et a celles desdiz doyen et Chappitre, et encontre eulx se assaïblerent a son de cloches et armerent d'espées, glaives, fourches, arcons, sayettes (3), massues, boules, bastons et d'autres armes, et les assaillirent, batirent et lardirent villainnement et enchasserent, crians a haute vois sur eulx : « a mort ! », « aus murtriers ! », « aus larrons ! », et disans que a nous ne a noz mandemens ils n'obeiroient ne pour nous riens ne feroient, et firent leur pover de oster a noz dites gens nos dites lettres de commission et de les rompre et de les depecier, et ainsi l'eussent-ils fait et occis et mis a mort noz dites gens et celles desdiz doyen et Chappitre et toux ceulx qui avec eulx estoient ales, se ils ne s'en feussent fuis, et avec ce ceulx de l'une desdites villes briserent et depecierent nostre scel pendant a noz dites lettres et nostre figure qui y estoit, et firent plusieurs autres grans et enormes exès les dessus diz habitans, tant de l'une comme de l'autre desdites villes, ou comptent (4) et vitupere (5) de nous et de nostre souveraineté royal, dont nous avons très grant despesance et non senz cause, et ne voulons lessier passer lesdites choses senz pugnicion et vengeance de justice, si elles sont vraies ; pour ce est-il que nous, consiens de voz loyautés et diligences, vous mandons et commettons que vous vous transportez personnellement es dites villes et ailleurs, la ou mestiers(6) en sera, et touz ceulx qui par informacion sur ce faite ou par vous secretement et diligement a faire, par commune renommée ou vehementes presumptions, vous trouverés coupables ou suspecconneus desdiz crimes ou d'aucun d'iceulx, en quelques lieux que ils pourront estre trouvez, hors lieux sains, vous prenez ou

(1) Aisne, arrondissement de Laon, canton de Crécy-sur-Serre.

(2) La plus grande.

(3) Flèches.

(4) Mépris.

(5) Blâme.

(6) Besoin.

faites prendre avec touz leurs biens, desquels vous faites faire loyal inventaire aux meins (1) de tous que vous porrez, et vous en tenez si seurs et saisis, senz en faire delivrance ni retereinte, que vous en puissiez respondre ; et en apres de ce, sur les chose dessus dites enquerez bien et diligemment la verité, appelez nostre procureur et les autres qui y seront a apeller, laquelle verité trouvée, vous pugnisiez lez coupables selon la qualité de leurs meffais, si et en telle maniere que ce soit exemple a touz autres ; et se aucuns desdiz coupables ne pvoient estre trouvés ne pris, procedez contre yceulx a bannissement de tout nostre royaume et a confiscacion de biens, si comme il sera a faire selon raison et coustume, et y gardez bien nostre droit senz recevoir hoqués (2), cavillacions, appellacions ne recusations frivoles. Et nous donnons en mandement par ces lettres a touz noz subgies que ces choses dessusdites et touchant y celles et en celles qui en dépendent, il vous obeissent et entendent diligement. Donné, au boys de Vincennes, le xv^e jour de janvier, l'an de grace mil trois cent trente et sept.

Par le roy en son Conseil :

ADAM.

(Original sur parchemin).

VI

Saint-Ouen-les-Saint-Denis, 2 Juin 1338

Mandement de Philippe VI aux seigneurs de Gauly, de Moreuil et de Cauny leur enlevant la connaissance de la cause relative à l'exécution par Robert de Picquigny et Pierre d'Auxerre, commissaires royaux, d'un certain nombre de sujets du Chapitre de Laon qui avaient formé une sédition.

Philippe, par la grace de Dieu roys de France, a nos amez et feauls chevaliers, aus seigneurs de Gauly, de Moreuil et de

(1) Mieux.

(2) Objections.

Cauny, commis et deputez de par nous en ceste partie, salut et dilection. Comme par nous ait esté approuvée et eue agreable l'exécution de neuf hommes et de six femmes de noz amez le doyen et le Chapitre de l'église de Laon faite deuement par noz amez et feaulz conseilliers Robert de Picquigny, chevalier, et Pierre d'Auxerre, lors commis et deputez de par nous sur ce, et nous en aions absouls et quitté lesdiz Robert et Pierre et sur ce silence perpetuelle imposé aus autres hommes desdiz doyen et chapitre qui poursuivoient la chose, et nous aions entendu de par lesdiz doyen et Chapitre que vous les en traiez en cause par devant vous, par vertu de vostre commission, en disant qu'il le firent faire ; nous adécertes, eu regart et consideration aus choses dessus dites, et aussi que c'est une action personnelle de laquelle la congnoissance ne nous appartendroit pas, vous mandons et fermement enjoignons que de ce vous vous cessez et rappelez ce que fait en avez contre euls tantost et sans delay, comme il ne soit pas nostre entente que de ce vous entremettez ne en teigniez court ni congnoissance. Donné a St-Ouyn-les-Saint-Denis-en-France, le 11^e jour de juinz, l'an de grace mil ccc trente et huit.

Par le Roy, a la relation de Messire Jacques Rousselet :
M. Champin, G. de Villers et Loy de Vaucemain.

FRANC.

(Original sur parchemin, jadis scellé sur simple queue).

VII

Laon, 17 Mai 1383

Mandement du bailli de Vermandois relatif à la mainmise du Roi sur le temporel du Chapitre cathédral de Laon.

Sachent tuit que, comme au commandement de nous Henry le Masier, chevalier, seigneur de Braussart, maistre d'ostel du Roy nostre sire et bailli de Vermandois, par vertu de noz lettres de commission, desquelles la teneur s'ensuit : « Henry le Masier,

chevalier, seigneur de Braussart, maistre d'ostel du Roy nostre
« sire et bailli de Vermendois, au premier sergent du Roy
« nostre sire au dit bailliage sur ce requis, salut. Pour
« certaines causes qui a ce nous meuvent a declairer en temps
« et en lieu, desquelles au Roy nostre sire appartient la congnois-
« sance, et a la requeste du procureur d'icellui seigneur audit
« bailliage, nous vous mandons et commettons que tout le
« temporel de honorables et discrettes personnes, doyen et
« chapitre de l'eglise Nostre Dame de Laon, vous prenes, saisi-
« sies et mettes en la main du Roy nostre sire, et par icelle main
« le faictes garder et gouverner en commettant pour ce faire cer-
« taines bonnes et convenables personnes aux frais de la chose,
« meins que faire se porra, et qui de ce sachent et puissent
« rendre bon compte en temps et en lieu, lau(2) et a qui il appar-
« tiendra, et rescripvez ce que fait en aures ; de ce faire vous
« donnons povoir, mandons a vous estre obey en ce faisant.
« Donné a Laon, soubz nostre scel, le xvii^e jour de may, l'an
mil ccc^{xx}iii et trois », Collart Bazin, sergent du Roy nostre
sire en la prevosté de Laon eust prins et mis en la main du Roy,
nostre sire, tout le temporel de honorables et discrettes person-
nes doyen et Chapitre de l'eglise Nostre Dame de Laon, et pour
icellui garder et gouverner aux coux et frais d'icellui les meins
que on porroit, eust commis et établi de par le Roy, nostre sire.
Remer Boyue, majeur desdis doyen et Chapitre en la ville de
Laon, il nous plaist et voulons que les majeurs, échevins, jus-
tices, receveurs et sergens commis par lesdis de chapitre a garder,
gouverner et recevoir ledit temporel en leurs dites villes et jus-
tices, le gardent et gouvernement de par le Roy, nostre sire, et
par ces presentes les y commettons et leur donnons povoir de
ce faire et a chascund'eulx, pourveu toutesvoies que de ce sa-
chent rendre bon compte en temps et en lieu, lau et quant il appar-
tendra. Si donnons en mandement par ces presentes a tous ce
qui il appartient, que aux dis majeurs, eschevins, justices, rece-
veurs et sergens, commis en ce que dit est, obeissent et entendent
diligemment et leur prestent conseil, confort et aide, se mestiers

(1) Là où.

en ont et requis en sont. Donné à Laon, soubz nostre scel, le xvii^e jour de may, l'an mil ccc iii^{xx} et trois.

J. COMBES.

(Original sur parchemin, jadis scellé sur simple queue).

VIII

1467

A la requête du chapitre cathédral de Laon, Louis XI mande au bailli de Vermendois de faire achever, nonobstant l'appel interjeté par l'évêque de Laon, la visite par des experts-jurés, des biens immeubles appartenant à l'évêché, en vue de leur remise en état, et d'assigner ledit évêque en Parlement de Paris pour le jugement de cette affaire.

Loys, par la grace de Dieu roy de France, au bailly de Vermendois ou son lieutenant, salut. De la partie de nostre procureur ou bailliage de Vermendois et de noz bien amez les doyen et Chapitre de l'église de Laon nous a esté exposé que, ja soit ce que nostre amé et feal conseiller l'evesque duc de Laon, a cause de ce qu'il est maresquier de l'église de Liesse, son scelleur a acoustumé de recevoir, prendre et percevoir de douze pars les cinq des oblacions faites en ladite eglise de Liesse tant en cire, en deniers comme autrement, au moien de certaine provision donnée par nostre court de Parlement en l'an mil cccc quarante deux ou environ, pour icelles oblacions, ainsi receues par ledit scelleur, employer et convertir au reparement et entretenement de ladite eglise de Liesse et des ajournemens et biens d'icelle ; — neantmoins il est venu a la congnoissance de nostre dit procureur exposant, qui de ce a esté adverty par lesdits de Chappitre exposans, que ledit evesque de sa volenté, en venant directement contre ladite provision de nostre dite court, avoit et a prins, receu et appliqué a son prouffit, depuis qu'il est evesque de Laon jusques a present, lesdites oblacions faites a ladite eglise de Liesse pour la portion dessus dite, sans icelle avoir employée aux reparacions

et retenue de ladite eglise de Liesse et des ajournemens et autres biens d'icelle, et tellement que par sa faulte et coulpe ladite eglise est en telle desolacion et ruyne que la retenue de dix ans ne suffiroit a la remettre en estat suffisant, tant es voultres, clochier, ajournemens, comme autres biens ; et qui plus est, combien que ledit evesque a son advenement l'audit eveschié ait trouvé son hostel episcopal dudit Laon, sa maison et pressoir de Vaulx-soulz-ledit Laon, l'ostel d'Achery, l'ostel de Versignis, la tour de Pouilly et autres maisons et hostelz appartenant audit eveschié en bon et souffisant estat, et ses vignes bien labourées, neantmoins, par le povre et petit gouvernement dudit evesque, tous lesdits lieux vont en ruyne et en desolacion, et lesdites vignes en riez et savart, en povre et petit labour ; et a ceste cause, afin de donner ordre et provision sur ce, nostre dit procureur exposant ait de vous obtenu certaines voz lettres de commission adressans au premier nostre sergent dudit bailliage, pour faire veoir et visiter par maçons, charpentiers, couvreurs et vigneronz jurez de ladite ville et paix de Laon les lieux dessusdits et autres appartenans audit eveschié, quelz ouvrages et reparacions y sont necessaires de faire et quelz fraiz et sommes de deniers il y convient pour ce faire, et de ce faire leur rapport pour icellui veoir par nous et nostre conseil audit Laon et au surplus ordonner et appoincter en ladite matière comme il appartiendra par raison ; par vertu desquelles vos lettres de commission, Jehan Deleval, nostre sergent en la prevosté foraine dudit Laon, a fait veoir et visiter partie des lieux dessusdits par lesdits jurez ; mais, ainsi qu'il faisoit veoir et visiter l'ostel episcopal dudit Laon, Jehan de Luzilly, soy disant procureur dudit evesque, pour empescher et faire cesser icelle visitacion sans grief lui faire, a de lui frivolement appelé en nostre dite court de Parlement et soulz ombre d'icellui frivole appel, qui encore n'a esté relevé, nostre dit sergent a differé et differe de plus avant proceder a la perfection de ladite visitacion, et doubtent lesdits exposants, lesquelz avoient entencion apres ladite visitacion de faire faire informacion sur les choses dessusdites et les deppendances, que, obstant ledit frivole appel, differez de proceder ou faire proceder a ladite informacion et perfection de ladite visitacion, se par nous ne leur estoit et est sur ce pourveu de nostre gracieux et convenable remede, en nous humblement

requerant que, attendu ce que dit est, que ledit éveschié de Laon est de fondacion royal et peut cheoir en regale, par quoy avons grant interet a l'entretènement des choses dessus dites ; et aussi ont lesdits de chappitre exposer pour grans sommes de deniers qu'ils ont droit de prendre chascun an sur le temporel dudit éveschié pour l'entretènement du service divin en icelle eglise et autrement ; et que pour ledit frivole appel nostre dit sergent ne devoit differer de proceder a la perfection de ladite visitacion, et, en ce faisant ne faisant grief ou prejudice audit évesque, nous leur vueillons pourveoir de nostre dit remede ; pour quoy nous, ces choses considerées, vous mandons et commettons par ces presentes que, s'il vous appert de vos dites lettres de commission et de l'exécution, par vertu d'icelles, vous, nonobstant ledit appel et autres appellacions faites ou a faire et sans prejudice d'icelles, procédez ou faites proceder a la perfection de ladite visitacion et a faire informacion sur les choses dessusdites et les deppendances pour ce fait, le tout renvoyer par devers nostre dite court pour par elle faire et donner provision en ladite matière, telle qu'elle verra estre a faire par raison ; et neantmoins adjournez ou faites adjourner ledit évesque appellant a estre et compareoir a certains brief et compectent jour ordinaire ou extraordinaire de nostre present Parlement, nonobstant qu'il siet et que par aventure les parties ne soient pas des jours dont l'en plaidera lors, pour monstrier et enseigner la dilligence et poursuite par lui faicte, de son dit appel relever et poursuivi, icellui veoir dire et declairer desert, se faire se doit ; et sinon pour la cause dudit appel dire et proposer et sur icelle et les deppendances respondre ausdits exposans et a nostre procureur general, se mestier est, proceder et aler avant en oultre, selon raison, en certifiant sur tout souffisamment audit jour noz amez et feaulz conseillers les gens tenans nostre dit present parlement, ausquelz nous mandons que aux parties (icelles oïes) payent bon et brief droit, car ainsi nous plaist-il estre fait, non obstant usage etc... et lettres subreptices impetrées ou a impetrer a ce contraires. Donné a (*blanc*), le (*blanc*), jour de (*blanc*), l'an de grace mil cccc soixante sept, de nostre regne le septième.

(Original sur parchemin, jadis scellé sur simple queue.)

INVENTAIRE

DU

MOBILIER D'UN ÉVÊQUE DE LAON

AU XIV^e SIECLE

Dans la seconde moitié du XII^e siècle, les évêques de Laon avaient obtenu du pouvoir royal l'abolition du droit de dépouille et la faculté de tester⁽¹⁾. Dès lors, les objets mobiliers leur appartenant en propre et renfermés, tant au palais de l'évêché que dans les demeures épiscopales, échappèrent à l'exercice du droit de régle.

Il appartenait au chapitre cathédral de faire dresser l'inventaire de ces « meubles », d'en assurer la garde et de les remettre aux héritiers de l'évêque défunt, ou à ses exécuteurs testamentaires, dont il vérifiait les comptes⁽²⁾.

Les rédacteurs de l'inventaire étaient assistés d'un officier royal, requis en vertu de lettre de sauvegarde, et qui devait prendre acte, le cas échéant, des oppositions soulevées au cours de l'opération⁽³⁾.

Le décès de l'évêque Geofroy-le-Meingre donna lieu, de la

(1) Ce privilège fut octroyé, en 1158, par Louis VII. sous l'épiscopat de Gautier de Mortagne. Il a été publié par d'Achery, *Spicilcgium*, t. X, p. 165, et dans le *Recueil des ordonnances de la troisième race*, t. I, p. 12. Cf. Luchaire, *Etudes sur les actes de Louis VII*, n° 408. Voir aussi un arrêt du Parlement de Paris de 1271 : Delisle, *Essai de restitution d'un volume de Olim*, dans Boutaric, *Les Actes du Parlement de Paris*, t. I, p. 322, n° 96, et la note marginale de Jacques de Troyes (Urbain IV) qui accompagne la transcription du diplôme de Louis VII dans un cartulaire du Chapitre de la cathédrale de Laon, fol. 255, conservé au presbytère de la paroisse Notre-Dame. Cf. à la Bibliothèque nationale, *Collection de Picardie*, t. 267, fol. p. 57 v°.

(2) Voy. le règlement de comptes présenté par les exécuteurs testamentaires de l'évêque Albert Roye († 1338) : Bibliothèque nationale, ms. lat. 9228.

(3) Ces renseignements sont fournis par une charte d'Adam de Bouconville, sergent de la prévôté de Laon, qui assista précisément à la rédaction des inventaires publiés ci-dessous (Bibl. nat., *Collection de Picardie*, t. 285, n° 2).

sorte, à l'établissement de deux inventaires : l'un dressé le 12 janvier 1371 (n. st.), au palais de l'évêché, l'autre, rédigé les 20, 21 et 22 du même mois, dans les maisons épiscopales de Presles⁽¹⁾, d'Anizy⁽²⁾, d'Achery⁽³⁾ et de Pouilly⁽⁴⁾.

La première de ces pièces, conservée dans la *Collection de Picardie* à la Bibliothèque nationale, a été publiée, en 1904, par M. Broche, dans le *Bulletin Archéologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*. M. Jehan de Hennezel a récemment retrouvé la seconde parmi les collections de sir Thomas Philipps, de Cheltenham, acquises en 1908 par la Bibliothèque nationale.

Il a paru intéressant de joindre à la publication de ce nouveau document la reproduction du texte de l'inventaire du palais épiscopal, qui fut établi dans les mêmes circonstances.

Les héritiers de l'évêque Geoffroy-le-Meingre, à qui devaient revenir les objets mobiliers consignés sur ces deux inventaires, n'étaient autres que le célèbre maréchal Jean-le-Meingre, dit Boucicaut, et son frère Geoffroy, neveux du d'étunt.

I

1371 (n. st.), 12 janvier. Laon.

Universis presentes litteras inspecturis, officialis Laudunensis, salutem in Domino. Noverint universi quod, cum bone memorie domino Gaufrido, quondam Laudunensi episcopo, viam universe carnis in remotis partibus⁽⁵⁾ ingresso, venerabilis et discretus vir, dominus Reginaldus de Pargny, presbiter, canonicus ecclesie Laudunensis, vice et de mandato venerabilium et circumspectorum virorum Capituli dicte ecclesie (decanatu ejusdem vacante) virtuteque commissionis eorundem sibi, ut dicebat, vive vocis

(1) Presles-et-Thiérny, arr^t et canton de Laon.

(2) Anizy-le-Château, arr^t de Laon.

(3) Achery, arr^t de Laon, canton de La Fère.

(4) Pouilly-sur-Serre, arr^t de Laon, canton de Grécy-sur-Serre.

(5) Geoffroy mourut en effet à Bologne, au cours d'un voyage à Rome.

oraculo ad infrascripta facte, certum inventarium de omnibus bonis mobilibus dicto quondam domino episcopo pertinentibus, in domo episcopali Laudunensi existentibus et repertis, coram dilecto et fideli nostro Auberto Cargneti, clerico, curie Laudunensis tabellione jurato auctoritateque apostolica publico notario, in presencia domini Guillermi de Laval, presbiteri, nuper receptoris dicti quondam episcopi, Ade de Bouconvilla, servientis domini nostri Francie regis illustris, gardiatoris dicte ecclesie Laudunensis, et Johannis Wastelet, testium ad hec vocatorum, anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo, die dominica post festum Epiphanie ejusdem et diebus inde sequentibus, fecit ad opus illius seu illorum cujus seu quorum intererit dictumque inventarium dictorum bonorum mobilium in scriptis per dictum publicum notarium redigi requisit, prout, inferius continetur. Et primo, repperit in coquina dicte domus episcopalis et aliis locis inferius designatis bona mobilia que sequuntur :

(1)⁽¹⁾. IN COQUINA : primo, decem potos cupreos, tam magnos quam parvos ; item, tres patellas ereas ; item, duos chauderonnos cupreos, aptos ad aquam deferendam ; item, duas veteres caldarias ereas ; item, unam marmiteam cupream, aptam ad calefaciendum aquam ; item, unam patellam eream, gallice *frasoire*⁽²⁾ ; item, unam aliam patellam ferream ; item, unam aliam patellam ferram, vocatam gallice *paelle semoire*⁽³⁾ ; item, duos tripedes ferreos ; item, dua paria cheminonorum ⁽⁴⁾ vel caminorum ; item duos mortorios lapideos ; item, duo craticula cum uno crocheto ferreis ; item, unum veru ferreum ; item, duodenas scutellarum novarum stannearum ; item, quatuor discos mediocres et quatuor alios magnos stanneos.

(2). IN EXPENSA : primo, duos magnos potos stanneos, quolibet

(1) Dans l'original, les alinéas 1 et 2 sont disposés sur une colonne ; il en est de même des alinéas 3 à 6 qui forment une seconde colonne, et des alinéas 7 à 11, qui forment une troisième colonne.

(2) Ce mot revêt trois sens différents : râpe, mortier et moulin à broyer. Voyez Godefroy, *Dictionnaire de l'ancienne langue française*, et V. Gay, *Glossaire archéologique*, au mot *Frasoire*.

(3) Sorte de passoire. Voyez Godefroy, *op. cit.*, au mot *Saimoire*.

(4) C'est le vieux mot français *cheminons* (chenêts) latinisé.

continente circiter duos lotos⁽¹⁾ ; item, duos alios potos stanneos continentes circiter unum lotum cum semi ; item, unum potum stanneum, aptum ad reponendum vinum elemosine ; item, tres potos stanneos unius loti, quadratos ; item, octo pintas stanneas, quadratas, ad modum et mensuram parisienses confectas ; item, duos potos parvos, ad reponendum aquam aptos, cum uno cerceleto stanneo ; item, unum lardum ; item, septem chiphos murreos⁽²⁾, tam magnos quam parvos ; item, sex coclearia argentea.

(3). IN CAMERA DOMINI ET EJUS GARDA-ROBA : primo, duas sargas rubei coloris ; item, duas alias persei coloris⁽³⁾ ; item, duos lectos cum duobus coussinis ; item, tres lesonnos (4), videlicet duo magnos et unum parvum ; item, unum gibetum ad superponendum robas ; item, duos magnos cheminonnos seu caminos.

[4]. IN CAMERA DOMINI OFFICIALIS ; primo, tres culcstras et tres coussinos ; item, duo coopertoria virida, barrata de rubeo ; item, unum alud, coopertorium rubei coloris ; item, unam culcstram pictam, veterem et modicam ; item, unum lesonnum et unum scamnum (5) ; item, unum gibetum ad superponendum robas.

[5]. IN CAMERA CAPELLANORUM : primo, sex culcstras cum duobus coussinis veteres et modici valoris, tales quales.

(1) Mesure de liquides en vieux français *lot*. D'après Godefroy, *op. cit.*, au mot *Lot*, cette mesure valait quatre pintes dans l'Île-de-France et en Picardie notamment.

(2) Vases à boire, en vieux français *vases de madre*. Le madre peut désigner, dans certains cas, un minéral dont on ne connaît pas exactement la composition. Ce serait, d'après certains auteurs, une pierre opaque ou translucide comme le jaspe, l'albâtre, l'agate ou l'onix, et, d'après les recherches les plus récentes, le fluat de chaux ou la fluorine. Mais on a fait, au moyen âge, des imitations plus ou moins grossières de cette matière, en bois dur et veiné. Ce sont, très vraisemblablement, des vases de cette sorte que les rédacteurs de l'inventaire font figurer parmi les ustensiles de cuisine. Voyez Du Cange, *Glossarium gallicum*, aux mots *Mazer* et *Madre* ; Lacurne de Sainte-Palaye, *Dictionnaire de l'ancien langage français*, au mot *Madre* ; de Laborde, *Notice des émaux, bijoux et objets d'art divers exposés dans les galeries du musée du Louvre*, t. II (Glossaire et documents), p. 371-376 ; Douët d'Arcq, dans *Bibliothèque de l'École des Chartes*, 3^e série t. IV (1852), p. 131-133, et t. V (1854), p. 185-186 ; Labarte, *Inventaire du mobilier de Charles V*, p. 107, note 1.

(3) Bleu. Voyez Du Cange, *Glossarium mediæ et infimæ latinitatis*, au mot *Persus*, et *Glossarium gallicum*, au mot *Pers* ; Godefroy, *op. cit.*, au mot *Pers*.

(4) Vieux mot français *leson*, latinisé : petit lit, couchette, banc.

(5) Marchepied, escabeau, petit banc.

[6]. IN CAMERA SIGILLIFERI : primo, unam culcitram unacum suo coussino ; item, unum modicum lectum, coopertum cujusdam modici coopertorii, parvi valoris existentis ; item, unum coopertorium grimolatum ; item, unam culcitram pictam ; unum drechorium vel erectorium ; item, unum computatorium ; item, tres lesonnos ; item, duos tripedes, gallice *hetaus* ; item, duos cheminonnos vel caminos ; item, quoddam vas cupreum, vocatum gallice *quiquaudeive* (1) ; item, unam magnam archam antiquam ferratam circumquaque, existente juxta aliam cameram.

[7]. IN CAMERA RECEPTORIS : primo, unum lectum magnum ; item, unum alium parvum ; item, unum coopertorium panni rubei coloris ; item, unam culcitram pictam ; item, unam parvam sargam modici valoris ; item, unum scam[n]um ; item, unum parvum buffetum : item, duos cheminonnos sive caminos.

[8]. IN CAMERA SUPRA PORTAM : primo, unam culcitram cum suo coussino modici valoris ; item, unum scamnum.

[9]. IN AULA BASSA : primo, duos magnos lesonnos ; item, septem mensas, tam novas quam veteres ; item, tria paria tripedum, gallice *hetaus* ; item, quatuor scamna ; item, unum drechorium sive erectorium ; item, duos cheminonnos sive caminos ; item, duas pelves ereos ; item, duos brocheronnos cupreos, lavatorios (2).

[10]. IN CAMERA COCI : primo, unam culcitram, unum coussinum et duas culcstras pictas, modici valoris.

[11]. RES LINEAS : primo, quatuor mappas lineas ; item, quinque manutergia linea longa ; item, decem paria pannorum lineorum, tam honorum quam malorum, aptorum ad jacendum.

[12]. VINA IN PENORO EXISTENTIA : primo, triginta quinque grossas caudas vini veteris ; item, viginti tres caudas vini albi novi plenas, quarum vini caudarum supradictarum due caude, videlicet una veteris et alia novi, disposite et ordinate erant tam pro

(1) Fontaine fixée au mur. Voyez Lacurne de Sainte-Palaye, *op. cit.*, aux mots *Quiquaudeive* et *Quicaudaire* ; et Godefroy, *op. cit.*, au mot *Quicaudaine*.

(2) Le mot *lavatorios*, placé en dehors du texte, est réuni par une accolade aux deux derniers articles, c'est-à-dire *pelves* et *brocheronnos*. Ce dernier terme désigne des robinets. Voyez les ouvrages cités de Gay et de Lacurne de Sainte-Palaye.

remplagio dictorum vinorum quam pro expensa dominorum et suorum servitorum faciendis et ministrandis (1).

[13]. GRANA MENSURATA, EXISTENTIA TAM IN PALACIO DICTE DOMUS EPISCOPALIS, QUAM IN GRANARIO SUBTUS DICTUM PALATIUM : primo, blada tam frumenti quam siliginis mediocris, veteris et novi. Tringinta tres modios et tres aissinos in dicto palatio existentes. Item, sexaginta tres modios avene et octo jaletos in granario subtus palatium existentes.

[14]. FENA : videlicet circiter viginti vecture existentes tam in duscatu quam in antiqua coquina domus episcopalis supradicte.

Quo quidem inventario, sicut premittitur, per prefatum dominum Reginaldum facto et perfecto, idem dominus Reginaldus, vice et de mandato supradicto, omnium et singulorum bonorum mobilium, superius designatorum, custodiam et conservationem domino Guillelmo de Laval, superius nominato, tunc presenti, totaliter commisit, eidem precipiendo ut dicta bona taliter conservaret et custodiret quod inde compotum et rationem redere posset, cum super hoc esset requisitus, sicut, premissa omnia et singula nobis viva voce retulit clericus et tabellio noster antedictus, cui, in hiis et aliis majoribus, fidem indubiam adhibemus. In quorum premissorum testimonium et certitudinem plenioram, sigillum curie Laudunensis presentibus litteris, dictum inventarium veraciter continentibus, duximus apponendum. Datum anno et die supradictis, sede vacante.

[Bibliothèque nationale, *Collection de Picardie*; t. 285, n° 1. Original autrefois scellé sur double queue.]

II

1371 (N. ST.), 20-22 JANVIER.

Universis presentes litteras inspecturis, officialis laudunensis, salutem in domino.

(1) Le passage compris entre *plenas* et *ministrandis*, réuni par une accolade aux deux articles précédents, s'applique aux trente-cinq grosses queues de vin vieux et aux vingt-trois grosses queues de vin blanc nouveau.

Noverint universi quod, cum bone memorie domino *Gaufrido*, quondam Laudunensi episcopo, viam universe carnis in remotis partibus ingresso, venerabilis et discretus vir, dominus *Reginaldus de Pargny*, presbiter, canonicus Laudunensis, vice et de mandato venerabilium et circumspectorum virorum Capituli dite ecclesie (decanatu ejusdem vacante) virtuteque commissionis eorumdem, sibi, ut dicebat, vive vocis oraculo ad infrascripta facte, certum inventarium de omnibus bonis mobilibus dicto quondam domino episcopo pertinentibus, in locis inferius designatis existentibus et repertis, coram dilecto et fideli nostro Johanne de Chalendry presbitero, curie Laudunensis notario jurato, in presencia domini Guillermi de Laval, presbiteri, nuper receptoris dicti quondam episcopi, Ade de Bouconvilla, servientis domini Francie Regis illustris, gardiatoris dicte ecclesie Laudunensis: videlicet ad ea que sunt facta in castro de Pratella, anno Domini millesimo CCC^o septuagesimo, xx^a die januarii, et in presentia dicti gardiatoris et domini Johannis de Sancto Justo, castellani; et Anisiaco, ad ea que sunt facta in domo de Anisiaco xxi^a die dicti mensis januarii, ac etiam, in presentia predictorum domini Guillermi et gardiatoris; ad ea que sunt facta in domo de Achery et in villa de Pooilliaco xxiii^a die supra dicti mensis januarii, fecit ad opus illius seu illorum, cujus seu quorum intererit dictumque inventarium dictorum bonorum mobilium in scriptis redigi per dictum nostrum notarium requisivit, prout inferius in verbis gallicis continetur:

PRIMO, IN CASTRO DE PRATELLA:

- [1]. Un grand pot de queure (1) et un petit.
- [2]. Item, une marmite.
- [3]. Item, deux paelles (2) d'arain.
- [4]. Item, deux autres paelles a ance.
- [5]. Item, une chaudière.
- [6]. Item, deux andiers (3).

(1) Cuivre.

(2) Poêles, réchauds.

(3) Landiers, gros chenêts de feu.

- [7]. Item, deux greilz (1).
- [8]. Item, deux paires de cheminons (2).
- [9]. Item, unes tenailles (3).
- [10]. Item, un crochet de fer.
- [11]. Item, deux grans plas d'estain.
- [12]. Item, huit autres plas d'estain, petis.
- [13]. Item, quinze autres plas plus petis que les dessus dis.
- [14]. Item, trente huit escuelles d'estain.
- [15]. Item, deux quartes (4) d'estain.
- [16]. Item, quatre pintes (5) d'estain.
- [17]. Item, quatre pos appelés choppines (6) d'estain.
- [18]. Item, un pot de lot (7) rond.
- [19]. Item, un pot a aumosne (8).
- [20]. Item, deux flacons d'estain.
- [21]. Item, trois quanes de bos.
- [22]. Item, un bacin et un pot a laver.
- [23]. Item, un coffre ferrée.
- [24]. Item, quatre hennaps de magdre (9).
- [25]. Item, six chandeliers de limoizes.
- [26]. Item, seize nappes.
- [27]. Item, que doubles (10) que touelles (11), dix huit pièces.
- [28]. Item, deux bans.
- [29]. Item, quatre tables.
- [30]. Item, quatre paires de traitiaux.
- [31]. Item, un argentier.

(1) Grils à rôtir.

(2) Voir page 178, note 4.

(3) Pincettes à feu.

(4) Mesure de capacité pour les liquides, d'une contenance d'une double-pinte, soit d'un peu plus d'un double-litre.

(5) Mesure de capacité pour les liquides, d'une contenance d'1 litre 2352 dans le Laonnois, d'après le *Tableau de comparaison des mesures et poids anciens du département de l'Aisne* publié en l'an XIII.

(6) Mesure de capacité pour les liquides, d'une contenance d'environ une demi-pinte.

(7) Cf. p. 179, note 1.

(8) Vase destiné à recevoir les restes des repas qu'on distribuait aux pauvres. (Voy. Bibliothèque de l'École des Chartes, 6^e série, t. I. p. 435).

(9) Cf. p. 179, note. 2

(10) Sortes de courtes-pointes garnies de coton, qu'on mettait sous les draps.

(11) Serviettes.

- [32]. Item, quatre eschames (1).
- [33]. Item, huit lis que grans que petis.
- [34]. Item, seze curtepointes.
- [35]. Item, un marchepié (2) veic, saigné des armes de l'esvesché et dudit Monsigneur l'evesq (3).
- [36]. Item, un parement de cheval.
- [37]. Item, une chambre (4) veic, de quatre pièces.
- [38]. Item, une sarge (5) veic, d'aniaux a deux bendes rouges.
- [39]. Item, une chambre de pers (5), de quatres pièces bendées de rouge.
- [40]. Item, une sarge de quen (6), ynde (7).
- [41]. Item, deux sarges rouges, et ont les chiefs royés de fil blant.
- [42]. Item, un couvetoir (8) de noir drap.
- [43]. Item, un couvetoir de drap rouge.
- [44]. Item, trois sarges barrées.
- [45]. Item, six couverfourmes (9).
- [46]. Item, trois sarges veic, royés a chascun chief de fil blant.
- [47]. Item, un autre veic, desperail (10).
- [48]. Item, deux grans quarriaux (11) couvers de samin (12) paraux (13).
- [49]. Item, un autre a oysiaux.
- [50]. Item, quatre quarriaux paraux couvers de camocas (14).

(1) Escabeaux.

(2) Tapis.

(3) Les armes de l'évêché de Laon étaient *d'azur semé de fleurs de lis d'or à une croix d'argent chargée d'une crosse de gueules*. Celles de Geofroi-le-Meindre, *d'argent à l'aigle éployée de gueules, becquée et membrée d'azur*.

(3) Tenture.

(4) Serge.

(5) Cf. p. 179, note 3.

(6) Violet.

(7) Serge représentant des chiens.

(8) Couverture.

(9) Sorte de housses (?)

(10) Dépareillé.

(11) Coussins.

(12) Fine étoffe de soie.

(13) Parcils.

(14) Etoffe de soie, d'origine orientale.

- [51]. Item, un autre ouvré a serpens et apappegaux (1).
- [52]. Item, deux quarriaux veic paraux, couvers de samin.
- [53]. Item, deux autres quarriaux veic.
- [54]. Item, un autre de pers.
- [55]. Item, un mantel et un chapperon de samin forré (2) de rouge cendail (3).
- [56]. Item, une malette de drap a escussons.
- [57]. Item, un chappel noir forré de vert cendail.
- [58]. Item, une chayère de chapelle appelée faudestuel (4).
- [59]. Iden, cinq bacinés de fer (5), estoffés de camocas.
- [60]. Idem, trois cappelines, estoffés de camocas.
- [61]. Item, trois visières et un chappel de fer (6).
- [62]. Item, huit paires de gantelés de fer.
- [63]. Item, deux costes de fer.
- [64]. Item, trois paires de pans (7).
- [65]. Item, cinq paires de manches.
- [66]. Item, quatre paires de plastes (8).
- [67]. Item, un harnas de jambes estoffé.
- [68]. Item, quatre chapperons a covire bacinés.
- [69]. Item, dix et sept arbalestes.
- [70]. Item, onze bandères (9).
- [71]. Item, grant quantité d'artillerie.
- [72]. Item, cinq targes (10).
- [73]. Item, quatre panaux (11).
- [74]. Item, deux quanons.
- [75]. Item, quatre ars d'if à main.

(1) Perroquets.

(2) Doublé.

(3) Sorte de taffetas.

(4) Fauteuil.

(5) Sorte de casque.

(6) Sorte de casque.

(7) Parties de l'armure.

(8) Pièces d'acier qu'on portait sur le haubert.

(9) Cordeaux d'arbalète.

(10) Boucliers.

(11) Coussinets placés sous l'arçon d'une selle.

- [76]. Item, ou grenier desseur la tour, huit muys (1), quatre jaloys (2) et un quartel (3) d'avaine.
- [77]. Item, un quartel de feves.
- [78]. Item, en la chambre dessoulz iceulz greniers, huit jaloys et un aissin (4) de froment viés.
- [79]. Item, de meilleur froment, dix huit muys, dix jaloys et un aissin.
- [80]. Item, un jaloys et un aissin de blé moitain (5).
- [81]. Item, en la chambre a parer, un muy, trois jaloys et un aissin de froment.
- [82]. Item, en l'autre chambre après, six muys, quatre jaloys et un aissin de soille (6).
- [83]. Item, vint deux grosses kreues (7) de vin nouvel blant, lesquell estoient au celier devant la cave.
- [84]. Item, trois grosses queuez de vin vermail nouvel, estans audit celier.
- [85]. Item, audit celier, neuf grosses queuez de vin blant viés de l'an CCCLXIX.
- [86]. Item, en la cave, huit grosses queuez de vin rouge nouvel.
- [87]. Item, en ladite cave, cinq grosses queuez et une petite de vin viés rouge, de l'an CCCLXIX.
- [88]. Item, en ladite cave, seize grosses queuez de vin viés blant de l'an CCCLXIX.
- [89]. Item, en ladite cave, quinze petit queuez de vin viés blant de l'an CCCLXVIII.
- [90]. Item, en ladite cave, trente sept grosses queuez de vins viés blant de l'an LXVIII.
- [91]. Item, au cavel, deux petits queuez de vin viés blant de l'an LXVIII.

(1) Mesure d'une contenance de 12 hectolitres environ.

(2) Mesure d'une contenance d'environ 4 décalitres.

(3) La contenance du quartel variait beaucoup selon les localités. Il valait 1 décalitre 88 à Laon, Bruyères, etc., et 2 décalitres 47 à Anizy, Mons, etc. Voir *Tableau de comparaison...* loc. cit.)

(4) Mesure d'environ 2 décalitres.

(5) Méteil, mélange de froment et de seigle.

(6) Seigle.

(7) Queues, tonneaux.

ITEM, IN DOMO DE ANISIACO :

- [92]. Primo, deux pos de keminé, l'un moien et l'autre plus petit.
- [93]. Item, un chaudrelac (1) viés, sans ance.
- [94]. Item, une petite paelle d'arain.
- [95]. Item, trois petits chaderons viés a mestre pane
- [96]. Item, trois plas d'estain.
- [97]. Item, deux douzaines d'escuelles d'estain.
- [98]. Item, trois pos d'estain appelés quartes.
- [99]. Item, trois pos d'estain appelés pintes.
- [100]. Item, deux pos a mestre yaue.
- [101]. Item, trois nappes et trois touelles.
- [102]. Item, cinq queistres et quatre ciucins (2).
- [103]. Item, trois ceustre pointes.
- [104]. Item, une sarge veit.
- [105]. Item, cinq pannes de draps de lit.
- [106]. Item, trois bans.
- [107]. Item, quatre tables, trois paires de hetaux. (3)
- [108]. Item, quatre eschames.
- [109]. Item, deux bons chevaux trayans (4), grisons.
- [110]. Item, une charette ferrée.
- [111]. Item, deux bacinés de fer estoffez.
- [112]. Item, deux costes de fer.
- [113]. Item, un harnas de jambes sans piés.
- [114]. Item, une paire de bracieux.
- [115]. Item, quatre paires de gantelés de fer.
- [116]. Item, deux ars gauges.
- [117]. Item, trois gaugons.
- [118]. Item huit arbalestes et huit bandères estoffés.
- [119]. Item, deux pavois (5) et grant quantité d'artillerie.
- [120]. Item, quatre muys et demi de blé laonnois.
- [121]. Item, deux muys d'avaine.
- [122]. Item, environ dix chartées de fain.

(1) Ustensile de cuisine en cuivre.

(2) Oreillers.

(3) Tréteaux.

(4) De trait.

(5) Grands boucliers.

- [123]. Item, trois grosses queuez et trois petis de vin blant de l'an LXVIII.
- [124]. Item, huit grosses queuez de vin blanc de l'an LXIX.
- [125]. Item, dix grosses queuez et trois petit de vin blant nouvel.
- [126]. Item, environ trois muys de vin rouge estans en deux petit queuez.

ITEM, IN DOMO DE ACHERY :

- [127]. Primo, en la grange, avoit environ douze muys laonnois de blé que bastu que a bastre.
- [128]. Item, quatre muys d'avaine.

ITEM, APUD POOILLIACUM :

- [129]. Primo : quatre muys laonnois d'avaine, lesquels estoient en l'ostel de Jehan le Breton.

Quequidem bona supradicta in dicto castro de Pratella et domo de Achery, prefatus dominus Reginaldus de Pargny sub predicti domini Guillermi de Laval, et bona in domo espiscopali de Anisiace Johannis de Sancto-Justo, et bona apud Pocilliacum, ut predictum est, reperta sub Johannis Breton predicti, gardia et custodia in predictis locis dimisit et ea omnia fideliter servanda et custodienda in se susceperunt et promiserunt quilibet ipsorum coram domino nostro notario de ipsis bonis computum et rationem reddere et facere tociens et cociens super his fuerunt requisiti.

In quorum omnium et singulorum testimonium premissorum, nos officialis laudunensis, ad relacionem dicti domini notarii nostri, qui omnia et singula premissa nobis una voce retulit coram eodem facta fuisse, sigillum curie Laudunensis presentibus litteris duximus apponendum. Datum, anno [et] die supradictis.

[Bibliothèque nationale, ms. fr. nouv. acqu. 21287, pièce 96].

Lucien BROCHE
et V^{te} de HENNEZEL D'ORMOIS.

AUTOUR D'UNE VIEILLE MAISON

APPENDICE (1)

Portrait d'Henry-François DANYE sous le nom figuré de Polidore.

(Extrait des « Entretiens de deux hommes qui étoient à la Comédie le dimanche 11 mars 1764 chez M. Le Clerc, lieutenant-général » manuscrit n° 510 de la Bibliothèque de Laon, tome 1, 5^{me} partie).

Le citoyen *Léonide a un oncle, ancien capitaine du régiment de La Fère, que vous seriez charmé de connoître.*

Il y a deux hommes dans Polidore : un philosophe très éclairé et un artiste très ingénieux. Son esprit pénétrant a percé le chaos des préjugés et s'est élevé jusqu'à la vérité, sa main industrieuse a fait la loy aux métaux. Ils prennent la forme qu'il lui plait. Durval, allés chez Polydore, vous trouverez un sage qui s'occupe avec la plus grande activité, qui est fort heureux du travail de ses mains, et qui aime à penser que le spectacle de son travail console, anime les hommes qui sont forcés de s'y livrer du matin au soir pour se procurer des nourritures.

(1) Il faut savoir se borner, et je signalerai seulement aux lecteurs que la silhouette de M. Vitu a pu intéresser la cote C. 143 des Archives Départementales de l'Aisne. Ils y trouveront tout un dossier dont je n'ai eu connaissance qu'au cours de l'impression de cette étude, et y apprendront par le menu les démêlés que le délabrement où il avait laissé tomber son presbytère officiel, entretint de 1756 à 1762 entre cet ecclésiastique et ses ouailles. Je ne résiste pas, en revanche, au plaisir de rapporter tout au long le pittoresque portrait à la plume qu'on lit ci-dessus, et de figurer ici le capitaine Danye tel qu'il apparut aux yeux de ses contemporains. L'entrevue au cours duquel ce portrait est tracé est censé avoir lieu le 11 mars 1764, mais l'ouvrage qui le rapporte est de la fin de cette année et du commencement de la suivante, et c'est bien dans la maison Vitu qu'il nous montre H.-F. Danye, retraité du 1^{er} avril 1763 avec une pension de 418 l., 18 d. (Arch. Min. Guerre).

Durval, vous serez humilié de voir cet homme estimable dans son atelier. Vous et moy, nous ne sommes que des dissertateurs et nos mains n'ont aucune valeur. Le marteau, la lime, la scie sont des instruments dont nous ne sçavons pas faire usage. Nos mains sçavent tout au plus barbouiller du papier. Polidore disserte mieux que nous, et Polidore a de plus que nous les talens de l'ouvrier le plus adroit. Il est plaisant d'entendre un homme qui a un tablier de menuisier et qui a le rabot à la main vous entretenir des fleurs agréables de la littérature et des vérités sublimes.

L'étranger : Je serois bien curieux de connoître un homme aussi intéressant. Il s'est procuré les talens que J.-J. Rousseau souhaite dans son Emile. Je suis jaloux de Polidore que je ne connois point. J'enrage de ne sçavoir rien faire de mes dix doigts.

Le citoyen : Vous faites mieux que Montagne, qui s'applan-dissoit de sa maladresse. Polidore est infirme, et les variétés de ses occupations lui font oublier ses infirmités. Polidore est ingénieux, il a multiplié ses plaisirs qui ne pouvoient être goûtés que par un sage, exempt de passions. Il nourrit des animaux de toute espèce, il cultive son jardin, il observe les progrès des plantes. Il prend un livre, il médite sa lecture un marteau à la main. Polidore aime les hommes, il reçoit son monde avec la politesse affectueuse qui est fondée sur l'humanité. Il aime les entretiens littéraires, il a le ton modeste d'un homme vraiment instruit, il sçait écouter. Il ne se laisse point entraîner à la fureur de régner dans la conversation. Polidore est essentiellement honnête, il est obligeant, il est d'un excellent commerce. Polidore demeure à une lieue de Laon, à Presles-l'Évêque; c'est dans un village que demeure ce sage estimable, dont l'entretien seroit goûté par les plus grands génies du siècle.

LISTE DES MEMBRES

de la Société Académique de Laon

1910 - 1911

Présidents d'honneur

MM.

ALLARD, préfet de l'Aisne.

ERMANT, sénateur, conseiller général, maire de la ville de Laon.

DE FLORIVAL, président du tribunal civil d'Abbeville, ancien président de la société.

GLINEL, ancien président de la société.

TILORIER, membre fondateur.

PELTIER, inspecteur d'académie à Laon.

SERVANT, ancien président de la société.

Présidents et Membres honoraires

ALLAIN-TARGÉ, ancien préfet de l'Aisne, à Paris, 1, rue Frédéric-Bastiat (1886).

BÈS DE BERG, ancien préfet de l'Aisne, trésorier-payeur de la Loire-Inférieure, à Nantes, 7, rue de Bréa (1890).

GOULLEY (Henry), ancien préfet de l'Aisne, secrétaire général de l'assistance publique, à Paris (1898).

HANOTAUX (Gabriel), de l'Académie française, ancien ministre des affaires étrangères, à Paris, et à Pargnan (Aisne) (1884).

LEFÈVRE (Georges), doyen de la faculté des lettres de l'université de Lille, à Lille, 30 bis, rue de Thionville (1897).

LEFÈVRE-PONTALIS (Eugène), directeur de la société française d'archéologie, à Paris, 13, rue de Strasbourg, et à Vieux-Moulins (Oise) (1886).

MILLETEAU (Albert), ancien préfet de l'Aisne, préfet du Doubs, à Besançon (1907).

SCHIRAMECK (A.), ancien préfet de l'Aisne, directeur de l'administration pénitentiaire au ministère de l'Intérieur, à Paris (1906).

MM.

SÉBLINE, ancien préfet de l'Aisne, sénateur, conseiller général, à Paris, 117, boulevard Malesherbes, et à Montescourt-Lizerolles (Aisne) (1879).

TURQUET, ancien sous-secrétaire d'État, à Paris (1881).

Bureau de la Société pour l'année 1910-1911

Président : M. BROCHE.

Vice-Président : M. CASSE.

Secrétaire général : M. WESTERCAMP.

Trésorier : M. PRUDHOMME.

Secrétaire des séances : M. J. DE HENNEZEL.

Archiviste-bibliothécaire : M. G. MARQUISET.

Membres titulaires

BAZIN (Emile), au château de Chambry (Aisne) (1909).

BLACK, avoué honoraire à Laon (1904).

BRAIBANT (Maurice), député des Ardennes, à Herpy, par Château-Porcien (Ardennes), et à Paris (1909).

BRICHE (le comte de), ancien inspecteur des finances, au château de Montaigu (Aisne), et à Paris, 24, avenue Kléber (1909).

BROCHE (Lucien), archiviste de l'Aisne, correspondant du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts, conservateur des antiquités et objets d'art du département de l'Aisne, à Laon (1903).

CAMPEAU (Robert de), au château de Vorges (Aisne) (1908).

CAMUS, avocat à Laon (1905).

CASSE, professeur agrégé des sciences au lycée de Laon, à Laon (1905).

CERRIER (Henri), notaire honoraire à Paris, 22, rue d'Aumale, et à Chevreigny (Aisne) (1910).

COINTE (Charles), avocat à la cour d'appel de Paris, maire de Marle, à Marle (Aisne), et à Paris, 4, boulevard Saint-André (1909).

DELVINCOURT, archéologue, à Crécy-sur-Serre (Aisne) (1909).

DOSSER (Mlle), directrice de l'école normale d'institutrices, à Laon (1909).

DOUCET (Camille), 9, rue Spontini, à Paris (1909).

ERMANT (Georges), sénateur, conseiller général, maire de la ville de Laon, à Laon (1877).

ERSU (E. d'), au château de Trianon, à Chérêt (Aisne), et à Paris, 4, rue de Berne (1908).

MM.

- FIRINO**, ancien député de l'Aisne, conseiller général, maire de Fontenoy, au château de Fontenoy (Aisne), et à Paris, 41, rue de Monceau (1907).
- FORZY** (Albert), conseiller général de l'Aisne, maire de Bassoles-Aulers, à Bassoles-Aulers (Aisne) (1909).
- FRÉMONT** (le Docteur), à Anizy-le-Château (Aisne) (1910).
- GENTILLIEZ**, sénateur, conseiller général, à Voyenne (Aisne) (1909).
- GILBERT**, ancien notaire à Laon (1891).
- GLINEL**, ancien notaire, adjoint au maire de la ville de Laon, à Laon (1879).
- GUÉDET** (Louis), notaire à Reims, 37, rue de Talleyrand (1910).
- HÉDOUVILLE** (Armand de), maire de Montbavin, au château de Saint-Julien-Royaucourt (Aisne) (1908).
- HENNEZEL D'ORMOIS** (le vicomte Jehan de), au château de Bourguignon (Aisne), et à Paris, 16, rue de Chaillot (1902).
- HENNEZEL D'ORMOIS** (le vicomte Paul de), maire de Vorges, à Vorges (Aisne) (1908).
- L'ELEU** (André), avocat, 31, rue Berthelot, au Mans, et à Presles-et-Thiérny (Aisne) (1905).
- LENAIN**, avoué, à Laon (1909).
- LION**, notaire, à Laon (1883).
- LOISAU**, avoué, à Laon (1910).
- MACHIN**, avoué, à Laon (1910).
- MARCÉ** (Maurice), ancien officier, au château de Lizy (Aisne), et à Paris, 184, boulevard Haussmann (1905).
- MARQUISET** (Georges), architecte, à Laon (1905).
- MONBRUN**, propriétaire, à Laon (1903).
- MOREAU-NÉLATON** (Etienne), à Fère-en-Tardenois (Aisne), et à Paris, 78 bis, rue du Faubourg-Saint-Honoré (1909).
- PÉRINNE DE LA CAMPAGNE** (Emilien), conseiller de préfecture honoraire, à Laon (1891).
- PILLE** (Marcel), artiste-peintre, membre de la société des artistes français, à Paris, 6, rue d'Alger (1907).
- PRUDHOMME** (Maurice), à Laon (1906).
- QUERLEUX** (Charles), principal honoraire, bibliothécaire de la ville de Laon, à Laon (1909).
- RENSON D'HERCULAI** (le comte), au château de Bois-Roger (Aisne) (1910).
- RILLART DE VERNEUIL** (Henri), conseiller général de l'Aisne, au château de la Bove (Aisne), et à Paris, 2, avenue Montaigne (1908).
- ROUSSEAU** (Léon), ingénieur des arts et manufactures, à Laon (1880).

MM.

- SARTIAUX** (Eugène), ingénieur en chef de la compagnie des chemins de fer du Nord, maire de Saint Gobain, à Saint-Gobain (Aisne), et à Paris, 48, rue de Dunkerque (1909).
SERVANT (Henri), ancien notaire, à Paris, 12, avenue Rapp (1899).
SOUCHON, archiviste départemental honoraire, membre non résidant du comité et travaux historiques et scientifiques du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts, à Paris, 11, rue Bridaine (1889).
TILORIER, propriétaire à Laon (1850).
TRÉTAIGNE (le baron Michel de), ancien inspecteur des finances, conseiller général, maire de Festieux, au château de Festieux (Aisne), et à Paris, 12, rue de Condé (1890).
WESTERCAMP (Ch.), ancien avocat à la cour d'appel de Paris, publiciste, à Laon (1907).

Membres correspondants.

- AMADE**, conseiller de préfecture, à Laon (1909).
AUBINEAU, directeur de la sucrerie d'Anizy, à Anizy-le-Château (1910).
BARBIER, bijoutier à Laon (1904).
BERCET (Edouard), membre de la commission historique du Nord, à Anor (Nord) (1882).
BERRIOT (l'abbé), curé de Bruyères-et-Montbérault (Aisne) (1904).
BEUCHER (M^{lle}), professeur au collège de jeunes filles, à Laon (1909).
BIVER (André), élève de l'école des Chartes, à Paris, 28, rue d'Assas, et à Saint-Gobain (Aisne) (1909).
BOULAY (M^{lle} E.), professeur au collège de jeunes filles, à Laon (1909).
BRISMONTIER, propriétaire, à Laon (1908).
CAMPEAU (M^{me} Robert de), au château de Vorges (Aisne) (1910).
CARON, conseiller d'arrondissement, maire de Montcornet (Aisne) (1908).
CATELAIN, professeur au collège de La Fère (1909).
CLAIRAMBAUX (l'abbé), curé-doyen de Montcornet (Aisne) (1907).
CONTENEAU, docteur en médecine, à Paris, 8, rue de Bruxelles (1898).
CROQUET, docteur en médecine, à Tergnier (Aisne) (1910).
DEFENTE (Henri), directeur de l'hospice départemental de Montreuil, à Laon (1910).
DEJENTE, instituteur à Fresnes-sous-Coucy (Aisne) (1906).
DELAMÉ, maire de Bosmont (Aisne) (1907).
DELMAS, percepteur de Laon (1910).

MM.

- DÉMARET (le chanoine), archiprêtre de Saint-Quentin (1903).
DUCHÉNOIS (Henri), directeur de l'enregistrement des domaines et du timbre, à Laon (1910).
DUFLOT (Ed.), agent d'assurances, à Guise (1910).
FAURE (Gaston), à l'abbaye de Saint-Nicolas-aux-Bois, par Saint-Gobain, et à Paris, 2, avenue Alphand (1909).
FAURE (M^{me} Gaston), mêmes adresses.
FUSY, inspecteur primaire, à Laon (1909).
GANAUULT, docteur en médecine, député de l'Aisne, conseiller général, à Montcornet (Aisne) (1909).
GARTNER (M^{lle}), professeur au collège de jeunes filles, à Laon (1909).
GAUDION, maire de Paissy, à Œuilly, par Beaurieux (Aisne) (1909).
GOBERT, propriétaire, à Laon (1906).
GOURDON, inspecteur primaire, à Laon (1909).
HARDUIN DE GROSVILLE, président honoraire du tribunal civil de Laon, au château de Grosville, par Beaumetz-les-Loges (Pas-de-Calais) (1899).
HÉDOUVILLE (l'abbé de), curé de Retheuil, par Pierrefonds (Oise) (1890).
HENNEQUIN (Georges), avocat, ancien sous-préfet, à Soissons (1908).
HENNEZEL D'ORMOIS (le baron Léon de), au château de Chavailles (Aisne) (1910).
IMBAULT, proviseur du lycée, à Laon (1908).
JADART, conservateur de la bibliothèque municipale de Reims (1880).
LABOURET (Henri), juge de paix, à Oran (Algérie) (1903).
LALANNE (M^{lle}), professeur au collège de jeunes filles, à Laon (1909).
LAMINIÈRE (René de), au château de Colligis (Aisne) (1907).
LA TOUR DU PIN LA CHARCE (marquis de), au château d'Arrancy (Aisne) (1890).
LA TOUR DU PIN LA CHARCE (le vicomte de), ancien officier, au château de Bosmont (Aisne), et à Paris, rue Copernic, 39 (1909).
LAVAUD (René), professeur agrégé au lycée de Laon (1906).
LAVAUD (M^{me} René), directrice du collège de jeunes filles, à Laon (1909).
LEFÈVRE (l'abbé), curé d'Ardon-sous-Laon (1903).
LEGRAND (Gaëtan), avocat, conseiller général, à Laon (1903).
LEMPEREUR, archiviste de l'Aveyron, à Rodez (1881).
LÉPINOIS (Louis), ancien maire de Montcornet (Aisne) (1905).
LINAGE (lieutenant de), à Bourguignon-sous-Montbavin (Aisne), et à Romans (Drôme) (1907).
LONCQ (Emile), chef de division à la préfecture de l'Aisne, à Laon (1909).

MM.

MONTESQUIOU-FÉZENBAC (le comte de), au château de Longpont (Aisne), et à Paris, 107, rue de la Pompe (1904).

MENU (Eugène), ancien consul, à Mons-en-Laonnois (Aisne) (1906).

MUSSAN (de), officier d'administration, à Rennes, 39, avenue de la Gare (1910).

NAZELLES (le marquis de), ancien officier, au château de Guignicourt (Aisne) (1904).

PINEAU, licencié en droit, à Paris, 58, avenue de Clichy (1910).

POLI (le capitaine), à Laon (1905).

RADAIS (M^{lle}) professeur au collège de jeunes filles, à Laon (1910).

RAVAUD, pharmacien, à Reims, 12, rue du Cadran-Saint-Pierre (1905).

RIOMET, instituteur, à Passy-sur-Marne (Aisne) (1891).

ROUX (M^{lle}), professeur au collège de jeunes filles, à Laon (1909).

SARS (le comte Maxime de), au château d'Urcel (Aisne), et à Paris, 131, boulevard Raspail, (1907).

TAINÉ (l'abbé), curé de Cramaille (Aisne) (1905).

TOLMER (M^{me}), à Neuilly-sur-Seine, 23, rue d'Orléans (1902).

WATTEBOT, notaire, à Montcornet (Aisne) (1909).

LISTE DES SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES

de la Société Académique de Laon

AISNE.

Société archéologique de Château-Thierry.
Société académique de Saint-Quentin.
Société industrielle de Saint-Quentin.
Société archéologique de Soissons.
Société archéologique de Vervins.

ALLIER.

Société d'émulation du Bourbonnais, à Moulins.

ALPES-MARITIMES.

Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes.

AUBE.

Société d'agriculture, sciences et belles-lettres de l'Aube, à Troyes.

BOUCHES-DU-RHONE.

Société de statistique de Marseille.

CALVADOS.

Société académique de Caen.

CHER.

Société d'agriculture du département du Cher, à Bourges.

COTE-D'OR.

Académie des sciences, arts et belles-lettres de Dijon.

DOUBS.

Académie de Besançon.

EURE.

Société libre d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres de l'Eure,
à Evreux.

EURE-ET-LOIR

Société archéologique d'Eure-et-Loir, à Chartres.

FINISTÈRE.

Société académique de Brest.

GARD.

Académie de Nîmes.

HÉRAULT.

Académie de Montpellier.

Société archéologique de Béziers.

HAUTE-LOIRE.

Société agricole et scientifique de la Haute-Loire, au Puy.

LOIRET.

Société d'agriculture, sciences, belles-lettres et arts, à Orléans.

LOZÈRE.

Société d'agriculture, industrie, sciences et arts de la Lozère, à Mende.

MANCHE.

Société d'agriculture, sciences et arts du département de la Manche,
à Saint-Lô.

MARNE.

Société d'agriculture, sciences et arts, à Châlons.

Académie nationale de Reims.

Société des sciences et arts, à Vitry-le-François.

HAUTE-MARNE.

Société historique et archéologique de Langres.

MEURTHE-ET-MOSELLE.

Académie Stanislas de Nancy.

MEUSE.

Société des lettres, sciences et arts, à Bar-le-Duc.

Société philomatique, à Verdun.

NORD.

Société archéologique d'Avesnes.

Société d'émulation, à Cambrai.

Société d'agriculture, sciences et arts, à Douai.

Société d'agriculture, sciences et arts, à Valenciennes.

OISE.

Société historique de Compiègne.
Société archéologique de Senlis.
Société historique et scientifique de l'Oise, à Beauvais.
Comité archéologique de Noyon.

PAS-DE-CALAIS.

Académie des sciences, lettres et arts d'Arras.
Société académique de Boulogne-sur-Mer.

RHONE.

Académie de Lyon.

SAONE-ET-LOIRE.

Académie de Mâcon.

SARTHE

Société d'agriculture, sciences et arts, au Mans.

SAVOIE.

Académie du Val d'Isère, à Moutiers.

SEINE.

Association philotechnique, à Paris.
Société d'anthropologie, à Paris.
Société des antiquaires de France, à Paris.
Société botanique de France, à Paris.
Société pour l'encouragement des études grecques, à Paris.
Société des études historiques, à Paris.
Société de médecine légale, à Paris.
Société de l'histoire de Paris et de l'Île-de-France, à Paris.
Société philomatique, à Paris.

SEINE-ET-OISE.

Revue de l'histoire de Versailles et de Seine-et-Oise.
Société archéologique de Rambouillet.

SEINE-INFÉRIEURE.

Commission des antiquités de la Seine-Inférieure, à Rouen.
Société d'émulation de la Seine-Inférieure, à Rouen.

SOMME.

Société des antiquaires de Picardie, à Amiens.
Société d'émulation, à Abbeville.

TARN-ET-GARONNE.

Société archéologique, à Montauban.

VAR.

Académie du Var, à Toulon.

VIENNE.

Société des antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.

VOSGES.

Société d'émulation des Vosges, à Épinal.

YONNE.

Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne.

ALGÉRIE.

Société archéologique du département de Constantine.

ALSACE-LORRAINE.

Académie de Metz.

ÉTRANGER.

Institution smithsonienne, à Washington.

Société d'art et d'histoire du diocèse de Liège.

Revue Mabillon, à Chevetogne, par Leignon (Belgique).

Musée national, à Montevideo.

Academica heraldica, à Madrid.

Institut géologique de l'université d'Upsal.

TABLE DES MATIÈRES

Procès-verbaux des séances	iii
Autour d'une vieille maison, par M. A. E.	3
Note sur une pierre gnostique trouvée à Corbeny, par M. le V ^{te} Jehan de Hennezel d'Ormois	69
Un Confesseur de la foi, Etienne-Joseph de La Fare, évêque duc de Laon (1691-1741), par M. le comte Maxime de Sars . . .	73
Quelques bibliophiles du pays Laonnois et leurs ex-libris, par M. le V ^{te} Jehan de Hennezel d'Ormois	124
Pièces inédites relatives à l'histoire de Laon au moyen âge, publiées par M. H. Cherrier	161
Inventaire du mobilier d'un évêque de Laon au xiv ^e siècle, par M. Lucien Broche et M. le V ^{te} Jehan de Hennezel d'Ormois.	177
Autour d'une vieille maison, appendice	190
Liste des membres de la société.	192
Liste des sociétés correspondantes	198



